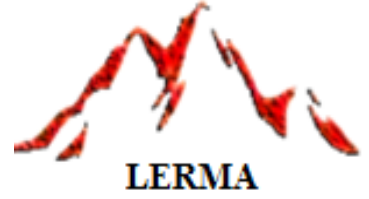




كلية الآداب والعلوم
الإنسانية - مراكش
Faculté des Lettres et des Sciences
Humaines - Marrakech



Centre d'Études doctorales - مركز دراسات الدكتوراه
Lettres et Sciences humaines - الآداب والعلوم الإنسانية

DYNAMIQUE SPATIALE : AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Thèse De Doctorat sous le thème :

***HAUT ATLAS CENTRAL ; ACTEURS PUBLICS ET PRIVÉS EN
MATIÈRE DE POLITIQUE TERRITORIALE***

Réalisée par :

Mme. Meryem MHIJIR

Sous la Direction de :

Pr. Mohammed EL AKLAA

Année Universitaire : 2022/2023

DEDICACE

Je dédie ce travail à ma famille, source d'inspiration et de soutien inconditionnel tout au long de mon parcours académique.

À mon père, Abd Elmajid, dont les valeurs inestimables de travail acharné, de persévérance et d'ambition m'ont été transmises dès le plus jeune âge. Ton exemple continue de m'inspirer chaque jour. Merci pour ta guidance.

À ma mère, Najat, dont l'amour infini et la tendresse m'ont constamment enveloppé tout au long de ce voyage académique. Tes encouragements et ton soutien indéfectible m'ont porté à travers les moments les plus difficiles. Merci pour ton amour inconditionnel.

Cette thèse porte la marque de vos enseignements, de vos sacrifices et de vos valeurs. Votre soutien a été mon rocher et ma motivation. Vous êtes la raison pour laquelle j'ai persévéré et réussi.

À mes frères Mahdi et Mohamed à mes sœurs Kenza et Hiba, pour votre soutien constant, votre camaraderie et votre fierté infaillible envers mes réalisations. Votre présence a été un pilier essentiel.

À mes grands-parents, pour leur sagesse, leur expérience et leur amour indéfectible. Vos conseils précieux ont guidé mes choix.

À ma tante et grande Amina, dont le soutien et les encouragements m'ont été d'une aide précieuse tout au long de mon parcours universitaire. Ton rôle ne peut être sous-estimé.

À ma belle-famille je souhaite également exprimer ma sincère gratitude pour leur soutien continu, leur aide précieuse et leur accueil chaleureux. Votre présence dans ma vie a été une source de bonheur et de soutien, et je vous en suis profondément reconnaissant

enfin, à ma petite famille, mon compagnon de vie, Hassan KAMIL, et notre enfant, Joud, je dédie ce travail en reconnaissance de votre patience, de votre compréhension et de votre amour inconditionnel. Votre présence a rendu ce voyage plus riche et significatif.

Chacun d'entre vous a été une source d'inspiration et de force dans ma vie, et pour cela, je vous suis éternellement reconnaissant.

Avec tout mon amour,

REMERCIEMEN

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude envers toutes les personnes qui ont contribué de manière significative à la réalisation de cette thèse.

Tout d'abord, je souhaite adresser mes sincères remerciements au Professeur Mohammed ELAKLAA, mon encadrant, pour son mentorat exceptionnel, ses conseils avisés et son dévouement constant tout au long de cette recherche. Sa guidance experte a été la pierre angulaire de ce travail.

Un remerciement spécial s'adresse également à mes professeurs du laboratoire LERMA, en particulier à Professeur Saïd BOUJROUF, Professeur Abdeljalil LOKRIFA et Professeur Fatima JEBRATI, pour leur enseignement inspirant et leur soutien continu tout au long de mes études. Leurs contributions ont été précieuses pour mon développement académique.

Je souhaite également exprimer ma reconnaissance envers mes collègues de recherche au sein du laboratoire LERMA, en particulier Rhita ELMEZOUARI ELGLAOUI et Miloud OUCHALA, pour leur collaboration précieuse et leurs contributions essentielles à ce travail de recherche. Votre expertise et votre camaraderie ont été un atout inestimable.

Je tiens à remercier chaleureusement Mme Siham BEKKALI de la DPT d'AZILAL pour son accueil chaleureux et son précieux soutien lors de mes déplacements sur le terrain. Sa collaboration a apporté une dimension significative à cette recherche.

Mes remerciements s'étendent aux autorités locales, aux services locaux, aux guides de tourisme et aux coopératives qui ont facilité mes travaux de recherche sur le terrain. Votre coopération a été essentielle pour collecter les données nécessaires à cette thèse.

Un remerciement tout particulier va à mon plus grand supporteur, mon compagnon de vie, Hassan KAMIL, dont le soutien indéfectible et l'encouragement constant m'ont permis de persévérer dans ce projet académique exigeant. Sa présence a été mon rocher.

Enfin, à mon enfant, Joud, je dédie cette réussite. Ta patience, ton amour et ton sourire ont illuminé mes journées et m'ont donné la force de continuer, même lorsque les défis semblaient insurmontables.

L'achèvement de cette thèse a été rendu possible grâce à l'aide précieuse de chacun d'entre vous. Votre contribution a été inestimable, et je vous en suis profondément reconnaissant.

Avec toute ma gratitude,

Table des matières

DEDICACE	1
REMERCIEMEN	2
LISTE DES ACRONYMES	8
RÉSUMÉ	9
ABSTRACT	11
ملخص	13
INTRODUCTION GENERALE	14
TERRAIN D`ETUDE	17
PROBLEMATIQUE	23
HYPOTHESES	25
OBJECTIFS DE L`ETUDE	27
APPORTS MÉTHODOLOGIQUES	32
1. Démarche et méthode de travail	32
2. La relation chercheur/interviewé.....	34
3. La préparation des entretiens	34
4. Dispositif d`analyse de données	34
STRUCTURE DU TRAVAIL	38
PARTIE 1 : EXPLORATION DES ENJEUX ET APPROCHES DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL	40
Introduction de la première Partie	40
CHAPITRE 1 : LES ENJEUX DE DEVELOPPEMENT LOCAL ET TERRITORIAL	42
Introduction du chapitre 1	42
1. Développement et développemntalisme	45
2. Le développement durable	46
3. le développement territorial.....	48
3.1 Emergence des notions de dynamiques et d`innovations territoriales.....	51
3.2 Eclairage sur les notions d`espace et de territoire	53
4. Outils de gestion territoriale	62
4.1 La LOLF : des outils et des métiers nouveaux pour améliorer la gestion locale	63
4.2 Les collectivités territoriales.....	64
4.3 Une gouvernance territoriale en évolution	66

4.4	Enjeux de la participation dans la gestion territoriale au niveau provincial	70
	Conclusion du chapitre	76
	CHAPITRE 2 : DEVELOPPEMENT : POLITIQUE ET ACTION PUBLIQUE.....	78
	Introduction au Chapitre.....	78
1.	La politique territoriale : une notion qui s'impose	79
1.1	Fonctions et sens de la notion de politique territoriale	83
1.2	Le diagnostic territorial	84
2.	Analyse des acteurs du territoire	87
2.1	L'arène des acteurs et la politique des acteurs en politique territoriale	91
2.2	Le développement local un processus complexe dans le haut atlas central	91
2.3	Analyse des Projets en Cours de Réalisation dans la Province d'Azilal et ses Environs	94
	Conclusion du Chapitre 2.....	102
	SYNTHESE DE LA PREMIERE PARTIE	104
	PARTIE 2 : Azilal à la Croisée des Chemins : Territoire, Acteurs, Défis pour un Développement Durable".....	106
	Introduction de la deuxième partie	106
	CHAPITRE 1 : CARACTERISATION DU TERRITOIRE.....	107
	Introduction au chapitre	107
1.	Population et ethno-territorialité.....	109
2.	Une économie basée sur les ressources familiales et collective.....	112
5.1	Niveaux sociaux et développement local.....	121
3.1	Ressources naturelles.....	129
3.1.1	L'eau	129
3.1.2	La forêt	131
3.1.3	Contraintes environnementales et résilience du territoire.....	133
	Conclusion du chapitre 1	139
	CHAPITRE 2 : ACTEURS ET DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE.....	142
	Introduction du chapitre	142
	Conclusion du chapitre 2	181
	Synthèse de la Deuxième partie	183
	PARTIE III : INTERCATIONS TERRITOIRE, ACTEURS ET DEVELOPPEMENT	185
	Introduction A la Troisième Partie	185
	CHAPITRE 1: ENJEUX DE LA GOUVERNANCE TERRITORIALE.....	187

Introduction du chapitre	187
1. Des zones à potentialités similaires.....	188
1. Ressources territoriales	191
2. Problématique du patrimoine.....	194
3. Développement territorial et innovation sociale	197
2. Contraintes et Faiblesses de la Province d'Azilal	200
3. Des défis sociaux élevés.....	201
4. Défis des dynamiques régionales	203
Conclusion du chapitre 1	210
CHAPITRE 2 : COORDINATION DES ACTEURS.....	212
Introduction du chapitre	212
1. Recompositions territoriales et enjeux sociaux.....	213
2. Rationalité individuelle versus rationalité collective	214
3. L'innovation territoriale est collective	215
4. Analyse des rapports entre les acteurs	217
4.1 Identification des différents acteurs et objectifs du système étudié:.....	218
4.2 Présentation des objectifs.....	219
4.3 Les matrices d'entrée	220
4.4 Matrice des Influences Directes (MID).....	221
4.5 Matrice des positions valuées (2MAO)	221
5. Résultats de l'étude.....	222
5.1 Plan des influences directes et indirectes entre acteurs.....	222
5.2 Vecteur d'influence	223
5.3 Catégorisation des acteurs :	224
5.4 Convergences et divergences entre acteurs.	225
5.5 Graphe des convergences et de divergence entre acteurs	226
Conclusion du chapitre 2	230
Synthèse de la troisième Partie	232
CONCLUSION GÉNÉRALE	234
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	236
WEBOGRAPHIE	242
LISTE DES FIGURES	243
LISTE DES TABLEAUX	243

LISTE DES CARTE	243
LISTE DES PLANCHES	243
ANNEXE.....	244
IDENTIFICATION PERSONNEL ET PROFESSIONNELLE :.....	245
Organisation professionnelle :.....	246
Contrat et partenariat :.....	247
Activités et investissements :.....	249
ABLE DES MATIÈRE	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>

LISTE DES ACRONYMES

ADS :	Agence de Développement social
ANAPEC :	Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences
AUEA :	Association des usagers de l'eau agricole
BTP :	Bâtiment et Travaux Publics
CESE :	Conseil Économique, social et environnemental
CPDH :	Comité provincial du Développement humain
CT :	Collectivité territoriale
DGCL :	Direction générale des Collectivités locales
Dhs :	Dirhams
DTP :	Diagnostic territorial participatif
FAO :	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
INDH :	Initiative nationale pour le Développement humain
LOLF :	Loi organique relative aux lois de finances
ODCO :	Office de Développement de la Coopération
ONEP :	Office National de l'Eau potable
PAC :	Plan d'action communal
PAPCO :	Programme d'Appui à la Planification Communale
PCD :	Plan communal de Développement
PDP :	Plan de développement provincial
PDR :	Plan de développement régional
PHAC :	Projet de Développement du Haut Atlas Central
PMV :	Plan Maroc vert
RGPH :	Recensement général de la Population et de l'Habitat
RN :	Route Nationale
RR :	Route Régionale
SAU :	Surface agricole utile
SNAT :	Schéma National d'aménagement du territoire
SRAT :	Schéma Régional d'Aménagement du Territoire

RÉSUMÉ

Cette recherche s'attache à offrir une vision globale de la dynamique de développement territorial dans la province d'Azilal au Maroc, en mettant un accent particulier sur la manière dont divers facteurs tels que les ressources naturelles, les infrastructures, la culture, et la démographie s'entrelacent. Le constat premier est que la diversification des bases économiques, ainsi que la valorisation des savoirs et du patrimoine locaux, ne sont pas simplement souhaitables, mais essentielles pour la stabilité et la prospérité à long terme de la province.

L'étude souligne que, bien que les politiques publiques jouent un rôle primordial dans le développement, elles sont loin d'être le seul facteur déterminant. Les initiatives locales — qu'elles soient dans le secteur agricole, touristique, ou dans les services éducatifs — ont été identifiées comme des forces motrices puissantes pour le développement. Ces initiatives locales peuvent profiter des programmes et des financements offerts par des partenariats public-privé, qui à leur tour renforcent la capacité de la région à réaliser des projets plus ambitieux et à long terme.

Un autre élément clé pour la réussite des projets est la participation citoyenne. La recherche indique que la participation active des habitants non seulement contribue à une meilleure implémentation des projets, mais également à leur acceptation et appropriation sociale. En d'autres termes, lorsque les gens sont investis dans le développement de leur communauté, le projet a de bien meilleures chances de succès et de durabilité.

Sur la base de ces constats, le document propose plusieurs recommandations. Parmi elles, l'adoption d'une approche territorialisée du développement se démarque. Cette approche ne se contente pas de gérer les ressources de manière isolée, mais encourage plutôt une stratégie intégrée qui prend en compte les spécificités locales. Elle favorise ainsi la mobilisation des ressources endogènes, qu'il s'agisse de capital humain, de savoir-faire traditionnel ou de ressources naturelles, et positionne la province d'Azilal pour une compétitivité renforcée dans un contexte de mondialisation.

En somme, la recherche aboutit à la conclusion que le développement territorial de la province d'Azilal est un processus complexe, multidimensionnel qui exige une coordination et une collaboration étroites entre divers acteurs. Ces acteurs vont des entités gouvernementales aux citoyens ordinaires, en passant par les entreprises locales et les organisations non gouvernementales. En intégrant ces diverses couches de la société dans une stratégie commune, et en s'assurant que cette stratégie est sensible aux ressources et aux besoins locaux, la région peut aspirer à un avenir de développement durable, équilibré et inclusif.

ABSTRACT

This research aims to offer a nuanced and comprehensive view of the territorial development dynamics in the Azilal province of Morocco. A key emphasis is placed on how various factors, such as natural resources, infrastructure, culture, and demographics, are interconnected. The initial finding is that the diversification of economic bases, along with the valorization of local knowledge and heritage, is not just desirable but essential for the region's long-term stability and prosperity.

The study underlines that while public policies play a pivotal role in development, they are far from the sole determining factor. Local initiatives—be they in the agricultural sector, tourism, or educational services—have been identified as potent driving forces for development. These local initiatives can benefit from the programs and funding offered by public-private partnerships, which in turn bolster the region's capacity for more ambitious, long-term projects.

Another key ingredient for the success of development projects is citizen participation. The research indicates that the active involvement of local inhabitants not only contributes to better project implementation but also to its social acceptance and appropriation. In other words, when people are invested in the development of their community, the project stands a much higher chance of success and sustainability.

Based on these findings, the document offers several pragmatic recommendations. Notably, the adoption of a territorially-based approach to development stands out. This approach doesn't just manage resources in isolation but encourages a comprehensive strategy that accounts for local specificities. This thus promotes the mobilization of endogenous resources, whether it's human capital, traditional expertise, or natural resources, and positions the Azilal province for enhanced competitiveness in a globalized context.

In summary, the research concludes that the territorial development of the Azilal province is a complex, multidimensional process that requires close coordination and collaboration among various stakeholders. These stakeholders range from governmental entities to ordinary citizens, and include local businesses and non-governmental organizations. By integrating these various layers of society into a unified strategy, and ensuring that this strategy is sensitive to local

resources and needs, the region can aspire to a future of sustainable, balanced, and inclusive development.

ملخص

يهدف هذه البحث إلى تقديم رؤية متعددة الأبعاد وشاملة لديناميات التنمية في إقليم أزيلال بالمغرب. يُركز على تفاعل مختلف العوامل، مثل الموارد الطبيعية، والبنية التحتية، والثقافة، والديموغرافيا. يُظهر البحث أن تنويع القواعد الاقتصادية، جنبًا إلى جنب مع التقدير للمعرفة والتراث المحليين، يُعتبر ليس فقط مُرغَّبًا ولكن أيضًا ضروريًا لاستقرار وازدهار الإقليم.

يوضح البحث أيضًا أن السياسات العامة، على الرغم من أهميتها، ليست العامل الوحيد للتنمية. يُعتبر الدور الذي تلعبه المبادرات المحلية في مجالات مثل الزراعة، والتعليم، والسياحة كعوامل محفزة قوية للنمو. وتُعزز هذه المبادرات من فرص التمويل والدعم من خلال الشراكات العامة والخاصة، مما يُعزز من قدرة الإقليم على تنفيذ مشروعات طويلة الأمد وأكثر طموحًا.

ويُعتبر مشاركة المواطنين عنصرًا مهمًا آخر لنجاح مشاريع التنمية، حيث يُسهم الناس في التنفيذ والقبول الاجتماعي للمشروعات. وهذا يُحقق الاستدامة والفعالية في التنمية.

بناءً على النتائج، تُقدم الأبحاث مجموعة من التوصيات للتنمية المستدامة. تشدد على أهمية اعتماد نهج إقليمي يُحقق التوازن بين الحاجات والموارد المحلية، ويُعزز من التنافسية في سياق عالمي.

في الختام، يخلص البحث إلى أن التنمية في إقليم أزيلال هي عملية معقدة تتطلب تنسيقًا وتعاونًا بين مختلف الجهات المعنية، من الجهات الحكومية إلى المواطنين العاديين، وتشمل الشركات المحلية والمنظمات غير الحكومية. ومن خلال دمج هؤلاء الفاعلين في استراتيجية مُوحدة، يمكن للإقليم أن يحقق تنمية مستدامة ومتوازنة.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

La province d'Azilal, située au cœur des enjeux régionaux et locaux dans un contexte de globalisation, est confrontée à des défis majeurs en matière de développement territorial. Pour répondre à ces défis, il est essentiel d'adopter une approche territorialisée, basée sur des projets de territoire et une gouvernance locale participative. Cette approche permettra à Azilal de mobiliser ses ressources endogènes, de diversifier ses bases économiques, d'améliorer les conditions de vie de sa population et de renforcer sa compétitivité face à la mondialisation.

La planification ascendante, la remise en question des stratégies traditionnelles de développement et l'émergence du développement local ouvrent des perspectives prometteuses pour la transformation durable d'Azilal. Cette thèse vise à analyser les réalités locales complexes en adoptant une approche empirique. Elle se focalise sur la convergence entre les projets et le territoire rural, en considérant les habitants, les gîteurs, les douars et les élus. Un dialogue constant sera maintenu entre le cadre conceptuel élaboré en collaboration avec le directeur de thèse et les observations empiriques sur le terrain.

Suite à un travail de recherche en Master en 2013, des réflexions ont émergé sur les actions liées au tourisme et au développement durable dans la région. L'ampleur des acteurs et des stratégies opérant dans le domaine du tourisme a été mise en évidence. Cependant, des cloisonnements institutionnels et l'absence de politiques régulant les relations entre ces intervenants ont été constatés. La société civile a également été sous-sollicitée.

Pour analyser ces situations, des concepts liés au développement durable, à la logique d'intervention, à la configuration de développement et aux stratégies, des acteurs ont été mobilisés. La vision transversale des activités des intervenants a été obtenue, permettant de croiser les points de vue et de susciter des questionnements. Cependant, les interlocuteurs étaient souvent confinés à leur institution respective et soumis à une logique verticale. La recherche s'est ensuite élargie au développement territorial d'Azilal, avec une approche qui implique l'animation de groupes de discussion, des interviews de leaders locaux et l'analyse des politiques publiques.

Divers projets ont été mis en œuvre pour résoudre les problèmes de développement, d'environnement et de gestion des territoires. Cependant, pour saisir la complexité des territoires, une approche globale est nécessaire, intégrant une variété d'analyses et de représentations associées. Dans ce contexte, une problématique récurrente dans le développement du Haut Atlas Central est abordée sous l'angle des richesses socio-culturelles, des attraits naturels et des opportunités de tourisme alternatif. Cependant, des préoccupations majeures émergent, comme le rôle des acteurs, la participation active de la société civile et la nécessité de clarifier les notions de développement, de territoire et d'acteur.

La notion de territoire est complexe et sujette à confusion, nécessitant une approche plus intégrée. Les interactions entre les acteurs dans les projets sont cruciales, en mettant l'accent sur le diagnostic, les actions en cours et la phase de conception. Le territoire provincial devient le cadre pour analyser les dynamiques de changement d'Azilal, en intégrant la décentralisation, les stratégies de développement et la participation de tous les acteurs.

L'efficacité du développement territorial est tributaire de l'intelligence territoriale, du marketing territorial, de la gestion des risques et de la maîtrise des informations lourdes et des signaux faibles. Les actions de développement doivent sortir des logiques sectorielles et impliquer la société civile. L'objectif est de bâtir une intelligence territoriale qui intègre les ressources localisées en mobilité ou latentes.

La complexité croissante des enjeux de développement, exacerbée par les défis climatiques, sanitaires, sécuritaires et économiques, exige une transformation des approches traditionnelles. La résilience et la capacité à résorber les situations de crise deviennent des priorités.

Les hypothèses de recherche sont centrées sur l'efficacité du développement territorial, la nécessité de maîtriser les informations et les signaux, et la logique sectorielle des actions publiques territoriales. Ces hypothèses seront explorées en tenant compte des dynamiques de changement de la province d'Azilal.

L'objectif global de l'étude est de développer une perspective transversale sur les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces du territoire d'Azilal. Cela implique d'exploiter les diagnostics préalablement réalisés, de confronter les éléments avec les nouveaux paradigmes

de résilience et d'adaptabilité, et de saisir l'importance de l'action collective dans un territoire périphérique comme celui d'Azilal.

Le développement territorial d'Azilal nécessite une approche holistique, intégrant les politiques publiques, les initiatives locales et la participation citoyenne. La région est à un carrefour critique, avec des défis à relever et des opportunités à exploiter. Une compréhension approfondie des réalités locales, une collaboration étroite entre les acteurs concernés et une vision à long terme seront essentielles pour promouvoir un développement inclusif et durable dans la province d'Azilal.

TERRAIN D'ÉTUDE

Nous présentons ci-dessous les éléments caractéristiques de notre terrain d'étude¹. La province d'Azilal, située au Maroc dans la région de Béni Mellal-Khénifra, présente un contexte approprié pour étudier le développement territorial et les enjeux associés à la gestion des ressources naturelles.

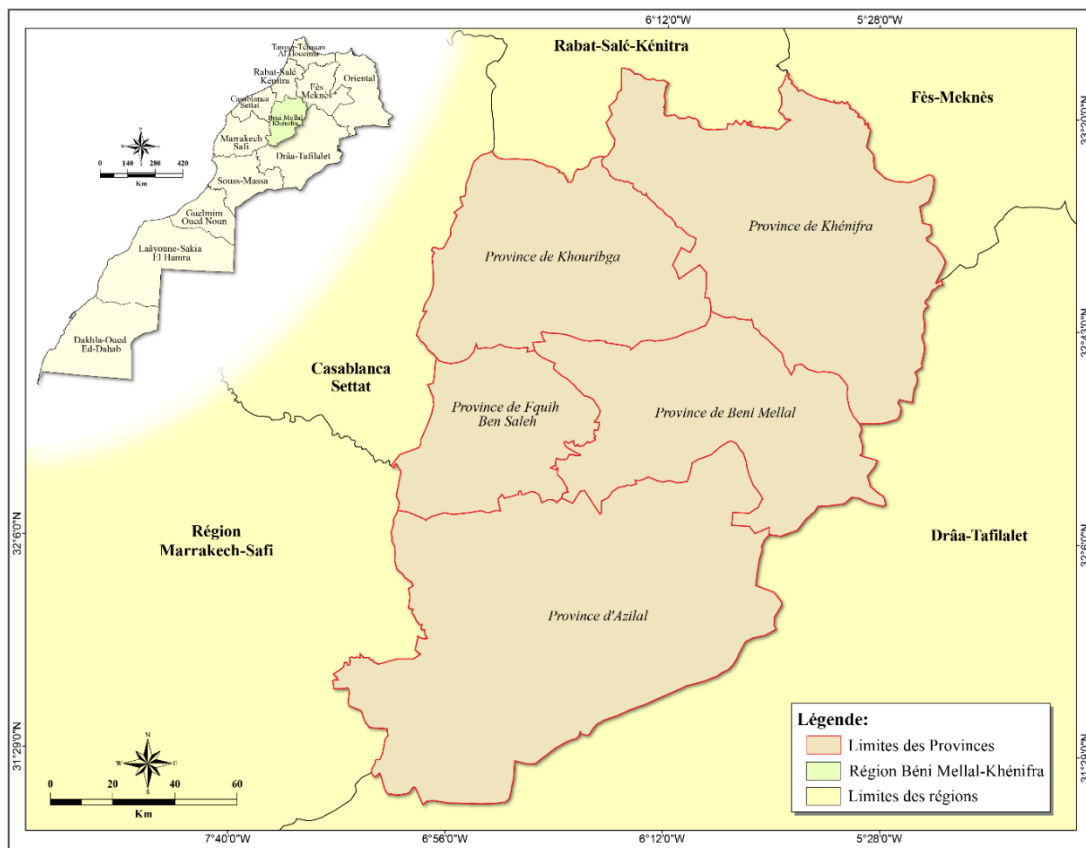
La Province d'Azilal a été créée par le Dahir n° 1-75-688 du 23 avril 1975 dans le souci de rapprocher l'administration des administrés d'une part, et de mettre en place une administration efficiente à la portée des acteurs économiques d'autre part. Elle fait partie de la Région du Béni Mellal -khénifra instituée en vertu du nouveau découpage régional décrété par le Dahir N° 1-97-84 du 2 avril 1997 relatif à l'organisation des Régions².

Les frontières de cette province sont définies comme suit :

- Au Nord : Province de Béni-Mellal et Fquih Ben Salah.
- Au Sud : Province d'Ouarzazate et Tinghir.
- À l'Est : Provinces Tinghir et Midelt
- À l'Ouest : Provinces d'El Haouz et El Kelaâ des Sraghna

¹ Nous nous sommes basé sur les données officielles publiées sur le site de la province d'Azilal <https://provinceazilal.ma>

² <https://provinceazilal.ma/745-2/>



CARTE 1 : limites de la région Béni Mellal Khénifra

Sur le plan administratif, la province d'Azilal se compose de quatre cercles et de deux pachaliks, à savoir :

- Le Pachalik d'Azilal
- Le Pachalik de Demnate
- Le Cercle d'Azilal
- Le Cercle de Bzou
- Le Cercle de Demnate
- Le Cercle d'Ouauizerth

Ces entités administratives sont ensuite subdivisées en 16 caïdats, 42 communes rurales et 2 municipalités. La population de la province d'Azilal s'élève à 504 273 habitants, dont 16,2% résident en milieu urbain et 83,8% en milieu rural. La densité de la population dans la province est relativement faible, n'excédant pas 52 habitants par km².

- **Espace géographique**

La province d'Azilal, nichée entre le Moyen Atlas et le Haut Atlas, s'étend sur une superficie de 9800 km². Elle se caractérise par un relief montagneux, à l'exception d'une petite portion intégrée à la plaine de Tadla et du Haouz. Cette situation géographique particulière confère à Azilal une variété de paysages et un climat chaud en été ainsi que froid en hiver, engendrant une diversité d'étages bioclimatiques.

La région est traversée par plusieurs cours d'eau et est reconnue comme l'un des principaux réservoirs d'eau au Maroc. Elle abrite d'importants ouvrages hydro-électriques tels que Bin El Ouidane, Amouguez, Afourer et Moulay Youssef. Les trois zones majeures qui composent Azilal sont le piémont, la moyenne montagne et la haute montagne. Cependant, l'érosion sévère prévaut au piémont et dans les vallées encaissées de la haute montagne. Les caractéristiques des sols varient également, avec des terres érodées au piémont, des sols plus profonds et plats sur les plateaux en haute montagne, et des terrains accidentés dans les vallées du Haut Atlas.

Les conditions climatiques évoluent du semi-aride dans les régions de piémont au sub-humide dans les vallées élevées du sud de l'Atlas. Les précipitations varient de 200 à 300 mm dans les régions de piémont et les plateaux de moyenne montagne, à 500 à 700 mm dans les vallées de haute montagne. Cette distribution inégale des précipitations engendre une disparité dans les ressources hydriques, favorisant les zones montagneuses au détriment du piémont. Ces conditions climatiques influent grandement sur la distribution des espèces végétales, tandis que les vallées encaissées subissent gelées et orages.

Le territoire d'Azilal est dominé par trois principaux bassins versants : l'Oued El Abid (520 000 ha), la Tassaout (125 000 ha) et l'Oued Lakhdar (260 000 ha). Ces bassins alimentent les grands barrages de Bin El Ouidane (1,3 milliard de m³), Hassan 1er (254 millions de m³) et Moulay Youssef (151 millions de m³). Les sources d'irrigation proviennent des affluents des oueds Lakhdar, Tassaout, Ahansal et M'Hasser, ainsi que de sources à débit variable (10 à 150 l/s).

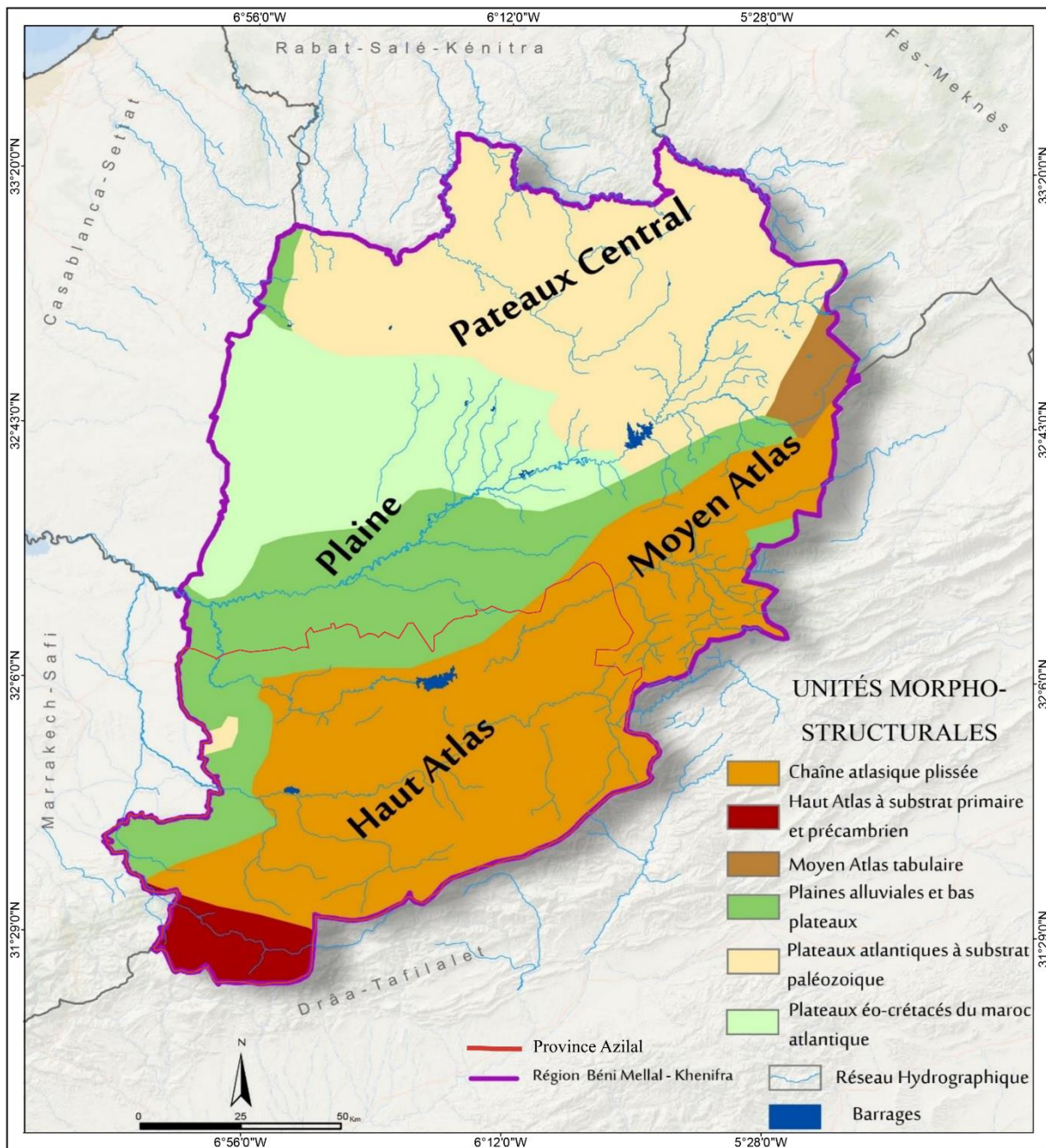
Sur le plan agricole, la superficie utile d'Azilal s'étend sur 163 100 ha, soit 17% de la superficie totale. Les céréales, principalement l'orge, le blé dur et le blé tendre, occupent la majeure partie de cette surface (77%), suivies de l'arboriculture (19%). Les cultures fourragères, légumineuses et maraîchères sont moins présentes. La culture des céréales, en majorité en agriculture pluviale, est dominée par l'orge, suivie du blé dur et du blé tendre. Les rendements sont modestes et

destinés à l'autoconsommation et à l'alimentation animale. Les cultures arboricoles, principalement l'olivier et l'amandier, couvrent 32 180 ha. L'économie pastorale y est encore vivace grâce à ses ressources sylvopastorales diversifiées.

Malgré les défis géographiques et climatiques, Azilal a vu naître des projets de développement agricole au cours des dernières décennies. Cependant, l'amélioration des infrastructures routières reste un enjeu crucial pour le développement agricole et le partage des connaissances.

La province se divise en trois zones principales :

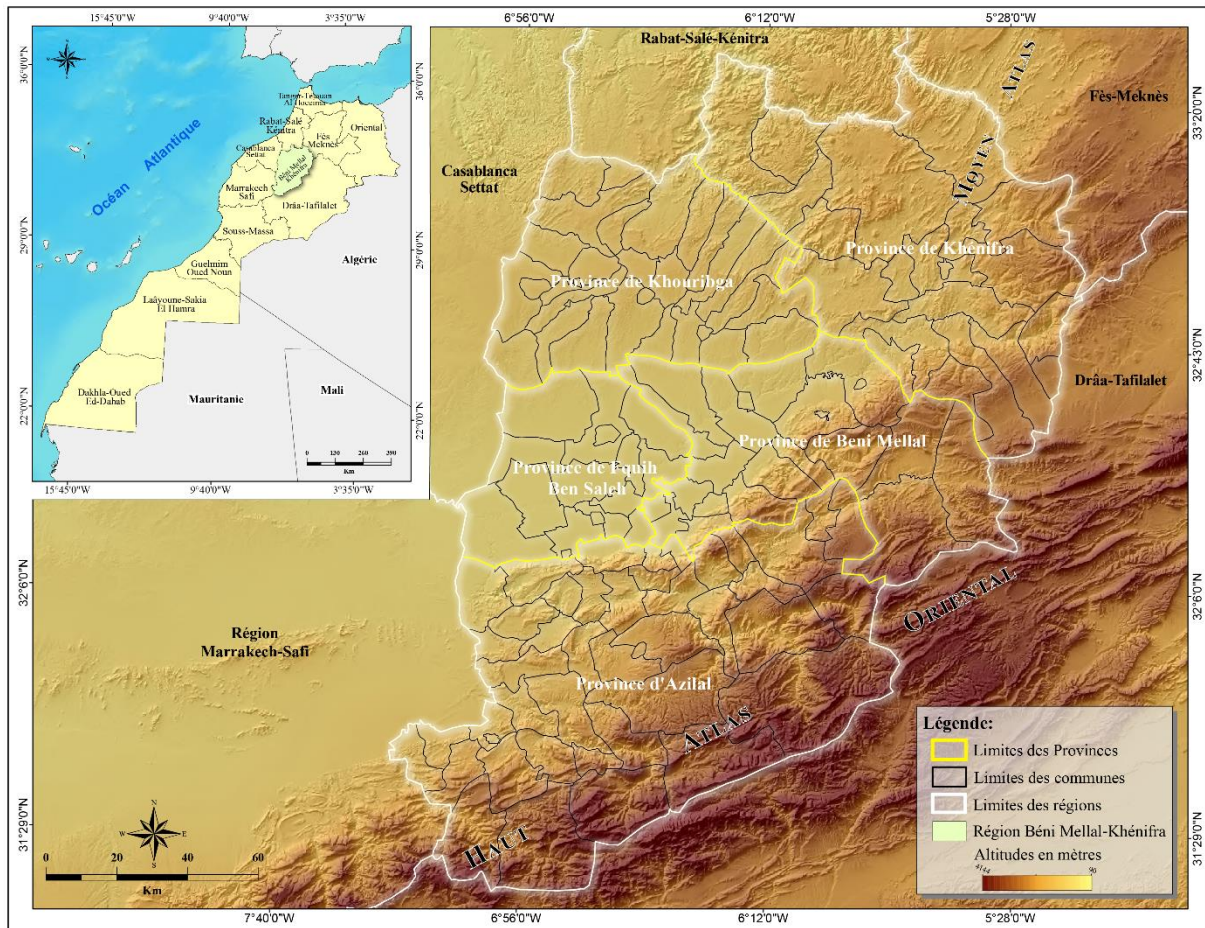
1. **Basse montagne** : Cette zone, située à une altitude inférieure à 800 mètres, correspond essentiellement à la partie occidentale du cercle de Bzou, s'étendant le long de la route nationale reliant Marrakech à Fès, entre Bzou et Afourer.
2. **Moyenne montagne** : Au cœur de la province, cette zone s'étend entre 800 et 1 200 mètres d'altitude. En franchissant le premier cordon montagneux, on accède au plateau central qui traverse la province du sud-ouest au nord-est. Cette zone abrite les villes de Demnate et Azilal, ainsi que les barrages Bin El Ouidane et Hassan 1er. Ces barrages jouent un rôle crucial en approvisionnant en eau les zones en contrebas, notamment les plaines de Tadla et d'El Haouz.
3. **Haute montagne** : La partie sud de la région se caractérise par des altitudes de 1 200 à 4 000 mètres, atteignant son point culminant avec le Ligh M'Goun à 4 071 mètres. Cette zone fait partie intégrante du parc régional du M'Goun.



Carte 2 : Unités Morpho structurales. Source schéma régional d'aménagement du territoire de la région Beni Mellal Khenifra

Ainsi, Azilal présente une variété de paysages, allant des plaines aux montagnes, avec une importance majeure en termes de ressources hydriques. Les différentes altitudes de chaque zone créent des écosystèmes riches, favorisant le développement d'une biodiversité propre à chaque région. De plus, la présence des barrages Bin El Ouidane et Hassan 1er joue un rôle vital dans l'approvisionnement en eau des régions environnantes, soutenant ainsi l'agriculture et les

activités humaines dans les plaines avoisinantes. En outre, le parc régional du M'Goun représente un joyau naturel, offrant des opportunités pour l'écotourisme et la préservation de la faune et de la flore caractéristiques de la haute montagne marocaine.



CARTE 3 : Relief de la région Béni Mellal Khenifra

PROBLÉMATIQUE

Le territoire provincial constitue un cadre d'analyse approprié des dynamiques d'acteurs où la convergence et la synergie demeurent les conditions de réussite du développement. L'évolution des cadres juridiques et institutionnels relatifs à la décentralisation, aux attributions des conseils provinciaux et ceux des élus des autres collectivités territoriales, rurales et urbaines, la mise en place de programmes et de stratégies de développement déclinées au niveau des provinces, la reconnaissance de la participation au niveau territorial de tous les acteurs constitue pour nous des cadres d'analyse pour caractériser les dynamiques de changement de la province d'Azilal.

Nous avons adopté dès les premières investigations l'idée du territoire de plus en plus considéré comme une intersection de réseaux (physique, humain, formel, informel) et où les stratégies et les interdépendances entre les membres sont si liées qu'elles constituent un lieu de production commun de biens et de services ; mais aussi d'histoire, d'idées et des identités, de négociations visant à partager un avenir commun. Or, « le territoire est la synthèse entre, au moins, trois sphères :

- La sphère des référentiels qui conjuguent tradition et modernité ;
- La sphère de la production de l'identité ;
- La sphère de l'exercice du pouvoir et de la production du développement dans des cadres territoriaux adaptés aux deux premières sphères »³

En faisant notre la remarque de D'Aquino, l'enjeu de notre approche est « de participer à cette «invention» politique et institutionnelle. Il justifie de nos jours, pour le géographe, une certaine idéologie de l'action, dans une ambiance d'affaiblissement de la notion de nation et de territoire national, de confusion des esprits sur les territoires infranationaux et d'intrusion du mondial dans le local. Derrière cette crise du territoire, qui fait naître en chacun de nous des polarisations opposées, entre repli identitaire et aspiration au village planétaire, se profile un risque pour la démocratie, la liberté et l'égalité de l'homme. Cette situation plaide pour une *géographie politique de l'action territoriale* qui, en fournissant un cadre conceptuel géopolitique et en aidant à la conception de méthodes d'intervention, puisse faciliter la transformation des

³ Said Boujrouf. Innovation et recomposition territoriale au Maroc. Une mise en perspective géohistorique. Rencontres scientifiques franco-Sud-Africaines de l'innovation territoriale, Jan 2002, Grenoble - Avignon, France. pp.14. halshs-00741043

structures politico-administratives et passer d'une décentralisation procédurale à de nouveaux territoires d'une démocratie locale. »⁴

On s'accorde de plus en plus sur le fait que les transformations survenues dans le paysage territorial, en tandem avec les avancements technologiques, les aspects financiers, les composantes juridiques et les éléments humains, ont engendré une montée en complexité. Néanmoins, cette complexité grandissante, conjointement avec son corollaire naturel qu'est l'incertitude, engendre des inquiétudes et des préoccupations. « Les savoirs requis de la part des acteurs en charge de définir, d'appliquer et de suivre les réalisations d'une politique locale ont également évolué. Comment dès lors orchestrer ces mouvements pour bâtir une intelligence, que nous nommons territoriale en référence à un mouvement de développement du local, à partir des ressources localisées en mobilité ou latentes ? »⁵

La province d'Azilal est un laboratoire où la complexité des enjeux de développement passés et actuels va se complexifiant. Partout ailleurs, les perturbations climatiques, sanitaires, sociales et économiques des deux dernières décennies débouchent sur des politiques d'urgence visant à atteindre la résilience et parfois la survie des territoires. Il n'est plus permis de raisonner en termes de projets classiques sans inscrire les risques immanents dans le pilotage des actions. La logique d'intervention largement diffusée et défendue jusque-là par les organismes publics et internationaux est en train de céder la place à plus de doute dans leur pertinence, et à plus de malléabilité, de flexibilité, de prospective et de recherche, de résilience vers des états d'équilibres. L'enjeu n'est le plus le progrès à tout prix, mais la capacité de résorber les situations de crise.

⁴ Patrick d'Aquino, « Le territoire entre espace et pouvoir : pour une planification territoriale ascendante », *L'Espace géographique* 2002/1 (tome 31), p. 3-22.

⁵ Bertacchini, Y. (2010). Intelligence territoriale : une lecture retro-prospective. *Revue internationale d'intelligence économique*, 2, 65-97. <https://www.cairn.info/revue--2010-1-page-65.htm>.

HYPOTHÈSES

Nous nous sommes interrogés sur le changement escompté dans le territoire de la province et comment il pourrait devenir le fil conducteur vers l'efficacité de l'action collective pour atteindre les objectifs de développement et d'attractivité des territoires. Nos hypothèses de recherche se déclinent comme suit :

Premièrement, nous supposons que l'efficacité du développement provincial dépend de l'adoption de stratégies d'intelligence territoriale, ainsi que de la mise en œuvre de stratégies tenant compte des besoins sociaux immédiats tout en visant des objectifs à long terme.

Deuxièmement, le développement territorial exige une maîtrise aussi bien des informations substantielles que des signaux faibles. Cette maîtrise permet une gestion optimale des ressources territoriales tout en offrant des garanties de résilience face aux défis changeants.

Troisièmement, les actions de développement territorial élaborées et menées par divers acteurs publics sont souvent enclines à une logique sectorielle. Cette approche aboutit à la fragmentation des enjeux de développement en raison du manque de co-construction d'actions coordonnées basées sur la logique bottom-up, qui impliquerait activement les communautés locales. Les logiques publiques territoriales semblent donc nécessiter une révision pour une meilleure intégration des perspectives locales.

Dans ce contexte, l'hypothèse 1 suggère que la complexité et la diversité des significations attribuées au territoire dans la province d'Azilal influent sur la manière dont les projets de développement sont conçus et exécutés. Les différents acteurs impliqués peuvent avoir des interprétations distinctes du territoire et de ses enjeux, ce qui peut entraîner des divergences et des choix stratégiques disparates dans le développement territorial. Les projets de développement souvent axés sur des aspects spécifiques tels que l'agriculture ou le tourisme, négligeant parfois les opportunités plus vastes que le territoire offre. Cette focalisation restreinte peut engendrer des inégalités de développement entre différentes zones de la province et négliger des opportunités potentielles.

Dans un contexte marqué par les changements climatiques, les fluctuations des marchés et les mouvements de populations, l'hypothèse 2 souligne l'importance cruciale de la mise en place

de mécanismes proactifs et d'une coordination entre les acteurs. Ceci devient essentiel pour relever les défis du développement territorial, nécessitant l'accès, l'analyse et la diffusion d'informations essentielles, ainsi que l'adoption de politiques territoriales adéquates.

L'hypothèse 3 met en avant la gestion patrimoniale des ressources naturelles et culturelles dans la province d'Azilal comme un moyen de préserver ces ressources à long terme, tout en favorisant le développement local. En reconnaissant la signification culturelle et sociale de ces ressources pour les communautés locales, cette approche peut faciliter une meilleure appropriation des stratégies de développement et la réalisation de résultats durables.

Enfin, l'hypothèse 4 met l'accent sur l'importance cruciale de l'action collective au sein de la province d'Azilal pour valoriser le territoire et mettre en œuvre des projets de développement cohérents. L'implication des parties prenantes locales des organisations de la société civile et des acteurs privés et publics, des projets peut favoriser une planification plus efficace, une prise en compte des besoins locaux et une appropriation plus forte des stratégies de développement.

Ces hypothèses fournissent un cadre de recherche visant à approfondir la compréhension des dynamiques complexes et des interactions entre les acteurs, le territoire et le développement au sein de la province d'Azilal. L'approche transversale et pluridisciplinaire envisagée vise à offrir un aperçu approfondi des enjeux territoriaux et des stratégies nécessaires pour un développement durable et équilibré.

OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

Le concept de territoire revêt des significations variées pour chaque acteur, aussi bien dans la délimitation de leur domaine d'action individuel que dans l'étendue des attributions au niveau de la province.

Face à la croissance en complexité des phénomènes sociaux et naturels, exacerbée par les changements climatiques, les fluctuations des marchés et les mouvements de populations, tous les décideurs et les citoyens sont appelés à envisager des mécanismes proactifs. Cela implique la nécessité d'accéder à des informations vitales, de les analyser et de les diffuser, ainsi que de mettre en place des politiques territoriales adéquates pour faire face à ces défis.

Pour analyser ces situations complexes, nous avons mobilisé un ensemble de concepts pertinents relatifs au développement durable, à la logique d'intervention, à la configuration du développement, aux stratégies d'acteurs, au territoire. Notre démarche vise à :

1. Obtenir une perspective transversale sur les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces du territoire de la province d'Azilal :

L'objectif de cette première étape est d'acquérir une compréhension holistique de la situation territoriale en identifiant les éléments clés qui influent sur le développement de la province d'Azilal. Cela implique de réaliser une analyse approfondie des atouts naturels, culturels, économiques et sociaux du territoire, ainsi que des vulnérabilités et des contraintes auxquelles il est confronté. L'identification des forces permettrait de capitaliser sur les avantages existants, tandis que l'analyse des faiblesses révélerait les domaines nécessitant une attention particulière. Les opportunités potentielles devraient être exploitées pour le développement, tandis que les menaces identifiées nécessiteraient des stratégies d'atténuation. Une telle perspective transversale favorise une vision globale du territoire et offre des bases solides pour l'élaboration de stratégies de développement cohérentes.

2. Exploiter les diagnostics et les études préalablement réalisés :

L'utilisation des diagnostics et des études déjà effectués s'avère essentielle pour éviter la redondance et capitaliser sur les connaissances déjà acquises. Cela implique de rassembler

et d'analyser de manière critique les informations recueillies précédemment concernant le territoire, ses caractéristiques, ses enjeux et ses dynamiques. Cette étape vise à renforcer la base de connaissances en intégrant les données existantes dans le cadre de la recherche en cours. En tirant parti de ces diagnostics, vous pouvez identifier les lacunes, les changements et les évolutions dans le territoire au fil du temps, ce qui pourrait informer la planification future.

3. Confronter ces éléments avec les nouveaux paradigmes de résilience, d'apprentissage (territoires apprenants), de flexibilité et d'adaptabilité dans la gestion future des projets de développement.

Cette étape se concentre sur l'actualisation des connaissances acquises grâce aux diagnostics et aux études préalables, en les mettant en perspective avec les approches, de flexibilité et d'adaptabilité sont devenus cruciaux pour faire face aux défis en évolution constante tels que les changements climatiques, les migrations et les pressions sur les ressources. Cette étape consiste à déterminer comment ces nouveaux paradigmes peuvent être intégrés dans les stratégies de développement pour renforcer la capacité du territoire à répondre aux perturbations et à évoluer de manière positive.

4. Saisir l'importance cruciale de l'action collective au sein d'un territoire périphérique comme celui de la province d'Azilal :

Cette dernière étape met l'accent sur la dimension sociale et la participation des acteurs locaux dans le processus de développement. Les territoires périphériques, comme la province d'Azilal, sont souvent caractérisés par des défis particuliers en matière d'accès aux ressources et de développement économique. La mobilisation de l'action collective implique de réunir les parties prenantes, y compris les communautés locales, les organisations de la société civile et les acteurs privés, pour travailler ensemble à l'identification des priorités, à la co-construction de solutions et à la mise en œuvre de projets concrets. Cette approche bottom-up favorise une meilleure appropriation des stratégies de développement par les acteurs locaux et peut conduire à des résultats plus durables et adaptés au contexte spécifique du territoire.

Lorsque nous examinons les projets de développement qui sont souvent axés sur l'exploitation des ressources naturelles locales, il devient crucial de ne pas ignorer les liens profonds et

complexes entre la population et son environnement. Dans cette optique, il est essentiel d'adopter une perspective qui prend en compte les relations patrimoniales, c'est-à-dire les interactions et les liens entre les individus, les communautés et leur environnement. Cette approche est souvent désignée sous le terme de "gestion patrimoniale", et elle met en lumière la nécessité de considérer les ressources naturelles comme un patrimoine collectif, appartenant à l'ensemble de la société, et exigeant la participation de tous les acteurs impliqués dans le processus de développement pour leur préservation et leur durabilité.

La gestion patrimoniale adopte une perspective holistique qui va au-delà de la simple exploitation des ressources à des fins économiques. Elle reconnaît que les ressources naturelles ne sont pas uniquement des matières premières à exploiter, mais qu'elles ont une signification culturelle, historique et sociale profonde pour les communautés locales. Cette approche reconnaît que les populations locales sont les gardiennes de ce patrimoine naturel, et que leur connaissance traditionnelle et leur engagement sont essentiels pour sa préservation à long terme.

Un aspect clé de la gestion patrimoniale est l'idée que la participation de tous les acteurs est nécessaire pour garantir le succès de la préservation des ressources. Cela inclut non seulement les résidents locaux, mais aussi les gouvernements, les organisations non gouvernementales, les chercheurs et les entreprises. En impliquant l'ensemble de la société, il est possible de créer des stratégies de gestion durables et équilibrées, qui tiennent compte des besoins économiques tout en protégeant l'intégrité environnementale et culturelle.

PEZELET⁶ a démontré également que la connaissance du sens de l'espace d'une société peut nous renseigner sur son identité socio-culturelle et sa spécificité structurelle. En étudiant l'influence du tourisme sur les gîtes à Ait Bougumez, elle montre que les gîtes ajoutent de l'espace et de nouvelles possibilités pratiques à la maison familiale. Les pratiques d'accueil sélectives dans les gîtes contribuent à façonner l'identité sociale et culturelle de la famille. L'activité touristique remet en question les rôles de genre traditionnels, avec des femmes ayant parfois accès à des espaces réservés aux hommes. Les gîteurs intègrent des éléments modernes

⁶ Pézelet Lydie. « Gîte d'étape chez l'habitant » dans le Haut Atlas central : logique touristique et sens de l'espace domestique / Lodging with local inhabitants in the central High Atlas region : tourism and local space. In: Revue de géographie alpine, tome 84, n° 4, 1996. pp. 133-148; doi : <https://doi.org/10.3406/rga.1996.3891>

pour répondre aux attentes des touristes, bien que certains équipements restent sous-utilisés. L'organisation des gîtes implique désormais des tâches complexes, de la publicité à la planification à long terme. Certains propriétaires séparent leurs espaces domestiques des espaces touristiques pour préserver leur vie familiale. Les gîtes peuvent également symboliser la réussite économique et la position sociale des propriétaires. On assiste donc à une hybridation de la tradition et de la modernité.

Riaux se demande rapporte que « lorsque l'on parle de maintenir des « institutions traditionnelles », on ne prend pas en compte cette dynamique fondamentale de l'organisation locale. Dans le sens commun, la notion de tradition renvoie à une idée de fixité, quelque chose du passé qui persisterait dans le présent-. C'est bien d'ailleurs ce que les populations des Ait Bou Guemez mettent en avant en expliquant que l'on ne doit pas toucher aux institutions, aux règles et aux droits actuels, car ils proviennent des ancêtres. Cependant, cette manière de légitimer et de protéger le fonctionnement présent ne doit pas masquer la réalité d'un fonctionnement dynamique et flexible. »⁷. C'est dire qu'une lecture univoque des faits et des déclarations risque de dissimuler le caractère complexe des rapports entre les différents acteurs, et de leurs rapports à leur territoire.

Les thèmes abordés dans notre recherche soulèvent des questions fondamentales concernant la relation entre le territoire, les acteurs et le patrimoine dans le contexte du développement. En développant ces aspects, nous espérons apporter une meilleure compréhension des dynamiques complexes qui façonnent la province du Haut Atlas.

Nos objectifs de recherche sont les suivants :

- Mieux comprendre les logiques d'acteurs impliqués dans la valorisation du territoire cela comprend l'identification des différentes parties prenantes, telles que la Délégation du tourisme, la Délégation de la Culture, les collectivités territoriales, le Géoparc M'goun, l'Agence de développement social, le Conseil Régional, le Centre Régional d'Investissement, etc. Nous analyserons leurs visions, leurs orientations stratégiques et

⁷ *Jeanne Rioux*. « La « gestion participative de l'irrigation » : exemple d'intervention publique dans une vallée du Haut Atlas marocain, les Ait Bou Guemez » In "Laurent Auclair ; Chantal Aspe ; Patrick Baudot. « Le retour des paysans ? - À l'heure du développement durable. Edisud. 2006 : 259-274.

leurs actions, en mettant également l'accent sur leur positionnement par rapport au développement du territoire. Il est essentiel de vérifier si la coordination déclarée prend en compte les différentes conceptions et s'appuie sur les définitions actuelles du patrimoine, du territoire et de la gouvernance.

- Évaluer le degré de concordance et de divergence des actions de ces acteurs. Nous nous intéresserons non seulement à leurs discours et à leurs stratégies, mais également à leur philosophie d'action. Nous chercherons à déterminer si la coordination entre les acteurs tient compte des différentes conceptions et s'appuie sur les connaissances actuelles en matière de patrimoine, de territoire et de gouvernance. Nous examinerons également les actions collectives qui ont été initiées dans le Haut Atlas Central, en identifiant les formes qu'elles ont prises (réseaux, événements, comités, projets, etc.).
- Comprendre l'importance de l'action collective dans la valorisation du territoire. Nous étudierons les différents types d'actions collectives qui ont émergé dans la région et les formes qu'elles ont prises. Cela nous permettra de mieux appréhender la dynamique des relations entre les acteurs et l'impact de ces actions sur le développement territorial.

Nous adopterons une approche empirique dans notre recherche afin d'analyser les réalités locales complexes et dépasser les idéologies. Nous nous concentrerons sur la rencontre entre les projets et le territoire rural. Notre analyse privilégiera la dimension locale en prenant en compte les habitants, les guides touristiques, les élus, etc.

La construction de notre objet d'étude sera réalisée tout au long du processus de recherche. Nous maintiendrons un aller-retour constant entre le cadre conceptuel élaboré en collaboration avec notre directeur de thèse et les observations empiriques sur le terrain.

L'évolution de notre cadre d'analyse bénéficiera de plusieurs éléments :

- Notre implication personnelle et dans le cadre de la recherche sur le terrain.
- Le capital de confiance et les relations établies avec les institutions et les acteurs locaux lors de notre recherche en Master.
- Les échanges avec d'autres chercheurs lors des séminaires de l'École doctorale, qui nous permettront d'affiner nos outils d'analyse et notre référentiel méthodologique. Étant donné que notre thème de recherche fait appel à des concepts tels que le territoire,

l'acteur, la stratégie, la patrimonialisation, l'offre touristique, l'attractivité et la gouvernance territoriales, ainsi que des termes spécifiques aux processus de gestion, tels que le diagnostic territorial, l'évaluation et l'approche participative, il est essentiel de se familiariser avec différentes approches disciplinaires.

- Notre curiosité intellectuelle qui nous pousse à questionner d'autres disciplines et à effectuer des lectures approfondies..

APPORTS MÉTHODOLOGIQUES

1. Démarche et méthode de travail

La recherche bibliographique nous a permis de montrer qu'au cours des dix quinze dernières années, une nouvelle vision de l'espace géographique s'est imposée. Cette nouvelle conception inclut le territoire en tant qu'espace concurrentiel et en tant que système constitué d'un ensemble d'acteurs (parties prenantes et utilisateurs) et de ressources. Désormais, territoire est devenu le siège d'activités et de relations guidées par le système d'interrelations comprenant les actions des pouvoirs publics, celles de la société civile et enfin celles du secteur privé.

Dans notre travail, nous nous sommes attachée à comprendre les interactions entre les acteurs dans lesdits projets au niveau du diagnostic territorial qui : « est un maillon devenu indispensable dans toute approche territoriale. Il apporte des éléments de réflexion pour l'action. Aussi, a-t-il la double fonction de formuler un jugement et d'accompagner le changement. En cela, il caractérise non seulement les potentialités du territoire, mais aussi la mobilisation des acteurs, et il fournit également une image de référence pour les projets futurs.»⁸

Nous avons adopté une démarche empirique pour aborder nos questions de recherches afin de décrire le contexte du projet, mettre en relief les axes stratégiques. Il s'agissait pour nous de maintenir un aller et retour entre le cadre conceptuel construit à partir de la revue bibliographique, avec le directeur de notre thèse, les enquêtes et les entretiens avec les différents acteurs, l'analyse des informations relatives aux projets qu'ils mettent en œuvre.

⁸ Sylvie Lardon, Vincent Piveteau and Laurent Lelli, "Le diagnostic des territoires", *Géocarrefour* [Online], vol. 80/2 | 2005, Online since 13 March 2008, connection on 30 August 2022. URL : <http://journals.openedition.org/geocarrefour/979>; DOI : <https://doi.org/10.4000/geocarrefour.979>

Vu que notre travail porte sur des processus, sur des stratégies et des perceptions relatives au développement territorial et au rôle et au poids des acteurs, nous avons privilégié des outils s'inspirant des méthodes qualitatives. Il s'agissait de mener des entretiens directifs et semi-directifs avec les directions provinciales, les représentants des organisations associatives et coopératives au sein de la province.

Concernant les outils de recherche, étant donné que notre travail porte sur des processus, des stratégies et des perceptions liées aux rôles des acteurs, nous privilégierons des méthodes qualitatives dans la plupart de nos entretiens, hormis l'enquête menée auprès des guides touristiques. Nous utiliserons des entretiens directifs et semi-directifs avec différentes parties prenantes, tels que les leaders locaux et les personnes reconnues comme actives, les représentants institutionnels des services déconcentrés de l'État, les associations locales, les guides touristiques, etc.

Parallèlement, nous exploiterons les supports de communication utilisés par les acteurs locaux, tels que les rapports de projets, les rapports de bilans et d'évaluation, et nous les soumettrons à une analyse minutieuse pour classer les thèmes correspondant à nos hypothèses.

Cette approche fournit des données détaillées sur les perceptions, opinions, croyances, attitudes et comportements des individus. Elle est particulièrement utile pour explorer des sujets complexes, saisir les motivations individuelles et évaluer des politiques publiques. Cependant, l'enquête par entretiens présente des défis. Elle peut être chronophage et coûteuse, nécessitant des entretiens individuels. Les données obtenues sont souvent qualitatives, exigeant un traitement et une analyse approfondis. De plus, les résultats peuvent être influencés par les compétences de l'interviewer, la relation avec l'interviewé et les réponses fournies.

Une fois les données collectées, elles sont analysées pour extraire des informations pertinentes. L'analyse peut être qualitative, quantitative ou mixte, selon les besoins. En somme, l'enquête par entretiens offre une compréhension approfondie des individus, mais demande du temps, des ressources et un traitement minutieux des données.

2. La relation chercheur/interviewé

La relation entre le chercheur et l'interviewé est essentielle dans une enquête par entretiens. Elle influe sur la qualité des données et des résultats. Pour établir une relation positive, le chercheur doit être respectueux, transparent et neutre. Il doit éviter d'influencer l'interviewé, respecter son intimité et assurer la confidentialité des données. Pour améliorer cette relation, des pratiques comme établir un climat de confiance, poser des questions ouvertes, écouter activement, adopter une posture non directive, respecter les limites de l'interviewé et agir professionnellement sont recommandées. Ces approches permettent de recueillir des données pertinentes et des résultats fiables.

3. La préparation des entretiens

La préparation minutieuse des entretiens revêt une importance capitale pour assurer la qualité des données recueillies. En amont, il est crucial de définir avec précision les objectifs tant de l'étude que de l'entretien, afin de guider de manière cohérente les questions posées et les informations recherchées. Parallèlement, une exploration approfondie des sources d'information disponibles sur le sujet permet d'enrichir la trame de questions et d'orienter la discussion de manière pertinente. La structuration soignée de l'entretien à travers la création d'une grille comportant des questions principales et de relance assure une couverture exhaustive des objectifs. La gestion des aspects pratiques, tels que la durée, le lieu et les modalités matérielles, ainsi que l'établissement d'un protocole de consentement éclairé pour informer les participants des enjeux et des garanties de confidentialité s'avèrent essentiels. En suivant ce processus méthodique, le chercheur s'assure de préparer des entretiens de qualité, générant des données pertinentes et fiables pour sa recherche.

4. Dispositif d'analyse de données

L'analyse de contenu dans les entretiens est une méthode qualitative qui explore les informations extraites des entretiens semi-directifs ou ouverts. Les étapes impliquent la transcription des entretiens, la préparation des données par la classification en catégories pertinentes, le codage des segments de texte, et enfin, l'analyse des résultats en fonction des questions de recherche, soit inductivement pour découvrir de nouveaux thèmes, soit déductivement pour explorer des théories préexistantes. Cette méthode peut également

incorporer une analyse thématique pour comprendre les thèmes émergents ou valider les hypothèses de recherche. Elle permet d'identifier des répétitions, des similitudes, des différences et des liens entre les codes, ainsi que d'analyser les expressions verbales et non verbales des participants. Les résultats peuvent répondre aux questions de recherche, valider ou réfuter des théories, générer de nouvelles hypothèses, ou informer des recommandations. Elle comprend des techniques telles que l'analyse thématique, quantitative, théorique et séquentielle, chacune ayant ses avantages et limites pour explorer des phénomènes complexes, tester des théories ou dégager des tendances et des schémas.

- **Analyse Mactor**

L'analyse MACTOR (Matrice d'Analyse Croisée des Acteurs par l'Optimisation des Relations) est une méthode utilisée pour l'étude et l'analyse stratégique des relations entre les différents acteurs d'un système donné. Elle permet de comprendre les objectifs, les enjeux et les rapports de force entre ces acteurs pour identifier des leviers d'action. Voici comment vous pourriez appliquer cette méthode à la situation de développement territorial de l'éventuel cas d'étude sur la province d'Azilal au Maroc.

Utiliser l'analyse MACTOR dans un travail de recherche de doctorat sur le développement territorial de la Province d'Azilal peut présenter plusieurs avantages considérables, notamment dans l'étude des relations complexes entre les différents acteurs impliqués. Voici quelques arguments pour justifier l'utilisation de cette méthode :

Le développement territorial n'est pas l'œuvre d'un seul acteur ; il résulte des interactions de nombreux acteurs avec des intérêts parfois divergents. L'analyse MACTOR permet de modéliser ces relations complexes d'une manière structurée, mettant en lumière les rapports de force, les alliances potentielles et les conflits d'intérêts.

Elle aide à cerner clairement les enjeux stratégiques et les objectifs de chaque acteur. Cela peut être crucial pour comprendre les divers mécanismes de développement ou de stagnation dans un territoire donné.

Cette méthode est adaptable et peut être utilisée en conjonction avec d'autres méthodes de recherche, comme les études qualitatives ou les analyses statistiques, pour offrir une perspective globale.

MACTOR permet non seulement d'identifier les acteurs, mais aussi d'évaluer la possibilité d'alliances stratégiques, ce qui peut être un élément clé pour proposer des stratégies de développement plus efficaces.

En identifiant les acteurs et en comprenant leurs enjeux, il devient possible de mieux intégrer la participation citoyenne dans les stratégies de développement, ce qui peut améliorer leur acceptabilité et leur efficacité. La compréhension fine des positions des acteurs et de leurs interactions peut servir de base solide pour la prise de décisions stratégiques en matière de développement territorial.

Dans un monde de plus en plus interconnecté, comprendre les dynamiques locales en termes de relations entre acteurs peut offrir des perspectives précieuses sur la manière dont un territoire donné peut se positionner à l'échelle nationale ou même internationale.

Enfin, la méthode MACTOR permet de valider empiriquement des hypothèses ou des théories en confrontant les modèles d'interaction à la réalité observée sur le terrain. L'utilisation de l'analyse MACTOR peut apporter une profondeur et une nuance significatives à votre travail de recherche, enrichissant à la fois la qualité de l'analyse et la pertinence des recommandations.

Une méthode en quatre étapes pour analyser le jeu des acteurs⁹

La réflexion a été structurée selon une analyse de jeu d'acteurs mise en œuvre à l'aide de la méthode MACTOR[®]. Celle-ci s'organise autour de quatre grandes étapes.

Étape 1 : Se doter d'une représentation collective du jeu des acteurs¹⁰

La première étape vise à se doter d'une représentation commune du jeu des acteurs. Il s'agit de :

- Identifier les enjeux ou les champs de bataille,

⁹ BASSALER N., 2004.– *Le jeu des acteurs de l'information géographique : un cas appliqué de la méthode Mactor Cahier du Lipsor n° 17. Librairie des Arts et Métiers. p.9-10*

¹⁰ Ibid. « Un acteur a une identité, un projet et des moyens propres pour les faire aboutir. Pour pouvoir être intégré à une analyse MACTOR, un acteur doit être considéré comme un groupe social ou économique disposant de moyens d'action (aussi faibles soient-ils), organisés dans une stratégie, pour atteindre les buts et les objectifs qu'il s'est fixés. Ainsi le public et les consommateurs ne sont pas un acteur ; les associations de consommateurs en sont un. Un enjeu est un point de passage obligé pour les acteurs, aux issues incertaines et multiples. Il y a donc possibilité de perte ou de gain pour chaque acteur impliqué d'où le nom d'enjeu (« ce qui est en jeu »). À un enjeu peuvent correspondre plusieurs champs de bataille (fronts ou terrains) en fonction notamment des stratégies des acteurs impliqués. Les objectifs, ou buts poursuivis par les acteurs autour d'un champ de bataille sont exprimés à l'aide d'un verbe d'action. »

- Repérer les principaux acteurs concernés par ces enjeux,
- Formuler les objectifs poursuivis par ces acteurs sur ces champs de bataille.

Étape 2 : Décrire le fonctionnement du jeu des acteurs

La deuxième étape consiste à décrire le fonctionnement du jeu d'acteurs sous deux formes :

- L'appréciation (qualitative et quantitative) des capacités d'influence directe des acteurs les uns sur les autres (c'est la matrice acteurs/acteurs),
- L'évaluation de la position de chacun des acteurs sur chacun des objectifs (c'est la matrice acteurs/objectifs).

Étape 3 : Analyser la structure des influences et la position des acteurs sur les objectifs

Lors de la troisième étape, et sur la base de ces deux matrices, le logiciel MACTOR[®] assure le traitement des données et détermine une série de résultats permettant de mieux comprendre les positions des acteurs dans l'ensemble du jeu (acteurs dominants ou dominés), de repérer les objectifs les plus mobilisateurs pour les acteurs, les objectifs controversés ou non, de faire apparaître les oppositions d'intérêt ou au contraire les convergences dans les positions des divers acteurs.

Étape 4 : Formuler les questions clés pour l'avenir

Une quatrième étape vise, sur la base des résultats et dans une optique plus exploratoire, à poser les questions clés autour de laquelle l'avenir du système pourrait se contraster. Elles concernent plus particulièrement :

- La dynamique d'évolution du jeu des acteurs pour repérer les règles du jeu possibles dans le futur (émergence et/ou disparition d'un acteur, changements de rôle d'un acteur dans le système, germes de changement dans les rapports entre acteurs),
- Les hypothèses d'évolution du secteur (facteurs susceptibles d'affecter et de transformer radicalement les relations entre acteurs, mais aussi l'influence de facteurs non contrôlés sur l'apparition des conflits).

STRUCTURE DU TRAVAIL

La thèse se structure en trois parties, chacune subdivisée en deux chapitres, afin d'explorer en profondeur les dynamiques et enjeux du développement de la province d'Azilal.

La première partie est composée de deux chapitres :

- **Chapitre 1** examine l'évolution des concepts de développement, des premières idées de développementalisme jusqu'au développement territorial. Importance du territoire en tant que catalyseur de développement, avec un focus sur le Maroc et ses défis.
- **Chapitre 2** explore la politique territoriale et son impact sur le développement, illustrant le passage d'une gouvernance étatique à une approche participative. Importance des acteurs et de leur interaction dans la prise de décision, avec un exemple du Maroc.

La deuxième partie

- **Chapitre 1** : Caractérisation de la province d'Azilal : Relevé des défis climatiques, de la riche culture et des potentialités économiques d'Azilal. L'importance d'une approche de développement globale et les défis liés à la gouvernance territoriale y sont soulignés.
- **Chapitre 2** : Focus sur les leçons tirées d'entretiens, soulignant les défis et opportunités du développement à Azilal et la nécessité d'une approche intégrant divers éléments tels que la culture, l'environnement et la participation citoyenne.

La troisième partie

- **Chapitre 1** : Discussion sur l'importance de la gouvernance territoriale pour Azilal, le potentiel des ressources territoriales, et le besoin d'une gestion adaptée à l'avenir.
- **Chapitre 2** : Emphase sur la complexité du développement d'Azilal, l'importance de partenariats et la valorisation des ressources et connaissances locales.

Enfin, une conclusion générale vise à rappeler la problématique, la démarche et les résultats auxquels nous avons abouti.

PARTIE 1 : EXPLORATION DES ENJEUX ET APPROCHES DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

INTRODUCTION DE LA PREMIERE PARTIE

La compréhension des notions de développement, de développement territorial, de développement durable et d'autres concepts liés est cruciale pour aborder la question du développement dans le cas spécifique du territoire de la province d'Azilal. Il exemplifie les défis et les opportunités auxquels de nombreux territoires font face dans le contexte mondialisé actuel. En explorant ces notions, on peut mieux saisir comment elles interagissent et comment elles peuvent guider les stratégies de développement pour la province.

Tout d'abord, en examinant l'évolution des paradigmes du développement, on peut comprendre comment les idées de développement ont évolué au fil des décennies, ce qui permet de contextualiser les stratégies passées et actuelles de développement dans la province. Par exemple, en se penchant sur le développementalisme, qui a influencé les politiques économiques et agricoles au Maroc, on peut évaluer comment ces approches ont façonné l'économie et la société de la province.

Le développement durable revêt une importance cruciale pour Azilal en raison de sa richesse environnementale et culturelle. En tant que zone montagneuse, Azilal est confrontée à des enjeux environnementaux et climatiques importants. La mise en œuvre de stratégies de développement durable pourrait aider à préserver les ressources naturelles et culturelles de la région tout en stimulant l'économie locale. En outre, la notion de développement durable peut aider à réfléchir aux défis de l'équité sociale, en veillant à ce que tous les groupes de la population bénéficient des opportunités de développement.

Dans le cas spécifique d'Azilal, la prise en compte de l'approche territoriale du développement est également essentielle. En comprenant les spécificités géographiques, sociales et économiques de la province, il devient possible de concevoir des stratégies de développement adaptées. Les hypothèses formulées, telles que la nécessité de maîtriser les informations lourdes et les signaux faibles pour gérer les ressources territoriales, peuvent guider la collecte de données et la planification stratégique pour Azilal.

En fin de compte, ces notions de développement, développement territorial et développement durable fournissent un cadre conceptuel pour analyser les enjeux complexes auxquels fait face la province d'Azilal. Elles permettent de poser des questions cruciales sur la manière dont les stratégies de développement ont été élaborées, mises en œuvre et vécues par les populations locales. En explorant ces notions, on peut espérer concevoir des approches plus efficaces et inclusives pour le développement de la province, en tenant compte de ses spécificités géographiques, culturelles et économiques.

CHAPITRE 1 : LES ENJEUX DE DEVELOPPEMENT LOCAL ET TERRITORIAL

Introduction du chapitre 1

La notion de développement, tant débattue et réinterprétée au fil du temps, est au cœur des politiques publiques et des aspirations collectives à travers le monde. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les paradigmes du développement ont considérablement évolué, allant d'un focus exclusif sur la croissance économique à une conception plus holistique, incorporant des variables sociales, environnementales, et même territoriales. Aujourd'hui, dans un contexte mondialisé et complexe où les défis du développement sont exacerbés par la crise climatique, les inégalités sociales et les besoins croissants de démocratie participative, l'approche territoriale du développement prend une importance renouvelée.

Ce chapitre a pour ambition d'explorer les enjeux multiples qui se tissent à l'échelle locale et territoriale, en mettant en perspective historique les différents modèles de développement qui ont été adoptés ou critiqués au fil des décennies. Nous commencerons par examiner les origines et les évolutions du développementalisme et son impact spécifique dans des contextes tels que celui du Maroc. Ensuite, nous nous pencherons sur le concept de développement durable comme une tentative de synthèse et de réconciliation entre les exigences économiques, sociales, et environnementales, tout en évaluant sa pertinence et son applicabilité à l'échelle locale.

En abordant ces diverses dimensions, nous chercherons à comprendre comment les territoires, en tant qu'espaces de vie et de production, mais aussi en tant qu'échelles politiques, peuvent jouer un rôle déterminant dans la réussite ou l'échec des modèles de développement. Ce faisant, nous poserons la question fondamentale de savoir comment concevoir un développement qui soit à la fois inclusif, durable et respectueux des spécificités et des besoins de chaque territoire.

Après la Seconde Guerre mondiale, les théories du développement ont gagné une importance politique et sociale majeure, catalysant la création d'organisations multilatérales comme l'ONU et la Banque mondiale pour promouvoir la stabilité économique et la croissance. Ces efforts étaient influencés par les défis de la guerre froide et la menace des idéaux socialistes, poussant des pays comme les États-Unis à chercher des alliés capitalistes. Les théories du développement ont évolué pendant les "trente glorieuses" (1945-1975), soutenant la modernisation des pays

sous-développés à travers différentes étapes intermédiaires. Cette vision a influencé les politiques économiques et a conduit à des résultats significatifs dans des secteurs comme l'agriculture et l'industrie.

La géographie, l'économie et la sociologie du développement ont ainsi acquis des aspects analytiques nouveaux et importants, qui ont profondément marqué la pensée latino-américaine. Après des décennies de prédominance **du modèle modernisateur-développementiste**, avec une forte intervention de l'État, l'épuisement de ce modèle a ouvert une fenêtre historique pour la formulation de théories innovantes. La reconnaissance de nouveaux problèmes mondiaux, dont beaucoup découlent du modèle d'industrialisation mis en œuvre, a commencé à exiger de nouvelles réponses. Les questions liées aux changements démographiques, à l'effondrement urbain, à la préservation de l'environnement, à la participation sociale et au renforcement des institutions démocratiques ont alimenté des théories alternatives. Dans le même temps, les indicateurs économiques traditionnels (produit intérieur brut, revenu par habitant) ont commencé à céder la place à de nouvelles mesures - dont l'équation intégrait des aspects liés à l'espérance de vie, à la durabilité, à la santé et à l'éducation jusqu'à ce que l'ONU adopte elle-même un indice de développement humain (IDH) comme paramètre d'évaluation.

La genèse du développement durable à partir du rapport Meadows pour le Club de Rome et des textes onusiens tels que la Déclaration de Stockholm en 1972 et le rapport Brundtland en 1987. Le rapport Meadows, publié en 1972, mettait en évidence les effets négatifs de la croissance démographique et économique continue sur l'environnement, suscitant ainsi des débats sur les relations entre société humaine et environnement. Le rapport Brundtland, publié en 1987, a défini officiellement le concept de développement durable en le décrivant comme un développement répondant aux besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins.

La conférence de Rio de Janeiro en 1992 a consacré et mondialisé le développement durable en réunissant la communauté internationale pour débattre de la conciliation entre l'économique, le social et l'environnemental. Les principaux résultats de cette conférence sont la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, l'Agenda 21 et la création de la Commission du Développement Durable des Nations unies. Toutefois, la conférence de Johannesburg en 2002

a révélé les difficultés de mettre en œuvre le développement durable, avec des divergences d'intérêts entre les pays du Nord et du Sud.

Le développement durable est un concept complexe et ses aspects économiques, environnementaux et sociaux ont évolué au fil du temps, « les différentes variables, les différents domaines s'influencent mutuellement et prennent de plus en plus la forme de systèmes complexes, pour lesquels un événement particulier est susceptible de conduire à une ramification de conséquences insoupçonnées, peut-être vénielles, mais aussi parfois substantielles et touchant le système dans sa logique la plus profonde. Finalement, c'est le territoire lui-même qui est le lieu d'interdépendances renforcées. Une action sur une zone donnée aura, certes, des conséquences sur la zone en question, conformes ou non aux intentions qui présidaient à la décision de l'appliquer, mais disposera aussi d'effets de débordement sur d'autres territoires. »¹¹

Les débats et les actions entreprises dans le cadre du développement durable au sein des organismes onusiens visent à concilier ces différentes dimensions et à promouvoir un développement qui soit économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement soutenable. Néanmoins, « bien qu'ils fassent de la croissance économique le moteur du développement durable, les textes onusiens qui fondent le développement durable entretiennent des imprécisions sur les liens entre économie et environnement tout en accordant à la croissance économique un effet écologique et une importance sociale pas toujours vérifiés aussi bien dans les pays du Nord que dans ceux du Sud. Il se dégage de ces textes une certaine ambivalence entre environnement et développement. Tantôt c'est l'environnement qui est considéré comme prioritaire, tantôt c'est le développement. Cette ambivalence sous-tend le débat économique et écologique entre durabilité forte et durabilité faible. La durabilité forte correspond à une approche du développement durable qui privilégie l'environnement. Dans cette optique, la croissance économique est subordonnée au maintien des équilibres ou des fonctionnalités

¹¹ Richard Laganier, Bruno Villalba et Bertrand Zuideau, « Le développement durable face au territoire : éléments pour une recherche pluridisciplinaire », *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 1 | 2002, mis en ligne le 01 septembre 2002, consulté le 30 août 2023. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/774> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.774>

environnementales. Le capital naturel doit être préservé autant que possible pour les générations futures »¹².

1. Développement et développementalisme

Le développementalisme a été adopté à différents moments et avec des caractéristiques différentes au Maroc, agissant d'abord comme un moteur de la croissance économique industrielle avec l'intervention de l'État. Après l'indépendance, l'impact du modèle de développement sur l'agriculture et le monde rural a également été significatif. L'État a joué un rôle central dans le lancement du processus de modernisation agricole à travers des interventions vigoureuses, telles que le système national de crédit rural et d'autres politiques agricoles.

Actuellement, il y a un regain d'intérêt pour le modèle développementaliste, sous la forme du néo-développementalisme, qui émerge après l'échec de l'orthodoxie économique dans les années 1980. Ce nouveau développementalisme est motivé par plusieurs facteurs, tels que la délégitimation du modèle néolibéral en raison de son incapacité à produire une croissance économique soutenue et à réduire les inégalités sociales. Les crises économiques récentes dans les économies avancées ont également contribué à la recherche de mesures de régulation et de stabilisation économique. Le succès de pays qui maintiennent un certain niveau de planification étatique, de politiques industrielles, commerciales et technologiques actives, ainsi que de contrôle des flux financiers, a également influencé la reprise de l'État développemental.

Le développementalisme¹³ et le néo-développementalisme mettent en évidence le rôle actif de l'État dans la promotion du développement économique. Les caractéristiques spécifiques de chaque pays et les contextes historiques ont façonné les différentes modalités d'État développementaliste. Le développementalisme est une idéologie du développement, examinée de manière critique, qui peut être centrée sur les objectifs plutôt que sur les moyens, négligeant ainsi les leviers d'action, le rôle des acteurs et la démocratie locale. Cette approche peut aboutir

¹² Moïse Tsayem Demaze, « Paradoxes conceptuels du développement durable et nouvelles initiatives de coopération Nord-Sud : le Mécanisme pour un Développement Propre (MDP) », *Cybergeog* : European Journal of Geography [En ligne], Environnement, Nature, Paysage, document 443, mis en ligne le 20 mars 2009, consulté le 02 juillet 2023. URL : <http://journals.openedition.org/cybergeog/22065> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cybergeog.22065>

¹³ « Le développementalisme est l'idéologie du développement, abordée dans une perspective critique. Parler d'une « politique développementaliste » introduit une nuance péjorative par rapport à une « politique de développement » in [Développementalisme — Géoconfluences \(ens-lyon.fr\)](https://www.ens-lyon.fr/geoconfluences)

à des échecs ou des résultats mitigés, souvent au détriment de certaines populations ou des libertés publiques. De plus, le développementalisme peut se concentrer excessivement sur la technologie et l'ingénierie, négligeant des approches plus intégrées. D'autre part, la critique peut porter sur l'orientation économique du développementalisme, axée sur la croissance économique au détriment des aspects sociaux et environnementaux. Cela peut conduire à des politiques inefficaces, voire contre-productives, comme l'accent mis sur l'urbanisation dans le développementalisme vietnamien, qui aggrave la crise environnementale. Dans l'ensemble, ces critiques soulignent le manque de réflexion et de perspective critique dans la mise en œuvre de stratégies de développement par certains acteurs politiques.

2. Le développement durable

À partir de la fin des années 1980, la notion de développement durable a commencé à circuler comme une possibilité de révision et d'ajustement des conceptions éculées du développement. Ayant émergé dans le but initial de renforcer la relation entre la croissance économique et les enjeux environnementaux, la notion de développement durable est actuellement mobilisée principalement par les secteurs gouvernementaux, commerciaux et universitaires pour différentes priorités et objectifs. Un examen attentif de ce thème révèle une énorme variété de significations, parfois divergentes.

Dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, un vaste processus de développement économique et social a commencé dans le groupe des nations les plus riches. C'est un cycle de taux de croissance et d'expansion économique élevés, commandé par les États-Unis, qui a duré jusqu'au milieu des années 1970, provoquant la résurgence ou le renouveau des nations européennes ébranlées par la guerre. Au milieu de ce processus, sous l'impulsion du souci des limites des ressources naturelles, l'hypothèse d'une croissance continue, ses objectifs et ses limites commencent à être remis en question, et la notion de durabilité commence à se forger.

Face à une telle situation, il est nécessaire de connaître le débat international qui se déroule pour, d'une part, comprendre comment, petit à petit, la notion de durabilité s'est imposée comme un enjeu et, d'autre part, observer les des situations dans lesquelles il commence à exiger l'introduction de variables qui tiennent compte des limitations des ressources non renouvelables et des conséquences des entreprises humaines dans les théories développementales en vigueur jusqu'alors.

Plusieurs auteurs signalent que la profusion des discours sur le développement durable peut cacher des lacunes, voire des contresens, « ce qui frappe, en effet, lorsqu'on analyse les discours sur la dimension territoriale du "développement durable", c'est la juxtaposition d'affirmations et de positions en grande partie contradictoires. S'agit-il de contribuer à la solution des grands problèmes planétaires – ou de garantir la viabilité et la sécurité à long terme de chaque espace spécifique ? Souhaite-t-on adapter les institutions existantes ou plutôt, en créer d'autres, à partir de nouvelles solidarités écologiques ou communautaires (bassins hydrographiques, pays, communautés de quartier...)? Donne-t-on la priorité à l'autonomie, à la singularité, au "développement endogène", à l'identité ; ou au contraire à l'équité, à la réduction des externalités et à la mutualisation des risques entre collectivités manifestement inégales (selon le principe de réciprocité énoncée par Bertrand Zuindeau : "ne fait pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'il te fasse"¹³). Tout cela, évidemment, n'est pas nécessairement convergent. On voudrait sans doute pouvoir croire que tous ces discours sont effectivement compatibles, que le "*penser globalement et agir localement*" n'est pas un mythe, que la "bonne gouvernance" pourra venir à bout de toutes ces contradictions ; mais on peut aussi craindre que cette ambiguïté ne serve, en définitive, qu'à justifier le scepticisme, ou le statu quo. »¹⁴

¹⁴ Jacques Theys, « L'approche territoriale du "développement durable", condition d'une prise en compte de sa dimension sociale », *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 1 | 2002, mis en ligne le 23 septembre 2002, consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://developpementdurable.revues.org/1475> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.1475

3. le développement territorial

La conception du développement local est née de la problématisation entre développement exogène et développement endogène. Les processus de développement exogènes ont accusé des incohérences avec les différentes réalités locales, générant les conséquences d'un modèle uniformément imposé, ce qui a conduit plusieurs segments de la société à critiquer un modèle de développement interventionniste.

D'autre part, les projets localistes ont également montré des faiblesses, car ils accordaient une confiance excessive aux acteurs locaux – souvent dépourvus de ressources – pour mettre en œuvre des projets de développement. Les limites de l'action de l'État – avec la crise économique et les problèmes posés par ceux de l'action centralisatrice interventionniste – ont créé d'autres dilemmes, puisque, en tant que stratégie de réforme des actions de développement, le processus a été décentralisé pour être mené par des organisations non gouvernementales (ONG) et d'autres entités de la société.

Face aux conceptions essentiellement exogènes du développement adoptées jusqu'alors, le développement local représente une innovation en prêtant attention à la nécessité de se pencher sur la diversité locale et de construire des projets de développement qui partent des besoins réels de chaque localité. Cette perspective cherche à valoriser la culture, les savoirs et les pratiques, les ressources naturelles, ainsi que la participation des populations aux décisions et à la conception des projets de développement.

Le développement territorial depuis les années 80 a suivi différentes phases. Initialement, l'approche des systèmes localisés a souligné les liens de coopération et les projets communs entre acteurs productifs locaux. Un intérêt pour l'ensemble des acteurs territoriaux a émergé, soulignant que le développement ne peut se limiter à l'aspect économique ou technologique, mais doit impliquer les populations locales dans la prise de décision. « Depuis les années 80, les jalons d'une approche du développement territorial ont été posés par certains travaux qui ont fait la part belle aux dimensions locales, avec un accent fort sur les processus de production, puis sur l'innovation et la technologie. Ils ont connu successivement quatre phases principales. Tout d'abord, l'approche des systèmes localisés a mis en avant le caractère systémique des

relations entretenues par les acteurs productifs locaux, dessinant un territoire fondé sur les liens de coopération et les projets communs. »¹⁵

La définition du développement territorial prend en compte des dimensions biophysiques et institutionnelles, mais surtout un construit social résultant des actions des acteurs et de leur culture de développement. « Pour un territoire donné, la culture du développement désigne un état de l'organisation régionale et des institutions globalement orientées vers un objectif économique. Cela implique aussi que les ressources régionales, matérielles et immatérielles soient systématiquement exploitées. La gouvernance régionale pouvait, il y a quelques années encore, dans certaines régions rurales ou d'industries de main-d'œuvre, s'employer à maintenir, par exemple, un faible niveau de salaire et de concurrence. Avec la notion de culture du développement, nous affirmons clairement que les ressources territoriales sont davantage mobilisées et ne se limitent plus aux seuls facteurs de production usuels. À l'échelle des territoires, de nombreux vecteurs de la vie culturelle (le patrimoine collectif naturel et culturel : savoir-faire, traditions, langues régionales, etc.) participent à l'effort de développement. Il y a de ce fait interpénétration des éléments de la culture régionale, du système productif et des finalités de développement. »¹⁶

Au fil des années, la notion de territoire s'est érigée en élément central du processus de développement économique, une évolution qui trouve son origine dans la remise en question des théories de développement antérieures. Ces théories, initialement critiquées pour leur manque de considération envers l'"espace" et le "temps", n'avaient pas réussi à rendre compte des réalités complexes du développement. Cette lacune a donné lieu à la reconnaissance de l'importance fondamentale du territoire dans le façonnement des opportunités et des contraintes du développement.

La diversification des trajectoires de développement, en raison des différences marquées dans les contextes historiques, culturels et socio-économiques des régions, a ébranlé l'idée d'un

¹⁵ André Torre, « Théorie du développement territorial » In Géographie, économie, société 2015/3 (Vol. 17), pages 273 à 288

¹⁶ René Kahn, « La dimension culturelle du développement territorial », Revue d'Économie Régionale & Urbaine 2010/4 (octobre), p. 625-650. DOI 10.3917/reru.104.0625

unique chemin universel vers le développement. Dès lors, le territoire est apparu comme une variable cruciale pour expliquer les choix de développement adoptés dans diverses circonstances géographiques et temporelles. L'émergence du territoire fait également suite aux controverses et à l'opposition entre le développement endogène des localistes et du développement exogène relatifs aux facteurs extérieurs au territoire. Or, « Un modèle de développement endogène garantit l'autonomie du processus de transformation du système économique local, en soulignant la centralité des processus de prise de décision des acteurs sociaux locaux et leur capacité à contrôler et à internaliser les connaissances et informations externes, en supposant généralement des caractéristiques de développement autoentretenues »¹⁷.

Par contre, le modèle exogène « représente un processus de développement « extraverti », contrôlé de l'extérieur, dans lequel les décisions fondamentales du processus de développement (avec les répercussions qui en découlent en termes de dynamique de l'emploi et de modification du social) sont assumées. Par des opérateurs extérieurs à la zone : le territoire joue un rôle exclusivement passif, représentant l'ensemble des conditions qui permettent statiquement un avantage de localisation pour l'entreprise extérieure (faibles salaires, faible coût du foncier, incitations financières et fiscales à l'implantation industrielle...) : le territoire assume le rôle d'un « vase à remplir », la question des décisions d'investissement ne relève pas de la création de synergies dynamiques avec l'environnement local. »¹⁸

Bien que les modèles de développement endogène et exogène soient théoriquement distincts, la réalité est beaucoup plus nuancée. Cette distinction ne devrait pas être considérée comme exclusive.

La notion de "système de production local" a émergé comme un cadre utile pour examiner comment la production et les institutions sociales interagissent à une échelle locale. Ces systèmes mettent en évidence l'importance des relations et des régulations sociales locales dans le processus de développement.

¹⁷ Garofoli, G. (2002). Local Development in Europe: Theoretical Models and International Comparisons. *European Urban and Regional Studies*, 9(3), 225–239. <https://doi.org/10.1177/096977640200900303>

¹⁸ Ibid.

Les chercheurs ont progressivement changé leur perspective sur l'espace, en intégrant « le local » et le « global » dans leur approche du développement. L'espace est devenu le lieu de convergence des acteurs du développement, de coopération entre les parties prenantes.

3.1 Émergence des notions de dynamiques et d'innovations territoriales

Le territoire peut être défini comme un ensemble dynamique délimité par une frontière où se combinent des éléments physiques et humains. Cependant, l'espace ne se réduit pas uniquement à la dimension physique, mais il englobe également les interactions sociales, culturelles et économiques qui s'y déroulent.

La différenciation territoriale est le résultat de processus qui conduisent les acteurs sociaux à organiser, gérer et s'approprier l'espace. Cela implique la mise en place de dynamiques sociales, économiques et politiques qui façonnent le territoire. Ainsi, le territoire se distingue et se caractérise par sa capacité à offrir des opportunités et à être le lieu de la culture locale. Les acteurs locaux et les gouvernements locaux convergent dans la régulation sociale, contribuant à la construction et à la transformation du territoire.

L'espace doit être compris de manière dynamique, car il est en constante action et changement. Il est le résultat de processus sociospatiaux qui se déploient au fil du temps. Cette conception dynamique de l'espace prend en compte l'interaction entre la spatialité, l'histoire et la société. Ces dimensions interagissent et s'articulent pour produire des objets et des phénomènes spatiaux, ainsi que des processus qui se combinent avec l'espace et la société. Cela signifie que l'espace est à la fois façonné par ces dimensions et qu'il influence à son tour les dynamiques sociales et historiques.

La transformation conceptuelle de la notion d'espace/territoire témoigne des mutations des paradigmes du développement. Pendant longtemps, l'espace était perçu comme un composant inerte. Toutefois, une politique de développement renouvelée est apparue, mettant le territoire au cœur de ses préoccupations et mettant en valeur sa capacité intrinsèque. Cette vision met en avant la pertinence des ressources naturelles, des enjeux écologiques et du bien-être dans les mécanismes de développement.

Le débat autour du développement endogène l'a « fréquemment associé à la capacité d'une communauté locale à utiliser le potentiel de développement existant sur le territoire et à répondre aux défis qui lui sont posés à un certain moment historique, clairement à l'heure actuelle en raison des changements importants que le processus de mondialisation produit dans la division spatiale du travail. »¹⁹. Cette conception du développement représente une perspective territoriale qui se fonde sur la notion que chaque entité locale s'est formée historiquement à travers les interactions et les intérêts des groupes sociaux qui la composent, en élaborant une identité et une culture distinctes qui la démarquent des autres communautés.

C'est ainsi que « le territoire peut donc être compris comme le réseau d'intérêts de toutes sortes d'une collectivité territoriale, ce qui lui permet d'être perçu comme un agent de développement, chaque fois qu'il est possible de maintenir et de développer l'intégrité et les intérêts territoriaux dans les processus de croissance et le changement structurel. C'est une conception qui explique la réalité dans toutes sortes de territoires ».²⁰

Les initiatives locales ont été alors mises en exergue. Les acteurs locaux ont été reconnus comme éléments cruciaux pour mobiliser des ressources existantes. L'autonomie des populations dans des modèles comme les "budgets participatifs"²¹ est considérée comme un exemple de vecteur efficace de développement.

Le développement endogène est fortement influencé par des facteurs culturels et institutionnels qui encouragent le progrès économique et les transformations sociales. Au cœur de ce processus de développement se trouve le développement des capacités humaines, notamment la créativité et l'entrepreneuriat. Amartya Sen et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) soutiennent que la véritable mesure du développement va au-delà de la croissance économique et doit inclure la capacité des individus à réaliser leurs objectifs de vie. Cependant,

¹⁹ Vázquez Barquero, Antonio, 2007. "Endogenous development. Theories and policies of territorial development," INVESTIGACIONES REGIONALES - Journal of REGIONAL RESEARCH, Asociación Española de Ciencia Regional, issue 11, pages 183-210.

²⁰ *ibid*

²¹ Au Maroc, « le Budget participatif (BP) est un mécanisme participatif de dialogue et concertation, par lequel les citoyennes et citoyens décident de l'affectation d'une partie des investissements publics disponibles. C'est un outil de démocratie participative qui vient en application de l'article 139 de la constitution et les dispositions des lois organiques relatives aux collectivités territoriales, en matière de mise en œuvre par celles-ci de mécanismes participatifs de dialogue et de concertation. L'objectif étant de favoriser l'implication des citoyennes et citoyens et des associations dans l'élaboration, le suivi et l'évaluation des programmes et projets de développement. Le budget participatif ne concerne pas l'ensemble du budget de la collectivité territoriale, mais uniquement un pourcentage du budget d'investissement (généralement 5 à 10%). » in <https://www.collectivites-territoriales.gov.ma/fr/budgets-participatifs>

cette approche centrée sur l'humain a ses limites. Elle peut négliger d'autres moteurs clés du développement, comme l'accumulation du capital et la durabilité économique, ce qui peut compromettre la viabilité à long terme des initiatives de développement. De plus, en se concentrant uniquement sur les capacités humaines, cette vision risque de mener à des projets qui ont un caractère d'assistance plutôt que de transformation durable.

3.2 Éclairage sur les notions d'espace et de territoire

L'espace est également un enjeu important dans le domaine de l'environnement et du développement durable. La gestion de l'espace naturel et urbain est cruciale pour préserver la biodiversité, assurer la qualité de l'air et de l'eau, ainsi que pour fournir des services écosystémiques tels que la régulation du climat, la pollinisation des cultures et la régénération des sols.

Dans un contexte de mobilité croissante des individus, les appartenances territoriales et les identités sont influencées et redéfinies. Le territoire est donc un processus dynamique qui favorise l'action sociale et la gestion territoriale. Les acteurs jouent un rôle central dans la configuration des systèmes d'action territorialisés, qui sélectionnent et segmentent l'espace en fonction de leurs objectifs spécifiques. Selon DI MEO « La territorialité associe et intègre, pour tout individu, trois strates essentielles de ses liens à l'espace géographique. D'abord, celle de son rapport existentiel et primaire, phénoménologique à la terre : sa « géographicit   » pour reprendre la formulation de Dardel. Ensuite, son rapport concret au réseau bien réel des lieux qu'il pratique et qu'il vit. Enfin, sa relation id  elle, purement représentée à des espaces, tantôt concrets, tantôt r  v  s, d'échelles différentes, parfois indéterminées, associés entre eux sur le modèle des « mille plateaux » de Guatari et Deleuze. L'intégration nécessaire de ces trois niveaux s'opère, pour tout individu, dans le mouvement de sa *praxis* ; soit dans le cours des actions quotidiennes qu'il accomplit, actions nourries de ses représentations et de sa réflexivité »²².

²² Guy Di Méo. Les territoires de l'action. Bulletin de la Société Géographique de Liège, Société Géographique de Liège, 2006, pp.7-17.

3.2.1 L'espace géographique produit par les sociétés

L'espace géographique est le produit de l'interaction entre les sociétés et leur environnement naturel. « Le territoire s'est substitué doucement à ce terme (espace) en conférant plus d'épaisseur à ce que l'on pourrait aussi nommer environnement, c'est-à-dire ce qui nous entoure dans une acception très globale, c'est-à-dire mêlant à la fois milieu physique, naturel et aménagé. Mais subtilement, le territoire s'avère être beaucoup plus que l'espace, l'environnement, ou les hommes qui le peuplent et se l'approprient ; il est plus que tout cela, mais finalement ne correspond plus à rien à force d'utilisations abusives. Les définitions finissent par se chevaucher, l'homme y est souvent agent plus qu'acteur et la plupart du temps les approches isolent sagement ce qui relève de l'organisation de l'espace (espace géographique) et ce qui relève des acteurs. »²³

L'espace géographique produit par les sociétés peut être structuré par des éléments physiques, tels que le relief, les cours d'eau, le climat et la végétation, ainsi que par des éléments culturels, tels que les villes, les routes, les monuments, les cimetières et les champs. Les sociétés peuvent également organiser leur espace en fonction de critères sociaux, tels que la classe sociale, l'ethnicité, la religion ou le genre. L'espace géographique porte l'empreinte des histoires qu'elles soient individuelles ou collectives. Cette mémoire peut être liée à des moments clés de l'histoire d'une région, à des pratiques sociales et culturelles, ainsi qu'à des symboles et des idées. Elle peut se manifester à travers les toponymes, les festivals et les festivités.

La territorialisation peut prendre différentes formes, telles que l'appropriation de l'espace par la construction de frontières, la création de réseaux de transport, la formation de groupes sociaux, la mise en place de règles et de normes, etc. Elle peut également être le résultat de conflits entre différentes communautés, qui cherchent à s'approprier un territoire donné pour des raisons économiques, politiques ou culturelles. Les processus de territorialisation peuvent également avoir des conséquences négatives sur l'environnement naturel, tels que la déforestation, la pollution des sols et de l'eau, la surexploitation des ressources naturelles, etc. Ils peuvent

²³ Alexandre Moine. Le territoire comme un système complexe : un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie. In *L'Espace géographique* 2006/2 (Tome 35), pages 115 à 132

également entraîner des conflits sociaux et politiques, tels que des guerres territoriales ou des discriminations fondées sur l'appartenance à un groupe ethnique ou religieux.

Un exemple illustrant ceci est la géographie culturelle qui explore comment les pratiques et les représentations culturelles sont enracinées dans l'espace géographique. Par exemple, Zaouiat Ahansal a été plus connu en tant que centre spirituel et qu'espace religieux dans le Haut Atlas. Elle est un centre spirituel et un point de rassemblement pour les pèlerins et les chercheurs de savoir religieux.

L'espace géographique est un ensemble dynamique de composantes variées et interdépendantes, engendrant des relations complexes, souvent inégales et dominées par certains facteurs tels que l'économie ou la politique. Deux types d'espaces se distinguent : l'espace de vie, qui concerne notre quotidien et est influencé par des aspects pratiques, et l'espace vécu, lié à nos perceptions et émotions, variant selon les personnes.

Guy Di Méo donne une définition de l'espace sous l'angle du social : « l'espace social qualifie des lieux de la biosphère tissés par l'entrelacs des rapports sociaux et spatiaux caractéristiques des groupes humains qui les occupent, les produisent ou simplement les convoitent. Il s'agit donc de l'identification d'une nouvelle fibre à la fois spatiale du social et sociale du spatial, décryptée par le moyen d'une démarche positiviste, objectivant des rapports dûment répertoriés et analysés par le chercheur, géographe ou anthropologue. Le concept d'espace vécu exprime au contraire le rapport existentiel, forcément subjectif, que l'individu socialisé établit avec la terre. Il s'imprègne de valeurs culturelles reflétant pour chacun l'appartenance à un groupe localisé. Sa connaissance passe par l'écoute des acteurs, par la prise en compte de leurs pratiques, de leurs représentations et de leurs imaginaires spatiaux. Sur le socle que dresse la réalité socio-culturelle, le territoire témoigne d'une appropriation à la fois économique, idéologique et politique (sociale donc) de l'espace par des groupes qui se donnent une représentation particulière d'eux- mêmes, de leur histoire, de leur singularité. »²⁴

²⁴ Di Méo Guy. De l'espace aux territoires : éléments pour une archéologie des concepts fondamentaux de la géographie. In: L'information géographique, volume 62, n° 3, 1998. pp. 99-110
doi : <https://doi.org/10.3406/ingeo.1998.258>

Guy Di Méo explique que l'espace perçu correspond à la représentation mentale que l'individu se fait de l'espace, qui résulte de ses perceptions sensorielles et de ses expériences passées. Cette représentation est subjective et peut varier d'un individu à l'autre en fonction de son histoire personnelle, de son milieu social, de ses pratiques culturelles, etc. L'espace perçu est donc une construction sociale et culturelle qui contribue à donner du sens à l'espace géographique.

En revanche, l'espace vécu correspond à l'expérience directe et concrète que l'individu a de l'espace, en tant que lieu de vie et d'interaction sociale. Cet espace est le fruit de l'appropriation que les individus font de l'espace géographique, en le transformant, en le peuplant, en l'investissant de significations et d'affects. L'espace vécu est donc plus concret et plus matériel que l'espace perçu, il est imprégné de pratiques et de cultures spécifiques qui lui donnent une identité propre. La géographie sociale s'intéresse particulièrement à l'étude des interactions entre les individus et l'espace vécu, ainsi qu'à l'analyse des représentations mentales et des identités spatiales. Cette approche met en évidence la nécessité de prendre en compte les dimensions sociales et culturelles dans l'aménagement et la gestion de l'espace géographique, afin de répondre aux attentes et aux besoins des populations.

Les personnes s'identifient à des endroits, quartiers, paysages ou territoires qui évoquent leur passé, culture et statut social. L'image mentale de l'espace est donc intrinsèquement liée à l'identité personnelle et collective, impactant les délimitations spatiales et les stratifications sociales. En incluant l'espace vécu dans l'urbanisme, on intègre les aspects émotionnels et symboliques de l'espace, les interactions sociales et la formation identitaire.

Vázquez Barquero rapporte qu'Amartya Sen « propose un changement important dans l'interprétation du développement, lorsqu'il soutient que le concept de développement va au-delà de la croissance et des niveaux de revenu par habitant d'un pays ou d'un territoire, puisqu'ils ne sont alors qu'un instrument pour la population réaliser leurs capacités. Ce qui est vraiment important, c'est que les gens exercent les fonctions et les activités qu'ils veulent et qu'ils sont capables d'exercer. En d'autres termes, le développement économique passe par l'utilisation des capacités que les gens ont développées grâce aux ressources matérielles et humaines, et à la

culture que possède le territoire. C'est un concept qui manifeste la relation étroite entre le développement et la liberté. »²⁵

Dans la vision d'Amartya Sen, la liberté de choix et la capacité à réaliser un projet de vie propre sont des éléments centraux du développement. Il ne s'agit pas seulement de croissance économique, mais également de l'épanouissement des capacités humaines. Pour Sen, le rôle des institutions, ainsi que des normes et règles formelles et informelles, est crucial pour permettre cette liberté de choix. Ces structures institutionnelles doivent donc être conçues de manière à permettre aux individus d'exercer pleinement leurs capacités et de réaliser leurs objectifs de vie, contribuant ainsi au développement global de la société.

Le territoire peut être lié à l'appropriation, à l'identité individuelle et collective, ainsi qu'à des questions d'injustice territoriale. « Trois points méritent d'être retenus. Le premier est que le territoire est lié à l'appropriation de l'espace, à l'identité, et cela de manière individuelle comme de manière collective. Le territoire, c'est de l'espace socialisé. Le deuxième point est le suivant : on peut utiliser le terme de territoire pour tenter de résoudre des problèmes sociaux. Territorialiser, territorialiser ou reterritorialiser sont des actions opérantes, mais attention au déterminisme spatial : agir sur le territoire ne signifie pas forcément et systématiquement agir sur les problèmes sociaux. Cela peut y contribuer, mais cela ne suffit pas. Agir sur le territoire peut aussi être un alibi, un prétexte en l'absence de réelle politique sociale. Enfin le troisième point à retenir est qu'un territoire, c'est fondamentalement une construction sociale. Dans ce sens, un territoire peut être un instrument de contrôle et de domination. »²⁶

La reterritorialisation vise à permettre aux individus de se réapproprier collectivement un territoire. La mobilité devient une condition d'insertion sociale, et des notions telles que la multiterritorialité émergente pour exprimer de nouveaux modes d'organisation de l'espace. Le territoire est également associé à la conscience de classe et aux rapports de classe inscrits dans l'espace. Finalement, le terme territoire peut être utilisé dans le cadre de l'intervention sociale

²⁵ Vázquez Barquero, Antonio, 2007. "Endogenous development. Theories and policies of territorial development," INVESTIGACIONES REGIONALES - Journal of REGIONAL RESEARCH, Asociación Española de Ciencia Regional, issue 11, pages 183-210.

²⁶ Jean-Marc Fournier. Géographie sociale et territoire, de la confusion sémantique à l'utilité sociale ?. ESO Travaux et Documents, 2007, 26, pp.29-35.

en tant que processus social, mais il est essentiel de le définir clairement plutôt que de le considérer comme un objet géographique fixe.

3.3.2 Le territoire : un espace approprié

Le territoire peut être considéré comme un espace approprié, c'est-à-dire un espace qui a été investi, transformé et aménagé par des groupes sociaux en fonction de leurs besoins, de leurs pratiques et de leurs représentations. L'appropriation du territoire peut se faire de différentes manières, en fonction des groupes sociaux concernés, des modes d'occupation de l'espace, des régimes fonciers et des politiques publiques en vigueur.

L'appropriation du territoire peut s'accompagner de conflits entre les différents groupes sociaux qui revendiquent un droit d'usage sur l'espace, ou qui ont des intérêts divergents en matière d'aménagement et de développement territorial. Ces conflits peuvent être liés à des enjeux fonciers, environnementaux, culturels, économiques, etc. et nécessitent souvent des arbitrages politiques pour trouver des solutions durables.

Dans tous les cas, l'appropriation du territoire est un processus dynamique qui évolue en fonction des contextes sociaux, économiques, culturels et politiques. Cette dynamique peut être analysée par les sciences sociales à travers l'étude des pratiques et des représentations des acteurs, des institutions et des politiques publiques en vigueur, ainsi que des enjeux environnementaux et économiques qui conditionnent l'occupation et l'aménagement du territoire.

La notion de territoire est intimement liée à celle de racines et d'ancrage territorial. Historiquement, le territoire est souvent associé à l'idée de frontière, de limite, de démarcation entre des groupes humains, des États, des cultures ou des identités territoriales. Dans ce sens, le territoire est conçu comme un espace clos, délimité et autonome, qui possède une histoire, une culture, des ressources et des enjeux spécifiques.

Cependant, avec la mondialisation et les transformations des modes de vie et des échanges économiques, le territoire a subi des mutations profondes, qui ont conduit à une remise en cause de sa conception traditionnelle. Aujourd'hui, le territoire est de plus en plus perçu comme un espace ouvert, traversé par des flux et des réseaux de toutes sortes (économiques, culturels,

environnementaux, etc.), qui relie les acteurs locaux aux échelles régionales, nationales et globales.

En effet, « L'ouverture n'est donc pas liée uniquement à des situations maritimes, à l'accumulation métropolitaine (Casablanca-Rabat), elle peut aussi se produire en situation intérieure continentale ; elle est alors liée au tourisme (Marrakech, Errachidia) ou au tourisme plus industrie du cinéma (Ouarzazate) ou encore à des flux migratoires internationaux intenses couplés à des activités informelles, voire clandestines (ensemble Tadla-Khénifra en relation avec l'Italie). Il s'agit là de classiques zones de contact, d'échanges, établissant une connexion entre un avant-pays international et un arrière-pays national et local, jouant une fonction de transfert, mais aussi de traversée (que ce soit via la mer ou la montagne) la synapse, telle que vulgarisée par R. Brunet dès 1990 (Brunet R., 1992) à partir d'un terme médical désignant une zone de contact entre neurones »²⁷.

Cette nouvelle conception du territoire comme espace en réseau a des implications importantes pour les politiques territoriales et les modes d'aménagement du territoire. Elle suppose une coopération et une coordination accrues entre les différents acteurs territoriaux, ainsi qu'une prise en compte des enjeux transversaux, tels que la transition écologique, les dynamiques économiques et les mobilités. Elle invite également à repenser les frontières territoriales, en considérant que les échanges et les interactions peuvent être source de développement et d'innovation, plutôt que de conflit et de concurrence.

Le territoire peut également être considéré comme une construction sociale, c'est-à-dire une **identité collective** partagée par les habitants d'une région ou d'un espace géographique donné. Cette identité peut être fondée sur des éléments tels que l'histoire, la culture, la langue, la géographie, l'économie, etc.

Par exemple au niveau de la vallée des Aït Hakim, à Tabant à Azilal, abrite plusieurs groupes sociaux, organisés autour de la gestion de l'eau et des ressources sylvo-pastorales, dans une superposition complexe de plusieurs entités territoriales : douars, groupements de douars,

²⁷ Jean-François Troin, "Régionalisation et mondialisation au Maroc : interférences positives ou déséquilibres accrus ?", Méditerranée [Online], 116 | 2011, Online since 01 June 2013, connection on 02 July 2023. URL : <http://journals.openedition.org/mediterranee/5401>; DOI: <https://doi.org/10.4000/mediterranee.5401>

fractions, circonscriptions électorales, territoires d'Auea, etc.... Le groupe social, désigné sous l'ethnonyme Aït Hakim, est constitué des habitants des huit douars : Zaouit Alemzi, Aït Ouham, Aït Issa Ou Ali, Iglouane, Ighirine, Aït Ouchi, Ifrane et Taghoulit. Ils gèrent ensemble deux alpages Izouawadan et Izughar et sont tous liés, dans le cadre des relations amont aval par l'Assif-n-Aït Hakim, rivière dont ils dépendent tous pour la pratique de l'agriculture irriguée. Contrairement aux alpages, les modalités de gestion de l'eau de l'oued ne relèvent pas de la fraction entière. Chaque douar a, en effet, mis en place ses propres règles de gestion des parts d'eau qu'il reçoit de ses voisins d'amont (selon ou sans des tours d'eau). À l'intérieur de la fraction des Aït Hakim, on trouve des groupements de 2 à 3 douars, unis, autrefois, par des alliances guerrières et, aujourd'hui, par des contrats d'exploitation de certaines ressources. »²⁸

Le territoire joue un rôle clé dans la création d'identités collectives et d'appartenances territoriales. Il renforce la cohésion sociale et la fierté locale en favorisant l'unité autour de projets communs. Les politiques de préservation du patrimoine soulignent cette dimension identitaire pour stimuler l'attractivité économique et touristique du territoire. Cependant, cette identité territoriale peut aussi causer des tensions, particulièrement lorsque différentes communautés revendiquent des identités concurrentes. La gestion de ces identités devient alors une question politique nécessitant des négociations et des compromis. L'identité territoriale peut également résister aux changements et aux projets extérieurs, pouvant donner lieu à des mouvements de protestation variés. Par ailleurs, le territoire en tant qu'identité collective peut influencer les relations entre acteurs locaux en créant des distinctions ou en encourageant la coopération. Dans ce contexte, il peut contribuer à un projet partagé en favorisant la participation et la concertation des populations locales dans les prises de décision, tout en permettant une meilleure prise en compte des besoins et des attentes locales dans les politiques publiques.

L'identité territoriale qui émane du territoire en tant qu'espace porteur d'une identité collective partagée par les habitants. Cette identité, façonnée par l'histoire, les traditions et la culture

²⁸ Bamoye Keita. Gestion sociale de l'eau et projet de modernisation hydraulique dans une vallée du haut atlas au Maroc : les Aït Hakim (des Aït Bouguemez). PCSI - 4e Séminaire international et interdisciplinaire, 2006, Montpellier, France. 15 p. cirad-00155660

locale, peut prendre différentes formes, telles que régionale, communale ou de quartier, et engendre un sentiment d'appartenance, de fierté et de cohésion sociale.

Cette identité est souvent liée à un patrimoine culturel et naturel distinctif, contribuant à créer un lien entre les habitants et leur environnement. Elle peut également être utilisée pour revendiquer des droits ou des avantages spécifiques pour les populations locales, notamment au niveau politique. Toutefois, l'identité territoriale peut également être source de conflits lorsque des groupes se sentent marginalisés.

Selon les contextes, les usages et les fonctions d'un territoire peuvent être multiples et évolutifs. Par exemple, un territoire dans la province d'Azilal peut avoir une fonction résidentielle, agricole, touristique, culturelle, environnementale, etc. De même, un même espace peut avoir des usages différents selon les périodes de l'année, les moments de la journée ou les groupes sociaux qui l'utilisent.

4. Outils de gestion territoriale

La gestion territoriale au Maroc est un enjeu complexe qui nécessite une approche multidimensionnelle pour assurer un développement équilibré et durable. Pour ce faire, divers outils sont mis en œuvre, allant de la planification à la participation citoyenne.

Premièrement, la planification est au cœur de la gestion territoriale. Des instruments comme le Plan de Développement Régional (PDR), le PDP (Plan de développement provincial) qui constitue le niveau d'analyse dans le cadre de notre recherche, et le Schéma Directeur d'Aménagement Urbain (SDAU) servent de feuilles de route à long terme pour le développement régional et urbain. Ces plans sont conçus pour être conformes aux lois et réglementations sur le zonage et sont souvent soutenus par des ordonnances et des décrets spécifiques qui gèrent des aspects tels que les zones protégées ou l'utilisation des ressources naturelles.

En parallèle, la participation citoyenne est encouragée à plusieurs niveaux. Des consultations publiques sont souvent organisées pour impliquer la communauté dans les processus décisionnels liés à l'aménagement du territoire. Des comités locaux peuvent également être formés pour une gestion plus décentralisée, permettant ainsi une approche plus adaptée aux besoins locaux.

Sur le plan financier, des mécanismes tels que les budgets participatifs et les fonds de développement local sont mis en place. Ces outils permettent d'allouer des ressources de manière transparente et démocratique pour des projets spécifiques, souvent identifiés et priorités par les citoyens eux-mêmes.

Pour garantir l'efficacité et la durabilité des interventions, des outils de suivi et d'évaluation sont également importants. Des indicateurs de performance sont développés pour mesurer l'impact des politiques et des plans en place. Des audits et des rapports périodiques fournissent des évaluations plus complètes, assurant que les objectifs sont atteints de manière efficace.

Enfin, la formation et le renforcement des capacités des fonctionnaires et des parties prenantes locales, ainsi que l'établissement de partenariats public-privé, fournissent des ressources et des compétences supplémentaires pour une gestion territoriale efficace.

En somme, la gestion territoriale s'appuie sur une combinaison d'outils de planification, numériques, législatifs, financiers et participatifs, tous intégrés dans une stratégie cohérente visant à promouvoir un développement équilibré et durable.

4.1 La LOLF : des outils et des métiers nouveaux pour améliorer la gestion locale

La LOLF (Loi organique relative aux lois de finances) est appliquée au Maroc depuis 2015. Cette loi a pour objectif de moderniser la gestion publique en mettant en place un budget basé sur les résultats, qui doit permettre d'améliorer l'efficacité et la transparence de la gestion publique. Les outils de la LOLF ont été mis en place, notamment la gestion par objectifs et la budgétisation par programme. Ces outils visent à améliorer la planification, le suivi et l'évaluation des politiques publiques, ainsi que la reddition des comptes. De nouveaux métiers et compétences ont également été introduits au Maroc, tels que les contrôleurs de gestion, les responsables d'évaluation des politiques publiques et les chargés de mission de performance. Ces professionnels sont chargés de mettre en place les outils de la LOLF et de veiller à leur bonne utilisation.

En mettant en place la LOLF, le Maroc a adopté une approche innovante de la gestion publique, qui vise à améliorer la performance de l'administration publique et à renforcer la reddition des comptes. La mise en place de cette loi a permis de moderniser la gestion publique marocaine en introduisant de nouvelles méthodes de gestion axées sur les résultats, qui devraient améliorer la qualité des services publics fournis aux citoyens.

La LOLF permet également de mieux planifier et suivre les politiques publiques, en mettant l'accent sur les résultats et les performances. Cette approche devrait permettre aux autorités marocaines de mieux mesurer les résultats de leurs politiques et de les ajuster si nécessaire pour répondre aux besoins des citoyens.

La modernisation de la gestion publique a pour objectif d'améliorer « la performance publique qui se définit selon trois axes :

- L'efficacité (amélioration du rapport entre les moyens consommés et les réalisations) ;
- L'efficacités de l'action des administrations (rapport entre les objectifs et les réalisations)

- ;
- La qualité du service fourni.»²⁹

La performance est au cœur de la planification territoriale au niveau des collectivités territoriales. Or, la LOLF a défini la performance publique comme étant l’atteinte des objectifs préalablement définis en termes d’efficacité socio-économique, d’efficience et de qualité de service :

- Objectifs d’efficacité socio-économique : traduisant la recherche de l’intérêt général, ils portent sur les effets attendus des politiques publiques. ils énoncent le bénéfice attendu de l’action de l’État pour le citoyen en termes de modification de la réalité économique, sociale environnementale, culturelle, sanitaire... dans laquelle il vit ;
- Objectifs d’efficience : ils expriment l’optimisation attendue dans l’utilisation des moyens employés en rapportant les produits obtenus aux ressources consommées. L’objectif permet de montrer que, pour un niveau donné de ressources, la production de l’administration peut être améliorée ou que, pour un niveau donné de production, les moyens employés peuvent être réduits ;
- Objectifs de qualité de service : ils traduisent les standards de qualité visés pour l’action publique dans le champ concerné par le programme et énoncent la qualité attendue du service rendu à l’usager, c’est-à-dire l’aptitude du service à satisfaire son bénéficiaire ».³⁰

4.2 Les collectivités territoriales

Les provinces sont une division administrative du territoire, situées en dessous des régions. Elles ont été créées en 1997 par la réforme de la décentralisation qui a donné plus de pouvoir aux collectivités territoriales.

Leur statut et leurs attributions sont définis par la loi n° 59-11 relative à la régionalisation, promulguée en 2015. Les provinces sont dirigées par un gouverneur nommé par le roi, qui

²⁹ Ministère de l’économie et des Finances. *GUIDE DU DIALOGUE DE GESTION ET DU PILOTAGE OPERATIONNELS*. P8-9 https://lof.finances.gov.ma/sites/default/files/guide_dgpovf.pdf

³⁰ Ministère de l’économie et des finances. *GUIDE DE LA PERFORMANCE*. P26-27. https://lof.finances.gov.ma/sites/default/files/Guide_performance.pdf

représente l'État au niveau local et qui est chargé de veiller à l'application des politiques publiques et des lois.

Les principales attributions des provinces concernent l'aménagement du territoire, le développement économique, social et culturel, l'organisation des services publics locaux, la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles.

Les provinces sont dotées d'une assemblée élue au suffrage universel direct pour un mandat de six ans. Cette assemblée est chargée de délibérer sur les affaires de la province et d'adopter le budget annuel. Elle peut également initier des projets et des actions de développement local en concertation avec les autorités régionales et les autres collectivités territoriales.

Le rôle que les collectivités territoriales sont censées jouer dans le cadre de la constitution de 2011 peut leur permettre de gérer efficacement leurs domaines d'attributions, de manière décentralisée, avec des capacités financières plus développées pour devenir plus efficaces et efficientes, en plus des ressources internes et des ressources allouées par l'État.

L'octroi du pouvoir exécutif aux chefs des collectivités territoriales constitue un pilier essentiel de la libre administration, qui signifie à la fois pouvoir de décision et autorité de mise en œuvre des décisions.

Conformément à l'article 135 la constitution de 2011, les collectivités territoriales sont les régions, les préfectures, les provinces et la commune, et toute nouvelle collectivité territoriale créée par la loi. Elles sont régies par le droit public et dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Le législateur a constitutionnalisé des principes en matière de démocratie locale :

- le principe de libre administration : L'article 136 de la constitution de 2011 stipule que : «l'organisation régionale et territoriale repose sur le principe de libre administration, de coopération, de solidarité. Elle assure la participation des populations à la gestion de leurs affaires, et favorise leur contribution du développement humain intégré et durable. La libre administration suppose le pouvoir de décider librement la nature et les procédés de mise en œuvre des interventions.
- le principe de subsidiarité : En vertu de l'article 140, les collectivités territoriales ont

des compétences propres, des compétences partagées avec l'État et celles qui leur sont transférables par ce dernier. Le principe de subsidiarité combine trois idées principales : (i) que les différents niveaux de gouvernance se partagent une responsabilité commune et celle de savoir comment coopérer chacun avec ses moyens à la gestion des défis communs du local au national voir au mondial (ii) aucune entité ne dispose d'une souveraineté absolue sur un territoire ; (iii) Enfin les communes disposeront des compétences en matière d'équipements collectifs et de service de proximité.

4.3 Une gouvernance territoriale en évolution

Le cadre juridique de la démocratie participative promu par la constitution se décline au niveau territorial au travers des lois organiques relatives aux différents échelons de la décentralisation et des décrets d'application fixant notamment la forme des pétitions déposées auprès des conseils élus des collectivités territoriales, promulgués entre 2015 et 2016.

En parallèle, le décret de déconcentration voté en 2018 constitue avec la Charte de la déconcentration une refonte des missions des administrations à tous les échelons, et un renforcement des commissions régionales et provinciales. L'élargissement des attributions des gouverneurs et des walis vise à mieux dynamiser et coordonner les services déconcentrés de l'État et à assurer une mission de contrôle administratif et non plus de tutelles des collectivités territoriales. Il s'agit également d'une répartition des attributions. Par conséquent, elle permet aux unités territoriales de gérer leurs propres affaires tout en définissant et cristallisant leurs options et programmes de développement de manière indépendante et démocratique.

La loi 112-14 promulguée en juillet 2015 insiste sur la gestion par la préfecture ou la province de ses affaires dans le respect du principe de libre administration, en vertu duquel chaque préfecture ou province dispose, dans la limite de ses compétences, du pouvoir de délibérer de manière démocratique et du pouvoir d'exécuter ses délibérations et ses décisions.

- **Compétences des conseils préfectoraux et provinciaux**

Selon l'association marocaine des Présidents des Provinces et des Préfectures³¹ compte tenu du statut distingué des préfectures et des provinces, et en application du principe de subsidiarité,

³¹³¹ <https://ampcpp.ma/fr/>

les préfectures et les provinces sont chargées, au sein de leurs territoires, de missions relatives à la promotion du développement social, en particulier dans les zones rurales et urbaines, tout comme elles sont chargées du renforcement de l'efficacité, de l'entraide et de la coopération entre les Communes relevant de leur territoire. Et afin de mettre en œuvre ses compétences, la Loi organique leur a confié des compétences propres et d'autres partagés avec l'État et d'autres compétences transférables par l'État.

Ces compétences sont déclinées comme suit :

Tableau des Compétences du conseil provincial de son président et attributions de la province

Tableau 1 : compétences du conseil provincial de son président et attributions de la province

Attributions du Conseil		
<ul style="list-style-type: none"> - Statuer sur tout ce qui relève des attributions de la Préfecture ou de la Province, par le biais de son Conseil élu et ce, sur la base de délibérations qui ont lieu au cours de 3 sessions ordinaires de l'année. Ces sessions sont tenues les 2^{èmes} lundi de janvier, juin et septembre. Le Conseil peut également se réunir en session extraordinaire, à chaque fois que nécessaire. - Les délibérations des Conseils des Préfectures et des Provinces sont menées démocratiquement et les décisions sont prises à la majorité des membres présents et, dans des cas exceptionnels, à la majorité des membres exerçant leurs fonctions. 		
Attributions du Président		
<ul style="list-style-type: none"> - Les Présidents des Conseils des Préfectures et des Provinces sont considérés comme l'organe exécutif des décisions de ces Conseils. Ce sont également les ordonnateurs et les personnes habilitées à conclure et à approuver les marchés publics relatifs aux Préfectures et aux Provinces. - Le Président du Conseil préside les sessions du Conseil et veille à leur organisation et à leur bon fonctionnement. Il est le chef de l'administration de la Préfecture ou de la Province, tout comme il est responsable de l'octroi de licences d'occupation temporaire des domaines publics appartenant aux Préfectures et aux Provinces. - Le Président est suppléé par des Vice-Présidents, dont le nombre est déterminé en fonction du nombre des membres du Conseil. Il peut leur déléguer certains de ses pouvoirs ou sa signature. 		
Compétences communes avec l'ÉTAT	Compétences transférables par l'État	Compétences propres
<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation du monde rural dans les domaines de la santé, de la formation, des infrastructures et des équipements. - Développement des zones montagneuses et des oasis. - Contribution à l'approvisionnement du monde rural en eau potable et en électricité. - Programme de Désenclavement Rural. - Contribution à la construction et à l'entretien des routes régionales. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'État peut transférer aux régions des spécialisations dans le domaine du développement social, de la création et de l'entretien des installations hydrauliques et moyennes – Surtout dans les zones rurales 	<ul style="list-style-type: none"> - Transport scolaire dans le milieu rural ; - Réalisation et entretien des pistes rurales ; - La mise en place et l'exécution des programmes destinés à réduire la pauvreté et la précarité. - Le diagnostic des besoins en matière de santé, de logement, d'enseignement, de prévention et d'hygiène ; - Le diagnostic des besoins en matière de culture et de sport.

- Réhabilitation sociale dans les domaines éducatif, sanitaire, social et sportif.		
--	--	--

L'article 80 de la loi organique 112- 14 relatives aux provinces stipule que :

« Le conseil de la préfecture ou de la province met en place au cours de la première année du mandat du conseil, sous la supervision de son président, un programme de développement de la préfecture ou de la province et œuvre à son suivi, son actualisation et son évaluation. Dans la perspective d'un développement durable, sur la base d'une démarche participative et en coordination avec le gouverneur de la préfecture ou de la province. En sa qualité de chargé de la coordination des activités des services déconcentrés de l'administration centrale, le programme de développement de la préfecture ou de la province fixe pour six années les actions de développement dont la programmation ou la réalisation sont prévues sur le territoire de la préfecture ou de la province, en prenant en considération leur nature, leur emplacement et leur coût. Le programme de développement de la préfecture ou de la province doit comporter un diagnostic mettant en évidence les besoins et les potentialités de la préfecture ou de la province, une identification de leurs priorités et une évaluation de leurs ressources et dépenses prévisionnelles afférentes aux trois premières années et doit prendre en considération l'approche genre ».

Le premier domaine de compétence est l'animation de la participation des acteurs locaux au service du développement territorial. Toutefois, si la participation s'inscrit au cœur des démarches que nous accompagnons, la dynamique doit également s'appuyer sur de l'expertise afin de fournir les éléments d'aide à la décision aux acteurs locaux. Le deuxième domaine de compétences visant à la construction d'outils d'aide à la décision adaptés aux besoins de ces acteurs locaux. Il s'agit de la mise en place de systèmes d'information, appuyés sur des bases de données et permettant la production de données stratégiques. Sur la base des données produites, la dernière étape consiste à produire un document d'analyse de l'ensemble des dimensions du territoire que constitue le diagnostic. Ces éléments constituent l'outil principal d'aide à la décision pour construire la vision prospective du territoire, définir la programmation opérationnelle et les modalités de mise en œuvre du projet.

Le guide la DGCL³² pour l'élaboration du PDP rappelle « En effet, la province joue un rôle important dans le domaine de la planification du développement, au regard de la loi organique n°12.14 précitée, qui a chargé ces dernières, à l'intérieur de leur ressort territorial, des processus d'élaboration, de suivi et d'évaluation missions de promotion du développement social, notamment en milieu rural de même que dans les espaces urbains. Ces missions concernent également le renforcement de l'efficacité, de la mutualisation et de la coopération entre les communes sises sur le territoire de la préfecture ou de la province. Toutefois, la planification fait partie des principaux leviers pour atteindre ces objectifs ».

Selon le même guide « Le PDP est mis en œuvre, suivi, actualisé et évalué sous la supervision du président du Conseil (articles 80 à 85, loi organique 112-14, titre II, chapitre II). En tant qu'outil de développement, le PDP définit, sur la base d'un diagnostic, les besoins et les priorités de la préfecture ou de la province. Il comporte une évaluation budgétaire de ses ressources et de ses charges. Le PDP est élaboré selon une démarche participative intégrant l'approche genre et la dimension environnementale et du développement durable. Il est établi conformément à un référentiel juridique. Il s'appuie sur un cadre organisationnel et sur des approches et des principes d'action bien définis ».

4.4 Enjeux de la participation dans la gestion territoriale au niveau provincial

L'élaboration du PDP doit faire l'objet d'un processus participatif. Les différentes étapes de la planification seront :

- La diffusion d'une vision globale
- La constitution des commissions de travail pluridisciplinaires
- L'animation des commissions de travail
- L'identification des projets
- La rédaction des fiches projets
- Le chiffrage
- La rédaction du PDP

³² DGCL, 2022. Programme de développement de la préfecture ou de la province. Guide méthodologique. Processus d'élaboration, de suivi et d'évaluation. 101 p.

Concernant les objectifs assignés à la coproduction, Voorberg, Bekkers et Tummers³³ en recensent cinq :

- une meilleure efficacité : la coproduction permet d'atteindre plus complètement les objectifs de l'organisation, du service ou de la politique publique ;
- une meilleure efficience : la coproduction permet, à niveau de quantité/qualité de prestation constante, de réduire les coûts de production ;
- une meilleure satisfaction de l'utilisateur : la coproduction permet de développer une empathie réciproque et de faire mieux correspondre les attentes, les prestations et les perceptions ;
- une plus grande implication citoyenne : la coproduction permet ipso facto de renforcer l'implication citoyenne dans l'action publique ;
- plus grande confiance des citoyens : la collaboration entre organisation publique et citoyens permet de renforcer la confiance des citoyens envers les services publics ».

La participation des citoyens se fait aussi au niveau des Collectivités territoriales, y compris au niveau provincial. Elles sont appelées à mettre en place des mécanismes participatifs de dialogue et de concertation à travers leurs conseils. Le dispositif infraconstitutionnel se compose :

- des lois organiques complétant le texte constitutionnel. "Ces lois organiques concernent les régimes juridiques pour l'exercice du droit de proposition en matière législative (article 14 de la constitution), la pratique du droit de pétition devant les pouvoirs publics (article 15 de la constitution) et l'introduction du droit de pétition devant les Conseils des Collectivités territoriales (articles 139 et 146 de la constitution)" ;
- des lois ordinaires dans le cadre du droit naturel exercé par le pouvoir législatif comme l'article 12 de la constitution qui renvoie à une loi pour la fixation de la contribution à l'évaluation des décisions par les associations ou encore l'article 157 qui prévoit une charte des services publics qui devrait contenir les mesures pour encourager la participation des usagers en matière de gestion des services publics.

33 Cité in Taco Brandsen et Marcel Guenoun. « Le citoyen, un agent public comme les autres ? Espoirs et enjeux de la coproduction des services publics » In Nicolas Matyjasik; Marcel Guenoun (dir.), « En finir avec le new public management » Publisher: Institut de la gestion publique et du développement économique, Year: 2019 : 130-134.

Il n'est plus possible d'analyser les questions territoriales uniquement au niveau local. Les territoires exigent une prise en compte de la compétitivité territoriale de plus en plus accrue à l'intérieur de la même région, et avec des territoires étrangers. Les actions publiques décidées localement sont de plus en plus appelées à être cohérentes avec les politiques et les stratégies de la région et du pays. Les processus de décision ne sont plus uniquement du ressort de quelques personnes, mais doivent répondre à des exigences de bonne gouvernance, etc.

Dans ce contexte le développement territorial au niveau provincial appelle un changement global d'approches adoptées pour relever les défis qui s'imposent eu égard aux éléments de contexte cités ci-dessus. Parmi les éléments qui posent question dans les zones rurales, il y a lieu d'intégrer les contraintes liées à la gestion des ressources locales, à l'économie de marché et aux difficultés d'accès au marché d'emploi.

Le développement local et régional est pleinement conçu comme un développement territorial mené dans le cadre de processus de décentralisation au Maroc. L'ancrage dans la décentralisation implique également la prise en compte de la répartition des compétences entre niveaux de collectivités. Les démarches de développement tiennent compte des compétences de chaque collectivité (commune, province, région). Mais, la prise en charge du développement économique est particulièrement ciblée sur le niveau régional. L'inscription du développement local et régional dans le cadre de la décentralisation implique que le processus soit piloté par les organes élus des collectivités locales. Le choix final des orientations et des actions à réaliser leur revient.

En principe, le travail d'animation territoriale est au service du processus politique sous la responsabilité des élus. Néanmoins, tant que ces derniers n'ont pas saisi l'importance de leur rôle, il est très difficile de mettre à profit les contributions des acteurs dont les jeunes et les femmes au niveau local.

Les projets de développement provinciaux se réfèrent au développement durable dans leur discours et dans leurs documents de planification.

Il est alors opportun d'adopter une culture organisationnelle qui vise la performance sous l'angle de la gouvernance, de la satisfaction des habitants, de leur intégration dans les processus de décision, etc.

Cependant, l'expérience des collectivités locales au cours des quatre dernières décennies dénote qu'elles souffrent encore de nombreuses lacunes et de profondes difficultés en raison de facteurs complexes et interdépendants. Le pari le plus important reste celui de l'élite locale qui entreprendra cette mesure et qui pilotera les projets de développement.

Le cadre institutionnel a été dominé par la gestion traditionnelle en raison d'une mauvaise organisation et du gaspillage des capacités et des énergies des CT. Les textes juridiques souffraient également d'une généralité, d'une terminologie vague et d'un chevauchement des compétences et des responsabilités. La rentabilité des unités décentralisées a été encore affaiblie par l'efficacité limitée des ressources humaines, qu'elle soit liée aux élus ou aux employés des collectivités territoriales restés dans le cadre classique de la gestion administrative au quotidien. En plus de ces contraintes, les collectivités locales ont connu une large extension, mais leur fonctionnement est perturbé et désorganisé en raison du manque d'infrastructures et d'équipements, et de la détérioration des équipements publics, notamment dans le domaine de la distribution d'eau, d'électricité et d'assainissement, ainsi que des problèmes dans le secteur des transports.

La planification locale était censée entraîner des changements dans l'organisation, dans le mode de pensée et dans le comportement des acteurs, de l'introduction de la culture de la planification.

Les raisons de cet échec sont les suivantes :

- L'incapacité à traduire la stratégie en programmes de travail clairs et réalisables en raison du manque de compétences humaines dans la profession, ainsi qu'en raison de la lenteur et de la complexité des procédures de validation des projets élaborés dans le cadre PAC et les PDP.

La difficulté de revoir et d'actualiser les PAC n'ont permis l'émergence que de solutions circonstanciées partielles, qui ont affecté le niveau de la décision stratégique, car seules des décisions partielles les personnes s'identifient à des endroits, quartiers, paysages ou territoires qui évoquent leurs passé, culture et statut social. L'image mentale de l'espace est donc

intrinsèquement liée à l'identité personnelle et collective, impactant les délimitations spatiales et les stratifications sociales. En incluant l'espace vécu dans l'urbanisme, on intègre les aspects émotionnels et symboliques de l'espace, les interactions sociales et la formation identitaire. Cela éclaire mieux les dynamiques spatiales et sociales, et répond aux aspirations des gens concernant leur environnement.

L'action collective se manifeste fréquemment à travers une médiation territoriale, nécessitant l'engagement d'entités publiques et privées pour atteindre divers buts. Ces démarches ciblent des sujets variés, des problématiques sociales aux enjeux économiques. Les territoires sont des zones d'activisme citoyen, encourageant l'engagement communautaire.

La centralisation, associée à l'adoption d'approches sectorielles étroites, est la tare des déséquilibres et des disparités dont souffre aujourd'hui le pays. La préparation des plans locaux ne s'est pas traduite par une véritable vision stratégique du développement local, car les plans régionaux, malgré leur faible nombre, manquaient de compétences locales suffisantes pour élaborer une stratégie locale appropriée. Les plans en question n'ont pas à être harmonisés avec les stratégies régionales (ex. SRAT) et les stratégies sectorielles au plan national.

La faible maîtrise des exigences en matière de performance et de bonne gouvernance et l'incapacité de les traduire concrètement en plans stratégiques, qu'ils soient liés à la passation de marchés, à la gestion déléguée ou liée à la gestion directe. Cela n'a pas permis de créer une culture de la planification sur la base d'un référentiel de gestion. Les causes en sont :

- Le faible niveau d'instruction des élus locaux
- La faible capacité des conseils communaux de mener une réflexion constructive en vue de la préparation intégrée et homogène d'orientations et d'objectifs de développement.
- la plupart des CT n'ont pas pu développer des systèmes de gestion des données (ex. SIC) et de planification rationnelle. Le problème majeur auquel sont confrontées les collectivités locales est l'absence de certains registres. L'absence de banque de données conduit à une certaine improvisation des opérations de planification.
- Les collectivités locales manquent de cadres spécialisés dans plusieurs domaines, car la majorité est des agents polyvalents ou non spécialisés.

- les conflits politiques et personnels, qui sont dus à l'absence d'harmonie et de coopération entre les élus au niveau des collectivités locales pour plusieurs raisons, notamment :

Le conseil régional joue un rôle de leadership des autres groupements territoriaux dans les limites de sa compétence, tel que le stipule, l'article 143 en collectant et en coordonnant les propositions de ces groupements et en les faisant s'harmoniser et s'intégrer dans la perception du développement régional, tout en respectant les compétences dévolues à ces groupements. La région prépare, adopte et complète ses plans et programmes dans les domaines de l'investissement, de l'emploi, de l'eau, de l'énergie, de l'environnement, de l'éducation, de la formation, de la culture et de la santé, et ce en harmonie avec les directives de l'État et après les consultations et approbations prévues par la loi, cependant.

Le décret de déconcentration voté en 2018 constitue avec la Charte de la déconcentration une refonte des missions des administrations à tous les échelons, et un renforcement des commissions régionales et provinciales. L'élargissement des attributions des gouverneurs et des walis vise à faire mieux dynamiser et coordonner les services déconcentrés de l'État et à assurer une mission de contrôle administratif et non plus de tutelles des collectivités territoriales. Il s'agit également d'une répartition des attributions (la région est le niveau d'élaboration des stratégies socio-économiques dans le cadre du Plan de Développement Régional, qui devrait être en cohérence avec le SRAT (Schéma Régional d'Aménagement du Territoire, la Province a plus un rôle de coordination dans le cadre du Plan de Développement provincial)

Par conséquent, elle permet aux unités territoriales de gérer leurs propres affaires tout en définissant et cristallisant leurs options et programmes de développement de manière indépendante et démocratique. Cependant, dans la réalité, la politique administrative de non-concentration adoptée est encore limitée malgré toutes les modestes tentatives et initiatives. Dans ce contexte, cela constituera en soi, c'est une entrave à l'activation de la libre administration des groupes territoriaux tant que ces derniers sont tenus de se coordonner avec les représentants des administrations centrales au niveau territorial pour mettre en œuvre leurs politiques publiques, ce qui impose en plus le transfert du pouvoir de décision des administrations centrales à leurs représentants aux niveaux régional et territorial, créant des mécanismes de coordination et d'harmonie entre les différents acteurs.

La gouvernance territoriale prend tout son sens et sa signification, en faisant allusion à l'ensemble des processus complexes à travers lesquels les décisions sont prises en matière de développement territorial de façon commune et qui engage l'ensemble des acteurs qui façonnent de plus en plus « l'ingénierie d'intervention sur le territoire » par la mobilisation de l'intelligence collective et non plus des décisions univoques prises par les autorités locales. La décentralisation semble donner lieu à des relations plus horizontales et plus participatives et favoriser certains processus en responsabilisant les groupes locaux les plus défavorisés et en développant le processus de délibération.

Conclusion du chapitre 1

En conclusion de ce premier chapitre, nous avons exploré en profondeur les différents concepts et enjeux liés au développementalisme, au néo-développementalisme, au développement durable et au développement territorial. À travers cette analyse, il est devenu évident que ces notions ont évolué au fil du temps pour répondre aux besoins changeants des sociétés et des économies.

Le développementalisme initial, avec son accent sur l'intervention de l'État dans la croissance économique, a ouvert la voie à une réflexion plus nuancée sur la régulation économique et la réduction des inégalités, donnant naissance au néo-développementalisme. Parallèlement, la montée en puissance du développement durable a souligné la nécessité de prendre en compte les limites environnementales dans la poursuite du progrès économique.

Le développement territorial a ensuite émergé en réponse aux limites des approches exogènes et endogènes du développement. Il a mis en avant la diversité locale et l'importance de répondre aux besoins spécifiques des régions. Cette perspective a souligné le rôle essentiel du territoire dans le développement économique et social, en remettant en question les modèles économiques traditionnels.

Nous avons également abordé les thèmes de l'appropriation du territoire, des conflits et des enjeux qui en découlent, de l'identité territoriale, des dynamiques territoriales et de leur impact sur le développement économique. Ces sujets complexes ont montré comment les relations sociales, culturelles et économiques façonnent le territoire et l'espace, et comment la

gouvernance territoriale joue un rôle crucial dans la création d'environnements favorables au développement équilibré et durable.

Enfin, nous avons examiné la gestion territoriale au Maroc, soulignant les outils et mécanismes utilisés pour promouvoir le développement équilibré, notamment la planification, la participation citoyenne, les technologies modernes et la mise en œuvre de la LOLF. Bien que des progrès aient été réalisés, des défis persistent, notamment en matière de coordination, de capacités des acteurs locaux et de mise en œuvre efficace des politiques territoriales.

Ce chapitre nous a permis d'acquérir une compréhension approfondie des concepts fondamentaux et des pratiques liées au développement, à la gouvernance territoriale et à la planification au Maroc. Dans les chapitres suivants, nous explorerons davantage les spécificités de ces concepts dans d'autres contextes nationaux et internationaux, tout en continuant à examiner comment les dynamiques territoriales façonnent le développement économique et social.

CHAPITRE 2 : DEVELOPPEMENT : POLITIQUE ET ACTION PUBLIQUE

Introduction au Chapitre

L'étude de la politique territoriale est un pilier majeur dans la compréhension du développement local. Bien que chaque territoire puisse se référer à des principes universels de développement, il est impératif de reconnaître et d'embrasser son unicité. En effet, l'efficacité d'une politique dépend en grande partie de sa capacité à s'adapter aux réalités et spécificités locales.

Avec la mondialisation croissante, la nécessité d'une collaboration multidimensionnelle est plus pertinente que jamais. Le chapitre dépeint cette tendance, soulignant la transition graduelle vers une approche de gouvernance plus ouverte, inclusive et participative, mettant en lumière le rôle pivot de divers acteurs, locaux ou internationaux.

Toutefois, la décentralisation, bien que prometteuse, présente son lot de défis. Le cas du Maroc, abordé dans le chapitre, offre un éclairage sur les intrications de cette transformation. La redistribution des pouvoirs, tout en étant une étape positive, génère des dynamiques et des tensions qui doivent être soigneusement navigués pour garantir le succès des initiatives de développement.

Un autre aspect crucial du chapitre est l'analyse des acteurs. En examinant les groupes d'intérêt, les entreprises et les partis politiques, il est possible d'obtenir une vision complète et holistique des forces en jeu dans le domaine de la politique territoriale. Cette approche est renforcée par la mise en lumière des initiatives locales, en particulier celles de la province d'Azilal, servant ainsi de cas d'étude pour matérialiser les concepts théoriques.

En somme, ce chapitre offre une exploration approfondie et équilibrée du développement territorial, faisant valoir la complexité et la richesse de ce domaine. Pour quiconque aspire à comprendre ou à influencer le paysage du développement territorial, il s'avère être un guide inestimable.

1. La politique territoriale : une notion qui s'impose

Le concept de la politique territoriale est complexe et peut être difficile à définir de manière unanime. En effet, la politique territoriale implique l'ensemble des actions menées par les pouvoirs publics pour améliorer la qualité de vie des habitants d'un territoire donné, qu'il s'agisse d'une ville, d'une région ou d'un pays.

Cependant, il n'existe pas de définition universelle de la politique territoriale. Les définitions peuvent varier en fonction des contextes nationaux, régionaux ou locaux, et des enjeux spécifiques auxquels les territoires sont confrontés. Par exemple, dans certains pays, la politique territoriale peut être axée sur la promotion du développement économique, tandis que dans d'autres, elle peut être centrée sur la préservation de l'environnement ou la lutte contre l'exclusion sociale.

De plus, la politique territoriale implique souvent la coordination et la collaboration de plusieurs niveaux de gouvernance, notamment l'État, les régions, les villes et les communautés locales. Les politiques territoriales peuvent également être influencées par des acteurs non gouvernementaux tels que les entreprises, les organisations de la société civile et les groupes d'intérêt. « Longtemps l'État s'est perçu comme un agent majeur et *quasi* unique du développement, les collectivités secondaires étant reléguées dans un rôle d'accompagnement. Aujourd'hui les référents de l'action publique évoluent et l'État apprend à partager la chose publique selon des modalités qui, somme toute, ne lui sont pas tout à fait étrangères. Plusieurs phénomènes incitent l'État à ouvrir son domaine d'action : le nouvel esprit des politiques publiques d'une part, suppose l'existence d'un consensus national et de fait la reconnaissance d'autres catégories d'acteurs ; d'autre part, l'ambition des réformes engagées au Maroc, et leur coût invitent d'autres acteurs à participer au financement du développement national. L'État n'est plus seul à participer à la décision politique et à l'instar de l'organisation makhzénienne, il invente de nouveaux relais »³⁴. Partant de ces constats l'auteur relève un certain nombre de caractéristiques :

- Différents acteurs participent à la conception et à la mise en œuvre des politiques publiques territoriales, notamment les collectivités locales, les experts, et de nouvelles

³⁴ Sabine Planel, « Transformations de l'État et politiques territoriales dans le Maroc contemporain », *L'Espace Politique* [En ligne], 7 | 2009-1, mis en ligne le 30 juin 2009, consulté le 31 août 2023. URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/1234> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.1234>

structures de projet. Cependant, ces acteurs fonctionnent souvent comme des antennes du pouvoir central, reflétant une certaine continuité avec le système historique du "Makhzen".

- Bien que l'État conserve l'initiative politique, il se retire graduellement de l'action territoriale en raison de contraintes financières. Les collectivités locales et les acteurs internationaux sont de plus en plus impliqués dans les grands programmes de développement et d'infrastructure, mais l'autonomie fiscale des collectivités locales reste limitée et l'État maintient une véritable tutelle.
- L'État met en place différentes structures telles que les agences pour renforcer son rôle dans les politiques de développement local. Ces agences agissent comme des relais de l'État et sont conçues pour maintenir l'initiative des politiques de développement tout en impliquant les acteurs locaux. Cependant, leur fonctionnement peut encore servir les intérêts de l'État central.
- L'expertise nationale et internationale joue un rôle important dans l'élaboration des politiques publiques, mais elle peut aussi limiter la transparence. Les politiques économiques et les plans de développement sont souvent élaborés avec l'aide de consultants externes, ce qui peut favoriser les intérêts du pouvoir central. Malgré la décentralisation en cours, l'État marocain maintient une forte influence sur les politiques territoriales. Les inégalités entre les régions restent marquées, avec des milieux plus dynamiques capables de trouver des financements variés par rapport à des zones enclavées dépendant des redistributions de l'État.
- La décentralisation et la montée en puissance des collectivités locales entraînent des défis d'articulation et de cohérence entre les politiques territoriales. Les politiques nationales restent souvent sectorielles et la coordination entre les différentes échelles territoriales est encore en construction.
- Bien que des évolutions soient en cours, l'État marocain conserve une forte influence et continue à jouer un rôle central dans la coordination et la définition des politiques territoriales. La décentralisation reste relativement limitée, et l'échelon national demeure le plus opérant.

La réforme territoriale engagée depuis les années 1990 au Maroc introduit une nouvelle perspective sur le territoire, privilégiant une dimension plus locale et diversifiée par rapport à

l'approche centralisée traditionnelle. Cette transformation implique des Collectivités locales autonomes qui gèrent des territoires variés. Toutefois, la participation de ces territoires à l'échelle nationale est un défi en raison de la lenteur des processus de réforme.

La réforme s'appuie sur la décentralisation et la concertation entre les acteurs locaux pour redistribuer les compétences de l'État. Cependant, la décentralisation est encore en cours et les structures déconcentrées conservent souvent le pouvoir de l'État central, entravant le développement politique local.

Ce processus de décentralisation a débuté dans les années 1960, mais n'a gagné en importance qu'à partir de 1982. Depuis une réforme constitutionnelle en 1996, les collectivités locales possèdent la personnalité juridique et l'autonomie financière. Cependant, cette autonomie varie et l'exécutif des assemblées locales reste influencé par l'État. La coopération entre l'État et les acteurs locaux se manifeste à travers des conventions et des pactes. Bien que l'État conserve la prise de décision dans des domaines cruciaux, la concertation diffère selon les niveaux d'implication des acteurs.

L'efficacité territoriale est devenue un impératif économique, conduisant à des mesures pour attirer les entreprises en mettant l'accent sur la proximité et l'accessibilité. Cela a conduit à la création de Centres Régionaux d'Investissement pour promouvoir les avantages régionaux. Cependant, cela a engendré une concurrence entre les régions marocaines et soulevé des questions sur l'équilibre entre développement local et compétitivité régionale.

Dans l'ensemble, bien que la politique territoriale puisse être difficile à définir de manière unanime, elle reste un concept clé pour comprendre les enjeux liés à l'aménagement du territoire et à la gouvernance locale.

« Certes, le discours politique sur l'aménagement du territoire a beaucoup évolué depuis une cinquantaine d'années. Tous les acteurs du développement s'accordent à dire aujourd'hui qu'une bonne gouvernance territoriale fondée sur la décentralisation, la concertation, la participation et la coordination des acteurs est la clé de voute du développement du Maroc. Néanmoins, la rupture avec l'approche centralisatrice, sectorielle, individualiste et étanche qui a prévalu depuis l'Indépendance du pays s'avère une œuvre de longue haleine, en raison d'une

quasi-absence, du moins dans l'immédiat, d'une véritable culture de partage et de l'écoute de l'autre chez de nombreux décideurs et acteurs. »³⁵

La politique territoriale est un domaine complexe qui englobe un large éventail de thématiques, notamment l'aménagement du territoire, l'urbanisme, l'environnement, le développement économique, la cohésion sociale, la culture, les transports, la sécurité, la santé, l'éducation, entre autres. Elle concerne également l'ensemble des acteurs territoriaux, y compris les citoyens, les entreprises, les associations et les organisations de la société civile.

La politique territoriale vise à améliorer la qualité de vie des habitants en répondant aux besoins spécifiques des territoires et en favorisant le développement durable et équilibré des différentes régions. Elle cherche à promouvoir une gestion efficace des ressources et des espaces, à renforcer la cohésion sociale, à améliorer l'attractivité et la compétitivité des territoires, à réduire les inégalités territoriales, à favoriser l'innovation et la créativité, et à renforcer la participation citoyenne.

La politique territoriale est devenue un sujet de plus en plus important au cours des dernières décennies, en raison de l'urbanisation croissante, de l'augmentation des inégalités territoriales, des défis environnementaux et de l'intensification de la concurrence entre les territoires. Elle est devenue une priorité pour de nombreux gouvernements et institutions à travers le monde, qui cherchent à élaborer des politiques territoriales innovantes et efficaces pour répondre aux enjeux contemporains.

La politique territoriale implique également une réflexion sur la gouvernance et la participation citoyenne. En effet, pour que les politiques territoriales soient efficaces, il est essentiel de garantir une participation active des citoyens et des acteurs locaux à la prise de décision. Il est important d'impliquer les citoyens dans la définition des besoins et des priorités des territoires, ainsi que dans la mise en œuvre et l'évaluation des politiques territoriales.

³⁵ Abdelaziz Adidi. De l'aménagement du territoire au développement territorial : quelle transition et quelle articulation ?. 1re Conférence intercontinentale d'Intelligence territoriale "I.C.I. les territoires, l'Intelligence, la Communication et l'Ingénierie territoriales pour penser ensemble le développement des territoires", Gatineau 2011, Oct 2011, Gatineau, Canada. pp.11. halshs-00960909

Enfin, la politique territoriale est également liée aux enjeux de la mondialisation et de la compétitivité. Les territoires sont aujourd'hui en concurrence pour attirer les entreprises, les investissements et les talents, et pour se positionner sur les marchés internationaux. Par conséquent, les politiques territoriales doivent être en mesure de créer des environnements propices à l'innovation, à la création d'emplois, à la formation et à la recherche, tout en préservant les ressources naturelles et en renforçant la qualité de vie des habitants

1.1 Fonctions et sens de la notion de politique territoriale

Les politiques territoriales prennent diverses formes en fonction du niveau (national, régional, local) et visent à orienter les investissements et les politiques sectorielles vers des territoires défavorisés. Elles peuvent impliquer des plans d'urbanisme, des stratégies de développement local et des plans régionaux de développement. L'objectif global demeure la promotion d'un développement équilibré et durable, répondant aux enjeux comme la croissance urbaine, la désindustrialisation, l'exode rural et les inégalités territoriales.

Ces politiques territoriales peuvent aussi aborder des sujets spécifiques tels que la gestion des risques naturels, le développement rural, l'intégration des migrants, l'innovation ou le tourisme. Elles sont étroitement liées à la gouvernance territoriale, impliquant la coordination entre divers acteurs comme les collectivités territoriales, les entreprises, les associations et les citoyens.

Deux approches principales de la politique territoriale existent : l'une axée sur les politiques publiques locales pour résoudre les enjeux, l'autre sur la coordination entre acteurs pour un développement collectif. Ces approches ne sont pas nécessairement opposées et peuvent être complémentaires.

La politique territoriale implique divers acteurs tels que les collectivités territoriales, les services de l'État, les partenaires sociaux, les entreprises, les associations et les citoyens. La coordination entre eux est essentielle pour sa mise en œuvre efficace. Il est crucial de comprendre que la politique territoriale ne consiste pas uniquement en un transfert de compétences entre niveaux de gouvernement, mais nécessite une approche globale prenant en compte les interactions entre diverses politiques publiques.

Le territoire est un champ opérationnel de la politique dans la mesure où il constitue un cadre d'action privilégié pour les politiques publiques et les projets de développement. En effet, les politiques publiques sont souvent territorialisées, c'est-à-dire qu'elles prennent en compte les spécificités territoriales et cherchent à répondre aux besoins et aux enjeux propres à chaque territoire.

1.2 Le diagnostic territorial

Le diagnostic de territoire est une démarche qui permet de formuler un jugement sur la cohérence du territoire et de mobiliser les acteurs pour accompagner un changement dans le comportement des acteurs et dans les transformations de l'espace, dans une perspective de développement territorial. Par ailleurs, « L'itinéraire méthodologique mobilise différentes sources d'informations, des "données froides" correspondant à des informations objectives, aux "données chaudes" issues de dires d'acteurs. Il confronte ces différentes informations et les met en perspective dans une vision globale du territoire. Il consiste en une décomposition-recomposition des principales structures et dynamiques du territoire, pour élaborer des scénarios d'évolution. La restitution aux acteurs met en évidence les enjeux du territoire et met en débat les choix stratégiques et propositions d'actions. »³⁶

Les politiques publiques considèrent le diagnostic de territoire comme un préalable à toute procédure territoriale et, de plus en plus, à toute action de développement local. En d'autres termes, le diagnostic de territoire est important pour les politiques publiques, car il permet de mieux comprendre les enjeux territoriaux et de formuler des stratégies de développement adaptées aux besoins locaux.

Le diagnostic de territoire implique plusieurs étapes clés pour être efficace. Tout d'abord, il est important de réaliser un état des lieux du territoire, en identifiant les caractéristiques physiques, économiques, sociales et culturelles du territoire. Ensuite, il est nécessaire d'analyser les enjeux territoriaux, c'est-à-dire les problèmes et les opportunités qui se présentent sur le territoire. Cette étape permet de définir les objectifs de développement territorial. La troisième étape consiste à élaborer des scénarios de développement territorial, en identifiant les différentes options stratégiques pour atteindre les objectifs définis précédemment. Enfin, il est important de mettre

³⁶ Sylvie Lardon et Vincent Piveteau, « Méthodologie de diagnostic pour le projet de territoire : une approche par les modèles spatiaux », *Géocarrefour* [En ligne], vol. 80/2 | 2005, mis en ligne le 01 décembre 2008, consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://geocarrefour.revues.org/980> ; DOI : 10.4000/geocarrefour.980

en place un plan d'action pour la mise en œuvre des stratégies choisies, en impliquant les différents acteurs du territoire.

Le territoire est également un champ opérationnel de la politique dans la mesure où il constitue un espace de mise en œuvre des politiques publiques et des projets de développement. Les acteurs publics et privés travaillent ensemble pour concevoir, financer et réaliser des projets qui répondent aux besoins des populations et qui contribuent au développement économique, social et environnemental des territoires.

La territorialisation des politiques publiques peut également permettre de renforcer la cohésion territoriale et de réduire les disparités entre les territoires. En effet, certains territoires peuvent être confrontés à des difficultés spécifiques, telles que le chômage, la précarité, l'exclusion sociale, le vieillissement de la population ou encore la faible attractivité économique. La territorialisation des politiques publiques permet alors de cibler ces territoires en difficulté et de mettre en place des mesures spécifiques pour répondre à leurs besoins.

Le champ de la gouvernance territoriale est vaste et concerne à la fois la manière dont les acteurs locaux collaborent pour prendre des décisions et la façon dont ils mettent en œuvre des politiques qui favorisent l'inclusion sociale, le bien-être économique et la durabilité environnementale. Il répond à plusieurs défis contemporains comme la mondialisation, la décentralisation, la diversité territoriale et la demande croissante de participation citoyenne.

Au sein de ce concept, le pouvoir joue un rôle crucial, qu'il soit exercé de manière explicite ou implicite par divers acteurs comme les gouvernements, les entreprises, ou les groupes sociaux. Parfois, ce pouvoir peut servir de frein à une gouvernance plus inclusive, en excluant certaines parties prenantes. Des mécanismes de régulation et de médiation sont donc nécessaires pour gérer ces tensions.

Chacune des sphères « est définie en fonction de la dynamique relationnelle des acteurs qui en sont parties prenantes, et non en fonction des acteurs eux - mêmes. Ainsi, la sphère politique a pour fonction d'assurer la cohésion de la société et la cohérence de l'ordre social. La sphère productive a pour objectif d'accroître les richesses disponibles. La sphère sociale acquiert une spécificité par le fait qu'elle s'attache à ce qui fait l'individu en tant qu'être unique, aux

comportements individuels. Enfin, la sphère spatiale donne au territoire la dimension spatio - temporelle qui lui est due. »³⁷

L'approche de la gouvernance territoriale doit donc être flexible, inclusive et adaptée aux contextes locaux. Elle n'est pas seulement une question de règles et de structures formelles, mais aussi de normes, de valeurs et de relations informelles. La réussite de la gouvernance territoriale repose également sur des partenariats solides entre acteurs locaux, ce qui permet de renforcer leur capacité à collaborer pour un développement durable et inclusif.

Une série de questionnements multidimensionnels pour évaluer le territoire d'Azilal sous plusieurs angles : physique, économique, social et politique. Ces questionnements visent à comprendre les complexités et les interdépendances entre ces différentes sphères.

Dans la sphère physique, les questions se concentrent sur la gestion des ressources naturelles, l'état des infrastructures et leur impact sur les autres sphères. En ce qui concerne la sphère économique, l'accent est mis sur les secteurs clés pour la richesse et l'emploi, l'attractivité pour les investisseurs et la relation entre l'économie et l'environnement. La sphère sociale aborde la qualité de vie, les services publics disponibles, l'identité culturelle et les différences entre zones rurales et urbaines. Pour la sphère politique, les questions visent à identifier les principales entités de gouvernance et leur influence sur le développement durable. Enfin, des enjeux interdépendants sont examinés pour comprendre comment un changement dans une sphère pourrait affecter les autres.

³⁷ Véronique Thireau. Vers un renouvellement du rôle de l'espace dans la dynamique des territoires. Revue d'économie régionale et urbaine, 1993. ? hal-01811019 ?

Tableau des questionnements relatifs aux différentes dimensions du territoire

Tableau 2 : questionnements relatifs aux différentes dimensions du territoire

Sphère	Questionnements
Physique	<ul style="list-style-type: none"> - L'importance des ressources naturelles et leur exploitation à Azilal - Le rôle de l'état des infrastructures (routes, ponts, bâtiments) dans le développement territorial - Implications de l'état de ces infrastructures sur les autres sphères.
Économique	<ul style="list-style-type: none"> - Contribution des différents secteurs économiques à la création de richesse et d'emploi à Azilal - Mécanismes en place pour rendre la région attractive aux investisseurs - Éventuelles disparités économiques au sein du territoire et leur répercussion sur la sphère sociale.
Sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Comparaison de la qualité de vie à Azilal par rapport à d'autres régions - État des services publics disponibles (écoles, hôpitaux, transports) et leur adéquation avec les besoins de la population - Préservation et valorisation de l'identité culturelle à Azilal - Défis spécifiques aux zones rurales et urbaines.
Politique	<ul style="list-style-type: none"> - Principales entités de gouvernance à Azilal et leur influence sur le développement territorial - Existence d'une stratégie politique claire pour le développement durable d'Azilal.
Enjeux Interdépendants	<ul style="list-style-type: none"> - Répercussions d'un changement dans la sphère économique (ex : nouvelle industrie) sur les sphères sociales et environnementales - Exemples où une décision politique a eu un impact significatif sur les autres sphères - Équilibre entre les besoins économiques et les implications environnementales dans la gestion des ressources naturelles.

2. Analyse des acteurs du territoire

L'étude de ces acteurs est fondamentale pour déchiffrer les dynamiques de pouvoir et les conflits d'intérêts qui façonnent les politiques. Elle permet aussi d'identifier les alliances et coalitions qui se forment et les compromis qui en résultent, en vue de faciliter la coopération ou la négociation entre ces entités divergentes.

Le concept de l'acteur rationnel unique est souvent utilisé pour modéliser ces dynamiques, en supposant que chaque acteur agit de manière rationnelle pour maximiser son utilité. Ce modèle présente l'avantage de simplifier et de structurer la compréhension des choix individuels et collectifs, tout en permettant une formulation mathématique et donc des prédictions.

En somme, bien que le modèle de l'acteur rationnel unique offre des perspectives utiles pour l'analyse, il est insuffisant pour saisir la complexité des interactions, des incertitudes et des dynamiques de pouvoir qui caractérisent le développement territorial.

Flanquart³⁸ montre que la question de l'acceptabilité sociale se pose lorsque de nouveaux arrivants, tels que des équipements, des techniques ou des groupes d'individus, perturbent l'ordre existant sur un territoire et suscitent l'opposition des habitants. Certains chercheurs en sciences sociales sont réticents à utiliser le terme "acceptabilité sociale", car il est perçu comme favorisant les porteurs de projets. Cependant, l'auteur soutient que malgré ses défauts, le concept d'acceptabilité est utile pour comprendre les situations. Les opposants à un projet sont souvent considérés avec bienveillance, tandis que les porteurs de projets sont soupçonnés de poursuivre des intérêts égoïstes. Les chercheurs ont tendance à ignorer la dimension égoïste des opposants. Une analyse binaire des motivations des acteurs crée une vision simpliste du conflit entre les porteurs de projets et les habitants. En réalité, les motivations des individus sont complexes et peuvent inclure à la fois des intérêts personnels et des préoccupations collectives. Les habitants ont le droit de défendre leurs intérêts personnels et leur attachement à leur environnement, même si cela peut être perçu comme du nimbyisme. Les porteurs de projets et les habitants défendent des légitimités différentes, et il n'y a pas de réponse claire sur qui a raison. La participation citoyenne et les instances de concertation peuvent contribuer à améliorer la prise en compte des préoccupations des habitants et à rendre les projets plus acceptables. Cependant, la décision finale peut revenir aux pouvoirs publics, qui doivent évaluer l'intérêt collectif et environnemental. La question de l'acceptabilité sociale soulève des enjeux éthiques et politiques. Les chercheurs doivent réfléchir à leur rôle dans ces processus et à la manière dont leurs recherches peuvent être utilisées. Les chercheurs en sciences sociales peuvent contribuer à réduire l'écart entre ce qui est socialement souhaitable et ce qui est localement acceptable. Les chercheurs pratiquants doivent faire face à des dilemmes éthiques lorsqu'ils travaillent sur des projets commandés par des porteurs de projets. Cependant, il est possible pour eux de participer à l'amélioration des projets et de contribuer au bien commun. Les chercheurs qui bénéficient d'un statut public peuvent être plus exigeants en matière de neutralité axiologique. Cependant, ils doivent éviter l'hétéronomie idéologique et reconnaître que le nimbyisme peut exister chez chacun d'entre nous.

³⁸ Hervé Flanquart, « Nous sommes tous des nimbyistes : plaidoyer pour l'utilisation de la notion d'acceptabilité sociale », Développement durable et territoires [En ligne], Vol. 11, n° 3 | Décembre 2020, mis en ligne le 20 décembre 2020, consulté le 14 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/17718> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.17718>

L'auteur montre que les relations sociales ont un caractère ambigu, étant à la fois positives et négatives. Elles permettent la transmission d'informations stratégiques et spécialisées, palliant les imperfections du marché, favorisant l'action collective et résolvant les problèmes d'externalités. Elles renforcent l'attachement à la région, facilitent le respect des règles sociales et réduisent l'anxiété liée à l'incertitude. Cependant, un encastrement social excessif peut entraîner une société fermée, nuire à la transmission d'informations nouvelles, diminuer les incitations économiques, favoriser la collusion et l'exclusion de certains groupes. Les normes en vigueur et la répartition limitée des relations sociales peuvent engendrer des stéréotypes et des méfiances entre groupes. De plus, l'élément temporel peut aggraver les effets négatifs en maintenant des situations non viables et en freinant la prise de conscience des problèmes environnementaux. Ainsi, les relations sociales jouent un rôle complexe dans la durabilité, nécessitant une approche équilibrée pour maximiser leurs avantages et minimiser leurs inconvénients.

La relation sociale dans les domaines de la durabilité se situe entre la relation marchande et la relation hiérarchique, offrant à la fois la stabilisation de l'environnement et l'apport de nouvelles ressources. Les réseaux sociaux denses favorisent la stabilité tandis que les réseaux avec des liens peu redondants permettent des échanges originaux. Cependant, une trop grande cohésion peut avoir des effets négatifs sur la performance individuelle. Le concept de rayon de confiance est crucial pour le développement territorial, représentant l'étendue des relations empreintes de confiance dans l'espace social. Un rayon de confiance élevé facilite les échanges productifs, tandis qu'un rayon de confiance bas nécessite des dispositifs bureaucratiques coûteux. Mesurer le rayon de confiance peut se faire en examinant la forme de l'espace social à différentes échelles. Un faible rayon de confiance peut entraîner de la fermeture et de l'immobilisme, tandis qu'un rayon de confiance trop élevé conduit à une dispersion et une instabilité. L'équilibre optimal se situe dans un rayon de confiance intermédiaire, favorisant la coopération locale et limitant l'ouverture externe. En somme, les relations sociales jouent un rôle crucial dans la durabilité, nécessitant une combinaison adéquate de cohésion et d'ouverture pour maximiser leurs avantages.

La planification territoriale ascendante est une approche de la gestion territoriale qui vise à améliorer la réflexion et l'action collective en matière de développement local. Contrairement

à une planification globale, elle se concentre sur des initiatives locales et émergentes, en s'appuyant sur les capacités et les ressources des acteurs locaux. Cette approche est basée sur l'idée que les solutions les plus efficaces pour résoudre les problèmes locaux sont souvent développées par les acteurs locaux eux-mêmes. La planification ascendante est donc une approche participative qui implique les acteurs locaux dans la prise de décision et la mise en œuvre de projets.

Comment le pouvoir est-il lié à l'espace dans le contexte de la planification territoriale ?

Dans le contexte de la planification territoriale, le pouvoir est lié à l'espace, car la gestion du territoire implique des enjeux de pouvoir et de contrôle. Selon Patrick d'Aquino, l'espace est un enjeu de pouvoir, car il est le lieu où se concentrent les ressources et les activités économiques, sociales et politiques. La planification territoriale ascendante vise à changer les rapports de pouvoir entre les différents acteurs locaux en leur donnant une plus grande influence sur les décisions qui affectent leur territoire. En impliquant les acteurs locaux dans la prise de décision et la mise en œuvre de projets, la planification ascendante permet de renforcer leur capacité à agir sur leur environnement et à défendre leurs intérêts.

Quels sont les avantages et les limites de la planification ascendante par rapport à d'autres approches de la gestion territoriale ?

Selon Patrick d'Aquino, la planification territoriale ascendante présente plusieurs avantages par rapport à d'autres approches de la gestion territoriale. Tout d'abord, elle permet de mieux prendre en compte la diversité des acteurs locaux et de leurs besoins, en impliquant les populations locales dans la prise de décision et la mise en œuvre de projets. Ensuite, elle favorise l'émergence de solutions innovantes et adaptées aux contextes locaux, en s'appuyant sur les capacités et les ressources des acteurs locaux. Enfin, elle permet de renforcer la cohésion sociale et la participation citoyenne en impliquant les populations locales dans la gestion de leur territoire. Cependant, la planification ascendante présente également des limites. Tout d'abord, elle peut être plus difficile à mettre en œuvre que d'autres approches plus centralisées, car elle nécessite une forte implication des acteurs locaux et une coordination entre les différents niveaux de gouvernance. Ensuite, elle peut être moins efficace pour résoudre des problèmes qui nécessitent une coordination à grande échelle, comme la gestion des ressources naturelles ou la planification des infrastructures. Enfin, elle peut être plus vulnérable aux pressions politiques et économiques locales, qui peuvent influencer les décisions prises par les acteurs locaux.

2.1 L'arène des acteurs et la politique des acteurs en politique territoriale

Dans le domaine de la science politique, le concept de "l'arène des acteurs" renvoie à la diversité des parties prenantes engagées dans la prise de décision, que celle-ci relève des sphères politiques, économiques, sociales ou environnementales. Il englobe une variété de participants tels que les politiciens locaux, les fonctionnaires, les groupes de la société civile, les entreprises, les citoyens et les médias. "La politique des acteurs," en revanche, examine les dynamiques de pouvoir, les intérêts, et les alliances parmi ces acteurs, fournissant ainsi des perspectives sur la formation des décisions politiques.

Dans le contexte de la politique territoriale, ces concepts acquièrent une importance particulière. Ils aident à décomposer les complexités liées aux enjeux locaux, aux conflits d'intérêts et aux opportunités de collaboration. Par exemple, l'analyse de la politique des acteurs peut révéler les obstacles et les catalyseurs potentiels pour la mise en œuvre de politiques spécifiques, y compris les attitudes contrastées des parties économiques et environnementales.

La politique territoriale est une sphère complexe où plusieurs acteurs, chacun guidé par ses propres normes et valeurs, entrent en jeu. Que ce soit les gouvernements locaux axés sur la transparence et l'équité, les organismes publics avec un impératif d'efficacité et d'innovation, ou les entreprises poursuivant des objectifs de rentabilité et de responsabilité sociale, chaque acteur contribue à façonner le terrain politique.

Il est crucial de coordonner ces diverses perspectives pour arriver à des politiques durables et inclusives. Ce défi est souvent compliqué par des différences culturelles, des tensions politiques et économiques, ou même des préoccupations géopolitiques. La gouvernance participative, qui implique une implication active de citoyennes et autres parties prenantes dans le processus décisionnel, se présente comme une solution pour améliorer la coordination et la collaboration.

2.2 Le développement local un processus complexe dans le haut atlas central

Le développement local dans le Haut Atlas central du Maroc est un processus complexe qui nécessite une approche holistique et une compréhension approfondie des dynamiques territoriales, sociales, économiques et politiques locales.

Le Haut Atlas central est une région montagneuse située au centre du Maroc, caractérisée par une économie rurale basée sur l'agriculture, l'élevage et l'artisanat. Il est confronté à des défis tels que la pauvreté, le chômage, l'exode rural, la dégradation environnementale et la faiblesse des infrastructures et des services publics. Le développement y implique une collaboration étroite entre les différents acteurs locaux, notamment les communautés locales, les autorités publiques, les organisations de la société civile, les entreprises et les partenaires externes. Cette collaboration doit être basée sur une vision partagée de développement, une participation active des communautés locales et une coordination efficace entre les différents acteurs.

Le développement local dans le Haut Atlas central se concentre sur plusieurs secteurs, notamment l'agriculture et l'élevage, l'artisanat, le tourisme, les énergies renouvelables, l'éducation et la formation professionnelle, et la gouvernance locale. Les projets de développement dans ces secteurs visent à renforcer les capacités des communautés locales, à créer des emplois, à améliorer les infrastructures et les services publics, à promouvoir la durabilité environnementale et à renforcer la gouvernance locale.

Le développement local dans le Haut Atlas central est également confronté à des défis tels que la faible coordination entre les différents acteurs, la faible capacité des institutions locales, la faible participation des femmes et des jeunes, et les défis liés au financement et à la durabilité des projets. Pour relever ces défis, il est important d'adopter une approche participative, d'investir dans le renforcement des capacités institutionnelles et de la société civile, de promouvoir la participation des femmes et des jeunes, et d'établir des partenariats solides entre les différents acteurs locaux et externes.

En résumé, le développement local dans le Haut Atlas central du Maroc est un processus complexe qui nécessite une approche intégrée et une collaboration étroite entre les différents acteurs locaux. Les projets de développement doivent être adaptés aux besoins et aux réalités locales, renforcer les capacités des communautés locales, promouvoir la durabilité environnementale et renforcer la gouvernance locale.

Plusieurs études ont traité des relations entre les acteurs et ont montré l'intérêt de la compréhension des enjeux relatifs à la divergence des intérêts. Riaux montre que le clivage et l'hybridation se font sur la base du dualisme « institutions modernes » versus « institutions

traditionnelles ». Le fonctionnement de l'AUEA et ses interactions avec les organisations communautaires locales montrent des problèmes de légitimité, de prise de décision centralisée et de communication unilatérale. Repenser les rôles et les interactions entre ces différentes institutions pourrait être essentiel pour une gestion plus participative et efficace de l'irrigation.

Le fonctionnement de l'Association des Usagers de l'Eau d'Irrigation (AUEA) ainsi que les interactions avec d'autres institutions locales, notamment les organisations communautaires telles que les "taqbilt-s" (assemblées villageoises) fait ressortir que selon la Direction Provinciale de l'Agriculture (DPA), les membres du bureau des AUEA sont censés être élus par l'ensemble des irrigants, ce qui devrait assurer une représentation démocratique. Cependant, la réalité semble différente, car la majeure partie des irrigants nie avoir participé à ce processus d'élection. Au lieu de cela, il semble que les représentants aient été désignés par des autorités locales telles que le caïd et le président de la commune rurale. Cette désignation administrative des représentants des irrigants crée une tension entre la légitimité accordée par l'administration et la reconnaissance par les irrigants eux-mêmes.

Dans le fonctionnement actuel, les décisions concernant les AUEA sont principalement prises par l'administration locale, sans une véritable participation des irrigants. Les représentants désignés par l'administration transmettent ensuite ces décisions au bureau de l'association. Cependant, cette circulation d'information est souvent unilatérale et ne garantit pas une communication transparente avec les membres de l'AUEA. De plus, les membres du bureau sont censés informer les villageois, mais leur manque de légitimité au niveau local peut entraîner une perte d'information et de confiance.

Dans de nombreux villages, la situation actuelle implique la coexistence de deux institutions de gestion de l'eau d'irrigation : l'AUEA et les organisations communautaires locales, les taqbilts. Chacune de ces institutions a des rôles distincts, mais il semble y avoir peu d'intégration ou de lien entre-elle. Cette situation peut potentiellement créer des conflits et des dysfonctionnements, car les responsabilités et les prises de décision ne sont pas clairement définies.

L'analyse suggère que les taqbilt-s, les organisations communautaires locales, pourraient jouer un rôle plus significatif dans la gestion locale de l'irrigation. En reconnaissant et en définissant clairement les rôles et les attributions de ces institutions communautaires par rapport à celles

des AUEA, il pourrait être possible de mieux impliquer les irrigants dans le programme de gestion participative de l'irrigation. Cela pourrait également contribuer à résoudre les problèmes de légitimité et de communication actuels.

2.3 Analyse des Projets en Cours de Réalisation dans la Province d'Azilal et ses Environs

Projet DRI-PMH

Ce projet, doté d'un financement impressionnant de 136 millions de dirhams, a été perçu comme hautement ambitieux, ayant pour objectif de bénéficier à environ 31 000 personnes. Une approche holistique du développement rural a été adoptée, en mettant l'accent sur des éléments essentiels tels que les pistes rurales, l'eau potable, les établissements de santé et les unités scolaires. Ces éléments sont considérés comme fondamentaux, car ils définissent l'accès aux infrastructures de base nécessaires à tout développement durable.

Le projet a également porté une attention particulière à la réhabilitation de la petite et moyenne hydraulique, un élément crucial pour une région où l'agriculture domine l'économie. En se focalisant sur cet aspect, l'initiative aspire à sécuriser et à améliorer la productivité agricole. Le développement agricole est abordé sous un angle de recherche et développement et d'assistance technique, qui pourrait révolutionner les méthodes agricoles et, par conséquent, augmenter les revenus des agriculteurs. De plus, le renforcement institutionnel, notamment par la formation de 25 AUEA, souligne une vision à long terme qui vise à permettre aux communautés de gérer leurs propres ressources en eau.

« Les associations des usagers des eaux agricoles Le contexte de l'introduction des Auea dans la vallée La Pmh est longtemps restée à la marge des investissements importants réalisés par l'État dans le secteur hydro-agricole. »³⁹

La gestion et la réhabilitation de la Petite et Moyenne Hydraulique (Pmh) ont été des enjeux majeurs pour l'État. Historiquement, l'État avait montré un intérêt limité pour investir dans la PMH, principalement à cause du coût élevé de l'investissement, de la dispersion géographique

³⁹ Bamoye Keita. Gestion sociale de l'eau et projet de modernisation hydraulique dans une vallée du haut atlas au Maroc : les Aït Hakim (des Aït Bouguemez). PCSI - 4e Séminaire international et interdisciplinaire, 2006, Montpellier, France. 15 p. cirad-00155660

des périmètres irrigués, de la complexité des statuts fonciers et de l'attachement profond des agriculteurs à leurs droits fonciers.

Toutefois, une transformation s'est produite dans les années 1990. L'État a reconnu l'importance cruciale de la Pmh pour ses ambitions d'irrigation, la plaçant au cœur de ses objectifs. Pour optimiser ces efforts d'investissement l'état a visé l'adoption d'une démarche participative et partenariale, en organisant les agriculteurs en Associations d'Utilisateurs des Eaux Agricoles (Auea), pour assurer une gestion plus efficace et durable de l'eau.

Un exemple concret de cette stratégie a été le déploiement du projet Dri-pmh. Cette initiative a été mise en œuvre en trois étapes cruciales : d'abord, des études hydrauliques pour identifier les besoins, puis la création des Auea pour une gestion collective de l'eau, et enfin, la réhabilitation des réseaux d'irrigation. Ces études ont mis en lumière une perte alarmante d'eau de 50 %, nécessitant des mesures drastiques comme le revêtement des canaux d'irrigation.

En 1999, en collaboration avec la Banque mondiale, l'État a pris l'initiative de créer ces Auea, cherchant à établir un interlocuteur local dédié à la gestion de l'irrigation. Les agriculteurs, après consultation, ont été organisés en quatre Auea distinctes, inaugurant ainsi une nouvelle ère de gestion collaborative de l'eau. Cette démarche a non seulement visé la réhabilitation physique des infrastructures, mais a aussi cherché à renforcer les capacités institutionnelles, fusionnant les méthodes traditionnelles et modernes de gestion de l'eau.

Projet PABVSD :

Doté d'un budget de 72 millions de dirhams, ce projet vise principalement les régions sujettes à l'érosion. Il ne se concentre pas uniquement sur l'agriculture, mais englobe également des considérations environnementales, ce qui est remarquable. En intégrant à la fois des préoccupations agricoles et environnementales, le projet promeut une approche équilibrée susceptible de conduire à une agriculture plus durable.

De plus, des efforts particuliers sont déployés pour la réhabilitation et le désenclavement. Ces initiatives pourraient grandement diminuer l'isolement des communautés rurales, en facilitant leur accès aux marchés et aux services essentiels, réduisant ainsi leur marginalisation.

La notion d'aménagement de bassin versant était souvent associée à la protection des barrages contre l'envasement. Les terres de ces bassins se trouvent principalement dans les zones de montagne, où elles sont exploitées par des populations économiquement défavorisées, étroitement liées à leurs terroirs ancestraux dans une logique de survie qui ne correspond pas toujours à une gestion durable des ressources naturelles. Trouver un compromis entre ces deux aspects a conduit à l'émergence de la notion d'"aménagement participatif des bassins versants", qui est le concept central du projet pilote d'Aménagement du Bassin Versant de l'Oued Lakhdar (PABVOL).

Ce projet vise à intégrer les communautés locales dans la gestion et la préservation des ressources naturelles de leur bassin versant, en mettant l'accent sur la participation active et la prise de décision collective. Il reconnaît l'importance de la participation des populations locales, qui ont une connaissance approfondie de leur environnement et une relation étroite avec leurs terres.

L'approche participative vise à instaurer un dialogue entre les acteurs locaux, les autorités et les experts, afin de trouver des solutions qui répondent aux besoins des communautés tout en préservant les ressources naturelles de manière durable. Il s'agit d'un processus de collaboration qui permet aux populations locales de contribuer activement à la prise de décision, à la mise en œuvre des actions et à l'évaluation des résultats.

Le projet PABVOL représente donc une tentative novatrice pour concilier les impératifs de préservation des ressources naturelles, la lutte contre la pauvreté des populations locales et le respect de leur héritage culturel et territorial. Il incarne la vision d'un aménagement participatif qui favorise le développement durable en tenant compte des réalités socio-économiques et environnementales spécifiques à chaque bassin versant.

Le projet PABVOL a initié des PDD (plan de développement du douar). « Les Comités de Douars sont formés et préparés pour approprier les principes d'une dynamique de

développement local adapté à la population : il s'agit des institutions capables de mobiliser les énergies et les solidarités locales pour assurer une gestion durable des ressources naturelles »⁴⁰

Le travail d'animation continu et structuré depuis le début du projet PABVOL, en collaboration avec des structures sociales dotées d'un fort potentiel de mobilisation de l'action collective, telles que les Comités du Douar(CD), a conduit progressivement à une organisation plus structurée et formelle de la population, incarnée par les Associations de Développement Local (ADLs – association de développement local).

L'esprit d'assistanat a diminué de manière relative, laissant place à l'émergence d'une dynamique locale. Une part importante des CD (comité de douar) a compris qu'elle n'a plus besoin de compter systématiquement sur l'intervention de l'État pour avancer.

Le champ d'action du projet dans le domaine de la gestion des ressources naturelles (GRN) s'est peu à peu élargi pour inclure les ressources forestières et les parcours. Dans cette perspective, une expérience pilote visant à élaborer un plan de gestion concertée de la forêt est en cours d'exécution.

Projets programmés : Programme MCA

Ce programme semble être une suite logique des projets précédents, en élargissant l'accent mis sur l'agriculture et l'élevage. L'investissement substantiel de 121 millions de dirhams suggère une escalade significative des efforts de développement.

Le choix des arbres à planter suggère un effort pour diversifier l'économie agricole, ce qui pourrait être très bénéfique pour la résilience économique à long terme. La formation et l'équipement modernes sont essentiels pour apporter des changements durables et permettront probablement d'assurer la réussite à long terme de ces projets.

En somme, ces projets reflètent une approche bien réfléchie et intégrée du développement rural. Ils combinent des améliorations en infrastructures, agriculture, éducation et santé, tout en

⁴⁰ Haut-Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la Désertification Projet Pilote d'Aménagement du Bassin Versant de l'Oued Lakhdar. RAPPORT DE FIN DE PROJET, 2005. 35p. p.31

cherchant à responsabiliser les communautés locales pour une gestion durable de leurs ressources. Ce sont des investissements non seulement dans l'économie rurale, mais aussi dans le capital humain.

- **Programme de développement rural des zones de montagne (PDRZM)**

Le projet parle du développement des filières arboricoles dans la province d'Azilal, au Maroc. Le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts (MAPM) a concentré ses efforts sur le développement de l'arboriculture, qui s'avère plus rentable que les céréales pour les agriculteurs de la région. Les arbres fruitiers jouent un rôle crucial dans la protection de l'environnement dans cette région montagneuse sujette à l'érosion.

Les projets de développement des productions végétales dans la province d'Azilal comprennent la reconversion des terres céréalieres en arboriculture, la réhabilitation d'espèces arboricoles diverses, le renforcement de filières clés et l'identification de produits du terroir. Les filières retenues pour le programme dans la province sont l'amandier, le caroubier, le noyer et le pommier. Cependant, la filière olivier n'est pas incluse dans le programme, car elle est déjà bien développée dans la région.

En ce qui concerne la filière pommier, elle occupe une superficie de 1200 hectares dans la province d'Azilal, avec une production de 20 400 tonnes. Les principales communes de production sont Ait M'hammed et Tabant. Les conditions de stockage des pommes dans la région sont archaïques et inappropriées, ce qui nuit à leur qualité.

La filière noyer occupe 900 hectares dans la province d'Azilal, représentant 20% de la superficie nationale de noyeraies. La production de noix est faible, environ 385 tonnes, en raison de pratiques culturelles inadéquates et de la présence de maladies et ravageurs. Des actions sont nécessaires pour améliorer la gestion technique des noyeraies et réduire les pertes de qualité.

L'amandier occupe 9 000 hectares dans la province d'Azilal, représentant 6% de l'amanderaie nationale. La production d'amandes en coque est de 3 900 tonnes. Les pratiques culturelles sont insuffisantes, ce qui entraîne des pertes de qualité. Il est nécessaire de mettre en place un itinéraire technique adapté et de renforcer les capacités des producteurs.

Le caroubier est une espèce péri-forestière au Maroc, avec plus de 30 000 hectares de superficie nationale. La région de Tadla-Azilal est la principale zone de production. Cependant, la filière du caroubier est désorganisée, ce qui entrave son développement. Des actions sont nécessaires pour résoudre les problèmes de transport et de commercialisation des gousses de caroube et pour mettre en place des chaînes agro-industrielles pour une valorisation maximale.

Les éléments suivants sont issus des études ayant alimenté le PDZM⁴¹ : La province d'Azilal couvre les régions du piémont, de la moyenne montagne et de la haute montagne du Haut Atlas central. À l'est, elle englobe également la partie ouest du Moyen Atlas, qui est un point de jonction avec le Haut Atlas. Les altitudes des terres agricoles varient de 500m à 2500m. La province compte 42 communes rurales.

- **PBVOL**

Le projet a été sollicité à plusieurs reprises par d'autres acteurs du développement tels que des ONG et des projets de développement, dans le cadre de missions d'appui et d'échange de savoirs et d'expériences.

Une forte demande pour les activités du PABVOL émane d'autres douars plus touchés par la pauvreté et plus exposés à l'érosion, et qui font partie du bassin versant. Cela démontre la nécessité d'étendre l'action du projet pour répondre à ces besoins croissants.

L'appropriation de l'approche participative par l'Administration est possible, comme en témoigne l'ancrage administratif du projet au sein de la Direction Provinciale de l'Agriculture (DPA). Cela illustre qu'il est possible de travailler selon une approche ascendante, impliquant une collaboration étroite avec les acteurs administratifs.

Le travail de concertation et de collaboration avec les communes rurales a permis de susciter leur adhésion à l'approche participative et partenariale. Avec l'élaboration de la charte communale en cours, il existe une base solide pour passer à un véritable processus de partenariat

⁴¹ Royaume du Maroc Programme de développement rural des zones de montagne (PDRZM) Rapport de conception finale Volume II: Documents de travail. 313 p.

avec ces communes. À ce stade, certaines communes demandent même d'élargir le projet pour couvrir l'ensemble de la zone du Lakhder.

Cette évolution du projet a été décrite en guise d'évaluation des acquis : « Contrairement à l'approche techniciste de l'aménagement de bassin versant (qui classe le reboisement au premier rang) et en se basant sur l'appréciation « anticipée » de la demande des douars (au cours des missions de pré évaluation), le PABVOL a essayé de changer la stratégie d'intervention en commençant d'abord par « l'aval » pour attaquer les problèmes prioritaires des populations. Cette manière de concevoir le processus de développement est l'un des acquis importants de l'analyse du groupe et des études préliminaires menées durant la conception et qui ont permis aussi, d'orienter la conception du projet sur un certain nombre d'éléments :

- Répartition prévisionnelle des investissements par composante et leur échelonnement ;
- Ancrage institutionnel du projet au sein de la DPA.

Nous considérons que cette analyse a contribué avec une grande part à l'amélioration du concept du projet (Techniciste de genèse) et sa conception générale en triangulant avec les exigences techniques, sociales et institutionnelles. »⁴²

- **PEDEL**

Le projet PEDEL s'inscrit dans le cadre de la préparation et de l'établissement des conditions nécessaires à la création du Comité Régional de Développement Économique, qui sera chargé de la gouvernance économique régionale. L'objectif principal du projet est de favoriser la consultation entre les acteurs clés du noyau initial du comité afin de définir un plan d'action pour sa mise en place. À cet effet, la formation d'un comité restreint est prévue, chargé de développer la vision, le programme de travail et le règlement intérieur du comité. De plus, les priorités, les responsabilités et la date officielle de création de l'organe seront également déterminées.

⁴² Haut-Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la Désertification Projet Pilote d'Aménagement du Bassin Versant de l'Oued Lakhdar. RAPPORT DE FIN DE PROJET, 2005. 35p. p.5

Ce projet est financé par le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et cible les régions du sud-est du Royaume du Maroc, notamment Ouarzazate, Midelt, Errachidia, Tata, Tinghir, Zagora, Al-Hoceima et Azilal.

Le partenaire superviseur du projet est le Ministère de l'Intérieur, tandis que les partenaires exécutants incluent les conseils régionaux, les acteurs des secteurs économiques, les chambres professionnelles, ainsi que les institutions et associations professionnelles qui offrent des services de conseil aux entreprises et aux coopératives.

Le PEDEL vise à revitaliser la croissance économique et à créer des opportunités d'emploi, en augmentant la valeur ajoutée et en accédant à de nouveaux marchés. Il prévoit également le développement et la structuration des services de conseil aux entreprises en fonction de leurs besoins, ainsi que la création d'un cadre institutionnel pour stimuler l'économie des régions ciblées.

Dans le cadre du projet, la Commission Régionale de Développement Économique sera établie pour la province d'Azilal. Cette commission jouera un rôle clé dans l'élaboration d'une vision commune et d'un programme de travail visant à réaliser un développement économique durable. Elle favorisera la communication, la coordination et la coopération entre le secteur public, le secteur privé et la société civile, afin de concrétiser des projets structurés de relance économique. Son objectif est de proposer des stratégies et des projets ciblés pour stimuler l'économie locale, en mettant l'accent sur la création d'emplois et l'amélioration des revenus des habitants de la région. De plus, la commission apportera un soutien méthodologique, consultatif et technique au Programme Troisième de l'Initiative nationale pour le Développement humain.

Les acteurs du secteur public impliqués dans le projet comprennent l'administration provinciale d'Azilal, le conseil régional, l'agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences, le centre régional d'investissement, l'agence de développement social, ainsi que les départements des eaux et forêts et de l'agriculture.

Les acteurs du secteur privé englobent les coopératives et les petites entreprises, tandis que la société civile est représentée par le réseau des associations d'Azilal et l'association GeoPark M'Goun.

Le projet PEDEL a débuté en janvier 2015 et sa durée prévue s'étend jusqu'à juin 2022. Il dispose d'un budget de 12 millions d'euros pour sa mise en œuvre.

CONCLUSION DU CHAPITRE 2

Le deuxième chapitre, intitulé "Développement : Politique et Action Publique", constitue une plongée approfondie dans le domaine complexe de la politique territoriale et de son impact sur le développement local. En explorant les multiples facettes de ce sujet, le chapitre souligne l'importance cruciale des actions entreprises pour améliorer la qualité de vie des citoyens dans divers territoires, qu'il s'agisse de villes, de régions ou de pays. Cependant, il est clair que le concept de politique territoriale est loin d'être universel, étant donné qu'il s'adapte et évolue en fonction des contextes nationaux, régionaux et locaux. Cette nuance souligne l'ampleur des défis et des possibilités qui se présentent lorsque les acteurs locaux, régionaux et nationaux s'engagent dans des efforts concertés pour promouvoir le bien-être collectif.

Une évolution notable dans le domaine de l'action publique est la transition vers une ouverture plus marquée de l'État envers une variété d'acteurs. Cette transition reflète une compréhension croissante de la nécessité d'une collaboration multidimensionnelle pour stimuler le développement. Les collectivités locales, les experts et de nouvelles structures de projet ont progressivement gagné en importance dans la conception et la mise en œuvre des politiques territoriales. Cette évolution n'efface cependant pas complètement l'empreinte historique du rôle de l'État, mais plutôt établit un équilibre délicat entre la participation active d'autres parties prenantes et le maintien d'une certaine continuité avec les systèmes préexistants.

L'importance de l'expertise nationale et internationale dans la formulation des politiques territoriales est indéniable, mais elle soulève également des questions de transparence et d'acceptabilité. Le processus de décentralisation, tout en conférant davantage de pouvoirs aux collectivités locales, introduit des défis complexes d'articulation et de cohérence entre les politiques territoriales et les politiques nationales. Cette dualité illustre le besoin de coordination minutieuse et de synergies pour assurer un développement équilibré et inclusif à tous les niveaux de gouvernance.

Le cas spécifique du Maroc et sa réforme territoriale servent de point focal pour évaluer les implications de la décentralisation sur la politique territoriale. Cette transformation en cours, qui privilégie la décentralisation et la concertation entre les acteurs locaux, illustre à la fois les avantages potentiels et les défis inhérents à un changement de paradigme. La rupture avec l'approche centralisatrice historique nécessite du temps pour s'ancrer dans une culture de partage et d'écoute, mais la promesse de redistribuer les compétences de l'État pour une gouvernance plus participative reste encourageante.

Un fil conducteur tout au long de ce chapitre est l'importance des acteurs dans la politique territoriale et le développement local. L'analyse approfondie des acteurs impliqués, tels que les groupes d'intérêt, les entreprises et les partis politiques, met en évidence les relations de pouvoir complexes qui influencent les décisions et les orientations des politiques publiques. Cette compréhension nuancée dépasse le cadre de l'approche simpliste de l'acteur rationnel unique et révèle l'impact des interactions et des dynamiques contextuelles.

En conclusion, ce chapitre révèle la profondeur des enjeux liés à la politique territoriale et au développement local. Les interactions entre les acteurs, la gouvernance participative, l'acceptabilité sociale et la planification ascendante émergent comme des éléments essentiels pour promouvoir un développement territorial durable et inclusif. À travers une analyse approfondie des projets en cours dans la province d'Azilal, ce chapitre illustre comment des actions concertées dans des domaines tels que l'infrastructure, l'agriculture et la gouvernance peuvent contribuer à renforcer l'économie rurale et à améliorer la qualité de vie des communautés locales.

SYNTHÈSE DE LA PREMIÈRE PARTIE

La première partie de ce travail explore en profondeur l'évolution des concepts de développement ainsi que le rôle crucial du territoire dans les stratégies de développement. Cette étude aboutit à une compréhension approfondie des liens entre les dynamiques territoriales et les enjeux de développement. Le cheminement historique du développementalisme vers le néo-développementalisme et finalement vers le développement durable illustre une adaptation des politiques économiques et sociales aux réalités mouvantes du temps. Cette transition progressive vers le développement durable trouve son essence dans la reconnaissance grandissante des contraintes environnementales et de la nécessité impérieuse d'intégrer les préceptes de la durabilité dans les stratégies de développement. Ce processus d'adaptation a inévitablement engendré des débats et des échanges à la fois internationaux et nationaux, visant à concilier la poursuite de la croissance économique avec la préservation de l'environnement et la réalisation d'une justice sociale effective.

Dès lors, l'approche du développement territorial se dévoile comme une réponse intelligente aux exigences hétérogènes des différentes régions. Cette approche reconnaît l'inadéquation des stratégies uniformes de développement pour toutes les régions, prenant plutôt en compte les singularités et les nécessités propres à chaque territoire. À cet égard, le territoire acquiert une importance centrale en tant que lieu où se forment des pôles de valeur économique, d'innovation et de cohésion sociale. Les exemples tangibles des districts industriels et des clusters technologiques illustrent clairement comment la proximité géographique des acteurs peut insuffler une dynamique d'innovation et de compétitivité, renforçant ainsi les fondements d'une croissance durable et équilibrée.

L'appropriation du territoire, c'est-à-dire la manière dont les acteurs sociaux investissent le territoire avec leurs valeurs culturelles, leurs impératifs économiques et leurs aspirations sociales, transcende la simple occupation physique de l'espace. Cette appropriation se manifeste dans la création de sites mémoriels, d'espaces publics significatifs, et même dans la conception d'installations industrielles ou commerciales. Pourtant, cette appropriation peut engendrer des conflits lorsque différents groupes d'acteurs, motivés par des intérêts et des revendications culturelles divergentes, s'efforcent de revendiquer un territoire donné. L'identité territoriale joue invariablement un rôle prépondérant dans la cristallisation de ces conflits, puisque différentes communautés peuvent se prévaloir d'une connexion émotionnelle et historique avec le même

territoire. La gestion de ces affrontements impératifs exige des approches sophistiquées de médiation et de résolution, afin de préserver l'équilibre social et de garantir un développement harmonieux.

Dans ce contexte, la participation citoyenne s'impose comme une dimension cruciale de la gouvernance territoriale, insufflant une légitimité accrue aux politiques et aux mesures de développement. La participation des citoyens dans les processus décisionnels et de planification permet aux gouvernements d'appréhender plus précisément les besoins et les aspirations des populations locales. Cette implication active se manifeste au travers de mécanismes diversifiés tels que les consultations publiques, les comités locaux et les budgets participatifs, engendrant une vitalité démocratique renouvelée et favorisant un engagement civique éclairé et responsable. Cependant, malgré les progrès significatifs, la gestion territoriale ne se trouve pas exempte de défis, parmi lesquels la nécessité d'une coordination accrue entre les échelons de gouvernement, la tendance à une centralisation excessive, et la résolution des conflits politiques constitutifs d'obstacles notables.

En somme, cette première partie s'attache à mettre en lumière l'évolution complexe des conceptions de développement, le rôle fondamental du territoire dans les stratégies de développement, les impératifs liés à l'appropriation et aux conflits territoriaux, ainsi que l'importance capitale de la participation citoyenne et des mécanismes de gouvernance efficaces pour garantir une gestion territoriale optimale. Le chemin vers un développement équilibré et soutenable requiert une approche globale qui saura intégrer de manière cohérente et harmonieuse toutes ces dimensions intrinsèquement imbriquées, permettant ainsi de relever les défis contemporains avec une perspicacité accrue et une vision globale.

PARTIE 2 : AZILAL A LA CROISEE DES CHEMINS : TERRITOIRE, ACTEURS, DEFIS POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE"

INTRODUCTION DE LA DEUXIEME PARTIE

Le Maroc a commencé à donner une importance particulière au développement local à travers le long processus de décentralisation engagé depuis les années 60, consolidé par diverses révisions des chartes : communale, provinciale et régionale. D'autres politiques sont venues soutenir ce processus dont essentiellement les divers plans de développement socio-économique et les dispositifs d'aménagement du territoire (plans de développement, schéma régionaux, schéma national d'aménagement de territoire,...). L'INDH et la DGCL ont uni leurs efforts pour soutenir la recherche de solutions aux problèmes de la pauvreté au niveau des communes.

Il poursuit quatre grands objectifs dans le but d'appuyer les Collectivités locales dans leur exercice de planification aboutissant à l'élaboration et à la mise en œuvre de leurs plans communaux de développement :

- renforcer les capacités des collectivités locales, à travers une démarche de planification stratégique participative, en vue d'élaborer leurs plans de développement qui sont fondés sur les droits humains, intègrent les dimensions sociales et une approche genre ;
- assurer un accompagnement des communes, permanent et de proximité ;
- accompagner les acteurs locaux dans la mise en œuvre du PAC (Plan d'Action Communal) et en particulier en matière de montage, de réalisation et de suivi des projets ;
- renforcer les systèmes de données au niveau communal/provincial/préfectoral pour répondre aux besoins de la planification locale et du suivi des indicateurs de développement.

CHAPITRE 1 : CARACTERISATION DU TERRITOIRE

Introduction au chapitre

La province d'Azilal est essentiellement dominée par une économie agraire, marquée par des hectares de terres agricoles fertiles et de vastes pâturages, soutenant une variété de cultures comme les céréales, les fruits et les légumes. De plus, la topographie et le climat de la région sont favorables à l'élevage du bétail, ce qui constitue une autre source de revenu majeure pour les habitants.

Toutefois, en dépit de ses ressources naturelles abondantes, l'économie de la province reste principalement traditionnelle et informelle. La plupart des exploitations sont petites et familiales, ce qui signifie que leur production est souvent utilisée pour subvenir aux besoins de la famille, avec l'excédent vendu sur les marchés locaux. Dans ce contexte, les savoir-faire ancestraux sont au cœur de ces pratiques agricoles, où la transmission des compétences de génération en génération est courante.

Dans un souci d'amélioration de l'efficacité et de la rentabilité, les coopératives agricoles et les associations de développement local se sont révélées être des acteurs essentiels. Elles offrent aux agriculteurs une plateforme pour mutualiser leurs ressources, partager leurs compétences, accéder à des marchés plus vastes et valoriser leurs produits. Par exemple, certaines coopératives ont réussi à commercialiser des produits locaux sur des marchés nationaux, voire internationaux, contribuant ainsi à la prospérité de la région.

Cependant, malgré ces efforts collectifs, la province d'Azilal est confrontée à des défis persistants. Le manque d'infrastructures adéquates, notamment en matière de transport et de communication, entrave le potentiel de croissance de la région. De plus, l'accès limité aux financements empêche souvent les agriculteurs d'investir dans des technologies modernes ou d'agrandir leurs exploitations. La dégradation continue des ressources naturelles, due en partie à des méthodes agricoles traditionnelles, est également une préoccupation. En outre, l'attrait des villes et la recherche d'opportunités d'emploi poussent de nombreux jeunes à quitter leurs terres ancestrales, aggravant le problème de l'exode rural.

Une caractérisation approfondie du territoire d'Azilal e est essentielle non seulement pour comprendre sa complexité, mais également pour mettre en œuvre des stratégies de développement efficaces et adaptées.

L'une des premières étapes de cette caractérisation réside dans la compréhension de sa démographie. Azilal abrite une diversité de groupes ethniques, chacun ayant ses propres traditions, langues et relations avec le territoire. Une étude ethno-territoriale permet de comprendre les dynamiques sociales et les interactions entre ces différents groupes, favorisant ainsi une gestion plus équilibrée des ressources et un développement harmonieux.

L'économie d'Azilal est profondément ancrée dans les ressources familiales et collectives. Cette particularité, loin d'être un simple fait économique, est le reflet d'une organisation sociale où la solidarité, la mutualisation des ressources et la gestion collective jouent un rôle central. Une reconnaissance de cette dynamique économique est essentielle pour proposer des interventions qui soutiennent et valorisent ces structures, plutôt que de les éroder.

Comprendre la stratification sociale d'Azilal est essentiel pour adresser les besoins spécifiques de chaque groupe et éviter les inégalités. Une caractérisation minutieuse des niveaux sociaux peut guider les interventions pour un développement inclusif.

L'eau et la forêt sont les piliers de la vie à Azilal. Ces ressources naturelles, bien que généreuses, sont également fragiles. Leur gestion éclairée, basée sur une connaissance approfondie de leur état et de leur potentiel, est cruciale pour garantir leur durabilité. De plus, les services écosystémiques qu'ils fournissent, qu'il s'agisse de régulation climatique, de purification de l'eau ou de biodiversité, sont des éléments clés pour la résilience du territoire.

Azilal, comme de nombreux territoires, est confronté à des défis environnementaux. Les comprendre et les anticiper est essentiel pour renforcer la résilience du territoire, en permettant une meilleure adaptation aux changements et aux aléas.

La richesse d'Azilal ne réside pas seulement dans ses ressources naturelles, mais aussi dans la sagesse et les connaissances de ses habitants. Ces savoirs, fruits de siècles d'expérience, sont un trésor inestimable pour le développement durable. Les structures traditionnelles, quant à elles, témoignent de l'histoire et des valeurs du territoire, et leur reconnaissance est essentielle pour une intégration respectueuse des changements.

Enfin, caractériser le territoire d'Azilal dans sa globalité, en tenant compte de tous ces éléments, offre une perspective complète et nuancée. Cela permet d'agir en faveur d'un développement qui respecte et valorise la richesse d'Azilal, tout en répondant efficacement à ses défis.

1. Population et ethno-territorialité

La commune d'Ait Mazigh est caractérisée par sa population composée de deux principaux groupes ethniques : les Aït Mazigh et les Ait Issimour. Les Aït Mazigh sont les premiers habitants de la zone, tandis que les Ait Issimour appartiennent à la tribu d'Ait Messad. Avant le découpage administratif de 1992, la tribu d'Ait Issimour dépendait de la commune rurale de Tilouguite, mais elle a depuis été rattachée à la commune rurale d'Ait Mazigh. Chaque groupe ethnique est divisé en lignages appelés "ighs", portant les noms des douars qui composent les deux groupes. Chacun de ces groupes possède sa propre terre collective, gérée selon les règles tribales.

La tribu d'Ait Mazigh est constituée de sept fractions : Ait Aissa Ouyachou, Ait Bakhouch, Ait Tagnite, Ait Ouahi, Ikhroubasse et Ait Brahim. Chaque fraction désigne un candidat (Bab N'Oumour) pour représenter la tribu en tant qu'amghar (chef de tribu). Les candidats désignés se concertent pour nommer l'amghar de la tribu.

La commune d'Ait M'Hamed a été créée en 1962 et a connu plusieurs événements marquants dans son histoire. Pendant l'époque précoloniale, la région était sujette à des conflits tribaux et des guerres liées à l'accès aux ressources naturelles, notamment les pâturages et les points d'eau. Certains de ces conflits persistent encore aujourd'hui. Divers événements historiques ont marqué la commune, tels que la colonisation française à partir de 1914, la famine de 1944, la construction de la première école en 1957, la sécheresse des années 1980-1985 et les inondations en 1996. La population de la commune est répartie en sept Machiakhat, avec différents douars au sein de chaque Machiakhat.

La commune d'Ait M'hammed fait partie de la province d'Azilal depuis le découpage administratif de 1962. Elle est composée de plusieurs circonscriptions électorales et comprend 46 douars. La population de la commune est principalement constituée de la tribu d'Ait Atta Noumalou, mais également des tribus Ait Bouzide et Chorfa. Des conflits intertribaux liés aux ressources foncières ont parfois éclaté dans la région.

La commune de Zaouiat Ahansal tire son nom de la confrérie religieuse d'Ahansal fondée par un marabout du même nom. Elle est située dans la vallée d'Ait Bougmez, qui est caractérisée par un système d'organisation tribale. La vallée abrite cinq tribus : Ait Hakim, Ait Wangdal, Ait Ouriat, Ait Mehiya et Ait Atta. Chaque tribu possède ses propres règles de gestion des ressources, notamment en ce qui concerne l'irrigation.

La commune de Tilouguite est l'une des plus anciennes de la région. Son nom provient d'un pont pédestre qui existait autrefois sur l'Oued d'Anrial. Elle est composée de trois Machikhats : Al Markaz, Ait Oumghar-Tamga et Ait Hssaine. La tribu d'Ait Messad, divisée en treize fractions, joue un rôle important dans la commune. Avant le découpage administratif de 1992, Tilouguite englobait les communes d'Ait Mazigh et de Tabaroucht.

La commune de Demnate, rattachée à la province d'Azilal depuis 1975, a une population originaire de la tribu Oultana. Elle est fortement liée à la région de Marrakech et a été érigée en commune urbaine en 1961. La commune de Foug Jemâa, quant à elle, a été fondée suite à un conflit entre les notables de l'ancien centre de TAKOUDASSET. La population de Foug Jemâa descend de la tribu Ntifa et a connu des influences arabes au fil du temps. La commune abrite également un important quartier artisanal et des vestiges historiques.

La commune rurale de Bine El Ouidane est habitée par trois grandes tribus : Ait Oumgdol, Ait Hamza et Ait Ali Oumhend Ighil. Ces tribus sont d'origine sahraouie et ont dû quitter leur territoire d'origine en raison de conflits avec la grande tribu d'Ait Atta. Avant la colonisation, les tribus de Bine El Ouidane et Ait Attab étaient unies et ont résisté aux colonisateurs jusqu'en 1919. Après cette période, le territoire de la commune est devenu une zone militaire stratégique, et la construction du barrage de Bin El Ouidane en 1954 lui a conféré une grande importance nationale.

La commune de Taounza a été créée en 1992 à partir du découpage administratif. Elle était auparavant incluse dans la commune d'Ait Attab, qui s'est divisée en trois communes distinctes : Tiski, Taounza et Moulay Issa Ben Driss. Les habitants de Taounza sont les descendants de la grande tribu amazighe Senhaja, et la région a toujours été peuplée en raison de sa position géographique depuis le 10^e siècle de l'Hégire (16^e siècle). Un ancien mellah, un quartier juif,

se trouve au centre de la commune, témoignant de l'histoire et de la diversité culturelle de la région.

Ait Hamza appartient à la tribu d'Ait Soukhmane et a connu une transition douce de la vie nomade à la vie sédentaire tout en maintenant l'élevage comme activité économique principale. La plupart des habitants de la commune sont des éleveurs, et la population est majoritairement composée de nomades. Pendant la période de colonisation, la région d'Ait Hamza a été le théâtre de fronts de résistance violents contre les colonisateurs, qui ont laissé une marque durable dans la mémoire des habitants.

Les habitants des communes d'Afourer, Timoulilt et Bine El Ouidane faisaient partie de la tribu Ait Bouzid pendant la période de la siba. La tribu s'est ensuite divisée pour donner naissance à la tribu d'Ait Naaroum, qui a engendré Oumgdoud, puis à la tribu d'Ait Hamza. La commune d'Ait Ouarda a été créée en 1992 à partir des territoires des communes de Bine El Ouidane et d'Afourer. Elle compte 11 douars, et son nom est inspiré du grand douar d'Ait Ouarda, situé près du barrage Bin El Ouidane.

La commune de Bni Ayat tire son nom d'Ait Ayad, issu de Kadi Ayad, une figure historique qui a séjourné dans la région pendant son voyage vers Marrakech. La population de la commune est composée de plusieurs tribus amazighes et arabes, notamment les tribus Ait Yadine de Chorafa Sid Nacir de la région de Lakhmissate, les Iqbliyane de la région de Rissani, ainsi que des habitants originaires des tribus d'El Kella des Sraghna, Beni Moussa, Ait Masigh et Rgibate du Sahara marocain.

Cela a également conduit à la création de différentes organisations professionnelles, telles que des coopératives, des associations, et même des groupements d'intérêts économiques. En ce qui concerne les cultures, on note plusieurs types de superficies, notamment le Bour, le P.M.H, et le G.H. Malgré des rendements moyens de 15 Qx/Ha dus aux changements climatiques, la céréaliculture occupe une grande étendue. Pour la campagne agricole 2018-2019, les céréales dominent avec des superficies emblavées conséquentes, notamment le blé dur, le blé tendre, l'orge, et le maïs. L'arboriculture fruitière englobe diverses espèces, avec une prédominance de l'olivier sur 30 630 Ha, suivi des amandiers et d'autres arbres fruitiers. L'élevage est une ressource majeure dans la province, basé sur les parcours offerts par les forêts et les étendues forestières. Malgré des défis tels que la surcharge des pâturages, l'élevage contribue de manière significative à l'économie locale, avec des effectifs importants de bovins, ovins, caprins et équidés.

La production animale, incluant viande rouge, viande blanche, lait, miel et laine, joue un rôle essentiel dans le revenu des populations rurales. Des efforts de sauvegarde du cheptel ont été entrepris, telle que la vente subventionnée de 19 000 tonnes d'orge à 2,00 dh / kg en faveur de 2300 éleveurs bénéficiaires. En matière d'organisations professionnelles, les coopératives agricoles et les unités de valorisation contribuent à structurer et développer le secteur agricole de la province, favorisant ainsi son progrès économique et social.

- **Richesses Forestières**

La province d'Azilal bénéficie d'une diversité végétale considérable, comprenant différentes strates arborées, arbustives et herbacées. Les forêts occupent une place de choix, couvrant 364 000 hectares, soit 37% de la superficie totale de la province. Ces écosystèmes forestiers sont d'une importance cruciale pour la population et les collectivités locales, fournissant une ressource naturelle majeure.

- **Tourisme et potentiel écotouristique**

La province d'Azilal possède un potentiel touristique exceptionnel, offrant des paysages à couper le souffle, des cours d'eau sinueux et des lacs propices à la pêche à la truite et à une multitude de sports nautiques. Les montagnes escarpées se prêtent idéalement à l'escalade, au ski et au trekking, avec des sommets notables tels que Mgoun (4 068 m), Azourki-Waougoulzat

(3 763 m) et Tizoula-Azavza-Tazarzamt (3 447 m). Le patrimoine culturel vibrant est marqué par des souks hebdomadaires animés, des festivals religieux et culturels envoûtants, des poésies émouvantes et des danses traditionnelles envoûtantes. « L'activité touristique rurale que connaît la province a considérablement développé plusieurs capacités professionnelles qui lui sont liées, à l'intérieur des établissements touristiques (animation à travers les groupes folkloriques, ateliers de sculpture, de cuisine locale, de tissage, etc.), comme à l'extérieur dans le cadre des circuits de randonnées, qui mobilisent guides, accompagnateurs locaux, muletiers, cuisiniers, etc. 34 % des établissements d'hébergement touristique emploient plus de 6 prestataires de ce genre d'activités (graphique 1), ce qui révèle l'importance de l'activité touristique au niveau rural, comme ça reflète l'engagement des acteurs locaux du tourisme à offrir un produit touristique de qualité. »⁴³

Des monuments architecturaux remarquables, des villages pittoresques et des gravures rupestres témoignent de l'histoire profonde de la région. Les empreintes de pas de dinosaures, datant de plus de 10 000 ans, suscitent l'enthousiasme des chercheurs en archéologie. Le lac de Bin El Ouidane se distingue en tant que joyau pour le tourisme sportif, offrant des opportunités de sports nautiques exaltants et de pêche paisible.

Les ressources touristiques et potentielles de la Province d'Azilal sont riches et variées :

- Rivières et Lacs : Les rivières sinueuses et les lacs invitent à la pêche à la truite et aux sports nautiques comme le kayak et le canoë, en particulier sur les lacs Bin El Ouidane et Aït Adel.
- Montagnes : Les massifs montagneux offrent des occasions de randonnées mémorables, d'escalade et de ski. Des sommets emblématiques tels que M'Goun et Azourki-Waougoulzat offrent des panoramas spectaculaires et des défis passionnants aux alpinistes.
- Forêts et Vallées : Les forêts uniques, les vallées pittoresques et les gorges grandioses créent un cadre propice à la randonnée et à la pêche sportive.

⁴³ Bouchra Jeddi. Le tourisme rural dans la province d'Azilal, quels impacts socioéconomiques pour un développement territorial ?. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 2022, 10.5281/zenodo.6386921. hal-03651735

- Manifestations Culturelles : Les souks hebdomadaires animés, les moussems festifs, la poésie, la danse et les costumes traditionnels contribuent à la richesse culturelle de la région.
- Monuments Architecturaux : Les greniers collectifs fortifiés et les villages comme Fetouaka et Ait Bouguemez présentent une architecture régionale distinctive.
- Gravures Rupestres : Le site de Tizi N'tirghiyste révèle des gravures rupestres anciennes, témoignant de l'histoire préhistorique et protohistorique.
- Empreintes de Pas de Dinosaures : Des empreintes de dinosaures vieilles de plus de 10 000 ans, à Iouaridene notamment, constituent un trésor paléontologique.
- Projet Géoparc M'Goun : Le Géoparc M'Goun, abritant des formations géologiques du Trias, Jurassique et Crétacé, incarne un riche patrimoine culturel avec danses, chants, contes et bâtiments traditionnels.
- Activités Touristiques : La région propose une variété d'activités telles que la randonnée pédestre, l'escalade, les sports nautiques, le VTT, le cyclotourisme et le ski de randonnée.
- Sites Touristiques Importants : Des sites tels que le lac Bin El Ouidane, les cascades d'Ouzoud, le pont naturel d'Iminifri, la haute vallée de Tassaout, Tamga et Zaouit Ahnsal invitent à des expériences remarquables.

Cet éventail de ressources fait de la Province d'Azilal une destination de choix pour les passionnés de nature, d'aventure et de culture en quête d'expériences uniques et mémorables.

La Province d'Azilal offre une gamme variée d'options d'hébergement pour les visiteurs, avec une capacité d'accueil répartie dans différents types d'établissements. Voici les données plus réactualisées concernant la capacité d'hébergement dans la région :

- Hôtels classés : 7 établissements avec 351 unités, 667 chambres et 1 117 lits.
- Maisons d'hôtes classées : 25 établissements avec 239 unités, 530 chambres et 1 193 lits.
- Auberges classées : 4 établissements avec 37 unités, 81 chambres et 170 lits.
- Résidences Touristiques : 7 établissements avec 70 unités, 120 chambres et 213 lits.
- Gîtes classés 1re et 2ème catégorie : 74 établissements avec 420 unités, 1 534 chambres et 2 934 lits.

En somme, la Province d'Azilal dispose d'une capacité d'accueil totale de 117 établissements, offrant 1 117 unités, 2 932 chambres et 7 951 lits, ce qui permet de répondre aux besoins des visiteurs cherchant à découvrir les paysages magnifiques et les attractions culturelles de la région.

Le chiffre d'affaires réalisé par les différents établissements d'hébergement touristique est le premier indicateur de l'impact positif de l'activité touristique rurale sur le développement territorial de la province d'Azilal. Les salaires perçus par les prestataires de services au sein de ces établissements sont une autre preuve de cet impact. De plus, l'étude a pris en compte d'autres variables socio-économiques telles que l'évolution importante de la capacité litière, du nombre de touristes et du nombre de nuitées passées dans les établissements d'hébergement touristique rural, ainsi que l'imposante durée moyenne de la haute saison, qui couvre presque toute l'année. 45% des établissements touristiques ont un chiffre d'affaires annuel compris entre 200 000 et 400 000 dirhams, tandis que 30% ont un chiffre d'affaires annuel inférieur à 100 000 dirhams. Le graphique montre également que 19% des établissements touristiques emploient plus de deux personnes, tandis que 6% n'emploient personne.

Le tourisme rural dans la province d'Azilal peut contribuer au développement territorial de plusieurs manières. Tout d'abord, il est mentionné que le tourisme rural peut mobiliser les ressources du territoire, modifier ses caractéristiques et agir en faveur de sa spécialisation, ce qui permet de renforcer l'activité touristique rurale. De plus, le tourisme rural peut jouer un rôle dans la création d'emplois et d'activités génératrices de revenus, en impliquant les populations locales des milieux ruraux dans la chaîne de valeur touristique. Enfin, le développement du tourisme rural peut contribuer à la compétitivité des territoires ruraux, en mettant en valeur leurs caractéristiques et en améliorant la qualité des services et produits qui leur sont associés. Ces éléments suggèrent que le tourisme rural peut avoir un impact positif sur le développement territorial de la province d'Azilal. « Le tourisme va en effet développer les deux dimensions du territoire qui entrent en jeu dans la construction des capacités collectives. Le tourisme agit sur le territoire en tant que « structure du vivre ensemble » : il va influencer sur la culture du territoire, les compétences des individus qui s'y trouvent et les liens sociaux qui s'y créent. Mais il va également constituer un vecteur de l'action collective sur le territoire. En effet, le tourisme

développe une dimension collective des capacités par la nécessité de mobiliser tous les secteurs d'activité du territoire. Finalement, un dialogue se crée sur le territoire »⁴⁴

- **Artisanat et culture locale**

L'artisanat traditionnel d'Azilal est un pilier culturel de renom, reconnu pour sa qualité exceptionnelle. Prédominant en milieu rural, chaque localité possède son propre héritage artisanal. Des compétences diverses sont mises en lumière, notamment le tissage, la poterie, la céramique, l'armurerie et la tannerie.

L'artisanat dans la province d'Azilal se divise en deux sous-secteurs distincts. Le premier est l'artisanat d'art et de production, englobant l'artisanat à fort contenu culturel ainsi que l'artisanat utilitaire tel que le textile, la menuiserie, la tannerie, la poterie et la vannerie. Ce sous-secteur est ciblé par la vision 2015 pour le développement de l'artisanat et de sa répartition territoriale. Le deuxième sous-secteur est l'artisanat de service, qui comprend une variété de métiers de proximité comme la mécanique, la tôlerie, la soudure, la coiffure, l'esthétique, la construction, la peinture, l'électricité, la plomberie et l'exploitation de hammams.

L'artisanat d'art et de production à Azilal est profondément lié à la nature et aux abondantes matières premières locales telles que la laine naturelle, l'argile de haute qualité et les essences forestières variées. Cette caractéristique lui confère une identité propre et particulière. Grâce à ces avantages et à une longue expérience du travail artisanal avec ces matières, la province d'Azilal s'est distinguée par la renommée de la qualité de son tissage, de sa ferronnerie traditionnelle, de sa poterie, céramique et de la fabrication d'articles en bois.

Parmi les principales activités artisanales qui constituent la base de ce secteur, on trouve :

- Le Tissage Bzioui, qui produit un tissu fin à partir de laine et de soie naturelle, utilisé pour confectionner la tenue traditionnelle "Djellaba". Pratiqué par des femmes dans 23 douars de la commune Bzou, ce tissu est vendu lors d'enchères publiques et de foires.

⁴⁴ Jean-Christophe Dissart, « Co-construction des capacités et des ressources territoriales dans les territoires touristiques de montagne », Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine [En ligne], 100-2 | 2012, mis en ligne le 27 décembre 2012, consulté le 3 avril 2023. URL : <http://journals.openedition.org/rga/1781> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.1781>

- Le Tissage Traditionnel, une pratique rurale répandue qui produit divers produits tels que tapis, couvertures, hanbels, haddones, djellabas, etc. Ces produits sont vendus localement et dans les marchés régionaux et nationaux.
- L'armurerie Traditionnelle, un métier exclusif du village Tislit, où 40 artisans fabriquent des fusils traditionnels et des armes décoratives.
- La poterie, une activité omniprésente dans la région grâce à la présence d'importantes sources d'argile. Les produits de poterie reflètent l'histoire et l'identité culturelle de la région et sont utilisés aussi bien en milieu rural qu'urbain.
- La Sculpture sur bois, qui se développe progressivement dans certaines communes, notamment celles où le bois de noyer est abondant, et qui produit des objets utilitaires et décoratifs.
- L'artisanat d'art à fort contenu culturel englobe quatre filières principales (Décoration, ameublement, habillement et accessoires, bâtiment) et onze métiers. Cette richesse artisanale diversifiée contribue grandement à l'identité culturelle et économique de la province d'Azilal.

La province d'Azilal présente une riche diversité d'activités artisanales, réparties en deux sous-secteurs distincts. Le premier englobe l'artisanat d'art et de production, divisé en deux volets : l'artisanat à fort contenu culturel et l'artisanat utilitaire (comme le textile, la menuiserie, la tannerie, la poterie et la vannerie). Ce secteur est clairement ciblé par la vision 2015 pour le développement de l'artisanat et son expansion territoriale.

Le second sous-secteur est celui de l'artisanat de service, qui regroupe une variété de métiers de proximité tels que la mécanique, la tôlerie, la soudure, la coiffure, l'esthétique, le bâtiment (construction, peinture, électricité), la plomberie et l'exploitation de hammams, entre autres.

L'artisanat d'art et de production dans la province d'Azilal est intimement lié à la nature environnante et à l'abondance de matières premières locales. L'utilisation de laine naturelle, d'argile de qualité et d'essences forestières variées confère à cet artisanat une caractéristique unique. Forte de son expérience dans le travail artisanal sur ces matériaux, la province d'Azilal est reconnue pour la qualité de ses produits, notamment le tissage, l'armurerie traditionnelle, la poterie, la céramique et la production d'articles en bois.

Parmi les principales activités artisanales, on trouve le tissage Bzioui, qui produit un tissu fin à partir de laine et de soie naturelle, utilisé pour fabriquer la tenue traditionnelle "Djellaba". Cette activité est pratiquée par près de 2000 artisanes regroupées en 21 coopératives dans 23 douars de la commune de Bzou. Le tissage traditionnel est également répandu et génère divers produits comme les tapis, les handiras, les hanbels, les Haddones, les Djellabas et les Hayeks, qui sont commercialisés localement dans les souks hebdomadaires et les foires régionales.

L'armurerie traditionnelle est un métier exclusif du village de Tislit, où 40 artisans fabriquent des fusils traditionnels et des armes de décoration. La poterie est omniprésente dans plusieurs régions, avec des produits aux caractéristiques reflétant l'histoire et l'identité culturelle de la région. La sculpture sur bois gagne également en importance, notamment dans les communes utilisant le bois de noyer, fournissant des produits fins à la fois fonctionnels et décoratifs.

En termes d'emploi, les artisans travaillent individuellement ou au sein de coopératives et d'associations. La production est moyenne, mais peut augmenter en réponse à la demande croissante et aux initiatives de développement du secteur. En 2015, la répartition des artisans inscrits dans les listes électorales de la chambre d'artisanat était de 1549 pour l'artisanat d'art et de production, et de 1371 pour l'artisanat de service, totalisant 2920 artisans. Le secteur compte 62 coopératives et 09 associations dans la province.

La formation occupe une place importante, couvrant la formation par apprentissage et la formation continue. La province d'Azilal a bénéficié de programmes de formation par apprentissage, favorisant une approche pratique en entreprise avec des plans pour les années à venir, en partenariat avec les ministères concernés.

- **Le secteur du commerce**

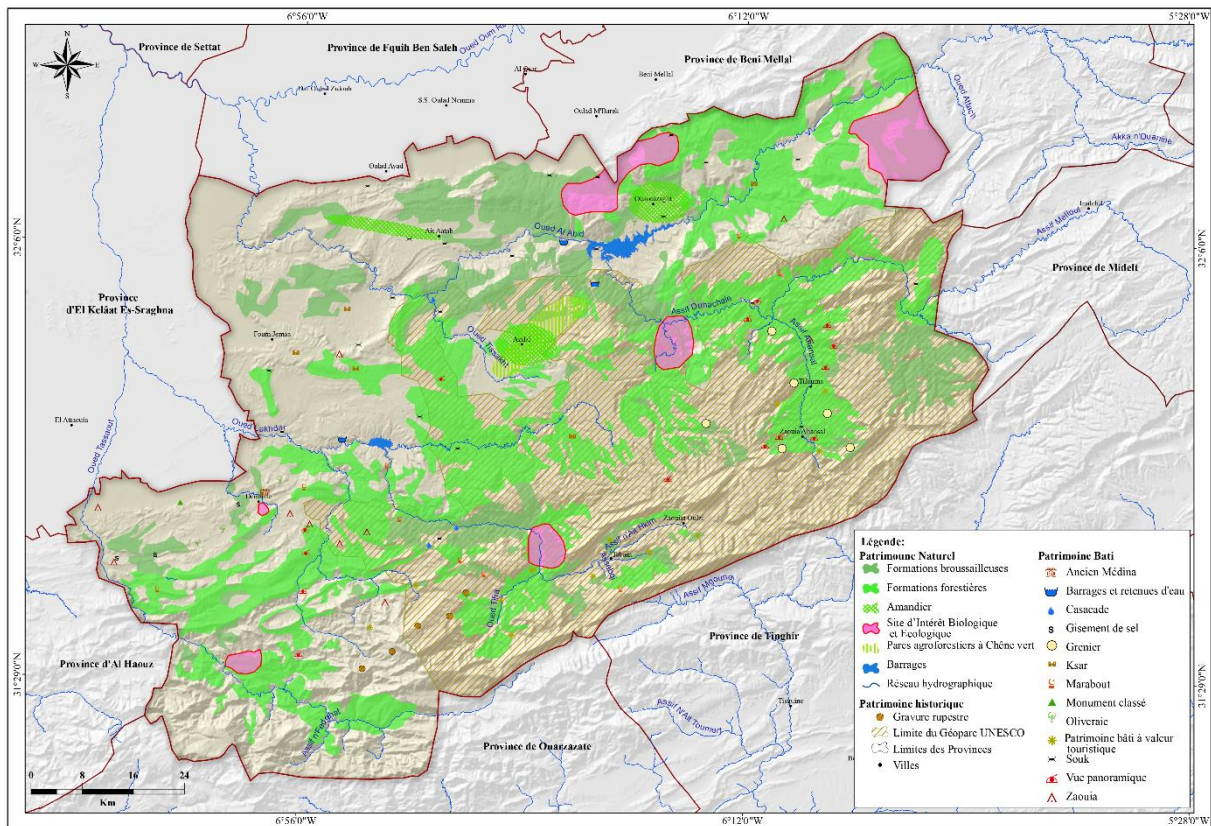
Le secteur du commerce joue un rôle significatif dans l'économie de la Province d'Azilal. Il génère des revenus pour une appréciable fraction de la population et touche de près la bourse de l'ensemble des agents économiques. La consommation qui était typiquement rurale a évolué en raison des mouvements humains qui ne cessent de se développer. Ceci est dû à l'introduction de nouvelles denrées dans l'alimentation quotidienne des habitants qui se traduisent par des mutations dans les habitudes de consommation.

Dans le tissu commercial de la province, on retrouve différents types d'activités commerciales réparties entre les grossistes, les demi-grossistes et les détaillants. Par exemple, il y a 33 grossistes, 39 demi-grossistes et 1736 détaillants dans le secteur de l'alimentation générale. Pour les légumes et les fruits, on compte 7 grossistes, 1 demi-grossiste et 190 détaillants. En ce qui concerne la viande rouge, il y a 1 grossiste et 239 détaillants, et pour le poulet industriel, on dénombre 19 grossistes et 217 détaillants.

Le recensement du commerce dans la province d'Azilal montre une diversité d'activités avec des chiffres significatifs. Par exemple, les détaillants de produits alimentaires sont au nombre de 1736, représentant 48,8% de l'ensemble. Les commerces d'habillement et de chaussures comptent 260 établissements, tandis que les cafés sont au nombre de 344. Les téléboutiques et les cyber-cafés sont également présents avec 286 et 63 établissements respectivement.

La province d'Azilal abrite actuellement 56 souks hebdomadaires qui servent de points d'approvisionnement pour les habitants. En ce qui concerne l'approvisionnement en produits alimentaires et industriels, la province dépend en grande partie d'autres provinces limitrophes, avec le grand moulin d'Azilal comme principale unité de production.

Sur le plan industriel, la province compte 18 établissements, représentant 6% au niveau régional. Ces unités ont généré une production industrielle d'environ 51,6 millions de dhs, avec une valeur ajoutée de 5 millions de dhs, contribuant ainsi à hauteur de 2% au niveau régional.



CARTE 5: Carte du patrimoine Naturel et Bati

5.1 Niveaux sociaux et développement local

Les conséquences des différents indices et des déficits associés peuvent avoir un impact significatif sur le développement et les conditions de vie des habitants des communes de la Province d'Azilal.

Le développement des communes au sein d'une province est mesuré à l'aide de l'Indice CDL (Coefficient de Développement Local). Selon cet indice, il existe des disparités significatives entre les communes. Les communes avec un indice CDL plus faible subissent souvent un retard de développement, ce qui peut conduire à des inégalités socio-économiques et diminuer la qualité de vie de leurs résidents. À l'opposé, celles avec un indice CDL plus élevé affichent souvent une meilleure qualité de vie, offrant à leurs habitants des opportunités économiques plus vastes. Cependant, l'indice CDL n'est qu'un reflet parmi d'autres des défis auxquels sont confrontées ces communes. Le déficit dans l'éducation, par exemple, est une préoccupation majeure. Lorsque l'accès à une éducation de qualité est limité, cela a des répercussions directes sur les opportunités d'emploi, entravant la mobilité sociale et le développement personnel des

individus. De plus, cela peut freiner le développement économique local, car une population moins éduquée peut avoir du mal à s'adapter aux changements socio-économiques.

De même, le déficit dans la santé est une autre préoccupation cruciale. Les résidents des zones touchées par ce déficit peuvent avoir des difficultés d'accès aux soins de santé, conduisant à des taux de morbidité élevés et réduisant l'espérance de vie. Ces problèmes de santé peuvent engendrer des coûts médicaux plus élevés pour les ménages, exacerbant ainsi les difficultés financières.

La vitalité économique est également une source de préoccupation. Un déficit dans l'activité économique limite non seulement les opportunités d'emploi, mais peut également affecter le niveau de vie, entraînant un taux de chômage élevé et une dépendance économique accrue vis-à-vis d'autres régions.

En outre, l'état de l'habitat dans certaines communes est préoccupant. La présence de logements insalubres, surpeuplés ou de mauvaise qualité peut avoir des répercussions directes sur la santé et le bien-être des résidents. Cette situation peut également rendre la région moins attrayante pour les investisseurs potentiels et les nouveaux résidents.

Enfin, un déficit dans les services sociaux peut avoir des conséquences dévastatrices, en particulier pour les plus vulnérables. La limitation de l'accès à des services tels que l'assistance sociale, la protection de l'enfance et les programmes de soutien aux familles affecte la qualité de vie.

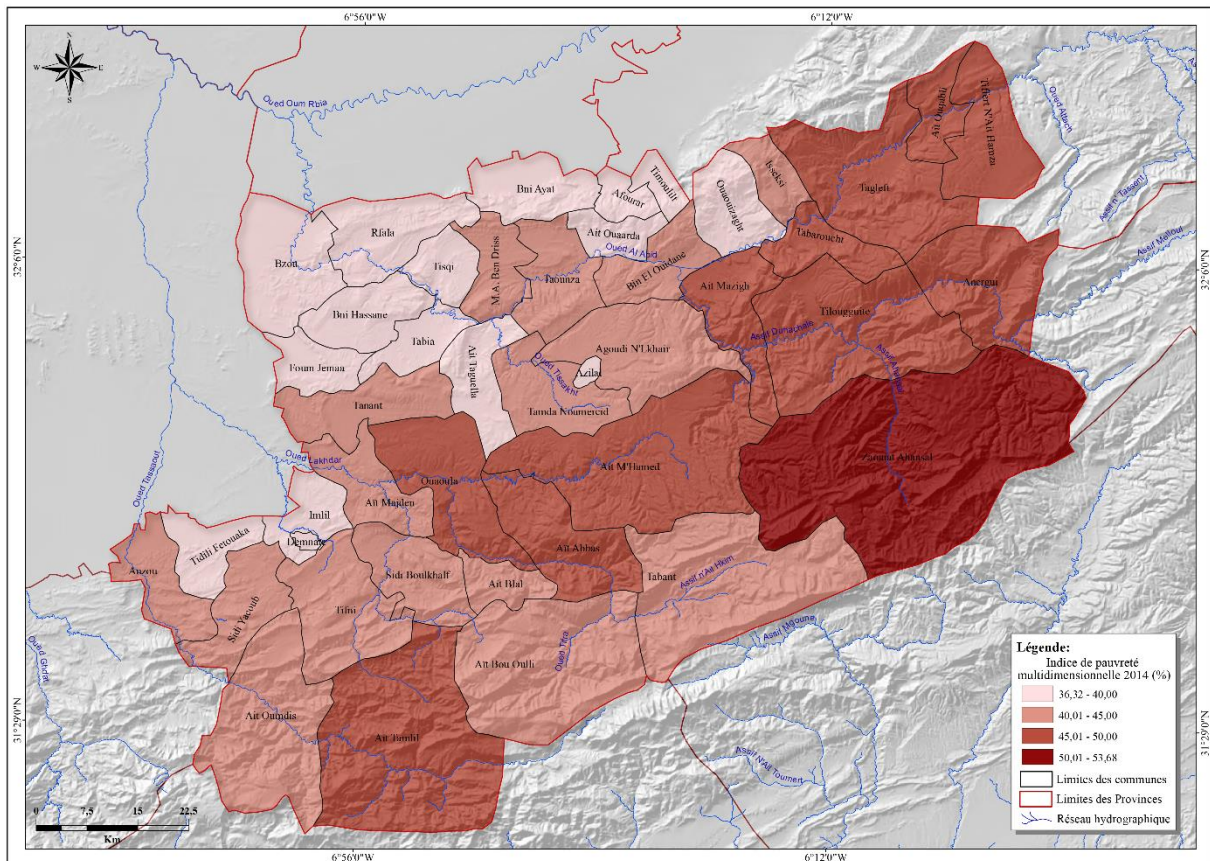
Cela peut également engendrer des inégalités sociales, affaiblissant ainsi le tissu social de la communauté. Plus l'indice est élevé, plus le niveau de développement est élevé. Dans ce tableau, les communes ont des indices CDL allant de 0,576 à 0,780. Cela indique que les communes présentent des niveaux de développement variables, allant d'un développement relativement faible à un développement relativement élevé.

On distingue ainsi trois catégories de communes selon le CDL.

- Catégorie 1 - Indice CDL inférieur à 0,6 : Les communes appartenant à cette catégorie présentent un niveau de développement relativement faible. Elles affichent des déficits

significatifs dans plusieurs domaines tels que l'éducation, la santé, l'activité économique, l'habitat, les services sociaux et le niveau de vie. Ces communes nécessitent des investissements importants pour améliorer les conditions de vie de leurs habitants. Exemples de communes dans cette catégorie : Tabia, Rfala, Tanant.

- Catégorie 2 - Indice CDL entre 0,6 et 0,7 : Les communes de cette catégorie montrent un niveau de développement légèrement supérieur à celui de la catégorie précédente. Bien qu'elles présentent toujours des déficits dans certains domaines, ils peuvent être légèrement moins importants. Des efforts supplémentaires doivent être déployés pour renforcer les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'activité économique, de l'habitat, des services sociaux et du niveau de vie. Exemples de communes dans cette catégorie : Tabant, Tidili Fetouaka, Ait Taguella.
- Catégorie 3 - Indice CDL supérieur à 0,7 : Les communes de cette catégorie affichent un niveau de développement relativement plus élevé par rapport aux catégories précédentes. Les déficits dans certains domaines peuvent être moins prononcés, mais des améliorations restent nécessaires. Il convient de consolider les progrès réalisés et de maintenir les investissements dans les secteurs clés pour garantir une croissance durable. Exemples de communes dans cette catégorie : Imlil, Bzou, Foum Jemaa.



CARTE 6 : Indice de pauvreté multidimensionnelle 2014 (%)

Figure 1 : carte d'indice de pauvreté multidimensionnelle 2014 (%)

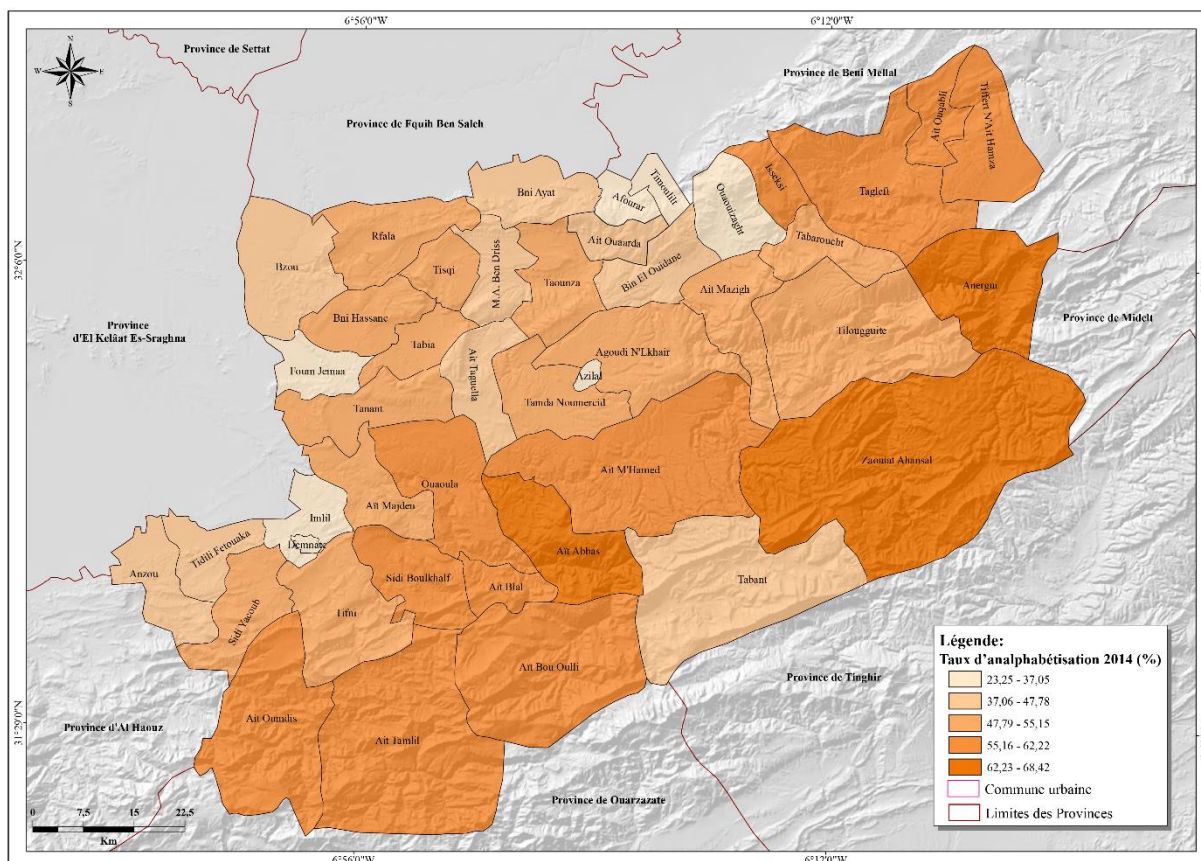
L'analyse des données relatives au développement des communes nous donne une image détaillée des domaines où il y a des lacunes. Les colonnes du tableau, telles que "Déficit Education", "Déficit Santé", "Déficit Activité Economique", "Déficit Habitat", "Déficit Services Sociaux" et "Déficit Niveau de Vie", mettent en lumière les déficits spécifiques de chaque domaine pour chaque commune. Par exemple, les valeurs associées au "Déficit Education" s'étendent de 0,537 à 0,648, ce qui révèle un besoin critique d'amélioration de l'éducation dans toutes les communes. De même, les autres domaines montrent également des variations significatives, indiquant des inégalités notables entre les communes.

Outre ces domaines spécifiques, la colonne "Population Légale en 2014" fournit des informations sur la taille de la population de chaque commune, allant de 4 202 à 38 520 habitants. Cependant, il est essentiel de se rappeler que ces chiffres sont basés sur des données de 2014 et que la situation actuelle pourrait être différente.

L'Indice CDL, qui varie entre 0,576 et 0,780, est une autre mesure essentielle. Cet indice offre une perspective globale du développement local, incorporant divers facteurs et indicateurs. Les communes affichant des indices CDL plus bas, en particulier celles en dessous de 0,6, rencontrent des défis considérables en matière de développement. L'amélioration de leurs indices nécessiterait des investissements significatifs dans des domaines tels que l'éducation, la santé, l'économie, l'habitat, les services sociaux et le niveau de vie.

En détaillant davantage, on constate que les déficits dans l'éducation pointent vers un besoin impérieux d'améliorer l'infrastructure scolaire et les ressources. Les lacunes dans la santé suggèrent une exigence pour des infrastructures médicales adéquates, un meilleur accès aux soins et une sensibilisation accrue. Le déficit économique met en avant la nécessité de stimuler la création d'emplois et de favoriser le développement local. Les problèmes liés à l'habitat indiquent le besoin de logements de meilleure qualité, tandis que les déficits dans les services sociaux et le niveau de vie montrent la nécessité d'améliorer la qualité et l'étendue des services sociaux, ainsi que d'atténuer les inégalités.

Face à ces enjeux, il est impératif pour ces communes de concentrer leurs efforts et ressources pour surmonter ces défis, améliorer leurs indicateurs et, finalement, offrir une meilleure qualité de vie à leurs résidents.



CARTE 7 : Taux d'analphabétisation 2014(%)

- **Services de santé :**

La santé est un pilier fondamental pour le bien-être d'une population. Cependant, les ratios actuels concernant l'accès aux professionnels et aux infrastructures de santé sont alarmants. Avec un ratio de 6 195 habitants pour un médecin, cela indique non seulement une surcharge de travail pour ces professionnels, mais aussi un défi majeur pour les patients qui cherchent à recevoir des soins médicaux. De plus, le ratio pour les infirmiers, qui se trouve à 1 773 habitants pour un infirmier, et celui pour les lits d'hôpital à 5 407:1, accentuent cette préoccupation. Une telle distribution ressources-habitants peut conduire à des délais prolongés pour les traitements, ainsi qu'à une baisse potentielle de la qualité des soins médicaux fournis.

De plus, le nombre d'habitants par établissement de soins de santé de base étant de 6 925:1, cela évoque une autre préoccupation quant à l'accessibilité. En particulier pour ceux qui résident dans des zones rurales éloignées, où les infrastructures peuvent être rares et les

distances à parcourir pour atteindre un établissement de santé peuvent être longues. Cela crée des obstacles supplémentaires pour ceux qui ont déjà du mal à accéder à des soins de qualité.

- **Education :**

L'éducation est l'un des facteurs les plus déterminants pour le développement d'une société, en influençant à la fois l'avenir individuel des citoyens et la trajectoire socio-économique de la nation dans son ensemble. À première vue, un taux de scolarisation élevé au niveau primaire (95%) est une réussite. Cependant, cette réussite semble être assombrie par le déclin observé au niveau collégial (82%) et plus encore au niveau lycéen (52%). Une telle tendance pourrait suggérer l'existence de barrières, qu'elles soient d'ordre économique, géographique ou socioculturel, empêchant la progression des élèves dans le système éducatif. La pression économique, par exemple, pourrait contraindre certains adolescents à abandonner leurs études pour contribuer au revenu familial.

Un autre point d'inquiétude est le taux d'analphabétisme, qui s'élève à 48%. Ce chiffre reflète une portion importante de la population qui pourrait rencontrer des défis dans des domaines tels que l'emploi, où la lecture et l'écriture sont souvent essentielles. Un taux d'analphabétisme aussi élevé peut entraver la productivité économique et limiter l'accessibilité à de nombreuses opportunités socio-économiques pour ces individus.

Les taux de décrochage scolaire au primaire (7%), au collège (14%) et au lycée (11%) accentuent l'urgence de la situation. Si on laisse ces chiffres sans intervention, les conséquences peuvent être durables, non seulement pour les individus concernés, mais aussi pour la société dans son ensemble. Ces décrocheurs sont souvent confrontés à des défis supplémentaires en termes d'employabilité, d'accès aux opportunités et de qualité de vie.

- **Économie et pauvreté :**

Le taux de pauvreté à 14,2% et le taux de vulnérabilité à 21% montrent clairement qu'une proportion substantielle de la population vit dans des conditions économiques défavorables. Ces chiffres impliquent que plus d'un tiers de la population pourrait avoir du mal à subvenir à ses besoins fondamentaux, tels que la nourriture, le logement et la santé. Cette précarité

peut être le résultat d'un accès limité aux ressources, d'une absence d'opportunités économiques ou de l'impact de catastrophes naturelles ou de crises économiques.

Cependant, un taux de chômage faible à 4% semble positif à première vue. Toutefois, ce chiffre peut être trompeur, surtout s'il est considéré dans le contexte d'une zone rurale. Dans de nombreuses zones rurales, la majorité de la population dépend de l'agriculture de subsistance, ce qui signifie qu'ils cultivent principalement pour leur propre consommation plutôt que pour la vente ou le commerce. Bien que cela puisse garantir un certain niveau de sécurité alimentaire, cela ne génère souvent pas de revenu monétaire suffisant pour répondre à d'autres besoins essentiels.

- **Accessibilité et infrastructures de base :**

L'accessibilité et la disponibilité des infrastructures de base, comme les routes, l'électricité et l'eau courante, sont essentielles pour améliorer le niveau de vie des habitants, favoriser le développement économique et assurer une qualité de vie décente. Les indicateurs relatifs à ces infrastructures en milieu rural fournissent des informations précieuses sur la situation actuelle et les défis à relever.

La distance moyenne de 5,74 km à la route revêtue la plus proche en milieu rural est significative. Cette distance pourrait rendre difficile l'accès à des services essentiels pour de nombreux habitants. Par exemple, en cas d'urgence médicale, le temps nécessaire pour atteindre un centre de santé pourrait être critique. De même, cette distance peut poser des problèmes pour les enfants qui doivent se rendre à l'école, ou pour les adultes cherchant à accéder au marché du travail ou à vendre leurs produits agricoles. Une route éloignée peut également augmenter les coûts de transport, rendant les produits de base plus chers pour les habitants.

L'accès aux services de base tels que l'électricité et l'eau courante est crucial pour la qualité de vie. Une proportion de 80% de ménages ruraux disposant de l'électricité est encourageante, mais cela signifie également que 20% des ménages sont toujours sans électricité. L'absence d'électricité peut limiter les opportunités éducatives, comme l'étude le

soir, et restreindre l'utilisation d'appareils essentiels, tels que les réfrigérateurs, qui peuvent améliorer la conservation des aliments et la santé.

Cependant, le défi le plus préoccupant semble être l'accès à l'eau courante, avec seulement 46% des ménages ruraux en bénéficiant. L'eau est fondamentale pour la vie quotidienne, la santé et l'hygiène. L'absence d'eau courante peut augmenter le risque de maladies d'origine hydrique, obliger les ménages à consacrer du temps à la collecte d'eau, et peut aussi affecter l'agriculture.

3.1 Ressources naturelles

3.1.1 L'eau

L'eau constitue l'une des ressources naturelles essentielles du Haut Atlas Central, grâce à la présence d'un réseau hydrographique important. La gestion de cette ressource revêt une importance cruciale pour le développement de l'agriculture et d'autres secteurs économiques locaux.

Au niveau national, « la généralisation du statut domanial de l'eau, la réforme de ses modes de répartition, l'articulation des objectifs locaux aux intérêts nationaux et des problématiques de l'amont aux territoires de l'aval, créent un contexte favorable à la limitation des spécificités locales. Il n'y a donc pas de réalité de la ressource qu'une fois celle-ci entrée dans un système collectif. Dans le cas de l'eau, cette entrée est matérialisée par la technique, et la diffusion du sens collectif conduit à l'existence du réseau normé. L'exercice de la gestion des ressources en eau se confronte ainsi à un système « eau » singularisé par l'articulation de ce que l'eau est et de la façon dont l'eau est pensée. »⁴⁵

Or, Alexandre montre qu'en tant que ressource collective, l'eau peut être perçue et gérée, de ses dimensions culturelles, sociales et économiques. « Pour comprendre le statut d'une eau perçue comme un bien divin, les modes de gestion coutumière présents dans l'Atlas marocain offrent un exemple particulièrement intéressant. Ils montrent, en outre, qu'on ne peut aborder cette question sans envisager la dimension collective qui caractérise la ressource : considérer l'eau

⁴⁵ Olivier Alexandre, « Lorsque la pénurie fait ressource. Etude géographique de la notion de ressource. L'exemple de la politique de l'eau au Maroc », Géocarrefour [En ligne], vol. 80/4 | 2005, mis en ligne le 01 juin 2009, consulté le 02 juillet 2023. URL : <http://journals.openedition.org/geocarrefour/1244> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/geocarrefour.1244>

comme un don du ciel correspond à intégrer l'aléa naturel comme une donnée immuable autour de laquelle se construit la solidarité du groupe. »⁴⁶

Les trois statuts majeurs de l'eau - don du ciel, marchandise et milieu - offrent un cadre d'analyse intéressant pour comprendre comment les attitudes envers cette ressource ont évolué. Le cas de l'Atlas marocain est particulièrement éclairant, montrant comment des formes de gestion coutumières basées sur la solidarité collective peuvent être perturbées ou transformées par des influences extérieures, telles que la colonisation ou les politiques étatiques.

La gestion de l'eau est en effet à l'intersection de nombreux domaines - écologique, social, économique, politique - et la compréhension de ses multiples dimensions est cruciale pour tout effort visant à la gérer de manière durable et équitable.

La gestion des ressources en eau peut donc être présentée comme articulant trois rapports au milieu et au manque d'eau ; ces rapports distinguent différentes fonctions à la gestion : organiser socialement la distribution, produire de l'eau pour la mettre en valeur et réguler la demande dans le cadre de l'intégration des secteurs d'usage

⁴⁶ Ibid

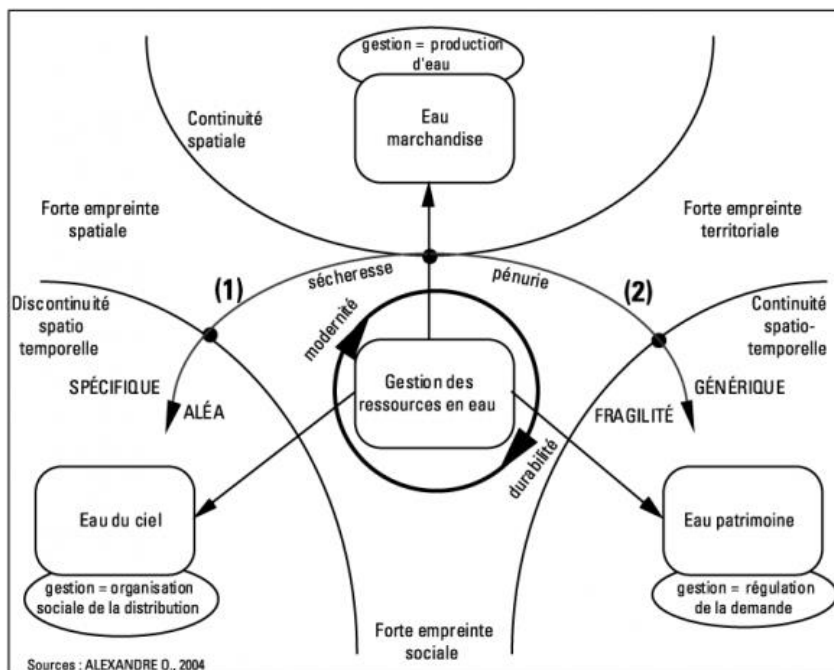


Figure 2 : schéma de gestion d'eau

Des stratégies de gestion de l'eau, telles que la mise en place de techniques d'irrigation efficaces et la promotion de pratiques de conservation de l'eau, sont essentielles pour atténuer le déficit hydrique. Il est également nécessaire de mettre en œuvre des mesures de lutte contre la déforestation, telles que des initiatives de reboisement, la promotion d'alternatives durables au bois de chauffage et la sensibilisation à l'importance de la conservation des forêts.

De plus, des pratiques pastorales durables et la mise en place de systèmes de pâturage rotationnel peuvent contribuer à soulager la pression sur les pâturages et contribuer à la restauration des écosystèmes.

3.1.2 La forêt

Au cœur du Haut Atlas Central, la région d'Azilal au Maroc est un véritable musée vivant où chênes verts, oliviers, et autres espèces indigènes se mêlent de manière intrinsèque à la culture locale. Ces paysages agroforestiers, façonnés par des générations de la communauté amazighe, incarnent une relation symbiotique entre l'homme et la nature, tout en reflétant les défis socio-économiques actuels.

Les forêts et parcs arborés d'Azilal ne sont pas le fruit du hasard. Ils racontent une histoire ancienne de l'adaptation humaine aux contraintes environnementales. En effet, les chênes verts, emblèmes de la région, ne sont pas les seuls résidus de forêts dégradées, mais sont rejoints par d'autres arbres pour former ces témoignages vivants des traditions agricoles de la région. Ces parcs arborés ont été façonnés par la main de l'homme, intégrant les arbres dans les cultures pour répondre aux besoins locaux tout en préservant l'équilibre de la nature.

Mais comme tout héritage, ces paysages sont aujourd'hui confrontés à des défis modernes. L'émigration, due à des contraintes socio-économiques, et les menaces liées au changement climatique, mettent en péril l'équilibre délicat de cette région. Il est donc impératif de reconnaître leur valeur non seulement pour leur biodiversité, mais aussi en tant que patrimoine culturel et historique.

L'étude dendrochronologique menée sur les chênes verts d'Azilal offre un aperçu fascinant de ces arbres majestueux. Avec une croissance annuelle moyenne de 2,54 mm/an et un âge estimé entre 160 et 177 ans⁴⁷ pour certains d'entre eux, ces arbres ont vu défiler les siècles. Leur morphologie et leur histoire révèlent des techniques agricoles traditionnelles, comme le recépage, et confirment qu'ils ont grandi dans des conditions optimales, en l'absence d'incendies majeurs depuis deux siècles.

Ce patrimoine est d'autant plus précieux lorsque l'on prend en compte le contexte régional. Le recul du chêne vert, emblème de cette région, est intimement lié à l'intervention humaine. Les photos aériennes et les images satellites illustrent les transformations du paysage d'Azilal au cours du siècle dernier. Malgré les mutations, Azilal maintient une constance dans ses pratiques agricoles, témoignant d'une relation profondément enracinée entre ses habitants et leur environnement.

La forêt d'Azilal, avec ses parcs agroforestiers, est un miroir de traditions, de résilience et d'adaptation. Les défis actuels ne doivent pas éclipser l'importance de ces paysages, qui sont autant de témoignages de l'harmonie entre l'homme et la nature. Pour préserver cet héritage, il

⁴⁷ Aude Nuscia Taïbi, Mustapha El Hannani, Yahia El Khalki et Aziz Ballouche, « Les parcs agroforestiers d'Azilal (Maroc) : une construction paysagère pluri-séculaire et toujours vivante », *Journal of Alpine Research / Revue de géographie alpine* [En ligne], 107-3 | 2019, mis en ligne le 20 décembre 2019, consulté le 01 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rga/6524> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.6524>

est essentiel de valoriser, protéger et transmettre ces paysages et savoir-faire pour les générations futures.

Azilal dispose du SIBE de Tamga qui constitué « l'une des huit S.I.B.E qui couvre le territoire du Géoparc de M'Goun qui est classé en catégorie N° 1 (bien préservé). La TAMGA est un site forestier exceptionnel pour le Maroc. C'est un environnement diversifié qui offre des paysages pittoresques et une remarquable diversité naturelle d'intérêt biologique et écologique (SIBE), et forme un écosystème typique de Pin d'Alep / Pinus Tamga (*Pinus halepensis*), réparti sur 8000 Ha (équipé d'un plan de gestion et d'aménagement) mixte avec du chêne vert, du cèdre berbère, et du genévrier thurifère; le thym, une sous-arbrisseau aromatique, domine de grandes surfaces de cette réserve. Selon le District Forestier de Tamga, la SIBE a une biodiversité particulière et abrite 33 espèces de mammifères. Ce dernier comprend 11 espèces d'intérêt national et mondial, 107 espèces d'oiseaux, 19 espèces de reptiles et d'autres espèces intéressantes, endémiques ou rares. »⁴⁸

3.1.3 Contraintes environnementales et résilience du territoire

Elle désigne sa capacité à résister à un choc ou « rebondir » face à une perturbation et à s'y adapter en regagnant graduellement l'état normal initial ou en évoluant vers un état jugé meilleur. La notion de résilience est nouvelle, complexe, dont le sens n'est pas encore stabilisé. Les événements climatiques extrêmes s'accompagnent d'inégalités sociales, économiques, culturelles, territoriales, d'insécurité alimentaire, de pollution, de risques sanitaires, etc. Walker et al. (2006) considèrent la résilience, l'adaptabilité et la transformabilité comme les principales caractéristiques qui façonnent les trajectoires futures des systèmes socio-écologiques »⁴⁹

Ces événements peuvent avoir un impact particulièrement dévastateur et durable sur les villes et les régions des pays en développement, retardant ainsi les progrès du développement et

⁴⁸Brahim Nait OUACHA et al., 2018 **International Journal of Science and Research (IJSR)**. Volume 7 Issue 10, October 2018. "The Geological Heritage of Central High Atlas: an Asset for Integrated Geotourism (Case of Assif Melloul Crossing (Common Territorial of Anergui and Tillouguite) in the Province of Azilal; Béni Mellal-Khénifra- Region/Morocco)."

⁴⁹ Walker, B. H., J. M. Anderies, A. P. Kinzig, and P. Ryan. 2006. Exploring resilience in social-ecological systems through comparative studies and theory development: introduction to the special issue. *Ecology and Society* 11(1): 12. [online] URL: <http://www.ecologyandsociety.org/vol11/iss1/art12/>

compromettant le bien-être des générations présentes et futures. Pour ces raisons, l'effort d'identification et d'évaluation des risques, de réduction de la vulnérabilité et de l'exposition, ainsi que d'augmentation de la résistance, de la capacité d'adaptation et de la préparation aux situations d'urgence afin de renforcer la résilience est en fait fondamental.

La résilience du territoire désigne sa capacité à résister à un choc ou « rebondir » face à une perturbation et à s'y adapter en regagnant graduellement l'état normal initial ou en évoluant vers un état jugé meilleur. La notion de résilience est nouvelle, complexe, dont le sens n'est pas encore stabilisé. Les événements climatiques extrêmes s'accompagnent d'inégalités sociales, économiques, culturelles, territoriales, d'insécurité alimentaire, de pollution, de risques sanitaires, etc.

Selon des chercheurs⁵⁰, les impacts des changements climatiques observés dans le Haut Atlas Central en se basant sur le cas d'Ait Bouguemez sont comme suit :

- Les pluies torrentielles ont entraîné des dégradations sur les habitations traditionnelles en argile et les pistes d'accès au douar.
- La coupure des accès a des impacts économiques et sociaux extrêmement forts sur les communautés, limitant les déplacements au souk pour vendre ou acheter des produits et nécessitant des déplacements à pied pour accéder aux soins de santé.
- Les pluies de printemps ont des effets bénéfiques sur les cultures tardives, favorisant leur croissance, mais ont des effets néfastes sur les cultures précoces, entraînant des dégâts de verse et des problèmes de qualité des produits.
- Les sécheresses affectent particulièrement les productions de fourrages, obligeant les communautés à acheter des compléments alimentaires au souk et à se tourner vers les espaces forestiers pour couper les feuillages des essences persistantes comme le Génévrier Thurifère.
- L'augmentation de la fréquence et de l'intensité des sécheresses depuis les années 1990 pousse les éleveurs à abattre des arbres, ce qui fragilise les écosystèmes forestiers malgré leur diversité.

⁵⁰ A.BOUTCHKKOUCHT, R.ELMOUFID. Caractérisation des changements climatiques dans la montagne du Haut Atlas Marocain : cas de la vallée des Ait Bouguemaz. International Journal of Advanced Research in Innovation, Management & Social Sciences Volume 4, Issue 4, December Year: 1-18.

- Les agriculteurs-éleveurs sont directement touchés par la réduction des fourrages, obligeant les femmes à parcourir de plus grandes distances pour trouver du bois et des feuilles pour nourrir les troupeaux en hiver.
- L'augmentation de l'érosion des sols, due à la disparition du couvert arboré, expose les communautés à des aléas naturels tels que les glissements de terrain et la perte de fertilité des sols.
- Ces conditions de vie difficiles entraînent un phénomène d'exode rural, poussant les jeunes hommes des foyers à migrer vers les villes pour trouver des moyens de subsistance, mais on observe également un retour annuel de ces jeunes pour aider aux travaux agricoles, notamment pendant les récoltes.
- « Les principales problématiques environnementales de la région sont liées aux ressources en eau et à la dégradation du couvert forestier. [] Par rapport à la déforestation les écosystèmes de la région sont dans un état de dégradation avancé en raison des défrichements et prélèvements excessifs en bois de feu, de l'amplification de l'érosion induisant l'envasement des barrages de Moulay Youssef, Bin Al Ouidane, Hassan I, et d'une pression pastorale excessive (2 fois la charge d'équilibre).»⁵¹.

L'activité agricole dans la région présente également des contraintes environnementales. L'utilisation prédominante de systèmes d'irrigation gravitaire entraîne des pertes d'eau considérables. De plus, la région a connu une succession d'années de sécheresse, ce qui met encore plus à rude épreuve les ressources en eau. L'extraction excessive des eaux souterraines a entraîné une baisse de la nappe phréatique, affectant la disponibilité de cette ressource vitale. Pour faire face à ces défis environnementaux, des efforts concertés et des pratiques durables sont nécessaires.

La reconnaissance des pratiques locales par l'administration forestière face à l'agdal. L'absence de cadre législatif empêche la mise en œuvre d'une reconnaissance concrète des pratiques locales et d'une gestion réellement participative.

⁵¹ Royaume du Maroc Programme de développement rural des zones de montagne (PDRZM) Rapport de conception finale Volume II : Documents de travail. 313 p. p. 206

« Le système *agdal* traduit donc le souci des populations locales de maintenir à moyen terme un stock de ressources forestières facilement accessibles. En revanche il ne constitue pas un mode de gestion écologiquement viable à long terme puisque la régénération y est quasiment inexistante à cause du pâturage. Par ailleurs, la façon dont sont gérés les espaces hors *agdal* témoigne d'une exploitation minière de la forêt due à la nécessité de satisfaire des besoins croissants, sans pouvoir assurer la préservation de la ressource sur le long terme. Le gain lié à la gestion *agdal* est donc largement minimisé sinon annulé face au besoin impérieux de prélèvement de bois»⁵²

*Plusieurs auteurs ont traité de l'importance de l'institution traditionnelle de l'agdal. Aussi, « L'agdal forestier est mis en place au niveau du village, unité socio-politique qui tend à prendre une importance croissante dans le Haut Atlas. Nous avons étudié une dizaine de villages de la fraction Aït Hakem dans la haute vallée Ait Bouguemez. Ici, chaque taqbilt villageoise - regroupant 50 à 100 foyers - décrète l'agdal sur une portion de son territoire forestier située à proximité du village. Sur ce territoire ouvert au pâturage toute l'année, la coupe de bois vif est strictement interdite pendant la période de fermeture. L'assemblée des chefs de familles (jmaa) décrète l'ouverture de l'agdal en hiver, quand la couverture neigeuse empêche le déplacement des hommes et des troupeaux. Chaque famille du village est alors autorisée à s'approvisionner en bois et fourrage foliaire. La durée d'ouverture est limitée à quelques jours ou quelques semaines, selon les conditions climatiques. Certains agdals n'ont pas été ouverts depuis plusieurs années. »*⁵³

La reconnaissance des savoirs et des pratiques des populations locales ainsi que leur participation dans la gestion des espaces naturels constituent un enjeu en soi. Il souligne également que la participation des communautés locales est importante pour définir ou redéfinir les modalités de gestion d'un territoire et d'une ressource qu'elles utilisent quotidiennement.

L'administration forestière marocaine a connu un changement de logique d'intervention et une apparition de préoccupations à caractère socioéconomique. L'apparition de préoccupations à caractère socioéconomique dans le discours de l'administration forestière marocaine. Cela

⁵² S. Hammi, Vincent Simonneaux, M. Alifriqui, L. Auclair, N. Montes. Evolution des recouvrements forestiers et de l'Occupation des sols entre 1964 et 2002 dans la haute vallée des Ait Bouguemez (Haut Atlas Central, Maroc). Impact des modes de gestion.. Science et changements planétaires / Sécheresse, 2007, 18, pp.271-277. 10.1684/sec.2007.0101. ird-00389794

⁵³ AUCLAIR L., De nouveaux enjeux pour de vieilles pratiques de gestion Les agdals forestiers du Haut Atlas central (Maroc). Séminaire de l'IFB, Fréjus 7-9 septembre 2005

signifie que l'administration forestière prend désormais en compte des aspects liés aux conditions sociales et économiques des populations locales dans sa gestion des ressources naturelles.

Planche 1 : patrimoine naturel

Photo 1 : Grotte Iminifri



Photo 2 : Ttrasse de dinosor



Photo 3 : Pont Iminifri



Photo 4 : Barage Bin Elouidane



Photo 5 : Valée Ait Bougemaz



Photo 6 : Cascade d'Ouzoud



CONCLUSION DU CHAPITRE 1

La province d'Azilal possède un attrait touristique unique grâce à sa combinaison de ressources naturelles et culturelles. Les forêts offrent des opportunités pour l'écotourisme, la randonnée et la découverte de la biodiversité locale. Les monuments architecturaux, avec leurs caractéristiques uniques, attirent également l'attention des visiteurs en quête d'histoire et d'authenticité.

L'artisanat traditionnel d'Azilal reflète la relation profonde entre la communauté locale et son environnement. Les compétences de tissage, de poterie et de sculpture sur bois sont transmises de génération en génération, créant ainsi un héritage culturel vivant. Les produits artisanaux, fabriqués à partir de matières premières locales, racontent des histoires uniques et attirent les amateurs d'authenticité.

Les marchés hebdomadaires et les points d'approvisionnement jouent un rôle crucial dans l'économie locale en reliant les producteurs aux consommateurs. Les activités commerciales variées, des aliments de base aux produits artisanaux, contribuent à la diversification économique de la région. Ils fournissent également des opportunités de subsistance pour de nombreux habitants.

Les défis auxquels la province d'Azilal est confrontée nécessitent des efforts coordonnés et ciblés. L'amélioration des infrastructures de transport pourrait faciliter l'accès aux marchés et aux services essentiels. La création d'opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat pour les jeunes peut inverser la tendance de l'exode rural, tandis que la préservation des ressources naturelles est essentielle pour assurer un avenir durable.

L'amélioration des services de santé et d'éducation est un facteur clé pour améliorer la qualité de vie des habitants. Investir dans la formation de professionnels de la santé et dans l'accessibilité aux soins médicaux de base pourrait réduire la charge de travail excessive et améliorer la qualité des soins. L'effort continu pour augmenter les taux de scolarisation et réduire l'analphabétisme est essentiel pour renforcer le capital humain de la région.

Bien que le taux de chômage soit relativement faible, la persistance de la pauvreté et de la vulnérabilité nécessite une approche holistique de développement économique. En

encourageant la création d'entreprises locales, en favorisant la valeur ajoutée des produits agricoles et artisanaux, la province peut diversifier ses sources de revenus et réduire la précarité économique.

Reconnaître le rôle crucial des ressources naturelles dans l'économie locale et l'identité culturelle est essentiel. La gestion efficace de l'eau et des forêts doit prendre en compte les pratiques traditionnelles et les connaissances locales tout en intégrant des approches modernes pour préserver ces ressources vitales.

Les événements climatiques extrêmes peuvent avoir des conséquences graves sur les populations locales. Investir dans des mesures de préparation et de réponse aux catastrophes, ainsi que dans des initiatives visant à renforcer la résilience des communautés, est essentiel pour minimiser les pertes et faciliter la récupération après des chocs.

Enfin, la province d'Azilal présente un mélange unique de ressources naturelles, culturelles et économiques, mais elle doit relever des défis complexes pour garantir un avenir prospère et durable pour ses habitants. Une approche holistique qui valorise les atouts locaux tout en abordant les problèmes sous-jacents est essentielle pour façonner le développement futur de la région.

Le développement de la province d'Azilal nécessite une approche coordonnée et transversale, prenant en compte des domaines tels que l'économie, l'emploi, l'environnement et la culture. L'efficacité des politiques publiques dépend de leur adaptabilité aux besoins locaux et de la manière dont elles interagissent avec d'autres politiques.

La gouvernance territoriale est un élément clé pour le succès des politiques publiques, car elle assure la prise en compte des besoins spécifiques de chaque territoire et encourage la participation des citoyens. Cependant, cette gouvernance est complexe et exige la création de mécanismes de coordination pour gérer les multiples niveaux de décision et les divers acteurs impliqués.

Dans le contexte d'Azilal, il est important de considérer des aspects physiques, économiques, sociaux et politiques pour évaluer le territoire de manière holistique. L'attention à la complexité locale et aux dynamiques régionales est essentielle pour développer des politiques efficaces.

En résumé, la politique territoriale implique la coordination des acteurs pour répondre aux besoins spécifiques de développement d'une région. Les deux approches, intervention publique directe et gouvernance partagée, peuvent se compléter. Dans le cas d'Azilal, la coordination entre acteurs, l'adaptabilité des politiques, la prise en compte de multiples dimensions et la création de mécanismes de gouvernance sont des éléments cruciaux pour le succès des politiques territoriales.

CHAPITRE 2 : ACTEURS ET DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

Introduction du chapitre

Au cœur de ce processus complexe, ce chapitre dédié aux entretiens et aux témoignages d'acteurs clés révèle une profondeur d'analyse et une richesse d'informations précieuses. Ces entretiens offrent plus qu'une simple perspective ; ils dévoilent des facettes multiples du développement, allant des défis structurels aux opportunités novatrices.

L'un des principaux enseignements qui se dégagent de ces discussions est la vitalité de la coordination et de la collaboration entre les différents acteurs. La synergie entre les organismes gouvernementaux tels que l'ANAPEC, la DPA, l'ODCO, l'INDH, et des acteurs locaux est remarquable. Cette collaboration transcende les silos traditionnels et met en avant l'importance de la coopération intersectorielle pour maximiser l'impact des initiatives.

En investissant simultanément dans des secteurs aussi variés que l'emploi, l'agriculture, l'artisanat, et le tourisme, les acteurs démontrent des logiques différentes, mais qui peuvent converger, une fois traduite au niveau local.

Mais au-delà des initiatives économiques, la démocratie participative et l'engagement citoyen émergent comme des piliers fondamentaux. Le rôle de la société civile, l'importance de la consultation et la mise en œuvre de mécanismes de gouvernance participative sont autant d'éléments qui renforcent l'inclusivité et la légitimité des initiatives de développement.

L'aspect culturel et patrimonial est également mis en avant, avec un accent particulier sur la préservation et la valorisation du patrimoine. Le géotourisme, par exemple, se pose comme une initiative innovante, fusionnant la valorisation économique avec la préservation du patrimoine.

Enfin, bien que les progrès réalisés soient notables, il est reconnu que le chemin vers un développement intégral est jonché de défis. Les contraintes budgétaires, les défis d'accès au financement et les conflits potentiels sont reconnus et abordés de manière proactive, soulignant l'engagement du Maroc à surmonter ces obstacles pour un avenir meilleur.

1. L'ANAPEC

L'ANAPEC, organisme public marocain, joue un rôle crucial en tant qu'intermédiaire sur le marché du travail. Son objectif principal est de rapprocher l'offre et la demande d'emploi en facilitant la rencontre entre les chercheurs d'emploi et les employeurs. Pour atteindre cet objectif, l'ANAPEC déploie plusieurs initiatives et services.

L'une des actions clés de l'ANAPEC est la mise en place de formations d'adaptation pour l'emploi. Ces formations sont conçues pour répondre aux besoins des entreprises en termes de ressources humaines. Afin de déterminer ces besoins, l'ANAPEC mène une enquête auprès des entreprises, ce qui lui permet de mieux comprendre les compétences requises sur le marché du travail. Par exemple, si les résultats de l'enquête révèlent un besoin en enseignants de français, l'ANAPEC organisera une formation spécifique dans ce domaine afin de former des chercheurs d'emploi répondant à cette demande spécifique.

Parallèlement, l'ANAPEC propose des formations contractualisées pour l'emploi. Ces formations sont développées en partenariat avec des entreprises locales qui expriment un besoin spécifique en termes de compétences. Par exemple, un regroupement de coopératives peut signaler un besoin en agents de qualité qui ne sont pas disponibles localement. Dans ce cas, l'ANAPEC rassemble un groupe de 20 personnes et organise une formation adaptée. Une fois la formation terminée, les entreprises s'engagent contractuellement à recruter l'un des participants.

De plus, l'ANAPEC offre des formations de reconversion et de qualification pour permettre aux individus de développer de nouvelles compétences ou d'améliorer leurs compétences existantes. Ces formations visent à soutenir les chercheurs d'emploi dans leur évolution professionnelle et à les aider à s'adapter aux besoins changeants du marché du travail.

Outre les formations, l'ANAPEC organise des ateliers axés sur l'employabilité. Ces ateliers visent à renforcer les compétences des chercheurs d'emploi dans des domaines tels que la rédaction de CV, la préparation aux entretiens d'embauche et la prospection d'entreprises. Ils offrent aux participants les outils nécessaires pour se démarquer sur le marché de l'emploi et accroître leurs chances de réussite.

En parallèle de ses actions liées à l'employabilité, l'ANAPEC s'engage également dans l'accompagnement des porteurs de projets dans la création d'entreprises. L'ANAPEC apporte un soutien aux entrepreneurs dans l'élaboration de leur business plan, la recherche de financement et les démarches administratives nécessaires à la création d'une entreprise. Cette initiative vise à encourager l'entrepreneuriat et à stimuler la création d'emplois au Maroc.

Néanmoins, l'ANAPEC est confrontée à certains défis. Par exemple, la viabilité à long terme des entreprises créées peut être remise en question, et certains secteurs, tels que le tourisme, ne créent pas autant d'emplois que prévu. Pour surmonter ces obstacles, l'ANAPEC cherche à renforcer ses collaborations avec d'autres organismes, tels que l'Agence de développement social, l'Office national de l'alphabétisation, l'Office national du prêt scolaire, l'Initiative nationale pour le développement humain, l'Entraide nationale, la Coopération allemande (GIZ), l'Association Minajliki et la Fondation Mohammed VI pour la création des entreprises. Ces partenariats visent à renforcer les actions entreprises par l'ANAPEC et à élargir leur impact.

2. Direction Provinciale de l'Agriculture d'Azilal

Lors de l'entretien avec la Direction Provinciale de l'Agriculture (DPA) d'Azilal, plusieurs aspects liés au développement agricole de la province ont été abordés. Lorsqu'un agriculteur souhaite investir dans son exploitation, il doit soumettre un dossier de demande d'approbation préalable à la DPA. Le contenu du dossier varie en fonction du type d'investissement envisagé. Le service technique de la DPA examine ensuite le dossier et effectue une visite sur le terrain pour évaluer le projet. Une fois l'investissement réalisé, un autre dossier est soumis pour évaluer les coûts du projet. Une commission approuve initialement le dossier, puis effectue une deuxième visite pour vérifier le projet réalisé, en se basant sur les factures fournies. Un procès-verbal est ensuite établi pour calculer la subvention, en tenant compte des plafonds préétablis. Le procès-verbal, ainsi que la décision, sont ensuite transmis au Crédit Agricole. Les différentes étapes de ce processus sont réparties sur une période allant de l'aménagement des terres jusqu'à l'achat de matériel agricole, y compris pour l'apiculture. Différentes catégories d'aides et de subventions sont disponibles pour les agriculteurs, notamment pour la construction de bâtiments d'élevage et de conditionnement.

La DPA établit également des partenariats d'agrégation avec des investisseurs qui fournissent un encadrement technique aux agriculteurs n'ayant pas les ressources financières nécessaires. En échange, l'investisseur achète le produit final des agriculteurs bénéficiaires. Ces partenariats permettent de développer une collaboration mutuellement avantageuse, dans laquelle les petits agriculteurs bénéficient d'un soutien technique et financier, tandis que l'investisseur a accès à la production agricole.

En ce qui concerne la conception de projets agricoles, la DPA effectue une prospection pour identifier les besoins et établir des fiches techniques détaillées. L'Agence de développement agricole élabore ensuite une étude approfondie sur la localisation du projet, la superficie, les chantiers et la répartition des coûts. Cette fiche technique passe par un processus de validation impliquant plusieurs commissions, dont le Conseil provincial et l'association de coopératives responsable de la gestion du projet. Une journée de rencontre est organisée pour valider le projet au niveau de la commune, en déterminant les besoins en termes de formation, d'équipement ou même de construction d'une unité de transformation. Lorsque les agriculteurs ne sont pas organisés en association ou en coopérative, ils peuvent établir un partenariat avec une liste de bénéficiaires validée par l'agence de développement agricole. Ensuite, une demande de financement est soumise au ministère, et un appel d'offres est lancé pour sélectionner l'entreprise qui réalisera le projet. Pour l'acquisition d'équipement, un suivi est effectué, notamment grâce à un programme de financement en partenariat avec le Fonds international de développement agricole (FIDA). Le bureau d'étude retenu dans le cadre de l'appel d'offres est responsable de la formation et de la fourniture de l'équipement.

En ce qui concerne les subventions, la DPA travaille en collaboration avec le Crédit Agricole pour gérer les dossiers de subvention. Elle n'a pas d'autres partenaires dans ce domaine. Les projets soumis à la DPA concernent principalement le secteur agricole. Cependant, lorsque des conseils techniques sont nécessaires dans d'autres domaines, la DPA peut faire appel à d'autres directions, comme la Direction des eaux et forêts, dans le cadre de projets liés à la filière karité, par exemple.

La DPA participe également à des actions de développement spécifiques en partenariat avec d'autres organismes. Par exemple, elle est partenaire dans le cadre du Programme de lutte contre la disparité sociale, qui implique plusieurs acteurs. Dans ce programme, chaque partenaire

contribue à la construction de pistes rurales et à l'aménagement des cours d'eau, en fonction de son pourcentage prédéfini. L'objectif de ces projets est de réduire la pauvreté en améliorant l'accès aux services et aux infrastructures.

En conclusion, la DPA d'Azilal joue un rôle clé dans le développement agricole de la province. Elle accompagne les agriculteurs dans leurs projets d'investissement, offre des formations, fournit des subventions et facilite la mise en place de partenariats. La DPA travaille en collaboration avec d'autres organismes et directions pour assurer une approche holistique du développement agricole et contribuer à la réduction de la pauvreté dans la province d'Azilal.

La Direction Provinciale de l'Agriculture (DPA) d'Azilal a joué un rôle crucial dans l'exécution de l'Initiative nationale pour le Développement humain (INDH), en se concentrant sur trois programmes majeurs. Le Programme Urgent 2005 a ciblé diverses associations provinciales, en mettant en avant des activités agricoles telles que l'élevage caprin, apicole et cunicole. Le Programme Transversal a assisté les structures locales dans l'identification et la structuration de projets, tandis que le Programme de Lutte contre la Pauvreté en Milieu Rural a impliqué la DPA dans le diagnostic participatif territorial. Ces initiatives ont abouti à des réalisations tangibles, notamment l'amélioration des conditions socio-économiques des femmes à travers l'octroi de caprins à des associations féminines et la mise en œuvre d'aménagements hydro-agricoles dans cinq communes rurales.

Ce travail s'inscrit dans le cadre d'un projet plus vaste de Développement Rural Intégré Centré sur la Petite et Moyenne Hydraulique (DRI-PMH), qui vise à mettre en place une nouvelle stratégie de développement rural d'ici 2020. Ce projet a des composantes variées, y compris la modernisation des systèmes d'irrigation, la promotion de l'agriculture et la création d'infrastructures sociales et économiques. Un partenariat avec l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) a été établi pour fournir une expertise technique et mener un programme de recherche-développement dans les zones concernées.

L'approche du projet repose sur la création d'un cadre technico-économique, la réalisation de recherches-développement participatives, et la mise en place d'un programme de vulgarisation agricole. L'étude aborde trois zones agro-écologiques distinctes et inclut des diagnostics et des

propositions d'améliorations, soutenus par un cadre technico-économique élaboré en collaboration avec l'INRA.

Par ailleurs, l'économie de la vallée d'Aït Bouguemmaz a connu une transformation significative. Jusque dans les années 1970, c'était une économie axée principalement sur l'agriculture et l'élevage. Le processus de modernisation a commencé au début des années 1970 avec l'arrivée des premiers camions et s'est accéléré au fil des décennies avec l'introduction de divers projets de grande envergure. La finalisation de la route Aït Mhammed-Aït Bouguemmaz en 2001 et le raccordement au réseau électrique national en 2002 ont marqué des tournants significatifs. L'économie locale s'est diversifiée pour inclure le tourisme et le travail en dehors de la vallée, et l'agriculture a vu l'introduction de nouvelles cultures et une transition vers des méthodes d'élevage plus modernes. Cependant, des défis subsistent, y compris les limitations des ressources foncières et hydriques et une faible productivité dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage. Le dynamisme associatif s'est également renforcé, contribuant au développement et à la coopération au sein de la vallée.

3. ODCO

Lors de notre entretien avec l'ODCO (Office de Développement de la Coopération), nous avons constaté que cet organisme respecte les programmes du gouvernement relatifs à l'économie sociale et solidaire. Il contribue également aux programmes sectoriels tels que le Plan Maroc Vert pour le développement de la coopération et l'INDH (Initiative Nationale pour le Développement Humain).

Dans le cadre des projets de coopératives, l'ODCO accorde des soutiens financiers, que ce soit par un budget direct ou par la fourniture de matériel, dans le but de développer et d'améliorer le rendement des coopératives. Cela contribue à assurer la continuité de leur activité et favorise le développement du territoire. L'ODCO collabore avec d'autres entités telles que les DPA (Directions Provinciales de l'Agriculture), les Chambres d'agriculture, l'artisanat, etc.

L'ODCO assure un accompagnement pour faciliter la gestion et l'organisation des coopératives, tout en cherchant à améliorer leur situation. Malgré un effectif très réduit, seulement deux personnes pour l'ensemble de la région, l'ODCO veille à la normalisation des coopératives. Il

propose également un accompagnement par le biais de formations, en collaboration avec l'ONCA (Office National de Commercialisation des Produits de l'Agriculture) par exemple.

La supervision des coopératives est assurée par l'ODCO afin de garantir le respect des lois qui les régissent. Des campagnes de sensibilisation sont menées pour informer les coopératives sur leurs obligations légales. Une sensibilisation est également réalisée pour mettre en avant le rôle et l'importance des coopératives dans l'amélioration de la situation socio-économique de ceux qui souhaitent les créer. L'ODCO travaille selon les moyens disponibles, en veillant à une certaine équité, en consacrant une période dans une province, puis dans une autre, en fonction des demandes des partenaires.

L'ODCO collabore avec de nombreux partenaires, tels que l'ONCA et l'ANAPEC, pour former le capital humain nécessaire au développement des coopératives. Les coopératives sont des projets collectifs qui visent l'intérêt général des collectivités locales en contribuant à l'amélioration de la situation socio-économique des membres.

Dans le cadre de la mise en œuvre des programmes gouvernementaux, l'ODCO collabore avec des ONG, des associations et d'autres partenaires. Des réunions sont organisées pour créer des unions de coopératives et sensibiliser sur leur importance pour l'amélioration et le développement des coopératives. L'ODCO mène également des campagnes de sensibilisation sur les nouvelles lois.

L'ODCO accompagne les coopératives lors de leur création pour vérifier la conformité des documents nécessaires et s'assurer de la durabilité des projets coopératifs. Il met l'accent sur la bonne gouvernance des coopératives en formant les membres aux techniques de gestion nécessaires pour gérer efficacement le projet. Cela inclut la création de plans d'action, les bilans de fin d'année, et d'autres aspects techniques.

4. INDH

Lors de l'entretien avec l'INDH à Azilal, de multiples sujets ont été examinés en profondeur. L'INDH a mis en avant certaines priorités au sein de ses programmes, mettant un fort accent sur les domaines tels que les activités génératrices de revenus, la santé et l'éducation.

Cependant, il est indéniable qu'il existe un besoin pressant en termes d'infrastructures de base pour combattre la précarité et soutenir les individus touchés par ces conditions difficiles.

Une réorientation des activités génératrices de revenus (AGR) vers la jeunesse est considérée comme essentielle pour maximiser les impacts. La situation actuelle de contraintes internationales et d'urgence sociale a entravé la réalisation d'études approfondies pour la conception de programmes appropriés. C'est pourquoi il est crucial de prendre des mesures immédiates pour répondre aux besoins fondamentaux, comme l'accès à l'eau, à l'éducation, à la santé et aux transports scolaires.

Malgré les réalités et les pressions de l'urgence, une approche rationnelle et basée sur des fondements scientifiques est nécessaire pour aborder les problématiques de développement. L'INDH collabore étroitement avec les élus, les organismes gouvernementaux et la société civile dans une démarche participative pour faire face aux enjeux locaux.

Cependant, la pression de l'urgence ne permet pas toujours une planification exhaustive ni une approche scientifique. Les contraintes budgétaires, la conception d'études appropriées et le suivi posent des défis significatifs.

Au-delà de la réalisation des projets et actions, garantir leur durabilité est crucial. Cela nécessite une réduction des contraintes liées à la mise en œuvre et l'engagement actif des bénéficiaires pour maintenir ces initiatives à long terme.

Les études jouent un rôle crucial dans la rationalisation des dépenses et la maximisation des résultats. L'adoption d'une approche théorique du développement est vitale pour concevoir des programmes adaptés à la réalité du terrain.

Le projet INDH a été conceptualisé au niveau législatif, s'appuyant sur la mise en œuvre par des acteurs dédiés. Le programme NT1 facilite cette mise en œuvre en fournissant des formations et des canaux de communication. Cependant, des défis concrets tels que la détérioration du matériel fourni lors des actions doivent être surmontés, exigeant l'engagement et le suivi rigoureux des partenaires impliqués.

Il est important de noter que l'INDH est souvent perçu comme une entité étatique par la population. Ainsi, un changement véritable doit être instauré de l'intérieur, avec la participation active des associations de la société civile. Le cadre social joue un rôle crucial dans le développement humain, contribuant de manière significative au progrès global.

5. Délégation de tourisme

Lors de l'entretien avec la Délégation provinciale du tourisme dans le cadre de notre travail de recherche sur le développement de la province d'Azilal, plusieurs points ont été abordés.

Il a été constaté que les indicateurs du tourisme sont faibles dans la province, mais son impact sur le développement local est très important. Azilal a été la première à appliquer la stratégie du tourisme rural, et ce modèle a été étendu à d'autres régions de l'arrière-pays. Le tourisme joue un rôle crucial dans le développement économique local, en particulier grâce aux sites phares de la province.

Cependant, les indicateurs de l'impact du tourisme sur le développement ne reflètent pas pleinement la réalité du terrain. La province compte sur de petites structures d'hébergement, par exemple à Ouzoud, où les deux tiers de la population travaillent dans des métiers liés au tourisme, que ce soit dans l'hébergement, la restauration, les services de guides, tant dans le secteur formel qu'informel.

Pour aborder la question du tourisme, il est essentiel de prendre en compte l'infrastructure routière et l'accessibilité, qui jouent un rôle primordial dans l'amélioration de l'attractivité de la province. Des projets sont en cours dans la région pour améliorer l'accessibilité, afin de favoriser un flux touristique plus important et d'accroître la compétitivité de la province par rapport à ses voisines.

La promotion du produit touristique est également un enjeu majeur. Malheureusement, il n'y a pas de budget dédié à l'établissement d'un plan d'action spécifique. Cependant, la Délégation provinciale du tourisme travaille en collaboration avec d'autres partenaires et acteurs pour mettre en place des actions de formation et d'accompagnement.

Dans le cadre de la préservation du patrimoine matériel et immatériel, la Délégation provinciale du tourisme propose des actions lors des conseils et s'assure du respect des normes lors de l'octroi des autorisations d'exploitation. Une charte est en place pour régir les relations avec les professionnels du tourisme, tels que le parc "La Belle du Jour" au parc M'Goun. Des formations sont également dispensées aux guides et aux propriétaires de gîtes, en collaboration avec la Direction provinciale de la Santé, les associations professionnelles, le ministère compétent et la GIZ.

En conclusion, bien que les indicateurs du tourisme ne reflètent pas pleinement l'impact réel dans la province d'Azilal, il est crucial de mettre en place des actions visant à améliorer l'accessibilité, promouvoir le produit touristique et préserver le patrimoine. La collaboration avec différents partenaires et acteurs est essentielle pour renforcer le secteur du tourisme et contribuer au développement socio-économique de la province.

6. Centre Régional d'Investissement

Lors de l'entretien avec le Centre Régional d'Investissement (CRI) dans le cadre de notre travail de recherche sur le développement d'Azilal, plusieurs aspects ont été abordés.

En tant qu'agence, le CRI anime et coordonne les différentes stratégies de développement initiées par les acteurs locaux. Il contribue au plan de développement régional ainsi qu'aux plans d'action communaux. L'objectif est d'intégrer les différents axes du développement économique de la région et de décliner au niveau régional les visions de développement économique national.

Le CRI met en œuvre des actions visant à promouvoir la région afin d'attirer davantage d'investisseurs et de créer de la valeur ajoutée et des emplois. Des journées d'études sont organisées, et une animation territoriale est mise en place pour promouvoir les aspects liés au développement économique de la région. Le CRI assure la coordination avec les différents acteurs dans les différents secteurs, en travaillant en collaboration avec la wilaya, le conseil régional, les autres services extérieurs, l'Agence urbaine et la CGEM. Il collabore également avec différentes coopérations internationales et ONG, telles que la coopération allemande,

belge, suisse et italienne, dans le but d'adopter une approche participative et de monter les projets avec tous les partenaires, y compris les citoyens.

Une des priorités du CRI est d'accorder de l'importance aux investisseurs, car ce sont eux qui évaluent l'efficacité de sa démarche. Il collecte un maximum d'informations auprès des différents services pour constituer une base de données qui permet d'aider plus efficacement les investisseurs en leur fournissant des données fiables et en leur permettant de mieux appréhender la situation et les contraintes. Cependant, le CRI fait face à des contraintes en termes de ressources humaines, car il manque de profils adéquats pour mener à bien ses missions.

Pour Azilal, le secteur touristique, l'artisanat, l'agriculture et les mines sont particulièrement concernés. Des activités économiques sont mises en place pour accueillir certaines industries légères, et la restauration du Géoparc va créer une dynamique supplémentaire dans le secteur du tourisme. Il est essentiel de développer les infrastructures d'hébergement pour répondre à la demande croissante des investisseurs étrangers dans le domaine des maisons d'hôtes. La stratégie de développement du secteur touristique met l'accent sur la mise à niveau des infrastructures de la province et le développement de l'hébergement chez l'habitant, une activité en plein essor. Il est également nécessaire de diversifier l'offre touristique et d'encourager les investisseurs privés à investir dans ce domaine. L'objectif est de maximiser les recettes touristiques en incitant les visiteurs à prolonger leur séjour et en proposant un large éventail d'infrastructures touristiques attractives, telles que le Dino Parc et le musée des sciences de la Terre.

Cependant, il existe des difficultés liées aux ressources humaines qualifiées, une problématique qui concerne le secteur touristique à l'échelle nationale. Au niveau de la province, il est nécessaire d'améliorer la promotion du territoire, car la région est souvent considérée comme une simple zone de passage. Le défi consiste à transformer la région en une destination touristique attractive. L'accessibilité est également un enjeu, même si des progrès ont été réalisés avec l'autoroute reliant Casablanca et la mise en place de voies à double sens. Il est important de dynamiser l'aéroport pour attirer davantage de lignes aériennes et favoriser le développement touristique de la région.

7. L'Agence de développement social

Lors de l'entretien avec le coordinateur régional et les cadres de l'Agence de Développement social (ADS), plusieurs points ont été abordés concernant la situation à Azilal. Voici une version mise au propre des notes :

Le constat du manque de ressources s'est accentué avec la sécheresse et le changement climatique. Il est important de se concentrer sur la problématique de la sécheresse, bien que les difficultés de prouver les changements climatiques persistent. La province d'Azilal est en plein processus de mutation socio-économique, caractérisée par plusieurs constatations au niveau social. Par exemple, il y a l'exode rural, l'immigration internationale et une population en quête de ressources. Les habitants sont de plus en plus focalisés sur leur territoire et cherchent des alternatives pour améliorer leurs revenus. Cependant, ils se demandent pourquoi ils n'ont pas accès à leurs droits fondamentaux tels que l'emploi, les services sociaux, la scolarisation, la santé, l'éducation et les infrastructures de base. Malgré la présence d'infrastructures de base, le phénomène de l'immigration persiste, ce qui se traduit par un exode rural et une expulsion des populations rurales vers d'autres territoires. Malgré les programmes mis en place par l'État et les initiatives locales visant à valoriser les filières économiques, à financer des initiatives locales, à promouvoir les activités génératrices de revenus, à favoriser la scolarisation et à lutter contre l'analphabétisme, le processus migratoire persiste et la population continue de quitter la région. Il est évident qu'il y a un problème qui mérite d'être résolu.

Il est nécessaire de reformuler et de revoir les stratégies de développement actuellement mises en œuvre. Il manque une convergence entre les acteurs et une concertation pour définir un projet commun ou une vision partagée de l'avenir du territoire. Il est indispensable d'établir une vision qui rassemble les acteurs et les oriente à court et moyen terme. Pour cela, l'Académie peut jouer un rôle en réalisant des analyses ascendantes, descendantes et transversales afin de trouver des intersections et des nouveautés. La régionalisation et ses programmes ont donné une plus grande importance à l'infrastructure de base, notamment l'accès à l'eau, à l'électricité et aux routes. Cependant, les cultures pratiquées dans la région ne fonctionnent pas comme elles le devraient et ne sont pas valorisées correctement, malgré les programmes existants. L'activité touristique à Azilal joue un rôle très important, mais il est nécessaire de se demander qui en profite réellement. Même parmi ceux qui ont accès aux informations et qui sont informés des

nouveautés, ce sont les plus vulnérables qui quittent la région, en particulier les jeunes qui cherchent des opportunités ailleurs. Si l'on examine les destinations privilégiées des jeunes selon le Haut-Commissariat au Plan, on constate qu'ils se tournent vers le béton ou l'agriculture. Le coût de la main-d'œuvre est devenu très élevé dans ces zones, et les rendements des cultures sont affectés par des problèmes tels que le manque d'eau, l'appauvrissement des sols et l'érosion.

Il convient de se questionner sur l'efficacité de ces programmes et de savoir s'ils contribuent réellement au développement durable. Malheureusement, il est rare de constater que ces programmes bénéficient véritablement au développement, ce qui explique pourquoi seules quelques personnes au sein de certaines coopératives en profitent. Cette zone a besoin d'une attention particulière. Certains acteurs ont proposé la création d'une agence de développement pour les zones montagneuses, chargée d'élaborer des stratégies de développement efficaces et efficaces, applicables et ayant un impact positif. Il est nécessaire de mettre en place une discrimination positive en termes d'accès au gaz, de préserver les forêts et de développer l'élevage en assurant un pâturage suffisant. Les filières économiques doivent être mises en valeur pour promouvoir le territoire. L'accès à l'éducation, aux services et à l'emploi est essentiel, et ces filières économiques sont comme la cerise sur le gâteau pour se démarquer et promouvoir le marketing territorial. Dans les zones où ces filières ont été valorisées et remarquées, les sociétés de capitalisme s'y sont intéressées et la population en a bénéficié.

Il est important de respecter le paysage et de ne pas laisser les structures s'implanter dans la région au détriment de la beauté des villages. Il faut revoir le problème du développement pour qu'il soit équilibré et prenne en compte le capital humain et la santé de la population. Il est essentiel de garder la population sur place afin de ne pas générer un tourisme de masse et des mutations importantes. Pour prévenir la délinquance, la prostitution, la drogue et d'autres problèmes, il est nécessaire de proposer des alternatives aux jeunes et de SVP veuillez trouver ci-dessous le texte mis au propre :

Lors de l'entretien avec le coordinateur régional et les cadres de l'Agence de Développement social (ADS), plusieurs constats ont été faits concernant le manque de ressources qui s'est accentué avec la sécheresse et le changement climatique. Il a été décidé de se focaliser sur la problématique de la sécheresse, tandis que les difficultés de prouver les changements climatiques persistent. Le territoire d'Azilal est en pleine mutation socio-économique, ce qui a

engendré plusieurs constatations au niveau social, telles que l'exode rural, l'immigration internationale et la recherche de ressources par la population. Les habitants sont davantage focalisés sur leur territoire, cherchent des alternatives, suivent les médias et les réseaux sociaux, et tentent d'améliorer leurs revenus. Cependant, ils se demandent pourquoi ils n'ont pas accès à leurs droits fondamentaux tels que l'emploi, les services sociaux, la scolarisation, la santé, l'éducation et les infrastructures de base. Malgré la présence d'infrastructures de base, le processus migratoire persiste, ce qui entraîne un exode rural et une expulsion des populations rurales de leurs territoires. Malgré les programmes mis en place par l'État, les services concentrés et les initiatives locales visant à valoriser les filières économiques, à financer des initiatives locales, à promouvoir les activités génératrices de revenus, à favoriser la scolarisation et à lutter contre l'analphabétisme, le processus migratoire se poursuit et la population continue de quitter le territoire. Il est clair qu'un problème persiste et nécessite une révision ou une reformulation des stratégies en vigueur. En effet, il y a un manque de convergence entre les acteurs et un problème de concertation et de fédération autour d'un projet ou d'une vision commune de l'avenir du territoire. Il est crucial de réunir les acteurs et de les orienter vers une vision collective à court et moyen terme. Pour cela, l'Académie pourrait jouer un rôle en réalisant des analyses ascendantes, descendantes et transversales afin de trouver des intersections et des nouveautés. La régionalisation et ses programmes ont accordé une plus grande importance à l'infrastructure de base, notamment l'accès à l'eau, à l'électricité et aux routes. Cependant, les cultures pratiquées dans la région ne fonctionnent pas comme elles le devraient et ne sont pas valorisées correctement, malgré les programmes existants. L'activité touristique à Azilal joue un rôle très important, mais il est nécessaire de se demander qui en profite réellement. Même parmi ceux qui ont le savoir et l'accès à l'information, ce sont les plus vulnérables qui quittent la région, en particulier les jeunes, qui ne peuvent plus rester sur leur territoire. Ils cherchent du travail dans des activités en dehors de leur région. En examinant simplement les statistiques du Haut-Commissariat au Plan (HCP), on constate que les jeunes ont tendance à se diriger soit vers le béton, soit vers l'agriculture. Le coût de la main-d'œuvre est devenu très élevé dans ces zones, et les rendements des cultures sont affectés par des problèmes tels que le manque d'eau, l'appauvrissement des sols et l'érosion. Il est donc nécessaire de se poser des questions sur l'efficacité de ces programmes et de se demander s'ils contribuent réellement au développement durable. Malheureusement, il est rare de constater que ces programmes ont un réel impact sur le développement. On entend parfois parler de

coopératives bénéficiant d'aides, mais ce sont seulement quelques personnes, tandis que d'autres sont laissées de côté. Cette zone nécessite donc une attention particulière. Certains acteurs ont proposé la création d'une agence de développement des zones montagneuses, qui serait chargée d'élaborer des stratégies de développement efficaces et efficientes, applicables et ayant un impact positif. Il serait nécessaire d'adopter une approche de discrimination positive en termes d'accès au gaz et de trouver des solutions à la dégradation de la forêt, à l'élevage et au pâturage. Il est également essentiel de valoriser les filières économiques afin de promouvoir le territoire. L'accès à l'éducation, aux services et à l'emploi est primordial, et ces filières économiques représentent un complément essentiel pour se démarquer et promouvoir le marketing territorial. Dans les zones où ces filières ont été valorisées et remarquées, les sociétés de capitalisme se sont intéressées à elles et la population en a bénéficié. Il est crucial de respecter le paysage et de veiller à ce que les structures implantées dans la région ne compromettent pas la beauté des villages. De plus, il est nécessaire de revoir le concept de développement pour qu'il soit équilibré et prenne en compte le capital humain et la santé de la population. Il est important de maintenir la population sur place afin d'éviter un tourisme de masse et des mutations importantes. Pour prévenir la délinquance, la prostitution, la drogue et autres problèmes, il est nécessaire de proposer des alternatives aux jeunes et de mettre en valeur les cultures locales. Il est regrettable de constater que, souvent, il n'y a pas de complémentarité entre le tourisme et les filières locales. Au lieu de promouvoir les produits des coopératives locales, on se contente de servir des produits achetés dans les grandes surfaces, ce qui rend difficile la compréhension de cette logique pour les coopératives. De nombreuses contraintes ont été identifiées lors de l'entretien, et il s'agit là d'une brève présentation des problèmes réels sur le terrain. Il ne faut pas oublier la pollution, qui entraîne une dégradation paysagère et une détérioration des ressources naturelles dans ces milieux, notamment en raison de l'absence de traitement des déchets ménagers. L'utilisation d'engrais et de pesticides pose également problème, compromettant la pureté des territoires et des cultures, ce qui entraîne la pollution des eaux. Parfois, on constate la mort de poissons dans les rivières à cause de cette pollution, car les produits sont utilisés sans analyses ni dosage adéquats. De plus, le drainage des eaux usées, notamment à Ouzoud, et l'utilisation de fosses septiques affectent la nappe phréatique et les ressources naturelles. La gouvernance est un autre enjeu important. Bien que l'expérience des plans communaux de développement ait été positive, elle a été interrompue, ce qui a entraîné un retour à une gestion communale aléatoire. De même, le Conseil provincial, bien qu'il

participe au financement de certains programmes et projets, ne joue pas pleinement son rôle institutionnel dans la dynamique régionale. Il est nécessaire d'adopter une approche régionale avec une vision claire et de favoriser la convergence des acteurs à l'échelle locale.

8. Les Eaux et forêts

La politique forestière au Maroc a connu des évolutions importantes ces dernières années. Les activités de la puissance publique, telles que les lois, les plans d'action et les projets territoriaux, ont été orientées vers la prise en charge des questions forestières. Ces initiatives se sont multipliées, abordant divers enjeux tels que la biodiversité, le reboisement, la désertification et le développement rural. L'engagement du Maroc sur la scène internationale a joué un rôle important dans la définition de la politique forestière nationale, mettant l'accent sur des valeurs universelles plutôt que sur des enjeux locaux et nationaux. Cette nouvelle orientation vise à faire du développement rural la finalité de l'administration forestière et à promouvoir la participation comme mode d'action privilégié. Ces évolutions témoignent d'une volonté de rupture avec les approches précédentes et soulignent l'importance accordée à la durabilité et à la gestion participative des ressources forestières au Maroc.

« Depuis le milieu de la décennie 1990, plans d'actions, programmes nationaux, stratégies, projets de développement forestier, propositions de loi, se sont multipliés au sein de l'administration. La quasi-totalité des questions forestières ont ainsi été abordées : biodiversité et aires protégées (AEFCS, 1996), reboisement, désertification (MADREF, 2001), aménagement des bassins versants (MCEF, 1998), développement forestier (MCEF, 1999). Dans leur grande majorité, ces initiatives ont été élaborées pour satisfaire aux engagements pris par le Maroc sur la scène de l'écopolitique internationale. Leur profusion témoigne de l'importance grandissante de valeurs considérées comme universelles dans la définition de la politique forestière nationale, au détriment d'enjeux locaux et nationaux. Les documents permettant de retracer cette dynamique, de même que la plupart des cadres forestiers interviewés, mettent en avant une volonté de rupture forte avec les approches qui prévalaient jusqu'alors. Deux éléments clés, étroitement interdépendants, caractérisent cette idée de rupture : le développement rural doit devenir la nouvelle finalité de l'administration tandis que son mode d'action privilégié devra reposer sur la participation. »⁵⁴

⁵⁴ Pierre-Marie Aubert. Les évolutions de la politique forestière au Maroc : entre réappropriation du modèle forestier français et idéalisation de la tribu. Rev. For. Fr. LXV - 4-2013

Genin et Alifiqui ont visé à travers, deux situations localisées dans le Haut Atlas central marocain, « à décrire comment des populations locales ont façonné des terroirs forestiers fonctionnels, à la fois sur les plans écologique, socio-économique et organisationnel, répondant à la nécessité d'exploiter les rares ressources disponibles tout en assurant leur pérennité. »⁵⁵ Ils montrent que :

- L'espace forestier du village d'Ibaqaliun est un exemple de gestion environnementale multifonctionnelle. Les paysages forestiers du village sont une mosaïque de milieux qui servent des fonctions diverses, du soutien à l'artisanat local avec les genévriers de Phénicie à la récolte de bois de chauffage et de fourrage dans l'agdal forestier. Ce dernier est même divisé en compartiments alternatifs pour assurer une gestion durable des ressources. D'autres zones sont réservées à des fonctions spécifiques, comme l'approvisionnement en bois de feu pour les ablutions de la mosquée.
- Les habitants d'Ibaqaliun ont également mis en place un système de rotation quadriennal dans les zones d'exploitation libre, pour permettre la régénération de la forêt. Ces zones sont cependant sélectives, excluant les zones les plus éloignées ou les moins accessibles où la coupe est déjà minimale. Cette complexité et diversité de l'espace forestier contribuent à la richesse écosystémique et soutiennent de multiples fonctions pour la communauté locale.
- Dans le cas de la commune de Aït M'Hamed, les parcs agroforestiers à frênes dimorphes jouent un rôle essentiel. Les frênes fournissent divers produits, notamment du bois de feu et d'œuvre, des produits alimentaires et médicinaux, des substances tinctoriales et du fourrage. Le cheptel local joue un rôle crucial dans la gestion de ces parcs, se nourrissant aussi bien de la strate herbacée ou arbustive du sous-bois que des ressources fourragères provenant des arbres eux-mêmes.
- Les enquêtes menées dans la région ont permis de mieux comprendre la structure, le fonctionnement et les fonctions de ce paysage culturel unique. Elles ont révélé des pratiques d'exploitation des arbres suivant un cycle temporel très rigoureux, visant à

⁵⁵ Didier Genin et Mohamed Alifiqui .La forêt rurale du Haut Atlas. »Terroirs fonctionnels et fonctions des paysages ». in Les terroirs au Sud, vers un nouveau modèle ?, IRD Éditions, 2016. p. 69-84

fournir du fourrage foliaire pour l'alimentation des troupeaux de petits ruminants, ainsi que des perches et des poutres pour la construction des toits des maisons et divers outils agricoles.

- Ces exemples illustrent la manière dont les communautés rurales peuvent gérer et exploiter leurs ressources forestières de manière durable et multifonctionnelle.

9. Résultats des Analyses des coopératives

La coopérative Flilo a été créée en 2018 à Demnate avec 6 membres et un capital initial de 3500 dirhams. Sa création visait à opérer légalement et répondre aux appels d'offres. Son activité principale est la production de miel. Elle propose divers services à ses adhérents, incluant l'approvisionnement en intrants, la formation en apiculture, la commercialisation et la gestion des ruches. Les bénéfices sont répartis selon les contributions et les tâches. Flilo est affiliée à l'Union de Coopératives de Demnate, ce qui élargit ses marchés et ses normes. Elle emploie 7 personnes, mais la gestion financière pose des défis. Elle rencontre des contraintes liées à la commercialisation, aux intempéries et aux formations répétitives.

La coopérative IGHIL a été créée en 2019 à Azilal. Sa création visait à adhérer à l'Union des Coopératives du Miel. Elle se concentre sur la production de miel. Elle offre des services d'approvisionnement, de commercialisation et de formation en gestion de projet et apiculture. Les adhésions nécessitent des ruches. IGHIL est affiliée à l'Union Atlas Azilal des coopératives. Les difficultés organisationnelles sont liées à un manque de formation en gestion. Elle est soutenue par des institutions locales et entretient des partenariats avec la délégation provinciale de l'agriculture et l'Union de Coopératives Atlas. Les contraintes majeures concernent la commercialisation, la gestion et les autorisations.

La coopérative TAYMAT AGRICOL TIMOLILTE a été créée en 2008 à Timolilte. Elle compte 20 membres, dont 15 femmes. Son objectif initial était de créer des emplois pour les diplômés et les femmes au foyer. Elle s'est spécialisée dans la production d'huile d'olive et offre des services d'approvisionnement, de commercialisation et de formation technique. Elle est affiliée au réseau Euromed pour l'économie solidaire en Italie et à l'association "Amis sans frontières du tourisme solidaire". Elle possède un local coopératif acquis et vise à se développer sur les marchés locaux et internationaux. Elle a des partenariats avec diverses entités pour la

formation, le financement et la commercialisation. Les contraintes concernent le transport et l'emballage.

La coopérative AJYAL a été créée en 2012 à Ait Atab avec 15 membres. Son objectif est d'améliorer la situation économique des membres en se concentrant sur l'élevage d'abeilles. Elle fournit des services tels que l'approvisionnement en intrants, la mise à disposition de ruches, la commercialisation et la formation. Les conditions d'adhésion requièrent que les membres soient des professionnels conformes aux normes de la coopérative. L'adhésion à l'Union des coopératives depuis 2017 renforce ses activités et l'unit aux salariés. Les difficultés concernent l'organisation interne et l'unique activité de production de miel.

L'Union Assal Manahil Ait Atab, créée en 2017, regroupe 12 coopératives avec pour objectifs la valorisation des produits et l'autorisation de l'ONSSA. Elle offre des services de provision en intrants et de commercialisation. L'Union possède ses propres locaux, une unité de transformation et une appellation d'origine protégée. Elle commercialise localement, régionalement et nationalement. Les partenariats avec la délégation provinciale d'agriculture et d'autres coopératives se concentrent sur la formation et l'équipement. Les contraintes incluent la gestion des conflits et la gestion des produits.

L'Union de coopérative Demnate, composée de 13 coopératives, a été créée en 2018 pour valoriser les produits et élargir les marchés. Elle offre des services de provision en intrants et de commercialisation. Elle facilite l'approvisionnement en miel et renforce les activités de ses membres. Les partenariats avec la délégation provinciale d'agriculture et d'autres entités se concentrent sur la formation et l'équipement. Les contraintes concernent la gestion des conflits et des produits, ainsi que les procédures de création et la garantie de qualité.

La coopérative Tafza agricole, créée en 2018, se focalise sur l'arborisation et propose des services de provision en intrants, de commercialisation et de formation. Les bénéfices proviennent de la plantation d'arbres. Les défis incluent la gestion financière et les politiques communales.

La coopérative Moghygy, fondée en 2003, se concentre sur le tissage de Kherka Bzioua et offre des services de commercialisation et de formation. Elle a obtenu une certification de marque

collective et commercialise localement, régionalement et nationalement. Les partenariats visent à obtenir un local. Les difficultés sont liées à l'organisation, à la gestion et aux financements.

La coopérative Tikniouine, créée dans la commune d'Ait Bouguemaz, se consacre à la production de pommes et de tomates. Elle propose des services de commercialisation et de formation en transformation et vente locale. La coopérative possède la certification de l'ONSSA et vise l'exportation. Elle a des partenariats avec la délégation provinciale d'agriculture. Les défis concernent le transport, la communication et la réglementation.

La coopérative Ait Bouli, créée en 2014, regroupe 181 membres et vise la valorisation et la commercialisation des produits locaux. Elle fournit des services de provision en matières premières, de commercialisation et de formation. L'adhésion implique l'engagement dans l'agriculture du safran. Elle possède une certification de l'ONSSA et commercialise sur commande. Les partenariats visent la formation, le financement et l'acquisition de matériel. Les contraintes incluent la commercialisation et l'accès au crédit.

L'analyse des activités, des objectifs, des services, des partenariats et des défis auxquels sont confrontées les coopératives fait ressortir que :

- Chaque coopérative a été créée avec des motivations spécifiques, telles que la valorisation des produits locaux, la création d'emplois, l'amélioration des conditions économiques des membres, la mise en place de cadres légaux et organisés, la réponse aux appels d'offres, etc. Ces motivations soulignent l'importance de l'engagement communautaire et de la création de valeur économique.
- Les coopératives se concentrent sur diverses activités telles que la production de miel, la culture de noyers, le tissage de produits artisanaux, la production de safran, la culture de pommes et de tomates, etc. Ces activités reflètent la diversité des ressources locales et des compétences des membres.
- Les services offerts aux membres incluent généralement l'approvisionnement en intrants, la commercialisation des produits, la formation en techniques agricoles et artisanales, ainsi que la gestion et la commercialisation. Ces services visent à améliorer les compétences, les revenus et la qualité des produits.

- Les conditions d'adhésion varient selon les coopératives, mais elles impliquent souvent un engagement dans les activités de la coopérative, le respect des règles internes et la fourniture exclusive de produits à la coopérative. Les cotisations et les droits d'adhésion sont également mentionnés.
- Les coopératives établissent des partenariats avec des entités locales, des institutions gouvernementales et des organisations non gouvernementales. Ces partenariats sont axés sur la formation, le financement, l'acquisition de matériel, la commercialisation et d'autres domaines clés liés au développement des coopératives.
- Les coopératives font face à des défis tels que la gestion financière, la commercialisation, la gestion des conflits internes, l'accès au crédit, la concurrence déloyale et les contraintes liées à la réglementation et aux certifications. Ces défis soulignent les besoins d'assistance et de renforcement des capacités.
- Plusieurs coopératives ont obtenu des certifications et des labels, tels que ceux de l'ONSSA et des appellations d'origine protégée. Ces certifications renforcent la qualité et la confiance dans les produits.
- Malgré les défis, les coopératives cherchent à s'améliorer en renforçant leurs partenariats, en développant de nouveaux marchés, en améliorant leurs compétences techniques et en élargissant leurs gammes de produits. Elles expriment l'intention de s'affilier à des unions ou réseaux pour ouvrir de nouveaux marchés et améliorer leurs normes.

Globalement, ces analyses montrent l'importance des coopératives dans le développement économique et social des régions au Maroc. Elles illustrent également les efforts déployés par les coopératives pour surmonter les défis et maximiser les avantages de la collaboration communautaire.

Planche 2 : une dynamique régionale pour le développement

Photo 1:Coopérative féminine multifonction Tinghmel



Photo 2 : Coopérative maison du safran



Photo 3 : Le salon régional de l'économie sociale et solidaire a Béni Mellal du 3 au 7 juillet 2019



Photo 4 : Atelier de formation pour les coopératives lors du salon régional de l'économie sociale et solidaire



Photo 5 : Première édition du salon International du Tourisme de l'Atlas a Beni Mellal du 11 au 14 juillet 2019



Photo 6 : Ceremonie du cloture du salon du Tourisme avec l'ambassadeur de Ghana l'invité d'honneur.



10. Géo park M'goun

L'objectif fondamental du géotourisme réside dans la promotion du développement touristique, tout en veillant à la conservation et/ou à la préservation des caractéristiques du patrimoine géologique. Les participants qui s'engagent dans des circuits géotouristiques sont généralement animés par un vif intérêt pour l'interaction avec les communautés locales, ainsi que pour l'observation des formations géologiques et autres éléments géologiques notables. Cette interaction s'épanouit à travers des moments où ils se connectent avec les habitants tout en observant les phénomènes géologiques, ou en participant à des activités qui y sont liées. Les guides locaux sont vivement appréciés par les géotouristes, car ils permettent d'approfondir leur compréhension des dimensions environnementales (abiotiques et biotiques) et culturelles de l'environnement qui les entoure. Le géotourisme engendre un impact positif en favorisant le tourisme axé sur les géosites, en préservant la diversité géologique, et en favorisant l'acquisition de connaissances en sciences de la Terre à travers une appréciation participative et un apprentissage enrichissant. Ces résultats sont obtenus grâce à diverses approches, telles que la visite de caractéristiques géologiques, l'utilisation de sentiers et de points de vue géologiques, la réalisation de visites guidées, d'activités géologiques et l'établissement de centres d'accueil dédiés aux géosites.

Le Géoparc de M'Goun, en particulier, abrite un patrimoine géologique et architectural d'une valeur exceptionnelle, ce qui justifie impérativement la nécessité de le préserver et de le mettre en valeur en tant que moteur pour le développement géotouristique.

Cela génère en retour un impact socio-économique direct sur la vie des populations locales, souvent en situation de marginalisation. Comme c'est le cas pour tous les géoparcs, le Géoparc de M'Goun va bien au-delà d'une simple accumulation de ressources géologiques au sein d'un territoire physique. Il constitue une entité dynamique ayant pour mission première de protéger et de valoriser le patrimoine géologique, ainsi que de favoriser le développement du géotourisme et la promotion du développement durable. En ce qui concerne la diversité florale, le Haut Atlas central est renommé pour son vaste éventail de flore, principalement composée d'arbustes et d'herbes bien adaptés aux conditions écologiques et climatiques variées.

L'évolution du paysage forestier est graduelle en fonction de l'altitude, abritant des espèces spécifiques adaptées à chaque tranche altitudinale.

Situé dans la région du Haut Atlas central au Maroc, le Géoparc M'Goun s'étend sur une superficie de 6000 km² et englobe le massif du M'Goun ainsi que les vallées environnantes. Sa gestion est le fruit d'une collaboration entre l'Association des Amis du Parc National du Haut Atlas (AAPNHA), le gouvernement marocain, des organisations non gouvernementales, des universités et des entreprises locales. Ce partenariat vise à préserver et à mettre en valeur le patrimoine géologique, culturel et environnemental de la région, tout en favorisant un développement économique durable. Le M'Goun est caractérisé par une géodiversité abondante, présentant des paysages spectaculaires, des canyons profonds, des formations rocheuses uniques et des fossiles anciens vieux de plusieurs millions d'années. Le Géoparc offre une variété d'activités touristiques et éducatives telles que la randonnée, l'escalade, l'observation de la faune et de la flore, l'exploration des traditions locales ainsi que la visite de sites archéologiques.

En tant que deuxième parc géologique créé en Afrique après celui du désert d'Atacama au Chili, et le premier au Maroc, le Géoparc M'Goun joue le rôle d'une destination touristique regorgeant de possibilités. Parmi les principales activités proposées, on compte la randonnée, l'alpinisme, le trekking, le VTT, les sports aquatiques, les activités hivernales, l'observation de la faune et de la flore, la visite de sites culturels et patrimoniaux, l'exploration géologique, la participation à des événements culturels et sociaux, ainsi que la découverte de la gastronomie locale. Le Géoparc propose également des programmes éducatifs et des activités pédagogiques visant à sensibiliser les visiteurs à la géologie, à la biologie, à l'archéologie et à l'histoire de la région.

Tizi -n- Tirghiste, etc. Ce géoparc comporte également des géopatrimoines ex-situ qui sont conservés dans des collections muséographiques. »⁵⁶

11. La Région

Le PDR prévoit que « 50 % du budget alloué à la province d'Azilal concerne le programme « Infrastructures, transport et énergie »⁵⁷

Le PDR prévoit également le projet ambitieux de création d'un DinoParc est actuellement en cours dans la commune de Sidi Boukhlef à Azilal. Le concept central du projet est la miniaturisation de la région et du Géo-parc M'Goun, avec une reconstitution grandeur nature des dinosaures et de leur cadre naturel. Le parc proposera de grands panneaux explicatifs, ludiques et pédagogiques, ainsi que des vitrines exposant des découvertes fascinantes, comme des ossements, des dents, des griffes et des œufs de dinosaures. De plus, il offrira un espace dédié à l'artisanat local, avec des ateliers de démonstration et d'apprentissage, et un espace consacré aux produits du terroir. Avec un budget de 55 MDHS, le projet a pour objectif de créer des emplois directs, de développer des infrastructures d'hébergement touristique comme des villages de vacances, et de favoriser le tourisme durable. Il contribuera également à l'accroissement des recettes touristiques de la région, tout en ayant un impact positif et équitable sur le développement économique local. Le projet augmentera l'attractivité de la région, la positionnant comme une destination phare de l'écotourisme et du développement durable. Il valorisera et préservera le patrimoine naturel et culturel de la région, et renforcera le Géoparc de M'Goun en mettant en valeur les traces de dinosaures sur le site.

Par ailleurs, le programme 4, axé sur l'artisanat et l'économie solidaire, propose un autre projet phare : la création du Musée national du tapis à Azilal. Ce musée comprendra une salle de formation professionnelle pour les artisans, proposant des cours de tissage et de conception de tapis, ainsi que des ateliers de travail. Il offrira également une salle d'exposition. Le projet a pour but de créer des emplois directs et de préserver des objets historiques précieux et des œuvres d'art provenant d'autres villes et régions. Il promouvra l'identité culturelle et historique

⁵⁶ Toufik Ait Omar. Les géopatrimoines de la partie Nord-Est du géoparc régional du M'Goun (Moyen Haut Atlas Central, Maroc) : Inventaire, évaluation et valorisation. Géographie. Université d'Angers; Université Sultan Moulay Slimane (Beni Mellal, Maroc), 2021. P.12

⁵⁷ ROYAUME DU MAROC. MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. CONSEIL RÉGIONAL DE BENI MELLAL – KHENIFRA. PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DE LA RÉGION BENI MELLAL – KHENIFRA 2016 – 2021. 145 p. p125

régionale liée au tapis et préservera l'authenticité de ce produit. En outre, il vise à promouvoir l'artisanat régional. Ces deux initiatives reflètent un engagement fort envers le développement durable, l'éducation, le patrimoine culturel et le soutien à l'économie locale.

12. Les Organisations de la société civile

La participation citoyenne associe l'information, la consultation et la concertation. Plusieurs définitions ont été proposées pour cerner le concept de "participation", de ses formes, de ses enjeux et des défis actuels dans la gouvernance locale.

Les six éléments considérés comme composantes de la démocratie participative dans le système juridique marocain, et qui sont le résultat d'une accumulation progressive sont :

(i) la constitutionnalisation des droits et des libertés fondamentales, (ii) la participation des ONG dans la gestion des affaires publiques, (iii) la constitutionnalisation du droit de soumettre des pétitions, (iv) les mécanismes de la bonne gouvernance dans le domaine démocratique et des droits de l'homme, (v) la promotion de la démocratie locale, (vi) la constitutionnalisation des institutions des droits de l'Homme et de la démocratie participative.

La constitution concrétise la volonté d'implication des citoyens dans les affaires publiques selon une vision globale intégrant différentes modalités :

- elle garantit aux citoyens l'exercice du pouvoir de pétition. "Les responsables de la gestion d'un service public doivent être à l'écoute des usagers ainsi qu'ils ont obligation de donner suite à leurs observations, propositions et doléances. De même qu'ils doivent rendre compte aux citoyens de la gestion des deniers publics dans le respect du droit en vigueur à travers les mécanismes de contrôle et d'évaluation. La participation se matérialise, par ailleurs, par l'implication du tissu associatif pour contribuer à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des décisions prises par les institutions élues et les pouvoirs publics. Elles peuvent également intervenir dans toutes les étapes de réalisation des projets décidés par les pouvoirs publics"⁵⁸. Cette participation vise également la création par les pouvoirs publics d'instance de concertation, en vue

58 ZAIR T. "Citoyenneté et démocratie participative au Maroc, les conditions de la construction d'un modèle".. Processus constitutionnels et processus démocratiques. Les expériences et les perspectives. Le Conseil constitutionnel du Royaume du Maroc, la Commission de Venise, l'Association Internationale de Droit Constitutionnel, l'Association marocaine de droit constitutionnel. Marrakech, 29-30 mars 2012.

d'associer les partenaires sociaux à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques.

- la participation des citoyens se fait aussi au niveau des Collectivités territoriales. Ces dernières sont contraintes de mettre en place des mécanismes participatifs de dialogue et de concertation à travers leurs conseils.
- le dispositif infraconstitutionnel se compose :
 - des lois organiques complétant le texte constitutionnel. "Ces lois organiques concernent les régimes juridiques pour l'exercice du droit de proposition en matière législative (article 14 de la constitution), la pratique du droit de pétition devant les pouvoirs publics (article 15 de la constitution) et l'introduction du droit de pétition devant les Conseils des Collectivités territoriales (articles 139 et 146 de la constitution)"⁵⁹.
 - des lois ordinaires dans le cadre du droit naturel exercé par le pouvoir législatif comme l'article 12 de la constitution qui renvoie à une loi pour la fixation de la contribution à l'évaluation des décisions par les associations ou encore l'article 157 qui prévoit une charte des services publics qui devrait contenir les mesures pour encourager la participation des usages en matière de gestion des services publics⁶⁰.

Sur le plan juridique

Plusieurs revendications ont été présentées par les associations⁶¹. Elles ont été formulées comme propositions d'amendements par rapport aux lois suivantes :

- Loi 75/00 relative aux associations⁶² :
- Loi 76/00 relative aux rassemblements publics⁶³

⁵⁹ ZAIR, op.cit.

⁶⁰ ibid

⁶¹ AMSED/cadre juridique des associations au Maroc : analyse et propositions de plaidoyer/avec l'appui du projet SANAD de l'USAID/février 2012

⁶² Article 1: augmenter le nombre minimum pour la constitution d'une association ; Article 3: préciser les termes utilisés (ordre public, etc.) ; Article 5: adopter le principe de déclaration et de publicité au lieu d'autorisation ; Article 8, 27, 30, 31, 32, 35, 36: suppression des peines privatives de liberté et allègement des amendes ; Articles 9 à 13 : mise à jour des textes et simplification de la procédure d'obtention de l'utilité publique ; Article 21 à 28 : appliquer le principe d'égalité entre les associations nationales et les associations étrangères ; Article 32: adopter la transparence et la bonne gouvernance concernant l'accès aux subventions publiques aux associations ;

⁶³ Article 1 et 2: adopter le principe de liberté pour les rassemblements publics des individus, de groupes d'associations légalement constituées ; Article 3: levée des contraintes procédurales relatives aux rassemblements des associations légalement constituées ; Article 4: adopter le principe de liberté de rassemblement sans limitation horaire ; Article 8, 9, 10, 14, 15, 16 et 21 : suppression des peines privatives de liberté et allègement des amendes pécuniaires ; Article 13: la justice est la seule compétente en cas de conflits ; Article 17 à 20 : reconnaître le droit à l'attroupement en conformité avec les dispositions de la nouvelle Constitution ;

La liberté d'association au Maroc est consacrée par plusieurs articles de la constitution de 2011. L'article 12 souligne que les associations "se constituent librement et exercent également en toute liberté leurs activités dans le respect de la constitution et de la loi", il précise "qu'elles ne peuvent être dissoutes ou suspendues qu'en vertu d'une décision de justice". D'autre part, l'article 29 réaffirme la garantie de cette liberté⁶⁴. Plus encore, la constitution confie aux associations un rôle important en soulignant que « Les associations intéressées à la chose publique et les organisations non gouvernementales, contribuent, dans le cadre de la démocratie participative, à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des décisions et des projets des institutions élues et des pouvoirs publics. Ces institutions et pouvoirs doivent organiser cette contribution conformément aux conditions et modalités fixées par la loi » (art. 12).

- **Les conclusions des focus group avec les associations**

- **Inclusion des associations dans l'évaluation du PAC** : Favoriser la participation active des associations dans l'évaluation en les impliquant dans la collecte de données, les enquêtes et les consultations. Utiliser l'expertise et l'expérience des associations pour analyser les résultats du PAC et formuler des recommandations pour son amélioration. Organiser des réunions régulières avec les associations pour discuter des résultats de l'évaluation et mettre en place des actions correctives.
- **Développement humain vs développement économique : Promotion de la dimension humaine** : Accorder une attention particulière à la qualité de l'éducation en investissant dans la formation des enseignants, l'amélioration des infrastructures scolaires et l'accès aux ressources pédagogiques. Assurer l'accès aux soins de santé de base en renforçant les infrastructures médicales, en favorisant la prévention des maladies et en sensibilisant la population aux questions de santé. Favoriser des opportunités économiques équitables en encourageant l'entrepreneuriat local, en facilitant l'accès au crédit et en promouvant le développement des compétences professionnelles.
- **Rôle du constitutionnel : Constitution comme référence** : Veiller à ce que les dispositions constitutionnelles relatives à l'égalité des chances et à la parité hommes-

⁶⁴ BENDOUROU O, « Les droits de l'homme dans la constitution marocaine de 2011: débats autour de certains droits et libertés », *La Revue des droits de l'homme*, 6 | 2014

femmes soient respectées et mises en œuvre dans toutes les politiques et programmes locaux. Sensibiliser les acteurs locaux à l'importance du respect de la Constitution en tant que fondement juridique des droits fondamentaux et de la démocratie. Former les autorités locales sur les dispositions constitutionnelles liées à la participation citoyenne et à l'inclusion sociale.

- **Intégration de la dimension de genre : Élimination des discriminations :** Mettre en place des mesures législatives et des politiques concrètes pour lutter contre les discriminations basées sur le genre et promouvoir l'égalité des chances. Sensibiliser la population aux questions de genre et aux droits des femmes afin de favoriser un changement d'attitude et de comportement. Encourager la participation active des femmes dans la vie politique, économique et sociale en éliminant les obstacles et en renforçant leur capacité à s'engager.
- **Intégration de la perspective de genre :** Former les décideurs et les planificateurs locaux sur l'analyse de genre et son application dans la conception des politiques et des projets. Établir des indicateurs et des mécanismes de suivi pour évaluer l'impact différencié des politiques sur les femmes et les hommes. Promouvoir la participation des femmes dans tous les domaines de décision, y compris la planification et la mise en œuvre des politiques locales.
- **Budget sensible au genre :** Établir un processus budgétaire inclusif qui tient compte des besoins spécifiques des femmes et des hommes dans l'allocation des ressources. Mettre en place des mécanismes de suivi pour évaluer l'impact des budgets sur l'égalité des sexes et réajuster les allocations si nécessaire. Promouvoir la transparence budgétaire en informant la population sur la répartition des ressources et en encourageant la participation citoyenne dans le processus budgétaire.
- **Création d'une commission dédiée aux relations avec les associations :** Établir un cadre institutionnel formel pour faciliter la coopération et la coordination entre les autorités locales et les associations. Organiser des réunions régulières entre la commission et les associations pour échanger des informations, partager les bonnes pratiques et résoudre les problèmes éventuels. Encourager la participation des associations dans la prise de décision en les impliquant dans les processus consultatifs et en valorisant leur expertise.

- **Communication et participation des citoyens : Canaux de communication :** Mettre en place des plateformes en ligne et des outils de communication pour recueillir les avis et les suggestions des citoyens. Organiser des réunions publiques et des forums ouverts pour permettre aux citoyens de s'exprimer et de participer activement à la vie locale. Utiliser les médias locaux et les réseaux sociaux pour informer les citoyens des décisions prises, des projets en cours et des opportunités de participation.
- **Mise en œuvre du PAC :** Dans le cadre de la mise en œuvre PAC, il est essentiel d'établir des partenariats stratégiques entre les autorités locales, les associations, les citoyens et les acteurs du secteur privé. Ces partenariats permettent de partager les responsabilités et les ressources nécessaires à la réalisation des objectifs du PAC. De plus, il est important de mettre en place des comités de coordination pour assurer une gestion collaborative des projets et des programmes, en favorisant la concertation et la coordination entre les différentes parties prenantes. Enfin, pour garantir une véritable participation citoyenne, il convient d'encourager l'engagement actif des citoyens et des associations dans toutes les phases de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation du PAC.
- **Évaluation de la démocratie participative :** Afin de mesurer l'efficacité de la démocratie participative au niveau local, il est primordial de mettre en place un mécanisme d'évaluation indépendant. Ce mécanisme sera chargé de surveiller et d'évaluer régulièrement la participation citoyenne, la transparence et l'efficacité des processus de décision. Il est important de collecter des données qualitatives et quantitatives sur ces aspects, en impliquant les citoyens eux-mêmes dans la collecte d'informations. Les résultats de l'évaluation serviront ensuite de base pour apporter des ajustements et améliorer continuellement les pratiques de démocratie participative, en prenant en compte les besoins et les attentes des citoyens.
- **L'amazighité :** La promotion de la langue et de la culture amazighes est un aspect crucial de l'intégration de l'amazighité. Pour cela, il est nécessaire d'introduire des programmes d'éducation qui mettent l'accent sur l'apprentissage de la langue amazighe et la sensibilisation à la culture amazighe. Ces programmes peuvent être mis en place à différents niveaux, que ce soit dans les écoles primaires, les collèges ou les lycées, afin de garantir une transmission générationnelle solide de la langue et de la culture.

Parallèlement aux initiatives éducatives, il est essentiel d'encourager l'utilisation de la langue amazighe dans les institutions locales et les médias. Cela permet de préserver la diversité linguistique du pays et de donner une voix aux communautés amazighes. Les institutions locales, telles que les administrations municipales et les organismes gouvernementaux, peuvent adopter des politiques linguistiques inclusives en reconnaissant la langue amazighe comme une langue officielle ou en encourageant son utilisation dans les communications officielles.

De plus, l'intégration de la langue amazighe dans les médias, qu'il s'agisse de la presse écrite, de la radio ou de la télévision, est essentielle pour garantir une visibilité et une valorisation adéquates de la culture amazighe. Cela permet également de renforcer le sentiment d'appartenance des communautés amazighes et de favoriser l'échange interculturel au sein de la société.

En favorisant la promotion de la langue amazighe et la valorisation de la culture amazighe, il est possible de renforcer l'identité culturelle amazighe et de préserver la diversité linguistique de manière durable. Cela contribue à la construction d'une société plus inclusive et respectueuse de toutes ses composantes culturelles.

13. Association des guides touristiques

« Au début des années 1980, sous l'impulsion d'André Fougerolles (ingénieur en hydroélectrique ayant une bonne connaissance de l'Atlas marocain et de ses habitants), un vaste programme de coopération franco marocaine est mis en place. Parmi de nombreuses actions visant au développement et à la promotion des économies montagnardes, le tourisme apparaît pour la première fois comme un axe à privilégier. Celui-ci fait l'objet d'un programme de développement intégré de la montagne marocaine intitulé Projet Haut Atlas Central (PHAC) qui fut mis en œuvre sur la zone pilote de la province d'Azilal, dans laquelle se situe la vallée des Aït Bouguemez. La mise en place d'un tel programme se fait néanmoins sur les bases d'un développement touristique existant. Plusieurs initiatives ont, à l'époque, déjà été lancées et répondent aux besoins d'un public de randonneurs naissant. Plusieurs acteurs de la dynamique touristique apparaissent alors : les guides, les gîteurs, les muletiers-cuisiniers. L'apparition des

guides est intéressante. Tout comme dans les Alpes françaises, le guidage apparaît à l'arrivée de « l'étranger », « du voyageur » qui vient à la montagne dans le but d'en gravir les sommets. »⁶⁵

Nouri, le président de l'association des guides d'Azil, explique les défis et les opportunités auxquels ils sont confrontés dans leur travail pour promouvoir et préserver le patrimoine local.

a) La sensibilisation au patrimoine local :

Nouri observe une négligence généralisée du patrimoine local à travers le Maroc. Il est préoccupé par le fait que bien que la population locale connaisse les traces de dinosaures présentes dans leur région, elle ne comprend pas pourquoi les touristes sont attirés par ce patrimoine. Il souligne que la population locale n'est pas consciente de l'importance de ce patrimoine, ni de son rôle dans le développement de la région. Il insiste sur le fait que la responsabilité de protéger et de sensibiliser la population à la valeur du patrimoine géologique et archéologique revient aux autorités locales.

b) Le rôle des guides :

Les guides touristiques font face à des défis lorsqu'ils accompagnent des groupes, notamment en raison de problèmes de communication avec les agences de voyage. Nouri mentionne que même si les guides travaillent avec ces agences, ils ne sont pas toujours informés du nombre de personnes dans le groupe.

Nouri met également en avant l'importance de la formation pour les guides, car ils sont les représentants du pays auprès des touristes. Les guides doivent être capables de répondre efficacement aux questions des touristes sur des sujets variés, de la politique à la géographie, en passant par l'histoire.

c) L'importance de la promotion du tourisme :

⁶⁵ Senil Nicolas, Julien Brice. Étude de la mise en tourisme sportive et patrimoniale d'une vallée de haute-montagne. Le cas de la vallée des Aït Bouguemez (Haut Atlas central, Maroc). In: Collection EDYTEM. Cahiers de géographie, numéro 14, 2013. Ressources patrimoniales et alternatives touristiques, entre oasis et montagne. pp. 57-66; doi : <https://doi.org/10.3406/edyte.2013.1224>
https://www.persee.fr/doc/edyte_1762-4304_2013_num_14_1_1224

Nouri souligne le besoin de promotion pour attirer plus de touristes à Azilal. Les efforts de promotion sont actuellement sporadiques et sont souvent réalisés avec des ressources personnelles, faute de soutien financier. Nouri souligne également la nécessité de faire preuve de plus de visibilité et de sensibilisation aux autorités locales pour valoriser et préserver le patrimoine local.

d) Les défis de l'entrepreneuriat dans le tourisme :

Il y a eu un projet de l'Anapec pour soutenir les auto-entrepreneurs avec un budget de 250 000 dirhams, mais Nouri dit qu'il n'a vu aucune visibilité de ce programme. Il exprime également la difficulté d'attirer les investisseurs à Azilal en raison de la distance par rapport à Marrakech et du coût du transport.

En conclusion, Nouri suggère que pour augmenter le tourisme à Azilal, il faut surmonter ces défis par une meilleure sensibilisation au patrimoine local, une formation améliorée pour les guides, une promotion plus efficace du tourisme et un soutien accru pour les entrepreneurs dans le domaine du tourisme.

- **Les guides touristiques**

L'âge et la génération des guides touristiques : L'analyse des données révèle que la majorité des guides touristiques sont nés dans les années 1970 (42%) et 1980 (40%), ce qui indique une présence significative de ces deux décennies dans la profession. La moyenne de l'année de naissance des guides est 1981, suggérant une concentration autour de cette période. Les guides nés dans les années 1960 représentent 11% de l'échantillon, apportant une expertise accumulée. En revanche, les guides plus jeunes nés après les années 1990 comptent pour seulement 7% de l'échantillon, suggérant une participation plus récente à l'industrie.

Lieu de naissance des guides touristiques : Les résultats montrent que Tabant est le lieu de naissance le plus fréquent parmi les guides (27%), suivi d'Azilal (16%). D'autres endroits comme Ait Taguela, Bin Elouidan, Zaouiat Ahnsal, Ait Bougmez et Ait Mhmed contribuent également à la naissance des guides. La catégorie "Autres lieux" représente 14% de l'échantillon, soulignant la diversité des origines géographiques des guides.

Niveau scolaire des guides touristiques : En ce qui concerne le niveau scolaire, la majorité des guides (72%) ont un niveau universitaire, montrant l'importance d'une formation poussée pour cette profession. Environ 14% ont un niveau scolaire secondaire, 12% ont suivi une formation professionnelle liée au tourisme ou à l'hôtellerie, et seulement 2% ont un niveau scolaire primaire. Cette répartition met en évidence le niveau d'éducation varié des guides touristiques et l'accent mis sur la formation universitaire.

Statut social des guides touristiques : Les guides touristiques ont majoritairement un statut marital marié (72%), tandis que 28% sont célibataires. Aucun guide n'est veuf dans l'échantillon. Ce statut marital peut influencer leur flexibilité et leur organisation professionnelle en fonction de leurs responsabilités familiales.

Lieu de résidence des guides touristiques : La plupart des guides résident à Marrakech (61%), suivis d'Ait Bougmez (13%), Azilal (11%) et Zaouiat Ahnsal (6%). Ces lieux de résidence reflètent les destinations populaires et les tendances géographiques de l'industrie du tourisme au Maroc.

Langues parlées par les guides touristiques : Tous les guides parlent l'amazigh, l'arabe et le français. Environ 49% des guides parlent anglais, 37% parlent espagnol, et 19% parlent allemand. D'autres langues, telles que l'italien et le portugais, sont également parlées par certains guides. Les compétences linguistiques multiples permettent aux guides de communiquer avec une variété de touristes internationaux.

Acquis sociaux des guides touristiques : Seuls 12% des guides bénéficient de la sécurité sociale, 10% ont une assurance, et 6% ont une couverture retraite. Ces chiffres soulignent la nécessité d'améliorer les conditions de travail et la protection sociale pour les guides touristiques.

En somme, l'analyse approfondie des guides touristiques au Maroc révèle leur répartition en termes d'âge, de lieu de naissance, de niveau scolaire, de statut social, de lieu de résidence, de compétences linguistiques et d'acquis sociaux. Ces informations offrent un aperçu complet de la profession de guide touristique au Maroc, soulignant à la fois la diversité de cette profession et les défis qui y sont associés.

Les guides touristiques présentent une diversité notable en termes de profils et de prestations offertes. Les données recueillies fournissent un aperçu approfondi des différentes dimensions de cette profession.

En ce qui concerne l'âge des guides, une majorité est née dans les années 1970 et 1980, avec une moyenne de naissance en 1981. Cela indique une concentration autour de ces décennies, suggérant une stabilité générationnelle. Les guides plus âgés nés dans les années 1960 apportent une expertise accumulée, tandis que les guides plus jeunes nés après les années 1990 sont moins fréquents.

Les lieux de naissance montrent que Tabant et Azilal sont les plus fréquents, soulignant une concentration géographique des guides dans ces régions. Cependant, d'autres lieux ont également contribué à la naissance des guides, reflétant une certaine diversité dans leur origine géographique.

En ce qui concerne le niveau scolaire, une majorité des guides ont un niveau universitaire (72%), soulignant la nécessité d'une formation approfondie dans le domaine. Environ 14% ont un niveau scolaire secondaire, tandis que 12% ont suivi une formation professionnelle liée au tourisme ou à l'hôtellerie.

Sur le plan social, la majorité des guides sont mariés (72%), tandis qu'une proportion notable est célibataire (28%). Ce statut social peut influencer la flexibilité et l'organisation professionnelle des guides.

En termes de lieu de résidence, la majorité des guides résident à Marrakech (61%), avec une présence significative d'autres guides à Ait Bougmez (13%) et Azilal (11%). Cela reflète les destinations populaires et les tendances géographiques de l'industrie.

En matière de compétences linguistiques, les guides parlent en moyenne 3,63 langues, avec une prédominance de l'amazigh, de l'arabe et du français. L'anglais, l'espagnol, l'allemand, l'italien et le portugais sont également bien représentés, ce qui leur permet de communiquer efficacement avec une clientèle internationale diversifiée.

En ce qui concerne les acquis sociaux, seulement 12% des guides ont la sécurité sociale, 10% ont une assurance et 6% ont une couverture retraite. Ces résultats soulignent la nécessité d'améliorer les conditions de travail et la protection sociale pour les guides.

Les raisons du choix du métier sont variées, allant de l'amour du métier (27%) à la découverte de nouveaux espaces (9%) et à la rencontre et au partage culturel (8%). Cela montre que les guides sont motivés par des facteurs divers.

En ce qui concerne les prestations, les guides offrent une variété de services, les visites de groupe (87%) et les visites individuelles (75%) étant les plus courantes. Les excursions à la journée (76%) et les randonnées (68%) sont également populaires.

Enfin, les nationalités des touristes fréquentés par les guides sont diverses, avec une présence marocaine (69%) ainsi que des touristes suisses, français, américains, espagnols, russes, allemands et anglais.

Les analyses basées sur les pourcentages des catégories de partenaires extérieurs des guides touristiques révèlent des tendances significatives. Les associations sont les partenaires dominants, représentant 59.64% des partenariats, ce qui souligne leur rôle central dans le secteur. Les guides eux-mêmes sont également des partenaires actifs, contribuant à hauteur de 34.97% des partenariats, ce qui dénote leur implication directe dans les activités touristiques.

Les agences de voyage, les tours opérateurs et les structures d'hébergement maintiennent des pourcentages similaires autour de 32.17%, indiquant une collaboration étroite pour offrir des services aux touristes. D'autres partenaires tels que les communes, provinces, régions, ADS, ONG et unions de coopératives ont des pourcentages variables, soulignant leur rôle moins prépondérant dans les partenariats liés aux services touristiques.

Quant aux types de partenariats, la formation est la plus fréquente avec 28.08%, reflétant l'importance de la mise à jour des compétences pour les guides. La vente (28.75%) et la commercialisation (22.92%) sont également notables, soulignant la nécessité d'une collaboration étroite pour promouvoir les services des guides. Le financement et le matériel sont moins fréquents avec des pourcentages de 7.50% et 14.17% respectivement, ce qui peut refléter des défis dans ces domaines.

En ce qui concerne la vision des guides touristiques sur leur métier, différentes perspectives sont exprimées. Certains perçoivent une croissance (16.30%), probablement liée à l'évolution positive du secteur. D'autres considèrent leur métier comme stable (29.07%), tandis que certains ressentent une décroissance (30.23%), attribuée à des problèmes spécifiques tels que la concurrence déloyale et la dévalorisation du métier. Certains guides ne savent pas comment

leur métier évoluera (16.28%), tandis que d'autres fournissent des commentaires spécifiques sur les défis auxquels ils sont confrontés.

Synthèse du développement du métier de guide touristique à Azilal :

L'analyse approfondie du métier de guide touristique à Azilal révèle des tendances significatives qui reflètent la diversité et la complexité de cette profession au Maroc. Les données recueillies mettent en lumière plusieurs dimensions clés qui contribuent au développement et à la consolidation de ce secteur.

- **Diversité générationnelle :** Le métier de guide touristique à Azilal présente une répartition générationnelle diversifiée. La majorité des guides sont nés dans les années 1970 et 1980, indiquant une présence significative de ces deux décennies dans la profession. Cela suggère une stabilité générationnelle et l'apport d'une expérience accumulée des guides nés dans les années 1960. La présence plus récente des guides nés après les années 1990 reflète une participation croissante des jeunes générations.
- **Origines géographiques variées :** Azilal, ainsi que Tabant, émergent comme les principaux lieux de naissance des guides touristiques. Cette concentration géographique dans ces régions témoigne de l'importance de ces zones en tant que bases pour les activités touristiques. Cependant, la diversité des origines géographiques, y compris des endroits tels qu'Ait Taguela, Bin Elouidan, Zaouiat Ahnsal, Ait Bougmez et Ait Mhmed, montre que le métier de guide est enraciné dans diverses communautés.
- **Éducation et formation :** Le niveau élevé d'éducation parmi les guides à Azilal est frappant. Une majorité d'entre eux possède un niveau universitaire, soulignant l'importance d'une formation approfondie pour exercer cette profession. L'accent mis sur la formation universitaire et les compétences spécialisées dans le domaine du tourisme et de l'hôtellerie renforce la qualité des services offerts aux touristes.
- **Influence du statut social :** Le statut social des guides à Azilal montre une prédominance des guides mariés. Ce statut peut influencer leur disponibilité et leur engagement professionnel en tenant compte de leurs responsabilités familiales. Il est donc crucial de tenir compte de ces considérations pour maintenir un équilibre entre la vie professionnelle et personnelle des guides.
- **Pôles d'activité et langues parcourues :** Les lieux de résidence des guides à Azilal, tels que Marrakech, Ait Bougmez et Zaouiat Ahnsal, reflètent les destinations

populaires et les tendances de l'industrie touristique. La diversité linguistique des guides est un atout majeur, avec la maîtrise de plusieurs langues, dont l'amazigh, l'arabe, le français, l'anglais, l'espagnol, l'allemand et d'autres, facilitant la communication avec une clientèle internationale variée.

- **Enjeux sociaux et perspectives :** Les défis sociaux tels que l'accès limité à la sécurité sociale, à l'assurance et à la couverture retraite soulignent la nécessité d'améliorer les conditions de travail et la protection sociale pour les guides. Les perspectives variées des guides quant à l'évolution de leur profession reflètent les enjeux et les opportunités complexes auxquels ils sont confrontés, tels que la croissance du secteur, la concurrence, et la valorisation de leur métier.
- **Partenariats et opportunités :** L'implication des guides dans des partenariats, qu'il s'agisse d'associations, de collaborations avec d'autres guides, d'agences de voyage ou de structures d'hébergement, témoigne de leur rôle actif dans le développement du secteur touristique. La variété des types de partenariats, de la formation à la commercialisation, souligne leur engagement pour améliorer leurs compétences et promouvoir leurs services.

CONCLUSION DU CHAPITRE 2

Les entretiens et les informations présentés dans ce chapitre offrent un aperçu profond des défis et des opportunités liés au développement socio-économique, à la participation citoyenne et à d'autres aspects pertinents dans le contexte marocain. Ces discussions ont abouti à des enseignements significatifs qui jettent une lumière éclairante sur les voies à suivre pour un développement local durable et inclusif. Voici quelques-unes des leçons clés qui se dégagent de ces échanges :

L'importance de la coordination et de la collaboration ressort clairement. Les acteurs gouvernementaux tels que l'ANAPEC, la DPA, l'ODCO, l'INDH, ainsi que des partenaires variés tels que les coopératives, les organisations de la société civile, les guides touristiques et le secteur privé, travaillent en synergie pour stimuler le développement local. Cette coopération active renforce la mise en œuvre des stratégies et des projets, optimisant ainsi leurs retombées positives.

Une approche diversifiée est cruciale pour un développement équilibré. Le Maroc adopte une approche holistique en abordant divers secteurs clés tels que l'emploi, l'agriculture, les coopératives, l'artisanat, le tourisme et la conservation environnementale. Cette diversification démontre la reconnaissance de la nécessité de traiter plusieurs aspects pour parvenir à un développement harmonieux et complet.

L'importance des ressources humaines qualifiées est une constante. La formation, la sensibilisation et l'amélioration des compétences sont des éléments clés pour favoriser le développement, qu'il s'agisse de l'emploi, du tourisme ou de la gestion des ressources. L'émergence de ressources humaines compétentes constitue un moteur essentiel du progrès local.

La participation citoyenne et l'engagement démocratique sont incontournables. Les discussions mettent en évidence le rôle central de la participation des citoyens dans le processus de développement. Les mécanismes de démocratie participative, comme l'intégration des droits dans la constitution, la consultation des ONG et la gouvernance locale, favorisent une prise de décision plus équilibrée et participative, renforçant ainsi la légitimité des initiatives.

La préservation et la promotion du patrimoine local jouent un rôle crucial. Les initiatives de géotourisme et de préservation culturelle, tels que le Géoparc et l'Association des guides touristiques, soulignent l'importance de préserver le patrimoine naturel et culturel tout en le valorisant de manière durable. Cette approche contribue non seulement au développement économique, mais aussi à la préservation de l'héritage culturel.

Les défis actuels sont abordés de manière proactive. Malgré les avancées réalisées, des défis persistants tels que le manque de ressources, les contraintes budgétaires, l'accès au crédit et la gestion des conflits subsistent. Les solutions évoquées, telles que la coordination renforcée, les partenariats stratégiques et l'amélioration des mécanismes de dialogue, montrent une approche proactive pour surmonter ces obstacles.

La durabilité et la diversification sont essentielles pour l'avenir. La durabilité est un thème transversal dans divers secteurs du développement, que ce soit la gestion forestière, le tourisme ou l'agriculture. La diversification des secteurs économiques et la préservation de l'environnement sont des éléments clés pour garantir un développement à long terme et respectueux de l'équilibre naturel.

En conclusion, ces entretiens ont mis en évidence des leçons précieuses qui apportent une perspective éclairante sur la complexité du développement socio-économique au Maroc. Ces enseignements mettent en avant la nécessité d'une approche globale, d'une participation active des acteurs locaux et de la population, ainsi que de la prise en compte des aspects culturels et environnementaux pour un développement durable et inclusif.

SYNTHÈSE DE LA DEUXIÈME PARTIE

Azilal se distingue par ses attraits touristiques exceptionnels, résultant de la convergence entre ressources naturelles et culturelles. Les forêts offrent une opportunité inégalée pour l'écotourisme et la découverte de la biodiversité, tandis que les monuments architecturaux captivent les visiteurs en quête d'expériences historiques et authentiques. Cette alliance unique attire des voyageurs cherchant des liens authentiques avec la nature et la culture locale.

L'artisanat traditionnel d'Azilal reflète la relation profonde entre la communauté locale et son environnement. Les compétences transmises de génération en génération, comme le tissage, la poterie et la sculpture sur bois, enrichissent l'héritage culturel vivant. Les produits artisanaux créés à partir de matières premières locales portent en eux des récits uniques et fascinent les amateurs d'authenticité et de savoir-faire traditionnel.

Les marchés locaux et les points d'approvisionnement jouent un rôle essentiel dans l'économie régionale. Ils assurent la liaison directe entre producteurs et consommateurs, contribuant significativement à la diversification économique de la province. Ces marchés proposent une variété d'articles allant des produits de base aux créations artisanales, soutenant ainsi la croissance économique et procurant des moyens de subsistance à de nombreux habitants.

Néanmoins, la province d'Azilal doit relever des défis complexes pour garantir un développement prospère. L'amélioration des infrastructures de transport est primordiale pour faciliter l'accès aux marchés et aux services essentiels. Créer des opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat pour les jeunes peut contrecarrer l'exode rural et dynamiser l'économie locale. La préservation soignée des ressources naturelles, notamment des forêts et des ressources hydriques, est également cruciale pour assurer un avenir durable pour la région.

L'amélioration des services de base, comme la santé et l'éducation, est un pilier clé pour améliorer la qualité de vie des habitants. Investir dans la formation de professionnels de la santé et rendre les soins médicaux de base plus accessibles peut réduire la charge de travail excessive et élever la qualité des services de santé. De plus, un effort continu pour accroître les taux de scolarisation renforcera le capital humain de la région.

La diversification économique demeure un objectif primordial pour faire face à la persistance de la pauvreté. Bien que le taux de chômage puisse être relativement faible, une approche globale du développement économique, en mettant l'accent sur la création d'entreprises locales

et la valorisation des produits agricoles et artisanaux, contribuera à atténuer les vulnérabilités économiques et à élargir les sources de revenus.

La gestion appropriée des ressources naturelles est au cœur de l'identité culturelle et de l'économie locale. Cette gestion doit équilibrer les pratiques traditionnelles avec les approches modernes pour préserver les ressources forestières et hydriques. Cette approche holistique maintiendra un équilibre entre développement économique et préservation environnementale.

En face des défis liés aux événements climatiques extrêmes, la résilience des communautés est cruciale. La préparation et la réponse aux catastrophes, ainsi que des initiatives pour renforcer la résilience des communautés face aux chocs climatiques, joueront un rôle central pour minimiser les pertes et favoriser une récupération rapide.

En fin de compte, la province d'Azilal détient un mélange exceptionnel de ressources naturelles, culturelles et économiques. La mise en œuvre d'une vision de développement holistique, en tirant parti des atouts locaux tout en abordant les défis sous-jacents, est essentielle pour façonner un avenir durable et prospère pour la région. Les entretiens avec des entités telles que l'ANAPEC, la DPA, l'ODCO, l'INDH et d'autres illustrent la valeur de la coordination et de la collaboration pour promouvoir le développement socio-économique d'Azilal. Les initiatives telles que le géotourisme et les projets régionaux démontrent également l'engagement du Maroc à exploiter ses atouts pour stimuler la croissance économique et améliorer la qualité de vie des habitants locaux.

PARTIE III : INTERCATIONS TERRITOIRE, ACTEURS ET DEVELOPPEMENT

INTRODUCTION A LA TROISIÈME PARTIE

Le développement territorial est un enjeu majeur pour la province d'Azilal, une région marquée par des défis socio-économiques et environnementaux complexes, notamment la gestion des ressources en eau. Le diagnostic territorial apparaît comme un outil crucial pour créer une vision commune du développement, tout en engageant divers acteurs dans un apprentissage collectif. Dans cette optique, ce texte argumente en faveur de l'adoption d'un diagnostic territorial comme fondement pour un développement durable et inclusif d'Azilal.

La construction d'une vision commune du territoire est un impératif pour un développement à long terme. À Azilal, la participation de divers groupes - communautés locales, décideurs politiques, chercheurs, entreprises et ONG - est essentielle pour "rapprocher les différentes visions du monde", comme l'indique le texte de référence.

Le diagnostic territorial peut également servir de "référentiel pour l'action, adaptable à chaque situation". En s'appuyant sur des données collectées et des études de cas, il est possible de concevoir des stratégies de gestion de l'eau qui soient à la fois efficaces et adaptées aux spécificités de la province d'Azilal. On peut noter avec Lardon et Pivauteau que « Le diagnostic de territoire est un moment privilégié de construction d'une vision commune du territoire. Il rapproche les différentes "visions du monde" des acteurs, pour qu'ils partagent un même avenir. Il est donc tout autant l'occasion que le moyen pour des acteurs d'horizons divers de travailler ensemble, afin de coordonner leurs actions. Comment alors favoriser la participation des acteurs à cette construction collective ? Peut-on constituer un référentiel pour l'action, adaptable à chaque situation ? Quel accompagnement concevoir ? Le diagnostic de territoire ne peut se suffire d'expertises extérieures ni d'expériences accumulées ; il ne peut être un "prêt à porter" ni une recette à suivre. Nous considérons qu'il correspond à un apprentissage collectif et, qu'à ce titre, il doit être approprié par les acteurs. »⁶⁶

⁶⁶ Sylvie Lardon et Vincent Piveteau, « Méthodologie de diagnostic pour le projet de territoire : une approche par les modèles spatiaux », Géocarrefour [En ligne], vol. 80/2 | 2005, mis en ligne le 01 décembre 2008, consulté le 18 décembre 2015. URL : <http://geocarrefour.revues.org/980>

Le diagnostic territorial est un outil dynamique qui peut révolutionner notre manière d'aborder le développement à Azilal.

CHAPITRE 1 : ENJEUX DE LA GOUVERNANCE TERRITORIALE

Introduction du chapitre

Le territoire de la Province tel que nous l'avons identifié intrinsèquement à partir de ses caractéristiques (géographie, climat, histoire, culture, etc.) manifestent des influences qui s'y développent ne provenant pas nécessairement de cet espace. À leur tour, les effets ne se limitent pas non plus dans cet espace, mais également de l'environnement naturel, institutionnel et économique.

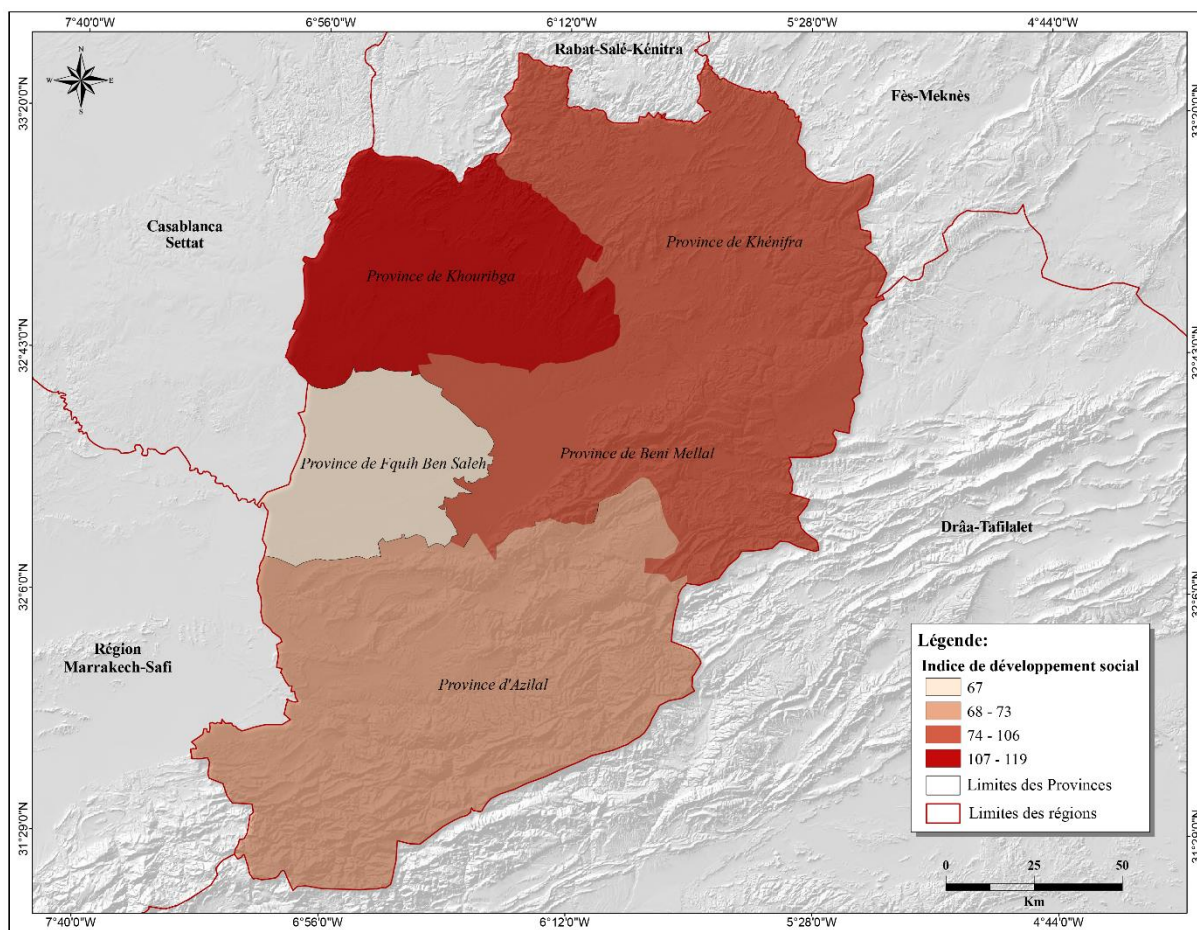
Dans une démarche d'analyse des projets de développement à long terme, notre démarche a été essentiellement dynamique : il s'agissait d'étudier les ressources spécifiques de la province et des zones homogènes qui ont été identifiées, en s'appuyant sur l'outil fondamental propre aux processus d'innovation qu'est l'organisation des acteurs au sein de ces territoires. Ceci a impliqué que soient prises en compte, de façon simultanée, les dimensions historico-culturelle, environnementale, sectorielle, institutionnelle et spatiale.

Nous avons pu montrer que le développement d'Azilal et de son territoire continue d'être perçu par les différents acteurs selon leurs attributions spécifiques. Le manque de construction d'une vision collectivement partagée du territoire empêche la compréhension des complémentarités entre ses différentes parties (haute montagne, moyenne montagne et plaines) et entre les différentes zones homogènes qui s'y dégagent en tant que bassin de vie autour des communes de haute montagne (Tabant, Zaouit Ahensal, Ait Boulli), de Demnate et des communes environnantes, de Ouaoizeght en tant que relais et de zone de confluences des communes autour de Bin El Ouidane, enfin les communes du bas-piémonts ayant une dynamique résolument tournée vers la plaine de Tadla et où la migration est accentuée. La province est caractérisée par des déséquilibres spatiaux, avec d'un côté des communes qui se vident et de l'autre une urbanisation galopante vers les centres urbains.

Les deux volets de cette problématique ont été être traités à travers l'analyse des potentialités et des forces des territoires, pour maintenir voire attirer des populations dans certaines communes ; de mobilisation des ressources territoriales et en améliorant l'efficacité des instruments d'intervention pour réduire les disparités territoriales.

1. Des zones à potentialités similaires

Le « bassin de vie" désigne une unité spatiale au sein de laquelle la majorité des habitants trouve à la fois des emplois et des services essentiels pour la vie quotidienne, comme les commerces, les écoles, les soins médicaux, et les lieux de loisir. Contrairement aux limites administratives comme les communes, départements ou régions, un bassin de vie est défini en fonction des comportements et des déplacements réels des personnes. Cette notion sert notamment à l'aménagement du territoire, en identifiant les espaces où des investissements en infrastructures ou services seraient les plus utiles ou nécessaires. Elle est aussi importante pour comprendre les dynamiques socio-économiques locales, comme la cohésion sociale, l'attractivité économique, ou encore les inégalités territoriales. Suite à la caractérisation du territoire et des différents enjeux relatifs aux activités économiques, on peut distinguer



CARTE 9 : Indice de développement social dans la région Beni Mellal Khénifra

- Le bassin de vie de DEMNATE, qui englobe les 12 communes de son cercle, est étroitement lié à la région de Marrakech, ainsi qu'aux zones d'El Haouze, El Kelaa et Marrakech. Cette proximité géographique crée des liens économiques, sociaux et culturels étroits entre ces régions. Marrakech, en tant que centre urbain majeur, joue un rôle moteur dans le développement de Demnate. Les échanges commerciaux et les activités économiques entre les deux régions sont fréquents, favorisant ainsi les opportunités d'emploi et les flux de marchandises. De plus, la proximité avec Marrakech offre aux habitants de Demnate un accès aux services, aux infrastructures et aux ressources disponibles dans la métropole, ce qui renforce leur qualité de vie.
- La zone d'influence d'AZILAL est principalement axée sur sa fonction administrative et ses services. Cependant, elle peine à attirer des activités économiques porteuses qui

pourraient stimuler son développement. Pour améliorer sa prospérité, la province d'Azilal pourrait bénéficier d'un développement économique plus soutenu et ciblé. Cela pourrait être réalisé en encourageant des secteurs économiques spécifiques qui tirent parti des ressources et des atouts de la région. En développant des projets touristiques, agricoles ou artisanaux adaptés au contexte local, Azilal pourrait se positionner comme une destination attractive pour les investisseurs et les visiteurs, tout en préservant son identité culturelle et environnementale.

- La zone de piémont autour d'AFOURAR et de Bzou. Afourer revêt une importance cruciale en tant que trait d'union entre la plaine du Tadla et la région montagneuse. Cette zone facilite les échanges commerciaux, culturels et sociaux entre les deux régions. Elle peut jouer un rôle de catalyseur pour le développement régional en favorisant les interactions économiques et en encourageant la collaboration entre les populations des plaines et des montagnes. En renforçant les infrastructures de transport et les connexions routières, la zone d'Afourar peut devenir un point névralgique pour le commerce, le tourisme et les investissements dans la région. BZOU occupe une position stratégique en tant que zone de piémont, reliant les régions du nord et du sud de l'Atlas. Il joue un rôle essentiel en tant qu'axe de pénétration dans l'Atlas grâce à sa proximité avec la route nationale reliant Fès à Marrakech. Cette situation géographique en fait une zone de passage stratégique pour les échanges commerciaux et les déplacements entre les différentes régions du Maroc.
- La zone du LAC DE BIN EL OUIDANE offre un potentiel touristique de plus en plus prometteur grâce à la présence de son lac de barrage. Ce site naturel attire de plus en plus de visiteurs en raison de ses paysages pittoresques et de ses possibilités d'activités récréatives autour du lac. Le développement du tourisme dans cette région offre des opportunités économiques pour les habitants locaux, en créant des emplois dans l'industrie du tourisme et en soutenant les services connexes tels que l'hôtellerie et la restauration. Toutefois, un équilibre délicat doit être trouvé pour préserver l'écosystème fragile du lac et de ses environs, tout en permettant un développement touristique durable et respectueux de l'environnement.
- La zone de HAUTE MONTAGNE possède un potentiel écologique précieux, mais il est menacé par une surexploitation des ressources naturelles. La préservation de cette

région unique est essentielle pour préserver sa biodiversité et son rôle crucial dans la régulation des écosystèmes. En encourageant un tourisme responsable et respectueux de l'environnement, cette zone peut bénéficier d'un développement économique durable, tout en protégeant ses ressources naturelles pour les générations futures. La zone de MONTAGNE ET FORÊT présente des potentialités écologiques significatives, notamment avec ses zones forestières. Cependant, ces ressources forestières subissent une dégradation rapide, nécessitant une gestion durable et des efforts de préservation. En mettant l'accent sur la protection des forêts et en favorisant des activités économiques respectueuses de l'environnement, cette région peut devenir un exemple de développement durable, tout en continuant à contribuer au développement économique des villes environnantes telles que Béni Mellal et Imilchil.

1. Ressources territoriales

Colletis et Pecqueur⁶⁷ proposent une typologie permettant de distinguer les actifs et les ressources, ainsi que de qualifier leur nature générique ou spécifique. Les actifs sont des facteurs en activité, tandis que les ressources sont des facteurs à exploiter, organiser ou révéler. Les ressources sont une réserve ou un potentiel latent qui peut devenir un actif selon les conditions de production ou de création technologique. Les actifs ou ressources génériques ont une valeur indépendante de leur participation à un processus de production et sont transférables, tandis que les actifs spécifiques ont une valeur dépendante des conditions d'utilisation et impliquent un coût élevé de transfert. Les ressources spécifiques ne peuvent pas être transférées et naissent de processus interactifs entre des acteurs aux compétences différentes, générant de nouvelles connaissances et configurations. Les actifs génériques ne permettent pas une différenciation durable d'un territoire, tandis que seules les ressources spécifiques peuvent donner lieu à une différenciation durable, liée aux conditions dans lesquelles elles sont engendrées. Ainsi, l'enjeu des stratégies de développement territorial est de saisir ces conditions

⁶⁷ Gabriel Colletis et Bernard Pecqueur, « Révélation de ressources spécifiques et coordination située », *Économie et institutions* [En ligne], 6-7 | 2005, mis en ligne le 31 janvier 2013, consulté le 25 avril 2023. URL :

et d'identifier le potentiel spécifique d'un territoire, souvent associé au concept de "patrimoine", en tenant compte du contexte dans lequel émergent les ressources spécifiques.

Pour appliquer ces idées au cas de la province d'Azilal, nous pouvons analyser les ressources génériques et spécifiques présentes dans la région, ainsi que les processus de métamorphose nécessaires pour les transformer en actifs spécifiques.

Une étude⁶⁸ menée par une équipe de chercheurs a tenté d'inventorier les ressources territoriales. Le rapport mentionne plusieurs ressources territoriales et patrimoniales de la région de Tadla-Azilal, dont voici un résumé :

- Les paysages de la région sont parmi les plus typiques du Maroc, offrant un important potentiel de développement basé sur les ressources patrimoniales :

. - La région possède plusieurs espèces arboricoles fruitières (olivier, figuier, amandier, noyer, prunier, pêcher) et du poisson d'eau douce comme ressource halieutique importante. Certaines variétés de céréales (blé dur), une espèce caprine ou bovine de montagne dite « beldi », les plantes aromatiques et médicinales (thym, romarin, ricin), l'apiculture, etc. sont également des ressources spécifiques de la région.

- La région possède un important patrimoine culturel et historique, notamment des sites archéologiques, des monuments historiques, des musées, des festivals et des événements culturels.

- La région possède également un patrimoine naturel important, avec des parcs nationaux, des réserves naturelles, des sites géologiques, des cascades, des grottes, des sources thermales, etc.

Émergence de la notion de ressource territoriale

Ce point fait référence aux travaux de Gumuchian et Pecqueur (2007). Ils introduisent la notion de ressource territoriale, qu'ils définissent comme une caractéristique construite d'un territoire spécifique dans une perspective de développement. Cette notion met en évidence le lien entre les ressources spécifiques et le développement d'un territoire. Les ressources territoriales vont

⁶⁸ Pierre-Antoine Landel, Nicolas Senil, Pascal Mao. ÉTUDE SUR LES POLES D'ECONOMIE D'UN PATRIMOINE DIAGNOSTIC STRATEGIQUE DES RESSOURCES PATRIMONIALES DE LA REGION DE TADLA AZILAL. 2007. halshs-01387639

au-delà des ressources spécifiques en englobant des aspects culturels, historiques et identitaires propres au territoire.

Gabriel Colletis, Bernard Pecqueur⁶⁹ précisent les caractéristiques de la ressource territoriale sont les suivantes :

1. Spécificité : La ressource territoriale est spécifique à un lieu donné en raison de son histoire, de sa culture et des pratiques locales. Elle se distingue par son caractère unique et ne peut être reproduite de manière identique ailleurs.
2. Potentialité : La ressource territoriale existe sous forme de potentiel ou de gisement, mais elle doit subir une transformation ou une métamorphose pour être valorisée et devenir un actif exploitable.
3. Cachée : La ressource territoriale n'est pas directement visible ou évidente. Elle nécessite un diagnostic approfondi et un dialogue partagé entre les acteurs pour être révélée. Elle est souvent liée au lieu et à des caractéristiques spécifiques qui la distinguent.
4. Renouvelabilité : Contrairement aux ressources naturelles qui peuvent s'épuiser, la ressource territoriale est a priori inépuisable. Cependant, les processus qui la font exister peuvent s'affaiblir ou disparaître, ce qui entraîne la disparition de la ressource territoriale.
5. Patrimonialisation : La ressource territoriale est de l'ordre de la patrimonialisation plutôt que de l'accumulation ou de la capitalisation. Elle ne s'exploite pas, mais s'active à travers son usage. Sa pérennisation nécessite un renouvellement constant de la politique publique et une concertation avec les acteurs locaux.

Selon les mêmes auteurs, Le processus de construction de la ressource territoriale repose sur le développement de stratégies de spécificité dans de nombreux territoires, où la compétition économique ne peut plus se limiter à la productivité et aux coûts réduits. Cependant, cela nécessite une gouvernance territoriale adaptée et une politique publique renouvelée. La ressource territoriale ne se trouve pas indépendamment du territoire, mais se construit avec lui, offrant de nouveaux potentiels de développement et d'activation des ressources. Pour cela, il est

⁶⁹ Gabriel Colletis, Bernard Pecqueur. « Révélation des ressources spécifiques territoriales et inégalités de développement. Le rôle de la proximité géographique. Dans Revue d'Économie Régionale & Urbaine 2018/5 (Décembre), pages 993 à 1011

essentiel de dépasser une vision simpliste de la ressource en considérant sa spécificité territoriale. Cette approche intégrée prend en compte les dimensions matérielles et immatérielles, est relative aux collectifs et s'inscrit dans une perspective systémique. Elle ouvre de nouvelles perspectives dans un monde marqué par l'incertitude et l'instabilité, en articulant le patrimoine du territoire avec la résolution de problèmes et la construction d'un projet territorial.

2. Problématique du patrimoine

Azilal est une région rurale du Maroc qui peut bénéficier de la valorisation de son patrimoine pour créer de nouvelles opportunités économiques. « L'entrée par le patrimoine est intéressante pour comprendre les processus et les modalités de la construction culturelle des territoires. Le recours au patrimoine permet aux acteurs de revendiquer, voire de légitimer, assez facilement (on pourrait presque dire "naturellement") un territoire, notamment dans son identité, dans son caractère de projet et dans ses délimitations, au sens de périmètre. En ce sens, se saisir du patrimoine pour justifier d'un territoire peut valoir comme méthode de travail dans les différentes phases du diagnostic. »⁷⁰

La province possède un riche patrimoine culturel, notamment dans les domaines de l'artisanat, de l'agriculture traditionnelle et des savoir-faire locaux. En mettant l'accent sur la valorisation des produits du terroir et des métiers artisanaux, Azilal peut adopter une stratégie alternative au modèle agricole productiviste et favoriser de nouveaux modèles de développement axés sur la préservation du patrimoine. Par exemple, la promotion des tapis berbères d'Azilal, réputés pour leur qualité et leur beauté, pourrait stimuler le tourisme local et créer des opportunités d'emploi pour les artisans locaux. De plus, la protection des milieux fragiles tels que les paysages montagneux et les ressources naturelles de la province peut non seulement répondre à des exigences législatives, mais aussi contribuer à la préservation de l'identité culturelle et à la revitalisation socio-économique de la région. Cependant, il est important de prendre en compte les éventuels conflits et résistances qui peuvent surgir lors de l'utilisation du patrimoine comme levier de développement. Certains acteurs locaux peuvent exprimer une méfiance à l'égard de

⁷⁰ Emmanuelle Bonerandi, « Le recours au patrimoine, modèle culturel pour le territoire ? », Géocarrefour [En ligne], vol. 80/2 | 2005, mis en ligne le 01 décembre 2008, consulté le 23 décembre 2015. URL : <http://geocarrefour.revues.org/991>

la transformation de l'ancien outil de production en vecteur de développement, ou craindre une perte d'authenticité culturelle due à une uniformisation des modes de vie. Il est donc crucial d'aborder ces questions avec sensibilité et de favoriser une approche inclusive et participative dans la mise en valeur du patrimoine.

« On peut considérer que, dans cette volonté de développement de l'expression citoyenne et de montée en puissance de la démocratie participative, la dimension patrimoniale constitue un vecteur fertile de participation, parce qu'il fait sens au nom de la collectivité. Il y aurait comme une facilité "naturelle" à le convoquer, sans pour autant considérer qu'il fasse obligatoirement consensus, bien au contraire ; en tous les cas le dossier "patrimoine" permet d'ouvrir le débat. Le patrimoine semble donc pouvoir être défini comme un objet intermédiaire par le simple fait que son évocation réussit à faire réagir, à rassembler et éventuellement à fédérer. En jouant quelque peu la provocation, on pourrait aller jusqu'à dire : "peu importe l'élément patrimonial retenu, du moment qu'il rassemble". Mais il convient ici de pointer le danger de l'amateurisme si l'on s'en tient uniquement à des types d'acteurs, plus ou moins organisés et reconnus officiellement. Si le projet de territoire est l'affaire de tous, il passe nécessairement par une prise en charge par les acteurs de la sphère décisionnelle à quelque niveau qu'ils se trouvent, à commencer par les élus, issus du suffrage universel et représentants de la population. Mais nous ouvrons là le champ de la confrontation entre démocratie participative *versus* démocratie électorale qui est un autre débat. »⁷¹

Enfin, il serait intéressant d'étudier comment Azilal utilise le patrimoine dans la légitimation territoriale des structures intercommunales de la province, afin de comprendre comment ces initiatives peuvent contribuer à un développement durable et équilibré de la région.

« Deux dimensions sont constitutives des capacités collectives : les « structures du vivre ensemble » et l'action collective. D'un côté, ces capacités vont se construire à travers les structures dans lesquelles l'individu évolue : tissu économique local, infrastructures ou encore histoire et culture de la société. D'un autre, l'action d'un groupe d'individus va permettre

⁷¹ Emmanuelle Bonerandi, « Le recours au patrimoine, modèle culturel pour le territoire ? », Géocarrefour [En ligne], vol. 80/2 | 2005, mis en ligne le 01 décembre 2008, consulté le 23 décembre 2015. URL : <http://geocarrefour.revues.org/991>

d'obtenir des capacités que chaque individu seul n'aurait pu obtenir. À partir de là, il est possible de proposer une vision « territoriale » de ces capacités collectives. Le territoire, à la fois structure du vivre ensemble et support de l'action collective, va permettre aux individus d'obtenir des capacités liées à leur inscription dans le territoire. Le territoire peut tout d'abord être défini comme une structure du vivre ensemble : il est constitué d'une histoire, d'une culture commune. Ensuite, il est le support de l'action collective. C'est bien l'action d'un ensemble d'acteurs autour d'une production ou d'un projet qui fonde la construction du territoire, la révélation et la valorisation des ressources territoriales. Ainsi, une dialectique se crée entre capacités et ressources territoriales sur un territoire. Pour faire émerger les ressources territoriales, il est nécessaire de mobiliser les capacités disponibles à cette échelle. En réponse, la valorisation de ces ressources territoriales participe à l'émergence de capacités sur le territoire. Dans cette dynamique, le secteur touristique joue un rôle fondamental au niveau des destinations en tant que vecteur de construction des capacités territoriales. »⁷²

Quels sont les patrimoines

Le rapport mentionne plusieurs patrimoines de la région de Tadla-Azilal :

- Patrimoine culturel : la région possède un important patrimoine culturel et historique, notamment des sites archéologiques, des monuments historiques, des musées, des festivals et des événements culturels
- . - Patrimoine naturel : la région possède également un patrimoine naturel important, avec des parcs nationaux, des réserves naturelles, des sites géologiques, des cascades, des grottes, des sources thermales, etc..
- Patrimoine agricole : la région possède plusieurs espèces arboricoles fruitières (olivier, figuier, amandier, noyer, prunier, pêcher) et du poisson d'eau douce comme ressource halieutique importante. Certaines variétés de céréales (blé dur), une espèce caprine ou bovine de montagne dite « beldi », les plantes aromatiques et médicinales (thym, romarin, ricin), l'apiculture, etc. sont également des ressources spécifiques de la région.

⁷² Jean-Christophe Dissart, « Co-construction des capacités et des ressources territoriales dans les territoires touristiques de montagne », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 100-2 | 2012, mis en ligne le 27 décembre 2012, consulté le 3 avril 2023. URL : <http://journals.openedition.org/rga/1781> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.1781>

- Patrimoine géologique : le GEOPARC M'Goun est un parc géologique situé dans la région de Tadla Azilal. Il a été créé pour protéger le patrimoine géologique et culturel de la région et pour promouvoir le développement économique local.

Le rapport décrit la démarche du PEP (Pôle d'Excellence Rurale) comme étant une approche de valorisation du patrimoine qui vise à renforcer la dynamique territoriale en s'appuyant sur le patrimoine, en accordant une place prépondérante aux acteurs locaux et en s'inscrivant dans un rôle d'impulsion et d'accompagnement de l'État. Les PEP ne donnent lieu ni à la création d'une structure nouvelle, ni de ligne budgétaire particulière, ni d'un label. Ils jouent toutefois localement un rôle de mise en réseau et de fédération des initiatives locales autour d'un projet de développement s'appuyant sur le patrimoine. Cette politique constitue l'aboutissement actuel des démarches transversales de valorisation du patrimoine. Pourtant, l'État n'a pas souhaité renouveler d'appel à projet, mais propose tout de même un accompagnement et une aide au cas par cas.

3. Développement territorial et innovation sociale

L'innovation sociale occupe une place centrale dans le développement territorial, comme le met en évidence Moulaert « La reconnaissance des théories qui ont le mieux intégré les réalités territoriales des diverses sphères de la société est donc un des « devoirs scientifiques » des chercheurs de l'innovation sociale, sans pour autant oublier cette interrogation limitrophe : *quelle théorie intègre la territorialité à la conception de l'innovation sociale même ?* Ce qui nous ramène à l'inévitable définition sociale du territoire et de l'espace sans laquelle une intégration de la territorialité à l'innovation sociale s'avère impossible. »⁷³

Au-delà de l'innovation technologique, elle englobe les rapports sociaux, les processus d'adoption et d'apprentissage, ainsi que les modes d'organisation de l'innovation. L'ouvrage propose une approche d'innovation sociale "enchâssée" qui souligne l'importance de comprendre la réalité sociale et spatiale dans laquelle l'innovation émerge.

Une évolution notable dans l'analyse territoriale est la reconnaissance croissante de l'importance de l'innovation sociale. Les stratégies et politiques de développement local et régional se sont

⁷³ Frank Moulaert et Jacques Nussbaumer. Logique sociale du développement territorial. 2008. Presses de l'Université du Québec. P137

réorientées vers un objectif de progrès humain, en tenant compte de la logique sociale du développement territorial. L'innovation sociale est considérée comme un élément institutionnel étroitement lié aux dynamiques sociales, culturelles et organisationnelles.

L'analyse du développement territorial nécessite de prendre en compte la diversité des dynamiques de croissance économique, qui varient dans le temps et dans l'espace. Les modèles néoclassiques de croissance économique ont montré leurs limites, ce qui a conduit à l'émergence de modèles d'innovation territoriaux. Ces modèles visent à expliciter le rôle des institutions dans les modèles de croissance endogène. La théorie de la croissance endogène spatialisée, soutenue par la nouvelle géographie économique, met l'accent sur les flux commerciaux interspatiaux, les économies d'échelle, les économies d'agglomération et leurs effets externes.

Selon les deux auteurs, le concept d'innovation sociale "enchâssée" est central, soulignant la nécessité de comprendre la réalité sociale et spatiale dans laquelle l'innovation se déploie. Les modèles territoriaux d'innovation mettent en relation l'innovation avec le contexte institutionnel, socioculturel et historique d'une région. Ils mettent en évidence les interactions, les réseaux et la dynamique sociale qui favorisent l'apprentissage et la diffusion des innovations.

Par ailleurs, il est crucial de reconnaître la spécificité des structures économiques des pays sous-développés dans le contexte du développement. Les dynamiques de développement peuvent être influencées par des cercles vicieux de sous-développement, mais aussi par des mécanismes d'entraînement et de diffusion de la prospérité. Les théories du développement émergent de diverses approches et courants idéologiques, ce qui entraîne une variété d'approches dans la recherche du développement territorial.

La province d'Azilal est située au Maroc, dans la région de Béni Mellal-Khénifra, et elle offre un contexte intéressant pour examiner le développement territorial et les enjeux liés à la gestion des ressources naturelles. Azilal est caractérisée par sa diversité géographique, comprenant des montagnes, des vallées et des zones rurales.

Dans le cadre du développement territorial, la province d'Azilal a adopté une approche basée sur le projet de territoire. Cette démarche implique une participation active des acteurs locaux, tels que les élus des communes, les responsables des services déconcentrés et les populations

locales. L'objectif est d'identifier les atouts et les potentialités du territoire afin de les valoriser de manière durable.

L'une des ressources naturelles importantes d'Azilal est l'eau, grâce à la présence de la rivière Oued Ouarzazate. La gestion de cette ressource est cruciale pour le développement de l'agriculture et d'autres secteurs économiques locaux. Cela nécessite une approche intégrée, prenant en compte les besoins en eau des différentes parties prenantes, la préservation des écosystèmes aquatiques et la promotion de pratiques agricoles durables.

La province d'Azilal possède également un patrimoine naturel et culturel riche, avec des sites touristiques tels que les cascades d'Ouzoud et le parc national du Haut Atlas occidental. La mise en tourisme du milieu rural constitue une opportunité de développement économique et social pour la région. Cela peut se faire à travers des projets de territoire qui valorisent les ressources locales, promeuvent l'écotourisme et impliquent les populations locales dans les activités touristiques.

L'implication des acteurs locaux dans la gestion des ressources naturelles est un aspect crucial du développement territorial. Il est important de promouvoir la participation active des agriculteurs, des associations locales et des communautés dans la prise de décisions concernant l'utilisation des terres, la préservation de l'environnement et la gestion durable des ressources.

La gouvernance territoriale joue un rôle clé dans le développement d'Azilal. Cela implique la coordination des actions entre les différents acteurs et niveaux de gouvernement, tels que la province, les communes et les services déconcentrés. Il est essentiel de promouvoir une approche participative et inclusive, où les décisions sont prises en concertation avec les populations locales et les parties prenantes.

En résumé, la province d'Azilal offre un cadre propice à l'étude du développement territorial et de la gestion des ressources naturelles. L'approche basée sur le projet de territoire, la valorisation des ressources locales et la promotion de la participation des acteurs locaux sont des éléments clés pour un développement durable et inclusif dans cette région. La gouvernance territoriale joue également un rôle central dans la coordination des actions et la prise de décisions concertées.

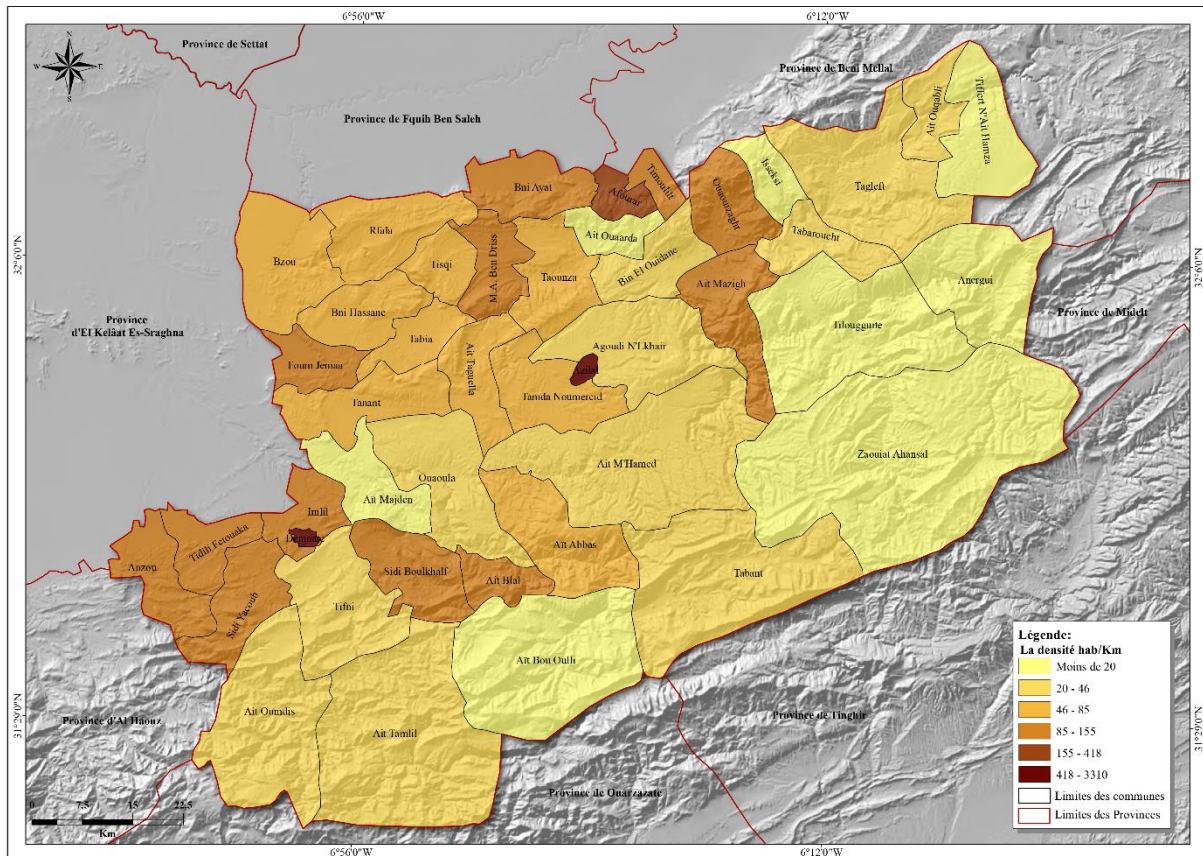
En conclusion, malgré ses atouts, la Province d'Azilal doit surmonter plusieurs contraintes et faiblesses pour réaliser son plein potentiel de développement économique. La valorisation des produits du terroir, l'amélioration de l'accessibilité, la résilience face au changement climatique, le renforcement des organisations professionnelles, la résolution des problèmes fonciers, la rétention de la main-d'œuvre locale, la création de centres commerciaux, l'aménagement du relief, l'exploitation du label de Géoparc de M'goun et le renforcement de la formation et de l'appui économique sont autant de défis à relever pour favoriser le développement durable et prospère d'Azilal.

2. Contraintes et Faiblesses de la Province d'Azilal

La Province d'Azilal, malgré ses atouts, doit faire face à plusieurs contraintes et faiblesses qui entravent son développement. Voici un aperçu de ces contraintes et faiblesses :

Faible valorisation et commercialisation des Produits du Terroir : Bien que la province d'Azilal possède une grande diversité de produits du terroir de qualité, la valorisation et la commercialisation de ces produits restent insuffisantes. Cette situation limite les opportunités économiques pour les agriculteurs locaux et ne permet pas de pleinement exploiter le potentiel des ressources locales.

La Province d'Azilal souffre de son enclavement géographique et de son éloignement par rapport aux principaux centres économiques. Cela entraîne des difficultés en termes de connectivité, de transport et d'accès aux marchés, ce qui limite le développement des activités économiques et le commerce.



CARTE 10 : Densité de la population

3. Des défis sociaux élevés

Dans les communes de la Province d'Azilal les conditions de vie ont été décrites en utilisant divers indices et indicateurs comme l'Indice CDL (Coefficient de Développement Local).

Enjeux et défis :

- Les communes avec un faible indice CDL ($< 0,6$) nécessitent des investissements significatifs dans des domaines variés (éducation, santé, économie, etc.) pour améliorer les conditions de vie.
- Des déficits dans des domaines clés comme l'éducation, la santé, l'activité économique, etc., indiquent des lacunes que les communes doivent combler.

Tableau de synthèse des déficits par domaine

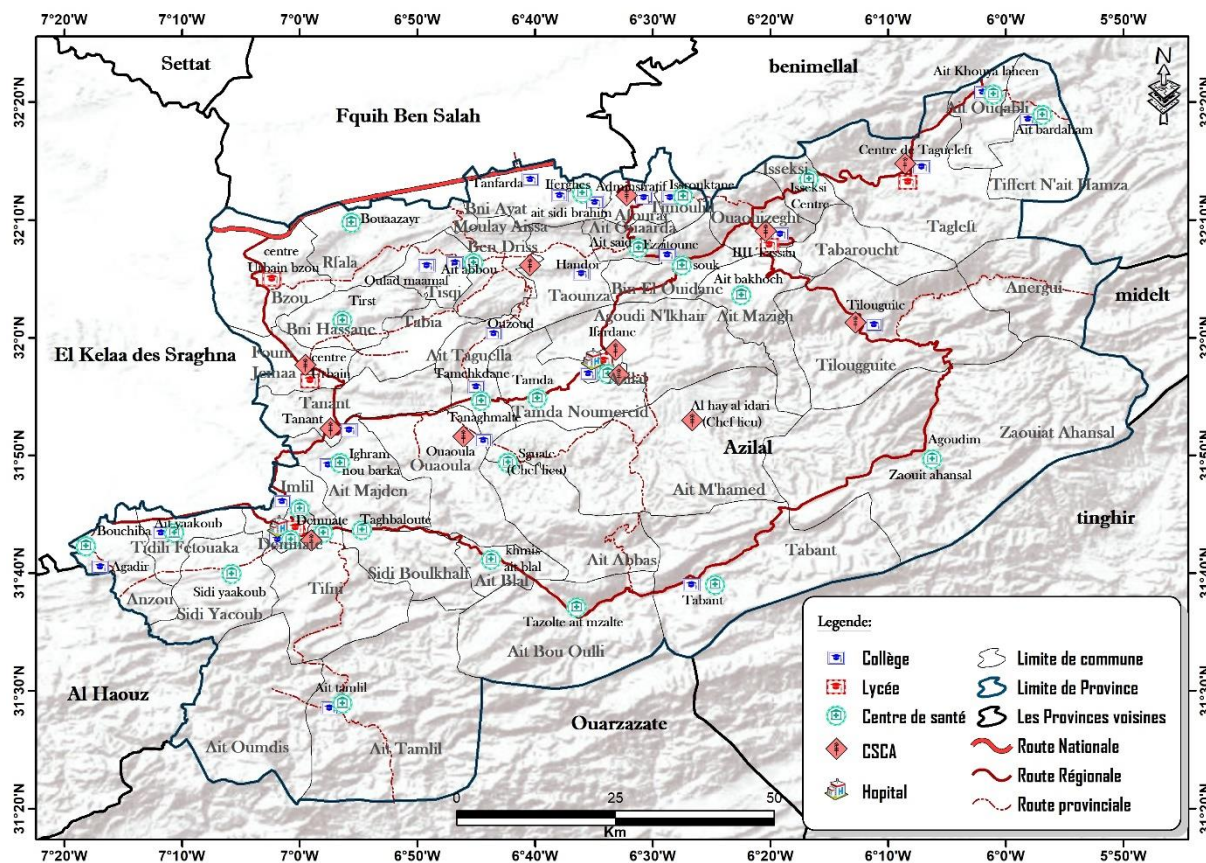
Tableau 3 : Synthèse des déficits par domaine

Domaine	Impact sur les Communes	Enjeux et défis
Éducation	Accès limité à une éducation de qualité	Améliorer les infrastructures et les ressources
Santé	Difficulté d'accès aux soins de santé	Meilleures infrastructures médicales
Activité Économique	Opportunités d'emploi limitées	Création d'emplois et développement local
Habitat	Logements de mauvaise qualité, surpeuplés	Fournir des logements décentes et abordables
Services Sociaux	Accès limité à des services sociaux de base	Améliorer les services sociaux de base
Niveau de Vie	Inégalités socio-économiques	Réduire les inégalités, améliorer la qualité de vie

Tableau de synthèse des catégories d'Indice CDL

Tableau 4 : synthèse des catégories d'Indice CDL

Catégorie CDL	Niveau de développement	Exemples de communes	Enjeux et défis
< 0,6	Faible	Tabia, Rfala, Tanant	Investissements significatifs dans divers domaines
entre 0,6 et 0,7	Modéré	Tabant, Tidili Fetouaka, Ait Taguella	Améliorations dans divers domaines
> 0,7	Élevé	Imlil, Bzou, Foum Jemaa	Consolidation des progrès, investissements dans les secteurs clés



CARTE 11 : Infrastructure

4. Défis des dynamiques régionales

La province d'Azilal, confrontée aux dynamiques régionales et locales dans un contexte de globalisation, doit relever des défis majeurs en matière de développement territorial. En adoptant une approche territorialisée, basée sur des projets de territoire et une gouvernance locale participative, Azilal peut mobiliser ses ressources endogènes, diversifier ses bases économiques, améliorer les conditions de vie de sa population et renforcer sa compétitivité. La planification ascendante, la remise en cause des stratégies traditionnelles de développement et l'émergence du développement local offrent des perspectives prometteuses pour une transformation durable et équilibrée d'Azilal dans la tourmente de la globalisation.

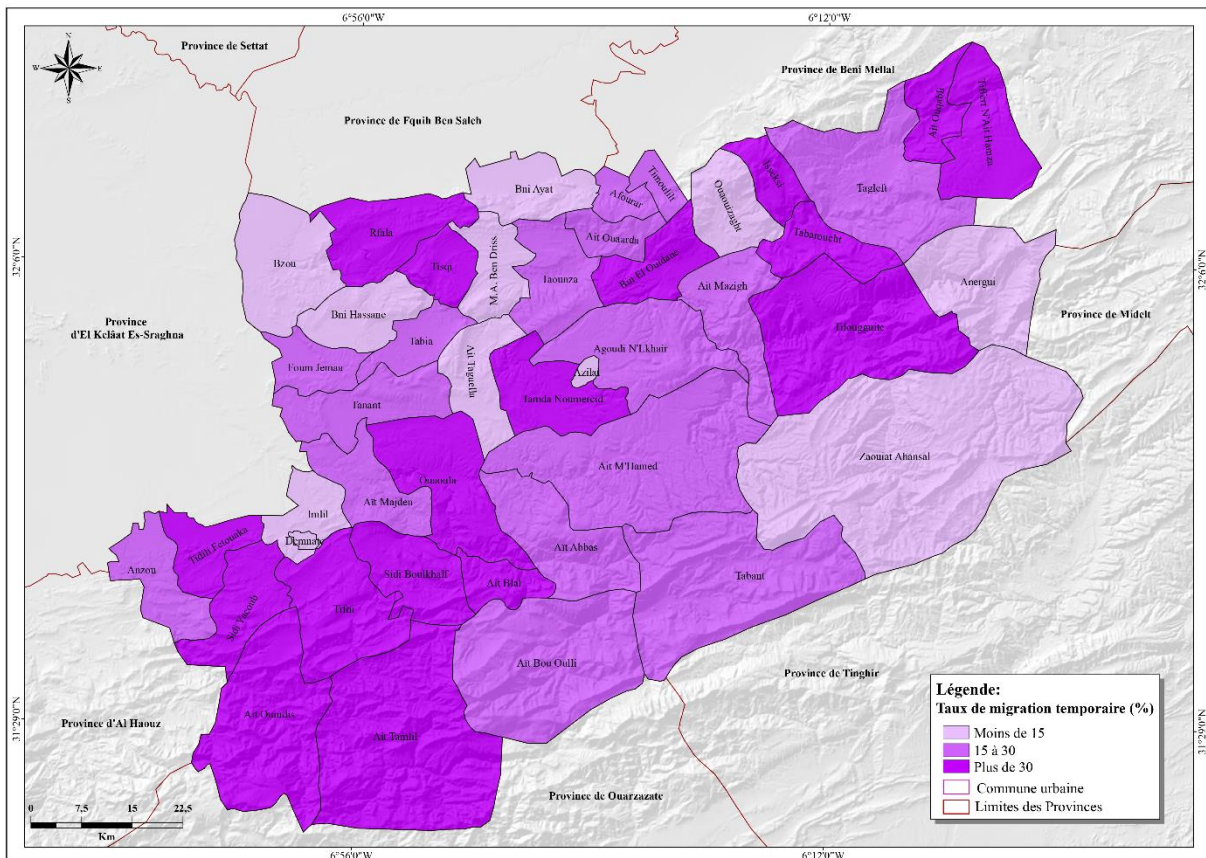
L'analyse que nous avons menée met en exergue les éléments suivants :

- Les déficits sociaux restent importants :
- le manque des infrastructures et équipements de base ;
- la faible qualité des services sociaux de base

- la pauvreté, la vulnérabilité et l’analphabétisme dans les zones rurales.

L’amélioration de cette situation reste la première priorité des populations. Les plans de développement au niveau des collectivités territoriales ambitionnent de trouver des solutions dans ce sens, solutions qui viennent compléter les efforts entrepris des différents services publics sectoriels.

Sur le plan économique les départs de population témoignent des difficultés : l’insuffisance de la croissance économique liée à une économie peu diversifiée et à une faible attractivité vis-à-vis des investisseurs expliquent ce manque de dynamisme économique. L’agriculture, le tourisme et l’artisanat sont des secteurs importants, mais les innovations sont loin de créer des nouveaux emplois. La définition d’axes pour l’amélioration de la compétitivité des secteurs classiques et le développement des autres secteurs, sur la base d’un état des lieux et d’une analyse de l’existant, constitue une finalité importante des stratégies de développement menés par les acteurs publics privés et associatifs.



CARTE 12: Taux de migration temporaire

Or, ce développement économique ne peut se faire que s'il est mis en relation les ressources naturelles de la province dans la logique d'un développement durable, en l'occurrence la position du Haut Atlas Central dans la gestion des ressources hydrauliques et de la biodiversité sylvopastorale. La sécheresse cyclique a provoqué la raréfaction de ces ressources accentuant ainsi, la problématique de dégradation de ces ressources qui menace l'avenir de territoires entiers. En outre, l'urbanisation accélérée s'est accompagnée de nouvelles formes de pollution par les rejets solides qui interpellent les décideurs quant aux mesures à adopter pour gérer cette problématique cruciale.

Attirer des investisseurs devient un défi. En effet, La relation entre les acteurs économiques et les territoires est une dynamique en constante évolution, influencée par des facteurs comme les politiques territoriales, la capacité d'action, les préférences des acteurs, les incitations et motivations, les normes et régulations, ainsi que les conditions du marché. Les décisions économiques prises dans un territoire donné affectent non seulement le développement local, mais sont également façonnées par les conditions de ce territoire, créant ainsi un système de rétroaction et d'adaptation. Le modèle de "l'acteur rationnel" sert de cadre analytique utile pour comprendre ces interactions, malgré ses limites. Il aide les décideurs à identifier les leviers d'action et à développer des politiques territoriales efficaces, allant des incitations fiscales aux investissements en infrastructures et éducation, en vue de créer un environnement propice au développement mutuellement bénéfique.

La problématique foncière présente à la fois des obstacles et des opportunités majeures pour leur mise en œuvre des documents d'urbanisme. Les nombreuses orientations sont souvent liées à des problèmes de disponibilité foncière à Demnate, mais aussi à Azilal ou à un décalage de vision prospective au moment de l'élaboration du document. Ceci grève dangereusement l'équilibre du développement de des agglomérations et de leurs aires d'influence au moment où d'autres centres urbains de la région de Béni-Mellal Khénifra se développent très vite et constituent une polarisation forte de la mobilité des populations, mais aussi des investissements.

L'enjeu pour le territoire d'Azilal est faire émerger une stratégie d'aménagement du territoire reposant sur une armature urbaine plus équilibrée, et des collectivités territoriales porteuses de projets stratégique de développement de projets de territoire axés autour de zones homogènes qui pourront créer des pôles de développement, touristiques en haute montagne autour de

Tabant, agrobiologique autour de Demnate, commercial et sylvopastoral autour de Ouaouizeght, etc.

Or, les différents niveaux de territorialisation définis administrativement peuvent être méconnus, voire mal acceptée par la population comme le montre l'exemple français : « Ainsi, il apparaît désormais que, dans le langage de l'État, la seule définition du territoire est canonique, attachée à l'Etat-nation, le territoire n'est pas associé à des espaces qualifiés par leur fonctionnalité opérationnelle [...] Cependant un espace borné ne semble collectivement signifié que s'il apporte de la rationalité spatiale dans l'intervention publique. Or, pour qu'il y ait reconnaissance de ces sous-espaces, il faut qu'il y ait perception, appropriation et mise en pratique de cette référence spatiale à plusieurs niveaux. Pour les institutions, il s'agit là d'un exercice imposé, mais, pour les populations, l'ancrage d'une telle association est certainement moins évident et l'on peut alors se souvenir des difficultés rencontrées par les Régions et plus récemment par les structures intercommunales, à s'inscrire dans les référentiels des habitants. Cette reconnaissance des différents niveaux d'intervention passe en grande partie par l'utilisation ou l'exploitation des services à la population qu'elles leur proposent. »⁷⁴

Notre analyse des actions de développement et leur synergie montre que les dynamiques institutionnelles, la coordination et la convergence des actions sur le territoire ne sont pas toujours acquises du point de vue des bénéficiaires. De ce fait les attentes des habitants sont généralement assimilées à des besoins circonstanciés et prennent rarement en compte les évolutions futures. Nous avons tenté d'esquisser les tendances d'évolution démographique et socio-économiques.

Nous pouvons en déduire qu'un certain nombre de problématiques revêtent fort probablement pour Azilal une importance particulière, notamment la capacité des collectivités territoriales à assurer des services sociaux à la population, mais aussi, dans le cas de centres urbains, aux exodants venus des communes rurales de la province à cause de l'enclavement, du manque de services sociaux de base et de la raréfaction des ressources naturelles.

Cette inertie de la population souvent décriée dans les rapports des projets que nous avons consultés trouve son explication dans l'assymétrie en termes d'informations, d'intérêts et de

⁷⁴ Philippe Signoret. Territoire, observation et gouvernance. Outils, méthodes et réalités. Géographie. Université de Franche-Comté, 2011. Français. <NNT : 2011BESA1036>. <tel-00669081v2>, pp :96-97.

pouvoirs. Aussi dans le cas du Géoparc de M’Goun, des chercheurs montrent l’existence de « plusieurs des freins aujourd'hui rencontrés en matière de développement du géotourisme dans le contexte marocain. Pour partie liés aux dynamiques locales, ils renvoient également à une absence de mobilisation effective de la part des acteurs institutionnels en faveur de ce type de tourisme, mettant à jour les nécessaires arbitrages entre différentes formes d'utilisation d'une même ressource. »⁷⁵ Les auteurs décrivent les obstacles entravant actuellement le développement du géotourisme au Maroc. Ces freins sont liés à des dynamiques locales et à un manque d'implication des acteurs institutionnels en faveur de ce type de tourisme, mettant en évidence les choix nécessaires entre diverses formes d'exploitation d'une même ressource. Un facteur clé est l'absence d'une réglementation nationale pour protéger les géopatrimoines, ce qui favorise un commerce florissant de fossiles. Entre une valorisation durable, mais moins lucrative et des gains économiques immédiats, mais destructeurs, les préférences sont souvent en faveur de l'usage consumptif de la ressource.

Localement, plusieurs raisons expliquent le manque de dynamisme dans la mise en œuvre du géotourisme. Malgré l'expertise mise en œuvre pour recenser les géosites / géotopes du Géoparc de M'Goun, cela n'a pas encore conduit à l'adoption de nouvelles pratiques touristiques. Cela est attribué à plusieurs éléments :

- L'absence d'une structure porteuse clairement identifiée et dotée de ressources humaines et financières suffisantes pour obtenir le label. Ce point est surveillé par le réseau des Géoparcs.
- L'approche micro-locale qui ne prend pas en compte les dynamiques régionales, créant une disparité des pratiques touristiques de part et d'autre du massif de M'Goun.
- Le manque d'intérêt de la population locale pour le géotourisme en raison d'un manque de sensibilisation aux ressources géotouristiques.
- Le manque de sensibilisation et de formation des acteurs du tourisme. Bien que le tourisme de randonnée soit en croissance, la notion de géopatrimoine ne trouve pas encore sa place dans le contexte rural marocain.

⁷⁵ Cayla Nathalie, Duval-Massaloux Mélanie. Le géotourisme : patrimoines, pratiques, acteurs et perspectives marocaines. In: Collection EDYTEM. Cahiers de géographie, numéro 14, 2013. Ressources patrimoniales et alternatives touristiques, entre oasis et montagne. pp. 101-116; doi : <https://doi.org/10.3406/edyte.2013.1228> https://www.persee.fr/doc/edyte_1762_4304_2013_num_14_1_1228

D'autres auteurs ont souligné l'importance des structures traditionnelles, souvent mal connus ou tout simplement ignorées ou fustigées par les projets et les administrations. Or, les structures traditionnelles sont encore vivaces et méritent d'être appréhendées dans toute action de développement. Par exemple « le douar, "village", est demeuré ici le niveau d'organisation le plus évident : identitaire, organisateur, gestionnaire, interlocuteur vis-à-vis des autres organisations, et également lieu d'émergence d'innovations organisationnelles. Il constitue la plus petite unité sociopolitique formelle, bien qu'elle ne soit pas reconnue par l'autorité publique. Le territoire et le groupe social (taqbill) sont bien délimités, principalement par accord et confrontation avec ses voisins. Il comporte un terroir au sens classique (ager-saltus sylva) généralement connexe et doté de l'ensemble des ressources locales. Les règles d'usage des ressources, héritées de l'histoire, mais constamment adaptées, sont produites au sein de cet espace et des amendes sont appliquées aux contrevenants, par divers dispositifs effectifs et consensuels»⁷⁶

Plusieurs études se sont intéressées à l'évolution des institutions locales et montrent que de nouvelles institutions ont été intégrées au système préexistant depuis le protectorat, sans qu'il y ait de supplantation d'une institution par une autre. Il y a plutôt une superposition et une articulation sociale complexe des niveaux institutionnels. Les villageois ont adopté les diverses institutions qui leur sont proposées, selon leurs affinités, leurs convictions ou leurs problèmes. L'intégration de ces institutions a bien sûr modifié le mode d'organisation sociopolitique communautaire. Les modes d'organisation collectifs dans les vallées sont complexes, difficiles à comprendre et souvent déroutants, mais qu'ils perdurent tout en se transformant, fonctionnant avec les pouvoirs modernes sans s'y fondre, et sachant inventer de nouvelles organisations lorsqu'elles leur semblent utiles sans pour autant renier les anciennes.

En décrivant l'intervention des ONG à Zaouit Ahansal, Goeury rapporte que « Les ONG créent un tourisme polymorphe. Les fondateurs s'investissent généralement sur leur temps libre pour développer leur projet utilisant leur temps de vacances. Les bénévoles qui les rejoignent imitent leur démarche pour conjuguer découverte et action de solidarité. Pour certains, souvent des hommes d'un âge mur, c'est avant tout l'action de solidarité qui prime sur le voyage. Souvent,

⁷⁶ JEAN-PAUL CHEYLAN, JEANNE RIAUX, ABDELAZIZ ELGUEROUA, LAURENT AUCLAIR, BRUNO ROMAGNY, ANAÏS VASSAS. Gestion des ressources, pouvoir et innovations institutionnelles dans la vallée des Ayt Bouguemmez. In Agdal Patrimoine socio-écologique de l'Atlas marocain L. Auclair, M. Alifriqui (dic.) IRCAM - IRD (éd.) 2012 : 525-555

extrêmement habiles et dotés de compétences remarquables dans la mécanique, l'électricité ou la construction, ils sont peu attirés par les autres formes de tourisme durant lesquels ils s'ennuient rapidement. Par contre, ils deviennent des piliers de ces associations, prêts à travailler sans relâche pour terminer un projet en cours (installation d'une microcentrale électrique, construction d'une école...)⁷⁷

Il s'avère donc que les dynamiques de changement social sont à l'œuvre que ce soit dans les situations de refus ou de réticences face à un projet étatique, associatif ou privé, ou dans les situations d'adhésion totale comme le montre l'engouement pour les gîteurs que nous avons interrogés par rapport aux initiatives individuelles qu'ils prennent.

Ceci nous amène à élargir notre vision de l'analyse de l'acteur territorial comme élément inscrit dans un faisceau de relations dont ils tirent le meilleur parti. Nous allons tenter dans le chapitre suivant de procéder à une analyse globale de ces interactions des acteurs souvent évoquées quand on parle de gouvernance territoriale, de dynamiques ou de recompositions territoriales, voire d'accès, d'appropriation et de valorisation des ressources territoriales.

⁷⁷ David Goeury, 2013. LES ESPACES DU MERITE : AUX CONFINS DU TOURISME ET DE L'ENGAGEMENT CITOYEN ? In Fin (?) et confins du tourisme Interroger le statut et les pratiques de la récréation contemporaine Hugues François, Philippe Bourdeau et Liliane Perrin-Bensahel (dir.) Mars 2013 - 220 pages

CONCLUSION DU CHAPITRE 1

En clôturant le chapitre 1, il est clair que la gouvernance territoriale constitue un élément fondamental dans le contexte du développement de la province d'Azilal. Les particularités des dynamiques de développement qui s'étendent à travers diverses régions, incluant les bassins de vie tels que Demnate, Azilal, Afourar et Bzou, ainsi que les zones environnantes comme le lac de Bin El Ouidane et la haute montagne, mettent en évidence la nécessité impérieuse d'une approche individualisée pour la gestion des ressources et la stimulation de la croissance économique.

L'introduction du concept novateur de ressource territoriale a permis d'approfondir notre appréhension des atouts intrinsèques du territoire. Bien que certaines de ces ressources spécifiques demeurent encore en grande partie inexplorées, elles portent en elles un potentiel considérable pour catalyser le développement. Cependant, ce potentiel ne peut être exploité qu'à travers une gestion appropriée et une patrimonialisation continue. Cette gestion nécessite un cadre de gouvernance territoriale inclusif et harmonieux, où les acteurs locaux, les institutions traditionnelles et les intervenants externes s'associent pour façonner l'avenir du territoire.

Dans cette réflexion globale, le diagnostic territorial émerge en tant qu'outil indispensable. Comme un mécanisme dynamique, il ouvre des opportunités pour surmonter les obstacles en favorisant la convergence des perspectives et des intérêts divers. En encourageant un processus d'apprentissage collectif, le diagnostic territorial s'impose comme un moteur pour le développement durable. Il s'agit d'une démarche qui aligne les actions sur les spécificités du territoire, en prenant en considération les évolutions politiques, économiques et sociales en cours.

Ainsi, le chapitre 1 nous a conviés à une exploration approfondie de l'univers complexe de la gouvernance territoriale à Azilal. Les défis évoqués, les ressources identifiées et les dynamiques locales décortiquées dans ce chapitre posent les bases essentielles pour une approche réfléchie et holistique du développement territorial à venir. En somme, la route vers un développement équilibré et prospère pour la province d'Azilal exige une gouvernance adaptée et proactive, une

reconnaissance active des ressources territoriales et une implication cohérente des acteurs locaux dans le processus de transformation.

CHAPITRE 2 : COORDINATION DES ACTEURS

Introduction du chapitre

La gouvernance locale est marquée par une complexité résultant de la divergence des logiques des acteurs impliqués. Au cœur de ce système, la culture institutionnelle est profondément centralisée. Cette centralisation, en favorisant une prise de décision principalement hiérarchique, éclipse souvent l'expertise et les préoccupations des acteurs territoriaux et de la société civile. Cette tendance est accentuée par un manque de clarté dans les rôles et responsabilités, entravant la prise de décisions éclairées et engendrant des chevauchements et des confusions.

Les élus locaux, bien que désireux de répondre aux besoins de la communauté, sont souvent limités par une méconnaissance des cadres législatifs et des besoins réels de leurs électeurs. Cette déconnexion est aggravée par la perception que la société civile a des élus. Axée principalement sur l'accès aux services de base, elle ne parvient pas toujours à saisir pleinement les responsabilités et les contraintes des élus, créant ainsi des malentendus et des tensions.

Les associations, malgré leur rôle crucial dans la représentation des intérêts des citoyens, se sentent souvent marginalisées. Leur participation active dans la gouvernance est minimisée, et elles sont souvent reléguées à des rôles périphériques tels que la collecte de fonds, plutôt qu'à une collaboration significative dans le processus décisionnel.

Cette complexité est exacerbée par un déficit de transparence et une méconnaissance générale des initiatives en cours. Les citoyens, n'ayant pas une vision claire des projets et des actions des élus, trouvent difficile de les tenir responsables, sapant ainsi la redevabilité sociale et la confiance dans le système.

Pour naviguer dans ce paysage complexe, une vision globale, une meilleure coordination et une communication ouverte entre tous les acteurs sont cruciales. Seul un changement à la fois structurel et culturel, visant à inclure toutes les voix de la communauté dans le processus décisionnel, pourra créer un environnement propice à une gouvernance locale efficace et inclusive.

1. **Recompositions territoriales et enjeux sociaux**

Les "**Recompositions territoriales**" désignent les modifications survenues dans la structuration, la composition et l'exploitation des espaces géographiques, influencées par divers facteurs tels que les évolutions économiques, politiques ou environnementales. Ces changements se manifestent à diverses échelles, allant de petites mutations, comme la modification de l'usage foncier au sein d'une localité, jusqu'à des réorganisations vastes, impliquant parfois la refonte administrative d'une nation ou d'une région géopolitique.

Ces recompositions ont des répercussions significatives sur divers aspects de la vie sociale, notamment la population, l'économie, la culture et l'environnement des territoires touchés. Par conséquent, elles exigent souvent une planification scrupuleuse et une gestion rigoureuse afin de faciliter une transition ordonnée vers de nouveaux paradigmes de développement territorial.

Les formes que peuvent prendre ces recompositions sont multiples. Elles peuvent être attribuables à des transformations de l'usage des sols, telles que la transition de zones agricoles vers des terrains urbanisés, ou la réhabilitation de friches industrielles en espaces verts. D'autres peuvent découler de changements gouvernementaux, comme la création de nouvelles entités administratives, la décentralisation des compétences ou des réaménagements dans le cadre de processus de pacification. Elles peuvent également résulter de dynamiques économiques, comme la restructuration de secteurs d'activités ou les fluctuations de la concurrence internationale, ou de changements environnementaux, tels que la montée des eaux marines, les catastrophes naturelles, ou encore les variations climatiques. « L'intégration de la spécificité dans les démarches de développement et d'intégration des zones de marge en montagne comme dans le reste des régions du sud provoque le déclenchement de deux processus parfois contradictoires et parfois complémentaires, mais complexes et chargés de jeux et d'enjeux :

- La patrimonialisation des ressources locales se fait en se référant à une démarche de préservation identitaire et/ou de valorisation touristique. Mais la valorisation marchande l'emporte souvent sur la conservation patrimoniale et identitaire. Une recomposition est en cours avec une centralité du patrimoine identitaire et une marginalité de l'identité. Toutefois, la qualification par le biais de la labellisation et de la certification est un outil au service de cette patrimonialisation. Elle a fait appel à plusieurs secteurs et filières de

l'agriculture, de l'artisanat et du tourisme. Le terroir avec ses produits est nouvellement instrumentalisé par cette démarche qualité dans le cadre d'une économie moderne. La qualification devient elle aussi un terrain d'incertitude relevant de la faiblesse de son organisation, de la banalisation de ses produits, du défi d'intégration de la clientèle du tourisme national et international, etc.

- La territorialisation des actions publiques tend à reconnaître, dans un environnement local, national et mondial changeant, une marge de manœuvre décisionnelle aux acteurs de la société locale. Une recomposition territoriale est donc à l'ordre du jour dans ces régions avec une consolidation du rôle de la société civile, des femmes et du secteur privé. Mais la construction de ces nouveaux territoires se conjugue difficilement avec la territorialité publique. Les différents acteurs vivent le processus d'ancrage territorial dans une logique conflictuelle et de domination et non dans celle d'entente comme parties prenantes dans les projets de territoire. Dans plusieurs cas, les projets montés cherchent à seulement révéler des ressources dans un souci principal de la création de la rente économique et de marchandisation. »⁷⁸

Dans le domaine de la gouvernance territoriale, la collaboration et la coordination entre divers acteurs, tels que les autorités locales, les entreprises, les organisations de la société civile, les groupes d'intérêt et les citoyens, sont essentielles. Ces acteurs, possédant chacun leurs propres objectifs et perspectives, rendent pertinent l'usage des concepts de rationalité individuelle et de rationalité collective pour décrypter les dynamiques en jeu.

2. Rationalité individuelle versus rationalité collective

La rationalité individuelle évoque la prise de décisions par chaque acteur en fonction de ses intérêts et objectifs propres. Ce concept s'inscrit souvent dans une logique de compétition où chaque partie cherche à maximiser ses avantages tout en minimisant ses coûts, et où l'évaluation

⁷⁸ Saïd Boujrouf, « Ressources patrimoniales et développement des territoires touristiques dans le Haut Atlas et les régions sud du Maroc », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 102-1 | 2014, mis en ligne le 17 juin 2014, consulté le 20 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rga/2259> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.225>

des coûts et des bénéfices est propre à chaque entité. Cette rationalité est fréquemment présente dans des situations conflictuelles où les acteurs se disputent des ressources.

En contraste, la rationalité collective renvoie à une prise de décisions qui tient compte des besoins et des intérêts de l'ensemble des acteurs impliqués, avec pour objectif d'atteindre des bénéfices mutuels et le bien-être communautaire. Ce type de rationalité est couramment associé à des démarches coopératives, où les acteurs unissent leurs efforts pour réaliser des objectifs partagés.

Pour une gouvernance territoriale efficace, il est souvent nécessaire de parvenir à un équilibre entre ces deux formes de rationalité. Les acteurs doivent pouvoir défendre leurs intérêts propres tout en collaborant pour atteindre des objectifs collectifs. Cela nécessite l'élaboration de mécanismes de coordination, de concertation et de négociation qui garantissent la prise en compte équitable de tous les intérêts en présence.

Une gouvernance réussie implique donc l'instauration de dispositifs favorisant une prise de décision à la fois individuellement et collectivement rationnelle. Cela requiert une gestion nuancée de la diversité des acteurs, une transparence accrue, une participation communautaire élargie, ainsi qu'un renforcement de la confiance et de la collaboration entre les différents acteurs territoriaux. Le modèle de rationalité collective dans la gouvernance territoriale s'ancre dans l'idée que les acteurs impliqués sur un territoire peuvent collaborer pour atteindre des objectifs communs. Boumaaza, en analysant les dynamiques du Haut Atlas central, posait la question des contradictions que tout projet introduit dans un territoire : « On assiste ainsi à une concurrence nouvelle des termes de l'économie et des valeurs qui leur sont liées, au cœur même de la montagne, au sein de la maison et parmi les membres d'une même famille. Dès lors on peut se demander s'il ne fallait pas plutôt centrer l'action publique sur des projets susceptibles de conforter les structures sociales existantes ? L'ordre des priorités retenu dans le projet était-il judicieux ? »⁷⁹

3. L'innovation territoriale est collective

⁷⁹ Boumaza Nadir. Crise, action et mutations : le Haut Atlas marocain et les effets d'une programmation du tourisme / Crisis, action and change : the Moroccan High Atlas Mountains and the effects of tourism programming. In: Revue de géographie alpine, tome 84, n° 4, 1996. pp. 25-36;

« Les nouveaux processus de développement territorial sont ainsi affaire d'innovations technologiques, économiques, sociales, institutionnelles et organisationnelles, qui rompent avec les comportements routiniers, reproduisant les pratiques antérieures, souvent avec succès, mais sans offrir de nouvelles perspectives. Parfois âprement négociées par les acteurs locaux, les innovations initient des changements de trajectoires productives, sociales ou institutionnelles, et permettent de lancer les nouveaux chemins et de construire les futures routines. On peut les diviser en deux catégories, selon qu'il s'agit d'innovations de nature coopérative (portées par les actions de groupes ou de parties prenantes locales), ou conflictuelle (issues d'oppositions et de conflits qui ont conduit à des modifications des projets initiaux). »⁸⁰

Coeury explore la transition de Zaouïat Ahansal, une enclave géographique dans le Haut Atlas central du Maroc, d'un espace en retard de développement à une ressource mondiale potentielle. En conceptualisant la région comme un "paradis agraire", l'auteur avance l'idée d'un modèle de développement alternatif axé sur l'agriculture et le tourisme durable, remettant en question les schémas traditionnels. En contraste avec des destinations touristiques populaires comme Marrakech, Zaouïat Ahansal est ainsi présentée comme une alternative offrant une expérience plus authentique et en harmonie avec la nature. « L'enclavement, contrainte à l'échelle nationale, pourrait être alors considéré comme une ressource à l'échelle mondiale... L'enclave quitte son statut d'espace en retard de développement pour devenir un paradis agraire où serait possible l'émergence d'un autre modèle de développement. Le Haut Atlas central considéré depuis la colonisation comme un anti-Casablanca, symbole de l'urbanité marocaine, devient un anti-Marrakech, symbole du tourisme de masse... Zaouïat Ahansal quitte alors l'anonymat et est mise en résonance à l'échelle mondiale pour rejoindre le panthéon des territoires de peuples autochtones ayant résisté à l'occidentalisation du monde et proposant une nouvelle voie. ... Les individus investis dans l'activité touristique comme les guides, les propriétaires de gîtes et les muletiers adhèrent à ce discours qui les valorisent à l'échelle mondiale d'autant plus que ceux qui le tiennent leur assurent un revenu régulier.»⁸¹

⁸⁰ Torre A., Théorie du développement territorial, in Géographie, économie, société 2015/3 (Vol. 17), pages 273 à 288. Éditions Lavoisier

⁸¹ David Goeury, "L'enclavement, une contrainte nationale devenue une opportunité mondiale ? ", Méditerranée [Online], 116 | 2011, Online since 01 June 2013, connection on 02 July 2023.
URL: <http://journals.openedition.org/mediterranee/5427>; DOI: <https://doi.org/10.4000/mediterranee.5427>

L'auteur perçoit la reconnaissance mondiale de la région comme une validation pour les habitants locaux impliqués dans l'industrie touristique, tout en soulignant son rôle dans la résistance à l'influence de l'occidentalisation. Cependant, cette reconnaissance s'accompagne de tensions, avec des disparités grandissantes entre la vallée, où les projets de développement sont concentrés, et les hauts plateaux, laissant certains résidents se sentir marginalisés et exclus des initiatives en cours. Ces divisions reflètent des dynamiques locales complexes.

La marginalisation matérielle de la vallée pousse à sa valorisation symbolique, transformant cet espace en une projection mondiale pour des activités spécifiques. Les enjeux se cristallisent autour de la préservation du paysage de la vallée, avec des arguments en faveur de la conservation du capital symbolique pour préserver l'attrait mondial du lieu.

Au cœur de cette réflexion, l'auteur suggère l'idée d'une "enclave juridique" comme une solution envisageable pour préserver la valeur symbolique et touristique de la région. Cette proposition impliquerait l'extension de protections légales sur des lieux emblématiques, marquant ainsi l'évolution d'une enclave géographique vers une enclave symbolique ou juridique.

4. Analyse des rapports entre les acteurs

Initialement, la première phase s'attache à localiser les principaux acteurs concernés par les enjeux territoriaux, à cerner les aspects fondamentaux du projet (I), à explorer les enjeux et les domaines de conflit, ainsi qu'à identifier les buts poursuivis par ces acteurs dans ces domaines spécifiques.

La phase suivante englobe une analyse et une description du jeu d'intervenants selon deux perspectives distinctes : 1. L'identification des influences directes des acteurs les uns sur les autres, incarnée par la matrice acteurs/acteurs, ou matrice des influences directes (MID). 2. La description et l'évaluation de la position de chaque acteur par rapport à chaque objectif, au moyen de la matrice acteurs/objectifs, ou matrice des positions évaluées 2MAO. Ce stade résulte d'un processus collaboratif s'étendant sur plusieurs séances de travail.

Dans la troisième phase, en s'appuyant sur ces deux matrices, le logiciel Mactor opère un traitement des données et produit une série de résultats pour une meilleure appréhension des positions des acteurs au sein de l'ensemble du jeu (acteurs dominants ou subalternes). Cette

étape permet d'identifier les objectifs ayant une influence majeure sur les acteurs, les objectifs suscitant des débats, ainsi que les divergences ou convergences d'intérêts au sein des positions des différents acteurs.

La dernière phase se concentre sur l'interprétation des résultats obtenus. Chaque acteur aura ensuite la possibilité d'examiner les travaux accomplis, d'analyser les résultats à la lumière de sa propre situation et de sa propre conception des enjeux. Cela lui permettra de tirer des enseignements stratégiques adaptés à son propre établissement ou à son organisation.

4.1 Identification des différents acteurs et objectifs du système étudié :

En se basant sur les entrevues réalisées lors de la phase préliminaire, une sélection rigoureuse de 28 intervenants a été établie, lesquels sont reconnus pour jouer un rôle déterminant dans le façonnement du futur développement de la province d'Azilal. Le processus d'identification et de distinction des acteurs se déploie en accordant une attention particulière aux nuances de leurs positions vis-à-vis des enjeux fondamentaux du projet. Cette démarche permet d'appréhender les convergences et les divergences qui émergent au sein des grands domaines d'intérêt.

En conséquence de cette analyse approfondie, une liste définitive d'intervenants a été élaborée, regroupant les acteurs qui se sont révélés cruciaux pour la dynamique territoriale. Ces individus et organisations sont choisis en fonction de leur rôle dans l'articulation des enjeux stratégiques, ainsi que de leurs positions spécifiques par rapport à ces enjeux. Cette sélection soigneusement orchestrée nous permet de présenter la liste suivante des acteurs qui participent activement à l'évolution de la province d'Azilal :

1. La Province d'Azilal (Pvce)
2. Les élus des collectivités territoriales (El)
3. Les organisations de la société civile (OSC)
4. Les coopératives agricoles (Coop)
5. Les ruraux (Rur)
6. Les Eaux&Forêts (E&F)
7. La Direction Provinciale de l'Agriculture (DPA)
8. La Délégation Provinciale du tourisme (DTou)
9. Géoparc M'Goun (GMG)
10. Le Centre Régional d'Investissement (CRI)
11. L'Agence de Développement Social (ADS)
12. Les organismes internationaux (FAO, FIDA, etc) (OI)

13. Les médias (Médias)
14. Les associations des usagers de l'Eau (AUEA)
15. Agence Nationale de l'Emploi (ANAPEC)
16. Office de Développement de la Coopération (ODCO)
17. Services déconcentrés (éducation, santé) (EduSan)
18. Office National du Conseil Agricole (ONCA)
19. Office Nationale de la santé et de la sécurité alimentaire (ONSSA)
20. Les guides touristiques (Gtr)
21. L'hébergement touristique (Htr)
22. Les autorités locales (Cercle) (Cerc)
23. Les auxiliaires des autorités locales (aux)
24. Les nouabs (Nob)
25. Agence du Bassin hydraulique (ABH)
26. Secteur privé (SprV)
27. Les touristes (Tr)

Il convient de noter que cette liste d'acteurs, tout comme la liste subséquente d'objectifs, découle d'une méthodologie élaborée à partir des entretiens. Il est important de souligner que ces listes peuvent potentiellement refléter un certain biais. Toutefois, il est essentiel de préciser que les acteurs en question ont été soumis à un examen approfondi à travers une série d'entretiens actifs et non directifs au cours de notre enquête.

L'identification des objectifs a été menée en sollicitant les acteurs pour recueillir leurs perspectives sur les divers domaines d'affrontement. S'appuyant sur cette matière première initiale (qui a conduit à l'identification de multiples objectifs), nous avons élaboré une liste de vingt-quatre objectifs considérés comme les aspirations des 28 acteurs identifiés dans le cadre du développement d'Azilal. Ces objectifs ont été soigneusement formalisés dans leurs expressions. Cette formalisation précise s'avère primordiale, étant donné que la méthodologie implique de positionner les acteurs vis-à-vis de chaque objectif en fonction de leur degré de faveur ou de défaveur envers celui-ci. C'est ainsi que la précision dans la formalisation de chaque objectif prend tout son sens, car elle facilite l'évaluation de la position de chaque acteur vis-à-vis de ces objectifs.

4.2 Présentation des objectifs

La compilation de la liste de 21 objectifs s'est effectuée de la manière suivante :

1. *Garantir la sécurité sanitaire (Sécu)*

2. *Mobilisation des acteurs associatifs (MoBi)*
3. *Assurer l'ordre (Ord)*
4. *Former et informer le grand public (grand public)*
5. *Appuyer les initiatives des investisseurs (Invest)*
6. *Protéger les ressources forestières (ProtFr)*
7. *Développer des opportunités d'affaires (OppAff)*
8. *Appuyer le développement social (DevSoc)*
9. *Coordonner les interventions des différents intervenants (CoordInter)*
10. *Promouvoir l'emploi (PrEmpl)*
11. *Développer les produits de terroir (PrTerr)*
12. *Promouvoir l'emploi des vulnérables (Collab)*
13. *Introduire des innovations (Innov)*
14. *Promouvoir les filières agricoles (FiliAgr)*
15. *Développer le tourisme et valoriser le patrimoine (TrPatrim)*
16. *Coordonner les différents partenaires (AnimCoord)*
17. *Développer les coopérativisme (Coop)*
18. *La gestion de l'eau (GestEau)*
19. *Gestion des ressources en eau et arbitrage (ArbiEau)*
20. *Fournir des services sociaux (SerSoc)*
21. *Bien être (Betr)*

4.3 Les matrices d'entrée

Plusieurs sessions de réunions collaboratives ont été organisées avec les professionnels impliqués, visant à édifier les deux tableaux de données d'entrée. L'agencement du jeu d'acteurs autour du produit touristique saharien découle non seulement des prises de position individuelles des intervenants vis-à-vis des divers objectifs, mais aussi de l'ampleur de l'influence qu'ils exercent les uns sur les autres, ainsi que de leur capacité à influencer le système dans son ensemble. Par conséquent, il est impératif de documenter ces deux catégories de relations : la posture des acteurs envers les objectifs et les interactions influentes entre les acteurs eux-mêmes.

Dans cette optique, deux tableaux de données d'entrée ont été minutieusement élaborés pour alimenter le modèle Mactor :

1. Une matrice des dynamiques de pouvoir "acteurs/acteurs" a été élaborée pour représenter les capacités d'influence directe de chaque acteur sur l'ensemble de ses pairs.
2. Une matrice "acteurs/objectifs" a été conçue pour présenter les positions adoptées (favorables ou opposées) par chaque acteur à l'égard de chaque objectif (voir Figure 3).

4.4 Matrice des Influences Directes (MID)

La Matrice d'Influences Directes Acteurs X Acteurs (MID) élaborée à partir du tableau de stratégie des acteurs décrit les influences directes entre acteurs.

Tableau 5 : Matrice d'indice directe

MID	Pvce	EI	OSC	Coop	Rur	E&F	DPA	DTou	GMG	CRI	ADS	OI	Médias	AUEA	ANAPEC	ODCO	EduSan	ONCA	ONSSA	Gtr	Htr	Cerc	Aux	Nob	ABH	SprV	Tr	TeRR	
Pvce	0	2	1	0	0	1	1	0	1	2	2	2	1	0	1	1	2	0	1	0	0	0	0	0	1	1	2	2	
EI	2	0	3	0	3	1	0	0	1	1	2	1	3	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	2	0	1	2	2	
OSC	4	2	0	2	3	1	2	1	2	0	3	0	3	1	1	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	1	2	
Coop	4	1	2	0	2	0	2	1	2	1	3	0	1	1	2	4	0	2	4	2	2	0	3	0	0	2	2	2	
Rur	2	1	2	2	0	2	0	1	2	0	2	0	3	3	1	2	2	2	2	0	2	0	3	3	2	3	3	4	
E&F	1	1	0	0	1	0	1	1	2	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2	0	0	2	
DPA	2	1	0	3	2	0	0	1	2	1	2	2	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	2	2	0	1	2	
DTou	1	1	0	0	1	0	2	0	2	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	2	0	0	0	2	0
GMG	1	1	1	3	3	1	3	4	0	2	1	1	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2	0	0	2	0	
CRI	2	1	1	3	1	1	1	2	1	0	0	2	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	2	0	0	2	2	0	
ADS	2	2	0	1	0	0	2	2	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	2	0	1	0	
OI	3	3	3	3	4	4	3	4	2	2	3	0	1	1	0	0	0	0	0	1	1	0	2	0	2	0	0	0	
Médias	2	2	2	2	2	2	3	2	3	3	1	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2	0	
AUEA	2	2	2	2	2	2	3	2	2	1	0	2	2	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ANAPEC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	
ODCO	2	0	0	0	0	0	2	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
EduSan	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
ONCA	0	0	0	1	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
ONSSA	0	0	0	1	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0
Gtr	2	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	2	0	0	
Htr	2	2	0	0	0	0	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	
Cerc	3	1	0	0	2	0	1	0	0	0	1	2	2	0	1	0	2	0	1	0	0	0	0	0	2	0	2	0	
Aux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	2	0	
Nob	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
ABH	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
SprV	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Tr	0	0	0	0	0	0	0	2	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TeRR	3	3	1	0	3	3	3	3	0	3	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	1	1	2	1	2	0	

© LIPSOR-EPITA/MACTOR

Les influences sont notées de 0 à 4 suivant l'importance de la remise en cause possible pour l'acteur :

- 0 : Pas d'influence
- 1 : Processus opératoires
- 2 : Projets
- 3 : Missions
- 4 : Existence

4.5 Matrice des positions valuées (2MAO)

La Matrice des positions valuées Acteurs X Objectifs (2MAO) décrit pour chaque acteur à la fois sa valence sur chacun des objectifs (favorable, opposé, neutre ou indifférent) et sa hiérarchie des objectifs.

Tableau 6 : Matrice de la position évaluées

2MAO	Séu	Mobi	Old	grand public	Invest	ProfFr	OppAff	DevSoc	CoordInter	PEmpl	PTerr	Collab	Innov	FiliAgr	TParim	AnimCoord	Coop	GestEau	ArbiEau	SerSoc	Betr
Pvce	1	3	4	3	2	1	0	3	3	1	0	0	0	0	0	2	0	2	2	3	3
EI	0	3	1	2	0	0	0	2	-3	3	2	3	3	3	-3	2	3	1	0	1	1
OSC	3	4	4	3	1	1	0	4	1	1	3	3	1	2	2	2	0	0	2	2	2
Coop	4	2	2	1	2	2	2	2	-3	3	3	3	3	3	-3	3	-3	-2	3	3	2
Rur	2	2	2	1	0	2	2	2	1	2	2	2	1	1	1	1	2	2	2	3	2
E&F	0	0	3	0	0	4	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
DPA	3	2	2	1	3	1	3	1	2	2	3	3	2	3	1	1	2	3	1	2	2
DTou	1	1	1	1	2	1	1	1	2	1	3	1	1	1	3	1	1	0	0	0	0
GMG	2	2	1	3	1	2	1	1	1	1	3	1	1	1	3	2	2	0	0	2	0
CRI	1	1	1	3	3	1	3	1	1	3	3	1	1	1	3	1	1	1	1	1	1
ADS	2	3	1	1	2	1	2	3	1	2	3	3	1	3	1	1	1	0	0	3	3
OI	1	1	0	0	1	1	1	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	3
Médias	1	2	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AUEA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	3
ANAPEC	0	0	0	0	2	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
ODCO	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	2	3	0	2	0	0	3	0	0	0	2
EduSan	3	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
ONCA	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	3	3	0	0	0	2	0	0	0
ONSSA	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	3	0	0	0	2	0	0	0
Gtr	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	2	0	0	0	0	0	2
Htr	2	0	0	1	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0
Cerc	2	2	3	3	1	1	1	3	3	2	2	2	0	0	0	2	0	0	0	0	0
Aux	2	2	2	2	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nob	3	2	2	1	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ABH	0	0	3	3	2	3	0	0	3	0	0	0	0	0	2	3	0	3	3	0	0
SprV	3	0	0	0	3	0	3	1	0	2	2	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0
Tr	1	0	2	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
TeRR	2	2	3	3	3	3	3	3	3	2	2	3	3	2	2	2	2	3	2	3	3

© LIPSOR-EPTA-MACTOR

- Le signe indique si l'acteur est favorable ou opposé à l'objectif
 0 : l'objectif est peu conséquent
 1 : L'objectif met en cause les processus opératoires (gestion, etc ...) de l'acteur / est indispensable à ses processus opératoires
 2 : L'objectif met en cause la réussite des projets de l'acteur / est indispensable à ses projets
 3 : L'objectif met en cause l'accomplissement des missions de l'acteur / est indispensable à ses missions
 4 : L'objectif met en cause l'acteur dans son existence / est indispensable à son existence

5. Résultats de l'étude

5.1 Plan des influences directes et indirectes entre acteurs

La "matrice acteurs/acteurs" met en évidence les connexions directes entre chaque participant, fournissant une perspective intégrale des interactions premières au cœur du réseau. Elle condense l'influence d'un acteur (sur les lignes) et sa dépendance (sur les colonnes) vis-à-vis de l'ensemble du système. Cette méthodologie permet de déduire des mesures pour situer chaque participant sur un axe "influence/dépendance", facilitant ainsi l'appréhension de leurs standings mutuels.

Il convient de souligner que l'impact d'un acteur ne s'arrête pas à une liaison directe ; il peut s'étendre via d'autres membres. Une procédure calculatoire basique prend en charge ces interactions et dépendances secondaires, affinant ainsi notre compréhension des équilibres de pouvoir en jeu. L'ampleur de l'influence, de la dépendance, et des retours possibles de chaque participant, peut être consolidée en un indicateur unique : le rapport de force. Plus ce dernier est élevé, plus un acteur dispose de levier pour guider le système et influencer ses pairs, tout en étant moins sujet à leurs effets.

L'efficacité d'un acteur est dictée par son équilibre entre influence, dépendance et rétroaction. Se focaliser uniquement sur l'influence pour juger de cette efficacité est une vision limitée. Un acteur peut, par exemple, jouir d'une grande influence tout en étant fortement dépendant et sujet à une importante rétroaction, réduisant ainsi son efficacité. À l'opposé, un acteur d'influence moyenne, mais indépendant et sans rétroaction, démontre une efficacité considérable.

5.2 Vecteur d'influence

Plus le vecteur est élevé plus l'acteur est influent

Tableau 7 : Vecteur d'influence

	Q
Pvce	0,9
EI	1,6
OSC	1,7
Coop	1,4
Rur	1,7
E&F	1,0
DPA	1,4
DTou	0,7
GMG	1,7
CRI	1,2
ADS	0,8
OI	1,9
Médias	1,3
AUEA	1,4
ANAPEC	0,4
ODCO	0,8
EduSan	0,7
ONCA	0,8
ONSSA	0,7
Gtr	0,7
Htr	1,0
Cerc	1,7
Aux	0,1
Nob	0,0
ABH	0,0
SprV	0,0
Tr	0,5
TeRR	1,7

© LIPSOR-ENT-A-MACTOR

5.3 Catégorisation des acteurs :

- **Acteurs dominants** : Ce sont acteurs comme les OI (organisations internationales) ou la délégation du tourisme ou les ruraux (Rur) qui ont un poids majeur et sont donc très influents
- **Acteurs relais** : ont une certaine influence, mais elle passe par d'autres acteurs (par exemple l'ADS via d'autres structures comme les associations ou les communes), l'ODCO à travers les coopératives
- **Acteurs dominés** : ce sont les structures qui subissent les autres influences. C'est le cas des associations ou des coopératives ou les structures d'hébergement.

Histogramme de la mobilisation des acteurs sur les objectifs 3MAO

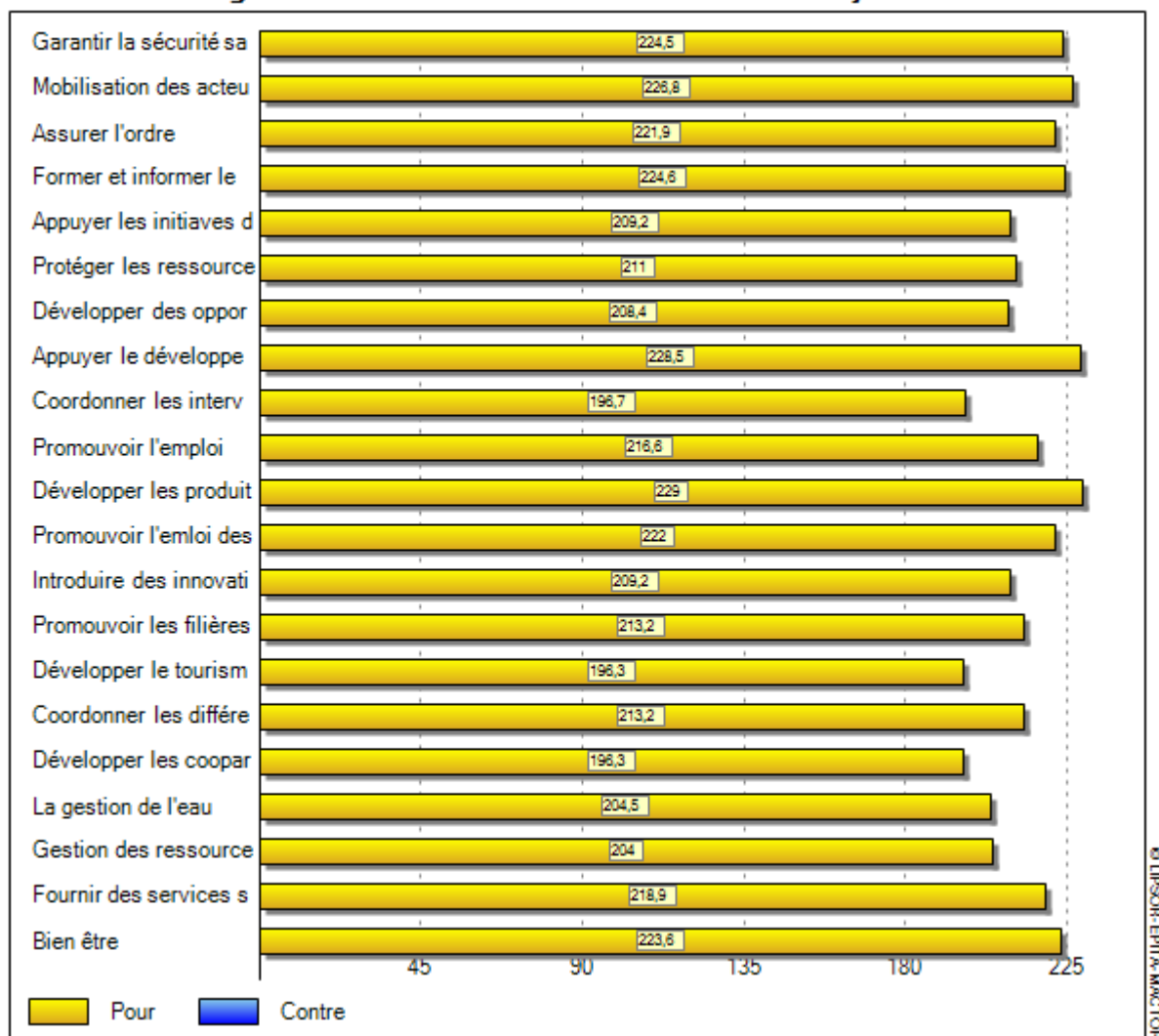


Figure 3 : Mobilisation des acteurs sur les objectifs 3MAO

5.4 Convergences et divergences entre acteurs.

La matrice des convergences d'objectifs entre acteurs ou Convergences simples Acteurs X Acteurs (ICM) identifie pour chaque couple d'acteurs le nombre d'objectifs sur lesquels deux acteurs ont la même position (favorable ou opposée), c'est-à-dire leur nombre d'alliances potentielles. Les positions neutres et indifférentes codées "0" ne sont pas prises en compte. Cette matrice est symétrique.

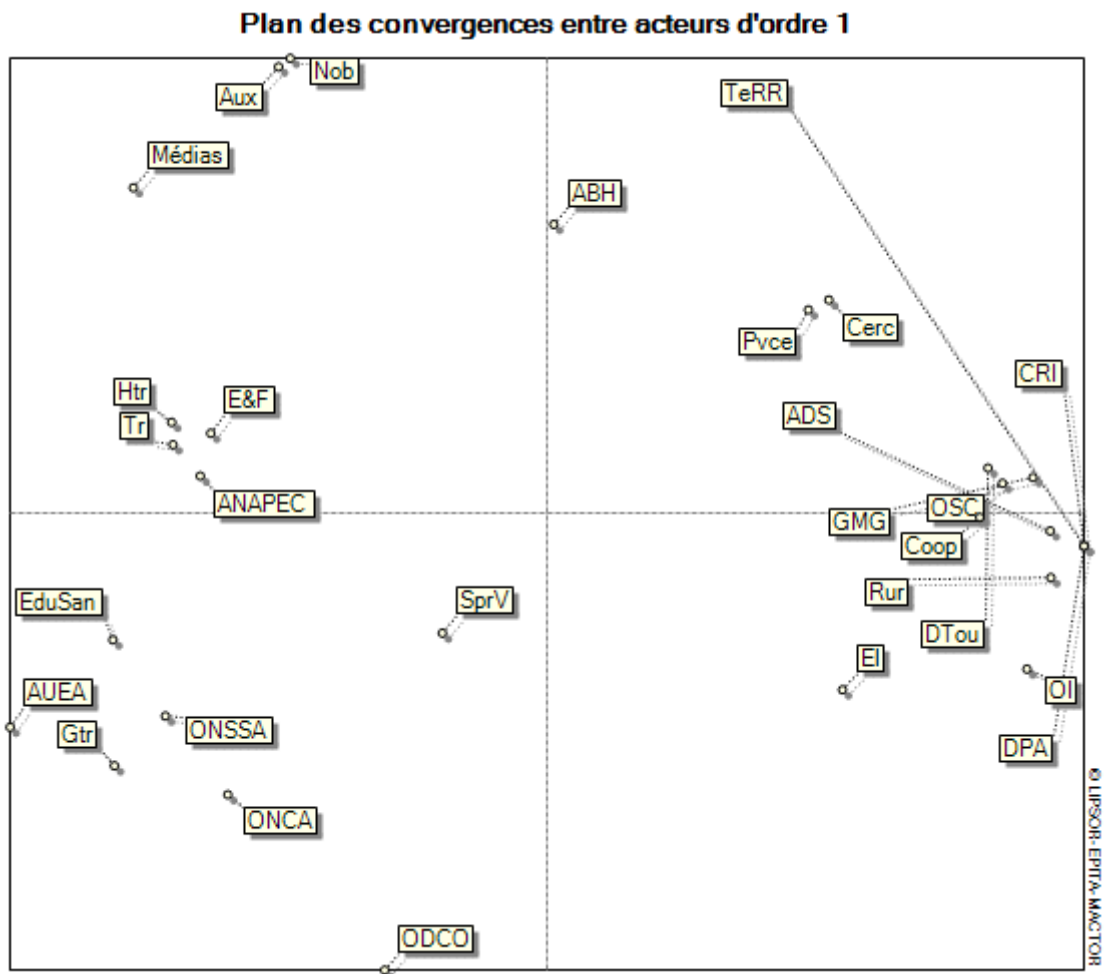


Figure 4 : Plan de convergence entre acteurs d'ordre 1

5.5 Graphe des convergences et de divergence entre acteurs

Plus la proximité est élevée entre les acteurs, plus ils ont des intérêts convergents. À titre d'exemple, la Province et le CRI, probablement en raison des orientations de développement institutionnalisées au niveau du même ministère dont les deux structures relèvent.

C'est le cas des coopératives, des associations et des ruraux qui partagent les mêmes projets et font face aux mêmes contraintes. Ce qui dénote également une problématique commune de reconnaissance de ces acteurs. Ici, on peut supposer que les mécanismes d'économie sociale et solidaire peuvent offrir des moyens et des opportunités d'épanouissement de ces trois acteurs.

Graphe des convergences entre acteurs d'ordre 1

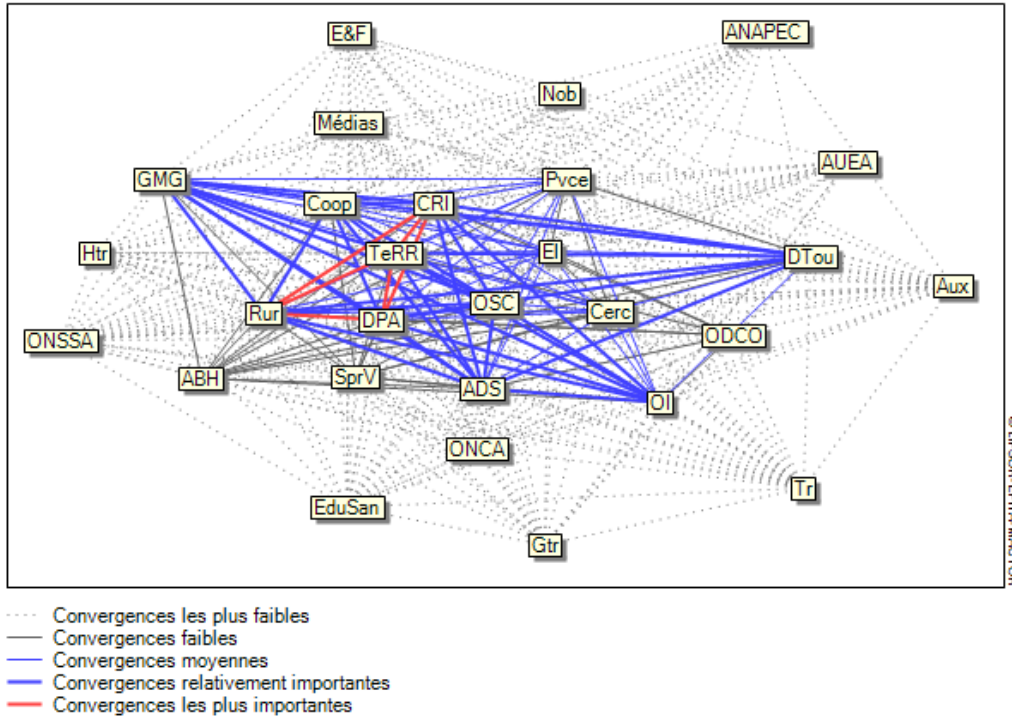


Figure 5 : Graphe des convergences entre acteurs d'ordre 1

Plan des divergences entre acteurs d'ordre 1

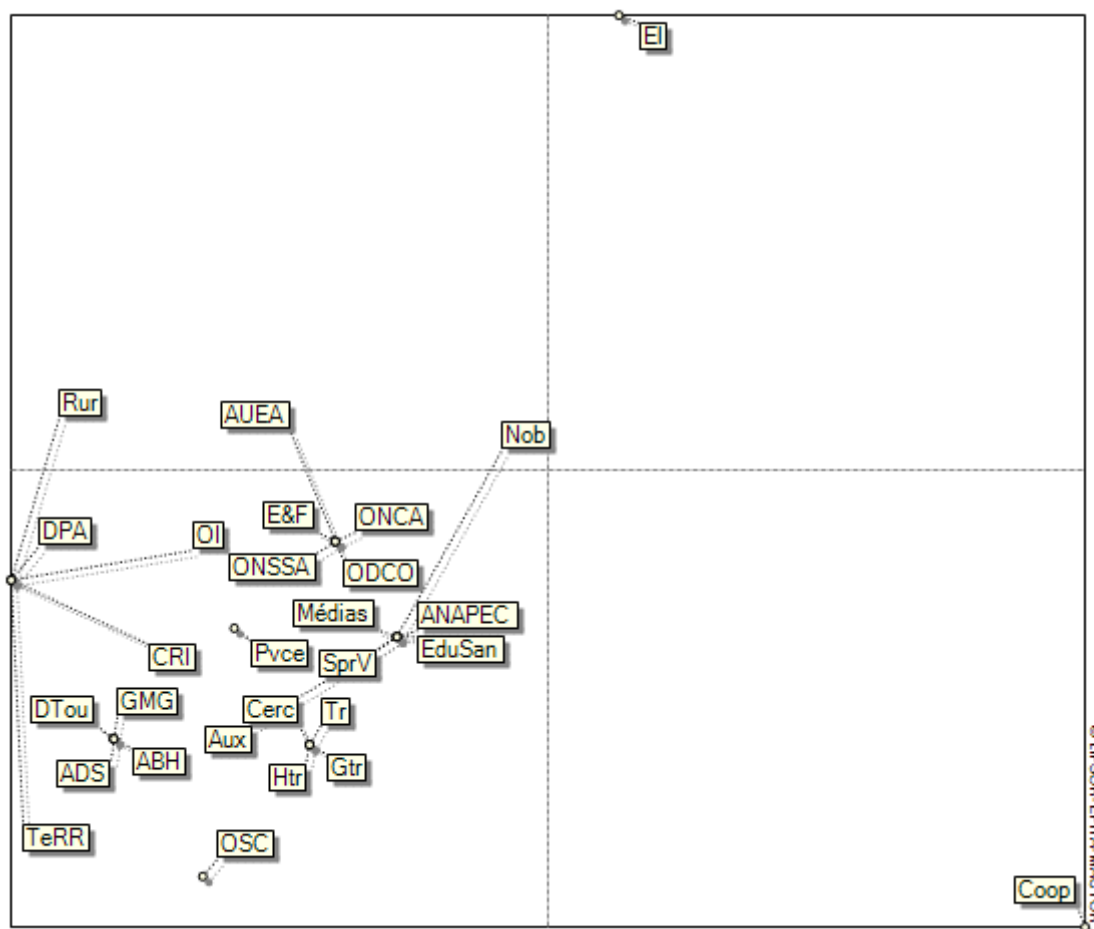


Figure 6 : Plan des divergences entre acteurs d'ordre 1

Graphe des divergences entre acteurs d'ordre 1

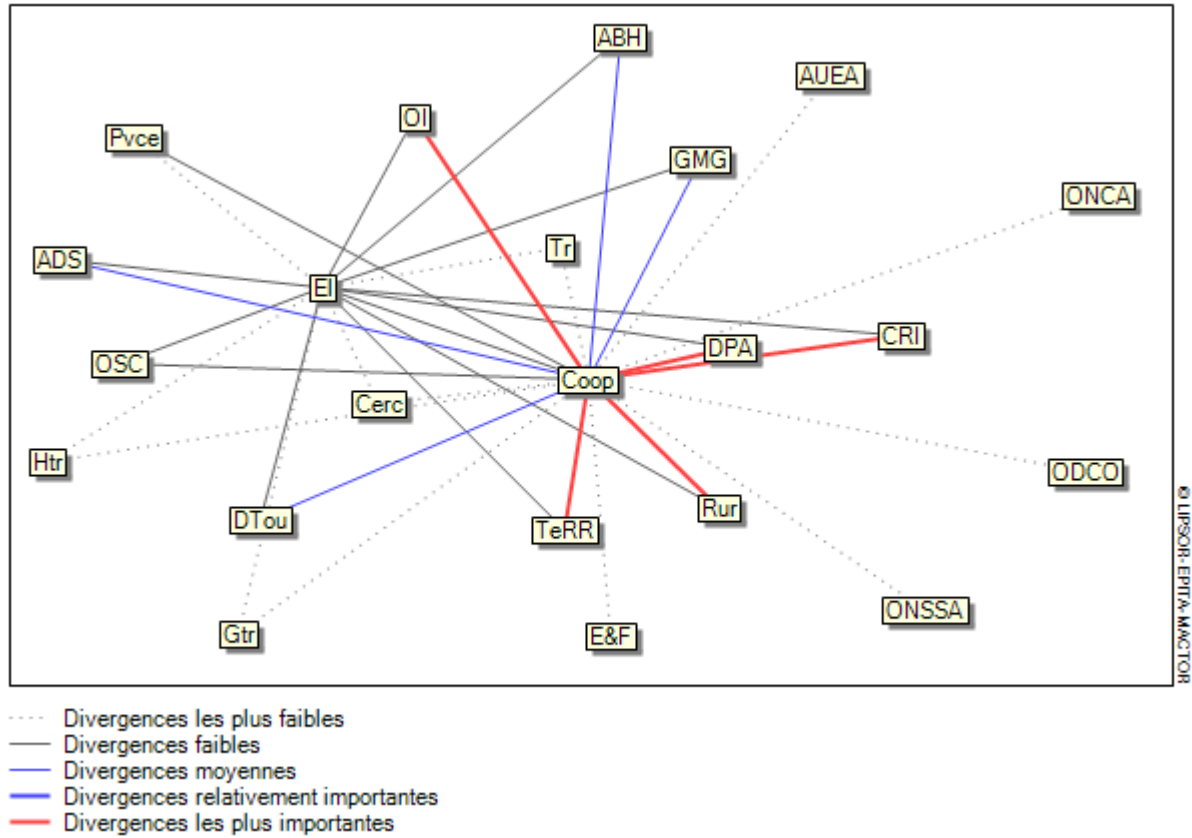


Figure 7 : Graphe des divergences entre acteurs d'ordre 1

CONCLUSION DU CHAPITRE 2

En synthèse de cette deuxième partie, il est incontestable que le développement territorial dans la province d'Azilal est une entreprise complexe et multidimensionnelle, requérant une orchestration harmonieuse entre divers acteurs et stratégies. Si les politiques publiques et les projets gouvernementaux occupent une place centrale en instaurant un cadre de développement, il est manifeste qu'ils ne sont pas en mesure de porter seuls la responsabilité d'un progrès durable et inclusif.

Les initiatives locales émergent comme des moteurs fondamentaux du développement, opérant comme les piliers de l'économie régionale. Allant des projets agricoles aux initiatives éducatives et génératrices de revenus, elles incarnent l'essence même de l'identité locale. Au-delà de leur impact économique, elles concourent à la valorisation des connaissances endogènes, ainsi qu'à la sauvegarde du patrimoine culturel et environnemental. En interagissant de manière complémentaire avec les projets étatiques ou les partenariats public-privé, elles façonnent une dynamique locale complexe et variée, gage d'un développement durable et équilibré.

Le partenariat public-privé, de son côté, se révèle être un catalyseur de développement indispensable. Ces alliances permettent de débloquer des ressources financières supplémentaires, d'introduire des compétences novatrices et de garantir la pérennité des projets. La participation citoyenne, accompagnée d'une coordination fluide entre les diverses strates d'acteurs – locaux, régionaux et nationaux –, s'avère tout aussi cruciale. La promotion d'une gouvernance participative cultive non seulement la transparence et la redevabilité, mais aussi une implication plus profonde des communautés dans les projets de développement, renforçant ainsi leur efficacité et leur pertinence.

À l'aube d'une nouvelle ère pour la province d'Azilal, il est indéniable que des défis subsistent, qu'ils soient environnementaux, sociaux ou économiques. Cependant, la perspective de les surmonter n'est pas hors de portée. En embrassant une approche territorialisée, en capitalisant sur les ressources internes et en diversifiant les assises économiques, la région peut affirmer sa compétitivité dans un monde en constante globalisation.

Néanmoins, le développement territorial demeure bien loin d'être une équation simple résolue par un seul facteur ou un seul protagoniste. Il exige une démarche collaborative, empreinte d'intégration, et implique toutes les couches de la société, de l'État aux communautés locales.

L'ultime but est de forger un environnement où chaque membre de la communauté puisse réaliser son potentiel tout en contribuant à un développement plus ample, un développement qui soit non seulement durable et équilibré, mais qui résonne en harmonie avec l'identité singulière du territoire d'Azilal.

En somme, le développement territorial dans la province d'Azilal devient une entreprise collective qui réclame l'implication et la collaboration de tous les acteurs. Ce faisant, cette entreprise collective cherche non seulement à relever les défis actuels, mais également à ouvrir la voie pour les générations futures, assurant ainsi un héritage fait de résilience, de prospérité et d'harmonie. C'est donc dans cette optique que l'ensemble des forces impliquées s'engage dans une démarche stratégique, visant à déployer les multiples facettes du développement territorial et à façonner un avenir qui se veut économiquement florissant, socialement équitable et écologiquement durable.

SYNTHÈSE DE LA TROISIÈME PARTIE

En clôturant le chapitre 1, il est manifeste que la gouvernance territoriale occupe une place fondamentale dans le contexte du développement de la province d'Azilal. Les particularités des dynamiques de développement s'étendant à travers diverses régions, notamment les bassins de vie tels que Demnate, Azilal, Afourar et Bzou, ainsi que les zones environnantes comme le lac de Bin El Ouidane et la haute montagne, soulignent impérativement la nécessité d'une approche individualisée pour la gestion des ressources et la stimulation de la croissance économique.

L'introduction du concept innovant de ressource territoriale a permis d'approfondir notre compréhension des atouts inhérents au territoire. Même si certaines de ces ressources spécifiques demeurent en grande partie inexploitées, elles renferment un potentiel considérable pour catalyser le développement. Cependant, ce potentiel ne peut être pleinement exploité qu'à travers une gestion appropriée et une patrimonialisation continue. Cette gestion requiert un cadre de gouvernance territoriale inclusif et harmonieux, où les acteurs locaux, les institutions traditionnelles et les intervenants externes s'unissent pour façonner l'avenir du territoire.

Dans cette perspective globale, le diagnostic territorial surgit comme un outil essentiel. En tant que mécanisme dynamique, il ouvre des opportunités pour surmonter les obstacles en favorisant la convergence des perspectives et des intérêts divers. En encourageant un processus d'apprentissage collectif, le diagnostic territorial émerge comme un moteur du développement durable. Il incarne une démarche alignant les actions sur les spécificités du territoire, en tenant compte des évolutions politiques, économiques et sociales en cours.

Ainsi, le chapitre nous a conviés à une exploration en profondeur de la complexité de la gouvernance territoriale à Azilal. Les défis abordés, les ressources identifiées et les dynamiques locales scrutées posent les bases indispensables pour une approche réfléchie et holistique du développement territorial à venir. En somme, le chemin vers un développement équilibré et prospère pour la province d'Azilal exige une gouvernance adaptée et proactive, une reconnaissance active des ressources territoriales et une implication cohérente des acteurs locaux dans le processus de transformation.

En synthèse du deuxième chapitre, il est indiscutable que le développement territorial dans la province d'Azilal est une entreprise complexe et multidimensionnelle, nécessitant une coordination harmonieuse entre divers acteurs et stratégies. Si les politiques publiques et les projets gouvernementaux occupent une place centrale en établissant un cadre de

développement, il est évident qu'ils ne peuvent à eux seuls porter la responsabilité d'un progrès durable et inclusif.

Les initiatives locales émergent comme des forces motrices essentielles du développement, en tant que piliers de l'économie régionale. Des projets agricoles aux initiatives éducatives et créatrices de revenus, elles incarnent le cœur même de l'identité locale. Au-delà de leur impact économique, elles contribuent à la valorisation des connaissances internes et à la sauvegarde du patrimoine culturel et environnemental. En interagissant de manière complémentaire avec les projets étatiques ou les partenariats public-privé, elles tissent une trame locale complexe et diversifiée, garante d'un développement durable et équilibré.

Le partenariat public-privé, quant à lui, s'impose comme un levier de développement indispensable. Ces alliances permettent de débloquer des ressources financières supplémentaires, d'introduire des compétences innovantes et d'assurer la durabilité des projets. La participation citoyenne, accompagnée à une coordination fluide entre les différentes strates d'acteurs – locaux, régionaux et nationaux –, se révèle tout aussi vitale. La promotion d'une gouvernance participative cultive non seulement la transparence et la responsabilité, mais aussi une implication plus profonde des communautés dans les projets de développement, renforçant ainsi leur efficacité et leur pertinence.

Il est indéniable que des défis persistent, qu'ils soient environnementaux, sociaux ou économiques. Cependant, l'opportunité de les surmonter reste possible.

Néanmoins, le développement territorial reste bien loin d'être résolu par un simple facteur ou un seul acteur. Il nécessite une démarche collaborative, intégrée et impliquant toutes les strates de la société, de l'État aux communautés locales.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Nous avons tenté une exploration des concepts de développement et appréhendé une transition graduelle, mais significative dans la manière dont nous comprenons et interprétons le développement économique, social et territorial. Historiquement, le développementalisme s'est manifesté comme une réponse à la nécessité d'accélérer la croissance économique, avec une confiance marquée en la capacité de l'État à jouer un rôle moteur. Cela s'est basé sur une planification centralisée et des investissements stratégiques pour stimuler l'économie.

Cependant, avec l'évolution du paysage économique mondial et la prise de conscience des inégalités croissantes, le néo-développementalisme est né. Cette approche repensée favorise une régulation économique plus équilibrée et cible spécifiquement la réduction des inégalités. Elle reconnaît que, bien que la croissance soit essentielle, elle ne doit pas se faire aux dépens des groupes vulnérables ou marginalisés.

Parallèlement à cette évolution, le développement durable a émergé comme un impératif, poussant les nations à considérer non seulement la croissance économique, mais aussi la durabilité environnementale. Cette approche holistique du développement reconnaît que la croissance sans considération pour l'environnement est insoutenable à long terme.

En intégrant ces concepts, le développement territorial est apparu, mettant en lumière la nécessité de stratégies adaptées au contexte local de la province d'Azilal. En effet, chaque territoire a ses propres atouts, défis et besoins, et reconnaître cette unicité est essentiel pour créer des solutions de développement efficaces.

Cela nous amène à la question de l'appropriation du territoire. Les territoires ne sont pas de simples entités géographiques, ils sont aussi constitués d'identités, de cultures, et de dynamiques sociales. Les conflits territoriaux, souvent enracinés dans des différences socio-culturelles ou des revendications historiques, peuvent influencer considérablement les trajectoires de développement.

En étudiant la gestion territoriale au Maroc, nous découvrons comment un état peut naviguer dans ces défis. La réforme territoriale marocaine est un exemple de tentative de décentralisation de la gouvernance, visant à donner davantage de pouvoir et de responsabilités aux entités régionales. Cette décentralisation a pour but de rendre la gestion plus efficace, en prenant en compte les besoins locaux spécifiques.

La politique territoriale se dévoile comme un instrument crucial pour guider et soutenir le développement à différents niveaux. L'évolution majeure dans ce domaine est la prise de

conscience que l'État ne peut pas agir seul. La collaboration entre acteurs étatiques, privés et de la société civile est devenue essentielle pour adresser les défis complexes du développement contemporain.

Nous avons ensuite effectué une caractérisation du territoire et des acteurs de la province d'Azilal. Concernant le développement territorial, l'efficacité des politiques publiques réside dans leur adaptabilité aux besoins locaux et leur interaction harmonieuse. La gouvernance territoriale, bien qu'elle puisse être complexe, est indispensable pour une mise en œuvre réussie. Dans le contexte d'Azilal, une évaluation holistique, tenant compte des facteurs physiques, économiques, sociaux et politiques, est primordiale.

La politique territoriale doit synchroniser divers acteurs pour répondre aux besoins spécifiques d'une région. À Azilal, une coordination adéquate, une politique adaptative et des mécanismes de gouvernance robustes sont cruciaux pour le succès de ces politiques.

Les discussions présentées dans ce chapitre fournissent un éclairage sur les enjeux du développement socio-économique au Maroc. La collaboration entre divers acteurs, allant des agences gouvernementales aux guides touristiques, est primordiale pour une mise en œuvre fructueuse des stratégies de développement.

L'adoption d'une stratégie diversifiée touchant différents secteurs, de l'agriculture au tourisme, est essentielle pour un développement complet. L'investissement dans les ressources humaines et l'importance de la participation citoyenne ne peuvent être sous-estimés. Les initiatives visant à valoriser le patrimoine, tout en l'abordant de manière durable, sont au cœur de la vision du développement.

Cependant, il est crucial d'adopter une approche proactive pour relever les défis tels que les contraintes budgétaires et la gestion des conflits. La durabilité est transversale à toutes les initiatives, et la diversification est essentielle pour assurer un équilibre écologique et économique à long terme.

En somme, les leçons tirées de ces entretiens révèlent l'importance d'une stratégie intégrée, valorisant la participation des acteurs locaux, tout en tenant compte de l'identité culturelle et des besoins environnementaux pour un développement inclusif.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Adidi. De l'aménagement du territoire au développement territorial : quelle transition et quelle articulation ?. 1re Conférence intercontinentale d'Intelligence territoriale "I.C.I. les territoires, l'Intelligence, la Communication et l'Ingénierie territoriales pour penser ensemble le développement des territoires", Gatineau 2011, Oct 2011, Gatineau, Canada. pp.11. halshs-00960909
- ADS. DES PCD d'AZILAL A LA SYNTHÈSE PROVINCIALE, 2010.
- AIT OMAR T., Les géopatrimoines de la partie Nord-Est du géoparc régional du M'Goun (Moyen et Haut Atlas Central, Maroc) : Inventaire, évaluation et valorisation. Géographie. Université d'Angers ; université Sultan Moulay Slimane (Beni Mellal, Maroc), 2021. P.12
- AMSED/cadre juridique des associations au Maroc : analyse et propositions de plaidoyer/avec l'appui du projet SANAD de l'USAID/février 2012
- ANDRE TORRE. Théorie du développement territorial. In Géographie, économie, société 2015/3 (Vol. 17), pages 273 à 288
- AUBERT P.-M., L'administration forestière face à l'agdal. Quelle reconnaissance pour les pratiques locales ? pp :1-30. https://www.researchgate.net/publication/260954317_Reconnaissance_des_pratiques_locales_et_participation_l'administration_forestiere_face_a_l'agdal ?
- AUBERT P.-M., Les évolutions de la politique forestière au Maroc : entre réappropriation du modèle forestier français et idéalisation de la tribu. Rev. For. Fr. LXV - 4-2013
- AUCLAIR L., De nouveaux enjeux pour de vieilles pratiques de gestion Les agdals forestiers du Haut Atlas central (Maroc). Séminaire de l'IFB, Fréjus 7-9 septembre 2005
- BASSALER N., 2004.- Le jeu des acteurs de l'information géographique : un cas appliqué de la méthode Mactor Cahier du Lipsor n° 17. Librairie des Arts et Métiers. p.9-10
- BENDOUROU O, « Les droits de l'homme dans la constitution marocaine de 2011 : débats autour de certains droits et libertés », La Revue des droits de l'homme, 6 | 2014
- BERTACCHINI, Y. (2010). Intelligence territoriale : une lecture retro-prospective. Revue internationale d'intelligence économique, 2, 65-97. <https://www.cairn.info/revue--2010-1-page-65.htm>.
- BONERANDI E., « Le recours au patrimoine, modèle culturel pour le territoire ? », Géocarrefour, vol. 80/2 | 2005, 91-100.
- BOUCHRA JEDDI. Le tourisme rural dans la province d'Azilal, quels impacts socioéconomiques pour un développement territorial ?. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 2022, 10.5281/zenodo.6386921. hal-03651735
- BOUJROUF S., Innovation et recomposition territoriale au Maroc. Une mise en perspective géohistorique. Rencontres scientifiques franco-Sud-Africaines de l'innovation territoriale, Jan 2002, Grenoble - Avignon, France. pp.14. halshs-00741043
- BOUJROUF, S., « Ressources patrimoniales et développement des territoires touristiques dans le Haut Atlas et les régions sud du Maroc », Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine [En ligne], 102-1 | 2014, mis en ligne le 17 juin 2014, consulté le 20

- août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rga/2259> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.225>
- BOUMAZA N. Crise, action et mutations : le Haut Atlas marocain et les effets d'une programmation du tourisme / Crisis, action and change : the Moroccan High Atlas Mountains and the effects of tourism programming. In: Revue de géographie alpine, tome 84, n° 4, 1996. pp. 25-36;
 - BOUTCHKKOUCHT A., ELMOUFID R. Caractérisation des changements climatiques dans la montagne du Haut Atlas Marocain : cas de la vallée des Ait Bouguemez. International Journal of Advanced Research in Innovation, Management & Social Sciences Volume 4, Issue 4, December Year: 1-18.
 - BRAHIM NAIT OUACHA ET AL.. The Geological Heritage of Central High Atlas: an Asset for Integrated Geotourism (Case of Assif Melloul Crossing (Common Territorial of Anergui and Tillouguite) in the Province of Azilal; Béni Mellal-Khénifra-Region/Morocco). International Journal of Science and Research (IJSR). Index Copernicus Value (2016) : 79.57 | Impact Factor (2017): 7.296 Volume 7 Issue 10, October 2018. ISSN : 2319-7064 .Licensed Under Creative Commons Attribution CC BY
 - BRANDSEN T., GUENOUN M., « Le citoyen, un agent public comme les autres ? Espoirs et enjeux de la coproduction des services publics » In Nicolas Matyjasik; Marcel Guenoun (dir.), « En finir avec le new public management » Publisher : Institut de la gestion publique et du développement économique, Year : 2019 : 130-134.
 - CALLOIS J.M., « Les relations sociales, frein ou moteur de la durabilité », Développement durable et territoires [En ligne], Dossier 8 | 2006, mis en ligne le 07 janvier 2013, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/3284> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.3284
 - CAMPENHOUDT Luc Van et QUIVY. Raymond .Manuel de Recherches en Sciences Sociales, Ed Dunod, 2011
 - CAYLA N., DUVAL-MASSALOUX M. Le géotourisme : patrimoines, pratiques, acteurs et perspectives marocaines. In: Collection EDYTEM. Cahiers de géographie, numéro 14, 2013. Ressources patrimoniales et alternatives touristiques, entre oasis et montagne. pp. 101-116; doi : <https://doi.org/10.3406/edyte.2013.1228> https://www.persee.fr/doc/edyte_1762_4304_2013_num_14_1_1228
 - CHEYLAN J.P, RIAUX J., ELGUEROUA A., AUCLAIR L., ROMAGNY B., VASSAS A.. Gestion des ressources, pouvoir et innovations institutionnelles dans la vallée des Ayt Bouguemez. In Agdal Patrimoine socio-écologique de l'Atlas marocain L. Auclair, M. Alifriqui (dic.) IRCAM - IRD (éd.) 2012 : 525-555
 - COLLETIS G., PECQUEUR B., « Révélation de ressources spécifiques et coordination située », Économie et institutions [En ligne], 6-7 | 2005, mis en ligne le 31 janvier 2013, consulté le 25 avril 2023. URL : <http://journals.openedition.org/ei/900> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ei.900>
 - D'AQUINO P., « Le territoire entre espace et pouvoir : pour une planification territoriale ascendante », L'Espace géographique 2002/1 (tome 31), p. 3-22 Pays d'Accueil

Touristique du Haut Atlas Central : Stratégie de Développement et Plan d'action, Equipe
Tourisme Rural, Direction des Aménagements et des Investissements, Mai 2006

- DGCL, 2022. Programme de développement de la préfecture ou de la province. Guide méthodologique. Processus d'élaboration, de suivi et d'évaluation. 101 p.
- DI MEO G.. Les territoires de l'action. Bulletin de la Société Géographique de Liège, Société Géographique de Liège, 2006, pp.7-17.
- DI MEO G., De l'espace aux territoires : éléments pour une archéologie des concepts fondamentaux de la géographie. In: L'information géographique, volume 62, n° 3, 1998. pp. 99-110. doi : <https://doi.org/10.3406/ingeo.1998.258>
- DISSART J.C., « Co-construction des capacités et des ressources territoriales dans les territoires touristiques de montagne », Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine [En ligne], 100-2 | 2012, mis en ligne le 27 décembre 2012, consulté le 3 avril 2023. URL : <http://journals.openedition.org/rga/1781> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.1781>
- DUVILLARD S., LAPOSTOLLE D., « La géopolitique du foncier : pouvoirs et échelles d'action », Études rurales [En ligne], 201 | 2018, mis en ligne le 01 janvier 2020, consulté le 12 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/12096> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.12096>
- FLANQUART H., « Acceptabilité sociale », Développement durable et territoires [En ligne], Vol. 13, n° 3 | Décembre 2022, mis en ligne le 16 décembre 2022, consulté le 30 avril 2023. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/21766> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.21766>
- FLANQUART H., « Nous sommes tous des nimbystes : plaider pour l'utilisation de la notion d'acceptabilité sociale », Développement durable et territoires [En ligne], Vol. 11, n° 3 | Décembre 2020, mis en ligne le 20 décembre 2020, consulté le 14 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/17718> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.17718>
- FOFACK-GARCIA R., FLANQUART H., « Acceptabilité sociale », Développement durable et territoires [En ligne], Vol. 13, n° 3 | Décembre 2022, mis en ligne le 16 décembre 2022, consulté le 30 avril 2023. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/21766> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.21766>
- FOURNIER J.M., Géographie sociale et territoire, de la confusion sémantique à l'utilité sociale ?. ESO Travaux et Documents, 2007, 26, pp.29-35.
- GENIN D., ALIFRIQUI M., « La forêt rurale du Haut Atlas. » Terroirs fonctionnels et fonctions des paysages ». in Les terroirs au Sud, vers un nouveau modèle ?, IRD Éditions, 2016. p. 69-84
- GOEURY D., 2013. LES ESPACES DU MERITE : AUX CONFINS DU TOURISME ET DE L'ENGAGEMENT CITOYEN ? In Fin (?) et confins du tourisme Interroger le statut et les pratiques de la récréation contemporaine Hugues François, Philippe Bourdeau et Liliane Perrin-Bensahel (dir.) Mars 2013 - 220 pages
- GOEURY D., « L'enclavement, une contrainte nationale devenue une opportunité mondiale ? », Méditerranée [Online], 116 | 2011, Online since 01 June 2013, connection on 02 July 2023. URL : <http://journals.openedition.org/mediterranee/5427>; DOI : <https://doi.org/10.4000/mediterranee.5427>
- GRAWITZ M., *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz. 1996

- HAMMI S., SIMONNEAUX V., ALIFRIQUI M., AUCLAIR L., MONTES N., Evolution des recouvrements forestiers et de l'Occupation des sols entre 1964 et 2002 dans la haute vallée des Ait Bouguemez (Haut Atlas Central, Maroc). Impact des modes de gestion.. Science et changements planétaires / Sécheresse, 2007, 18, pp.271-277. 10.1684/sec.2007.0101. ird-00389794
- HAUT-COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION Projet Pilote d'Aménagement du Bassin Versant de l'Oued Lakhdar. RAPPORT DE FIN DE PROJET, 2005. 35p.
- HINTI S., Gouvernance économique et développement des territoire. Ipm.elmaarif aljadida
- KAHN R., « La dimension culturelle du développement territorial », Revue d'Économie Régionale & Urbaine 2010/4 (octobre), p. 625-650. DOI 10.3917/reru.104.0625
- KEITA B., Gestion sociale de l'eau et projet de modernisation hydraulique dans une vallée du haut atlas au Maroc : les Aït Hakim (des Aït Bouguemez). PCSI - 4e Séminaire international et interdisciplinaire, 2006, Montpellier, France. 15 p. cirad-00155660
- LAGANIER R., VILLALBA B., ZUINDEAU B., « Le développement durable face au territoire : éléments pour une recherche pluridisciplinaire », Développement durable et territoires [En ligne], Dossier 1 | 2002, mis en ligne le 01 septembre 2002, consulté le 30 août 2023. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/774> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.774>
- LANDEL P.-A., SENIL N., MAO P., ÉTUDE SUR LES POLES D'ECONOMIE D'UN PATRIMOINE DIAGNOSTIC STRATEGIQUE DES RESSOURCES PATRIMONIALES DE LA REGION DE TADLA AZILAL. 2007. halshs-01387639
- LARDON S., PIVETEAU V., « Méthodologie de diagnostic pour le projet de territoire : une approche par les modèles spatiaux », Géocarrefour, vol. 80/2 | 2005, 75-90.
- LARDON S., PIVETEAU V., LELLI L., "Le diagnostic des territoires", Géocarrefour [Online], vol. 80/2 | 2005, Online since 13 March 2008, connection on 30 August 2022. URL : <http://journals.openedition.org/geocarrefour/979>; DOI : <https://doi.org/10.4000/geocarrefour.979>
- LEA S., BRODHAG Ch., « A la recherche de la dimension sociale du développement durable », Développement durable et territoires, Dossier 3 | 2004,
- LELOUP F., MOYART L., PECQUEUR B., La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale ? In. Géographie, économie, société 2005/4 (Vol. 7), pages 321 à 332
- MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCE. GUIDE DU DIALOGUE DE GESTION ET DU PILOTAGE OPERATIONNELS. https://lof.finances.gov.ma/sites/default/files/guide_dgpovf.pdf
- MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES. GUIDE DE LA PERFORMANCE. P26-27. https://lof.finances.gov.ma/sites/default/files/Guide_performance.pdf
- MINISTERE DU TOURISME. La stratégie nationale pour le développement du tourisme rural.

- MOINE A., Le territoire comme un système complexe : un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie. In L'Espace géographique 2006/2 (Tome 35), pages 115 à 132
- MONOGRAPHIE DES COMMUNES, INDH, 2008
- MOULAERT F., NUSSBAUMER J., Logique sociale du développement territorial. 2008. Presses de l'Université du Québec.
- OECD (2009), The Impact of Culture on Tourism, OECD, Paris, French translation of pp. 3-75,
- OIRY-VARACCA M.. Du tourisme De randonnée au tourisme patrimonial l'identité, levier De recompositions territoriales Dans la vallée des Aït Bouguemez ? Haut Atlas, Maroc Collection EDYTEM - n° 14 – 2013 : 45-56
- OLIVIER A., « Lorsque la pénurie fait ressource. Etude géographique de la notion de ressource. L'exemple de la politique de l'eau au Maroc », Géocarrefour [En ligne], vol. 80/4 | 2005, mis en ligne le 01 juin 2009, consulté le 02 juillet 2023. URL : <http://journals.openedition.org/geocarrefour/1244> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/geocarrefour.1244>
- PEZELET L., « Gîte d'étape chez l'habitant » dans le Haut Atlas central : logique touristique et sens de l'espace domestique / Lodging with local inhabitants in the central High Atlas region : tourism and local space. In: Revue de géographie alpine, tome 84, n° 4, 1996. pp. 133-148; doi : <https://doi.org/10.3406/rga.1996.3891>
- PEZELET L., « Développement touristique et société locale dans le Haut Atlas central marocain : quelle production spatiale autochtone ? » in Correspondances : Bulletin d'information scientifique, n. 37 (1995/12)
- PLANEL S., « Transformations de l'État et politiques territoriales dans le Maroc contemporain », L'Espace Politique [En ligne], 7 | 2009-1, mis en ligne le 30 juin 2009, consulté le 31 août 2023. URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/1234> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.1234>
- PLANS COMMUNAUX DE DEVELOPPEMENT (PROVINCE D'AZILAL), 2010.
- PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE LA REGION BENI MELLAL – KHENIFRA 2016 – 2021. 145 p. ROYAUME DU MAROC. MINISTERE DE L'INTERIEUR. CONSEIL REGIONAL DE BENI MELLAL – KHENIFRA.
- REQUIER-DESJARDINS D., « Territoires – Identités – Patrimoine : une approche économique ? », *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 12 | 2009, mis en ligne le 09 janvier 2020, consulté le 30 août 2023. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/7852> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.7852>
- REY-VALETTE H., PINTO M., MAUREL P., CHIA E., GUIHENEUF P.Y., ET AL.. Guide pour la mise en œuvre de la gouvernance en appui au développement durable des territoires. [Rapport de recherche] auto-saisine. 2011, 155 p. hal-01485481. P.26
- RIAUX J., « La « gestion participative de l'irrigation » : exemple d'intervention publique dans une vallée du Haut Atlas marocain, les .Aït Bou Guemez » In "Laurent Auclair ;

- Chantal Aspe ; Patrick Baudot. « Le retour des paysans ? - À l'heure du développement durable. Edisud. 2006 : 259-274.
- ROYAUME DU MAROC PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL DES ZONES DE MONTAGNE (PDRZM) Rapport de conception finale Volume II : Documents de travail. 313 p.
 - ROYAUME DU MAROC. MINISTERE DE L'INTERIEUR. CONSEIL REGIONAL DE BENI MELLAL – KHENIFRA. PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE LA REGION BENI MELLAL – KHENIFRA 2016 – 2021. 145 p.
 - SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE DE LA REGION DE TADLA AZILAL, Rapport de deuxième phase : Elaboration du SRAT de Tadla Azilal et identification des espaces projets, résumé, Dirasset, juillet 2008, 74 pages
 - SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE DE LA REGION DE TADLA AZILAL, Dirasset, avril 2007, 80 pages
 - SENIL N., JULIEN B., Étude de la mise en tourisme sportive et patrimoniale d'une vallée de haute-montagne. Le cas de la vallée des Aït Bouguemez (Haut Atlas central, Maroc). In: Collection EDYTEM. Cahiers de géographie, numéro 14, 2013. Ressources patrimoniales et alternatives touristiques, entre oasis et montagne. pp. 57-66; doi : <https://doi.org/10.3406/edyte.2013.1224> https://www.persee.fr/doc/edyte_1762-4304_2013_num_14_1_1224
 - SIGNORET Ph.,. Territoire, observation et gouvernance. Outils, méthodes et réalités. Géographie. Université de Franche-Comté, 2011. Français. <NNT : 2011BESA1036>. <tel-00669081v2>, pp :96-97.
 - THEYS J., « L'approche territoriale du " développement durable ", condition d'une prise en compte de sa dimension sociale », Développement durable et territoires [En ligne], Dossier 1 | 2002, mis en ligne 23 septembre 2002, consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://developpementdurable.revues.org/1475> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.1475
 - THIREAU V., Vers un renouvellement du rôle de l'espace dans la dynamique des territoires. Revue d'économie régionale et urbaine, 1993. ? hal-01811019 ?
 - THOENIG J.C., DURAN P., « L'État et la gestion publique territoriale »
 - TORRE A.,. Théorie du développement territorial, in Géographie, économie, société 2015/3 (Vol. 17), pages 273 à 288. Éditions Lavoisier
 - TROIN J.F., “Régionalisation et mondialisation au Maroc : interférences positives ou déséquilibres accrus ?”, Méditerranée [Online], 116 | 2011, Online since 01 June 2013, connection on 02 July 2023. URL : <http://journals.openedition.org/mediterranee/5401>; DOI : <https://doi.org/10.4000/mediterranee.5401>
 - TSAYEM DEMAZE M., « Paradoxes conceptuels du développement durable et nouvelles initiatives de coopération Nord-Sud : le Mécanisme pour un Développement Propre (MDP) », Cybergeog : European Journal of Geography [En ligne], Environnement, Nature, Paysage, document 443, mis en ligne le 20 mars 2009, consulté le 5 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cybergeog/22065> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cybergeog.22065>

- VÁZQUEZ BARQUERO A., 2007. "Endogenous development. Theories and policies of territorial development," INVESTIGACIONES REGIONALES - Journal of REGIONAL RESEARCH, Asociación Española de Ciencia Regional, issue 11, pages 183-210
- WALKER, B. H., J. M. ANDERIES, A. P. KINZIG, AND P. RYAN. 2006. Exploring resilience in social-ecological systems through comparative studies and theory development : introduction to the special issue. Ecology and Society 11(1): 12. [online] URL : <http://www.ecologyandsociety.org/vol11/iss1/art12/>
- YILDIRIM Y., REQUIER-DESJARDINS M., REY-VALETTE H., « Étudier la perception des services écosystémiques pour appréhender le capital environnemental d'un territoire et ses enjeux de développement, le cas de la péninsule de Karaburun en Turquie», Développement durable et territoires [En ligne], Vol. 8, n° 3 | Novembre 2017, mis en ligne le 25 novembre 2017, consulté le 02 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/11894> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.11894>
- ZAIR T. "Citoyenneté et démocratie participative au Maroc, les conditions de la construction d'un modèle".. Processus constitutionnels et processus démocratiques. Les expériences et les perspectives. Le Conseil constitutionnel du Royaume du Maroc, la Commission de Venise, l'Association Internationale de Droit Constitutionnel, l'Association marocaine de droit constitutionnel. Marrakech, 29-30 mars 2012.

WEBOGRAPHIE

<https://provinceazilal.ma>

<https://hypergeo.eu>

<https://www.maroc.ma/fr/content/strategie-nationale-de-developpement-durable>

<https://www.geoparc-mgoun.ma/>

<https://journals.openedition.org/>

<https://www.hcp.ma>

<https://www.unesco.org/fr>

<http://www.indh.ma/>

<https://www.ads.ma/>

<https://provinceazilal.ma/>

<http://geoconfluences.ens-lyon.fr>

<https://fr.communesmaroc.com>

<https://indh-azilal.ma/>

<https://www.muat.gov.ma/>

<https://ampcpp.ma/fr/>

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : carte d'indice de pauvreté multidimensionnelle 2014 (%)	124
Figure 2 : schéma de gestion d'eau	131
Figure 3 :Mobilisation des acteurs sur les objectifs 3MAO	225
Figure 4 : Plan de convergence entre acteurs d'ordre 1	226
Figure 5 : Graphe des convergences entre acteurs d'ordre 1	227
Figure 6 : Plan des divergences entre acteurs d'ordre 1	228
Figure 7 : Graphe des divergences entre acteurs d'ordre 1	229

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : compétences du conseil provincial de son président et attributions de la province.....	68
Tableau 2 : questionnements relatifs aux différentes dimensions du territoire	87
Tableau 3 : Synthèse des déficits par domaine	202
Tableau 4 : synthèse des catégories d'Indice CDL.....	202
Tableau 5 : Matrice d'indice directe.....	221
Tableau 6 : Matrice des position évaluées	222
Tableau 7 : Vecteur d'influence.....	224

LISTE DES CARTE

CARTE 1 : limites de la région Béni Mellal Khénifra	18
CARTE 2 : Unités Morpho structurales. Source schéma régionale d'aménagement du territoire de la région Beni Mellal Khenifr	21
CARTE 4 : Relief de la région Béni Mellal Khenifra.....	22
CARTE 5 : : Cartes des tribus. Source Mohamed Hamlik, Université de Fès (2007).....	112
CARTE 6:Carte du patrimoine Naturel et Bati	121
CARTE 7 : Indice de pauvreté multidimensionnelle 2014 (%)	124
CARTE 8 : Taux d'alphabétisation 2014(%).....	126
CARTE 9 : Limite du Geoparc M'Goun	166
CARTE 10 : Indice de développement social dans la région Beni Mellal Khénifra	189
CARTE 11 : Densité de la population	201
CARTE 12 : Infrastructure	203
CARTE 13: Taux de migration temporaire	204

LISTE DES PLANCHES

PLANCHE 1 : Patrimoine naturel	138
PLANCHE 2 : Une dynamique régionale pour le développement	162

ANNEXE



Questionnaire : État des lieux des guides de montagne

Ce questionnaire fait partie d'un doctorat en géographie, effectué à l'université de Cadi Ayyad faculté des lettres et sciences humaines au sein du laboratoire le LERMA, dont le sujet est ; le développement territoriale dans les montagnes du Haut Atlas central. Il est anonyme et ne sortira pas du cadre d'un travail universitaire.

IDENTIFICATION PERSONNEL ET PROFESSIONNELLE :

1. Vous êtes : Un homme Une femme
2. Année de naissance :
3. lieu de naissance :
4. Commune territoriale :
5. Vallée :
6. Niveau scolaire :
 Primaire Formation professionnelle
 Secondaire Universitaire
7. Statut social : célibataire marié(e) veuf (ve)
8. Enfants :
9. Lieux de résidence :
10. Langue pratiquée :
 Amazigh Espagnole
 arabe Allemand
 Français Italienne
 Anglais Portugaise
 autre à mentionner :
11. Sécurité sociale : Oui Non
12. Lieu d'affectation :
13. Depuis combien d'années travaillez-vous en tant que guide ?
14. Etes-vous certifiés ? Oui Non
15. Vous êtes un guide de : ville des espaces naturelles

ORGANISATION PROFESSIONNELLE :

16. Pourquoi avez-vous choisi ce métier ?

- 1.....
- 2.....
- 3.....
- 4.....

17. Avez-vous déjà exercé le métier sans autorisation ?

- Oui Non

18. Etes-vous affiliés à une organisation professionnelle et ou une association ?

- Oui Non

- Si oui, laquelle ?
- Si oui, quels intérêts ou avantages vous retirez de votre adhésion à ce type d'organisations ?

1.....

2.....

19. L'activité de guide des espaces naturelles (ex appellation guide de montagnes) est votre activité professionnelle :

- Principale Secondaire

20. Exercez-vous une autre activité professionnelle en dehors de votre activité de guide ?

- Oui Non

- Si oui, précisez quelle(s) est (sont) ce(s) autre(s) activité(s) professionnelle(s) :

1.....

2.....

21. En tant que guide, quel est votre statut professionnel ?

- Indépendant
 Salarié
 Fonctionnaire
 Autre :

22. En moyenne, au cours de vos 5 dernières années d'activité, combien de jours par AN avez-vous travaillé en tant que guide ?

- moins de 20 jours par an Entre 141 et 200 jours par an
 Entre 21 et 80 jours par ans 200 jours par an
 Entre 81 et 140 jours par an

23. En tant guide, quels types de prestations effectuez-vous ?

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Visites individuelles | <input type="checkbox"/> Randonnées (équestres, pédestre dos de mulet ou autres) |
| <input type="checkbox"/> Visites de groupes | <input type="checkbox"/> Autres (merci de préciser):..... |
| <input type="checkbox"/> Accompagnement | |
| <input type="checkbox"/> Excursions à la journée | |

24. Quelle est la nationalité de votre clientèle (mettez de 1 à 8 selon l'importance) :

- | | |
|--------------------------------------|--|
| <input type="checkbox"/> Marocaine. | <input type="checkbox"/> Espagnole. |
| <input type="checkbox"/> Suisse. | <input type="checkbox"/> Russe |
| <input type="checkbox"/> Française. | <input type="checkbox"/> Allemande |
| <input type="checkbox"/> Américaine. | <input type="checkbox"/> Autre à préciser :..... |

25. Quels sont vos clients ? (Vous pouvez donner plus d'une réponse, "1" étant le plus important.)

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Groupes constitués | <input type="checkbox"/> Agence de voyage |
| <input type="checkbox"/> Individuels | <input type="checkbox"/> Autres (merci de préciser) : |
| <input type="checkbox"/> Scolaires | |

26. Quel volume de prestations assurez-vous par an en moyenne approximativement ?

- | | |
|-------------------------------------|---------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> De 0 à 10 | <input type="checkbox"/> De 50 à 100 |
| <input type="checkbox"/> De 10 à 20 | <input type="checkbox"/> Autres |
| <input type="checkbox"/> De 20 à 50 | |

27. Quelles sont selon vous les périodes creuses de l'année en termes de fréquentation de la clientèle ?

28. Avez-vous déjà eu des problèmes de santé liés à votre activité de guide (l'altitude et/ou au froid) ?

- Oui Non

CONTRAT ET PARTENARIAT :

29. Avez-vous des alliances ou accords avec d'autres guides ?

- Oui Non

30. Dans vos activités de guidage, travaillez-vous avec des partenaires extérieurs ?

- oui non

➤ Si oui lesquels ? énumérez-les par ordre de préférence :

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Commune | <input type="checkbox"/> Agences de voyages |
| <input type="checkbox"/> Province | <input type="checkbox"/> Tours opérateurs |
| <input type="checkbox"/> Région | <input type="checkbox"/> Guides |
| <input type="checkbox"/> Associations | <input type="checkbox"/> Structures d'hôteliers et d'hébergements |
| <input type="checkbox"/> ADS | <input type="checkbox"/> Entreprises |
| <input type="checkbox"/> E & F | <input type="checkbox"/> Coopératives |
| <input type="checkbox"/> INDH | <input type="checkbox"/> Autres précisez :..... |
| <input type="checkbox"/> ONG (GIZ.) | |
| <input type="checkbox"/> Union des coopératives | |

31. Quels sont les principaux critères qui vous ont amené à choisir vos partenaires ?

	Partenaire 1	Partenaire 2	Partenaire 3	Partenaire 4
Choix guidé par l'appartenance au groupe				
Ses moyens technique et ou/ son savoir faire				
Sa notoriété				
Ses prix				
Ses garanties en termes de qualité (label, certificat, etc.)				
Sa proximité géographique				
La complémentarité de ses compétences				
La garantie d'un contrat a long durée				
San objet (choix opéré par le partenaire)				

32. Quel est le type de partenariat ?

- | | |
|--|---------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Formation | <input type="checkbox"/> Matériel |
| <input type="checkbox"/> Financement | |
| <input type="checkbox"/> Commercialisation | <input type="checkbox"/> Autre :..... |

33. Par quels biais vos clients viennent à vous contacter ? (Veuillez énumérer vos choix)

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Prospection | <input type="checkbox"/> Outils de communication |
| <input type="checkbox"/> Relations | <input type="checkbox"/> Référencement CPT/CRT/ OT |
| <input type="checkbox"/> Bouche à oreille | <input type="checkbox"/> Autres (merci de préciser) : |

34. Pratiquez-vous des tarifs différents en fonction des périodes ?

Oui Non

ACTIVITES ET INVESTISSEMENTS :

35. Quels sont vos concurrents directs ?? (Vous pouvez donner plus d'une réponse, "1 " étant le plus important.)

- Guides
- Agences de voyage
- Tours opérateurs
- La population locale
- Autres destinations
- Autre précisez :.....

36. Est-ce que vous avez fait des investissements personnels ?

Oui Non

37. Si oui Dans quel secteur ?

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Tourisme | <input type="checkbox"/> Maison/ appartement |
| <input type="checkbox"/> Artisanat | <input type="checkbox"/> Agence De Voyage |
| <input type="checkbox"/> Commerce | <input type="checkbox"/> Agence De Location De Voiture |
| <input type="checkbox"/> Agriculture | <input type="checkbox"/> Hôtel |
| <input type="checkbox"/> Gites | <input type="checkbox"/> Coopérative |
| <input type="checkbox"/> Maison D'hôte | <input type="checkbox"/> Autre précisez :..... |
| <input type="checkbox"/> Ferme d'hôtes | |

38. Est-ce que vous prévoyez faire des investissements au cours des prochaines années ?

Oui Non Je Ne Sais Pas

39. Aimerez-vous recevoir de la formation pour développer votre activité ?

Oui Non

40. Dans quel domaine aimeriez-vous recevoir de la formation ou du perfectionnement ?
(Vous pouvez donner plus d'une réponse, "1 " étant le plus important)

- Gestion, vente, commercialisation
- Techniques spécifiques
- Marketing et communication
- Autre précisez.....

41. Prévoyez-vous avoir besoin d'aide pour votre activité ?

Oui Non Je Ne Sais Pas

42. Quel type d'aide ?

- Financier
- Formation
- Commercialisation

- Matériels
- Administrative

43. Prévoyez-vous que cette aide sera facile ou difficile à trouver et indiquez pourquoi, à votre avis ? Facile Difficile
Pourquoi ?

44. Quelle est votre perception de la situation économique des métiers ?
 En Croissance En Décroissance
 Stable Ne Sais Pas
Commentez :

45. Quels sont les éléments qui vous permettent de vous démarquer des autres organismes/guides exerçant sur votre secteur ?
1.....
2.....
3.....

46. Est-ce que vous avez des conflits avec d'autres guides ? Oui Non

47. Est-ce que vous avez des conflits avec des instances ? Oui Non

48. Comment qualifier vous votre relation avec les services extérieurs ?
 Aucune relation
 Mauvaise
 Assez bonne
 Bonne
 Très bonne

49. Qu'est-ce que vous suggérez pour développer le métier ?

- 1.....
- 2.....
- 3.....
- 4.....

50. Qu'est-ce que vous suggérez pour développer l'attractivité de la province d'Azilal

- 1.....
- 2.....
- 3.....
- 4.....

Nous vous remercions de votre participation

Guide de collecte d'informations pour le secteur « Agriculture »

Acteurs clés à rencontrer au niveau de la province et de la commune rurale :

- 1 – ORMVAT, ONCA, Chambre Régionale d'Agriculture
- 2 - Coopératives
- 3 - GIE d'agriculteurs

1. ORMVAT

↪ Données statistiques

Demander toutes les données statistiques existantes, actualisant le RGA 1996.

↪ Les exploitations et les secteurs de production

- Quels sont les grands types d'exploitations agricoles dans la province et par commune ?
- Quel a été l'évolution du secteur agricole ces 10 ou 20 dernières années ?
 - Y a-t-il des secteurs de production qui ont connu un développement ? Si oui, lesquels, depuis quand, quelles en sont les raisons ?
 - Y a-t-il des secteurs de production qui ont connu une régression, voire même qui ont disparu ? Si oui, lesquels, depuis quand, quelles en sont les raisons ?
 - Y a-t-il eu de nouveaux secteurs de production qui ont apparus ? Si oui, lesquels, depuis quand, quelles en sont les raisons ?
- Quels sont les secteurs de production agricole les plus importants, en terme :
 - D'emploi
 - De superficie
 - De valeur ajoutée

↪ Les autres facteurs de production : main d'œuvre et équipement (soit des données du département de socio-économie de l'ORMVAT, de l'INRA ou des travaux des étudiants de l'IAV ou de l'ENA, en principe domiciliés au sein de l'ORMVAT)

- Quelle est la part approximative de main d'œuvre familiale, salariée, saisonnière selon les types d'exploitations ?
- Quel est le niveau de qualification de la main d'œuvre (familiale, salariée, saisonnière) ?
- Est-ce que certaines exploitations utilisent de la main d'œuvre immigrée ? Si oui, combien de personnes, d'où viennent-elles, quel est leur niveau de qualification ?
- Quel est le niveau général de mécanisation dans la commune ?
- Quels sont les équipements utilisés (tracteurs, moissonneuses, motopompes, ...) ?
- Précisez quels types d'équipements appartiennent aux exploitants, selon les types d'exploitations. Quels exploitants louent des équipements ? A qui (coopératives, privés) ?
- Quels sont les grands aménagements agricoles dans la ? (notamment les aménagements hydroagricoles comme par exemple : barrage sur cours d'eau, barrage collinaire, aménagement public/privé d'irrigation, ...) ?
- Quel est leur état ? Existe-t-il des systèmes de gestion pour leur entretien, des

↪ L'analyse amont/aval des secteurs de production

Guide de collecte d'informations pour le secteur « Développement social »

Acteurs clés à rencontrer au niveau de la province et de la commune rurale :

- 1 – Agence de développement sociale
- 2 – INDH
- 3 – Entraide nationale
- 4 – Fond de développement rural est zones montagneuses
- 3 – Associations ONG

↪ **Données statistiques**

Demander toutes les données statistiques existantes

↪ **Activités**

- Quelle est la stratégie de votre structure ?
- Quels sont vos missions sur le territoire de la région et spécialement sur le territoire de la province d'Azilal ?
- Quels sont les projets ou actions en lien avec le développement de la province d'Azilal ?
- Quel est leur historique ?
- Sont-ils des projets propres à votre structure ou menés en partenariat avec d'autres structures ?
- Quels sont les outils utilisés (plan de développement, schéma d'aménagement, charte de tourisme, projets localisés,...)

↪ **Dynamique d'acteurs**

- Quels sont les acteurs de près ou de loin qui y sont impliqués ?
- Quels sont les moyens qui y sont mobilisés ?
- Quel est l'impact escompté à long terme ? (lutte contre la pauvreté, emploi des jeunes, ...)
- Jusqu'à quel degré l'implication des acteurs locaux
-

↪ **Autres points de discussion**

- Quel est votre diagnostic des secteurs d'activités dans la province ?
- Quels sont les activités principales dans la province ?
- Les activités qui y sont menées sont-elles adéquates ? en proposez-vous d'autres ?
- En quoi est-il susceptible de lever les contraintes que vous avez citées ?
- Quelles propositions ou scénarios vous suggérez ?
- Comment peut-il être un levier du développement de la Région ?

Guide de collecte d'informations pour le secteur « Tourisme »

Acteurs clés à rencontrer au niveau de la commune

- Directeurs d'hôtels, auberges, campings
- Directeurs de restaurants
- Responsables de sites touristiques, conservateurs, etc
- Responsable d'agence/association locale de tourisme
- Association des guides, des gîteurs ou des hôteliers

Identification de la structure

- Pouvez-vous nous présenter votre structure ?
 - Qui est à l'origine sa création ?
 - Comment a-t-elle trouvé les moyens de se lancer puis de se développer ?

Type de structure (hôtel, auberge, restaurant, agence locale de tourisme, association de gestion de site touristique, ...)	
Date de création	
Domiciliation	
Types de services fournis	

Activités

- Quelles sont vos activités aujourd'hui ?
 - Produits : nuitée, restauration, séminaires, organisation de circuits touristiques, visites de site, ...
 - Fréquentation : nombre de nuitées/an, nombre de couverts/an, nombre de circuits/an, nombre de visiteurs/an, ...
 - Types de clients (types de tourisme, clients locaux, clients d'affaire, ...)

Fonctionnement

- Comment fonctionne votre structure ?
- Dans le cas de sites touristiques, comment se passe la gestion du site, notamment en termes d'entretien ?
- Disposez-vous d'appuis extérieurs, avez-vous recours à des services ?
- Quels sont les principaux problèmes que vous rencontrez ?
- Quelles sont vos perspectives (projets envisagés), votre stratégie ?

Perception générale du tourisme sur la commune

- Quelle est l'importance du tourisme dans la commune (en nb d'emplois, de ressources financières ...) ?

Meryem MHIJIR
06 67 78 64 68 /Email : meryemmhijir@gmail.com
Département de Géographie
Faculté des Lettres et des Sciences Humaines
Université Cadi Ayyad – Marrakech

Objet de la rencontre avec M. le Gouverneur de Sa Majesté à Azilal

- *Présentation de la recherche et de la doctorante*
- *Exprimer les besoins en matière d'appui des autorités locales*
- *Soumettre quelques questionnements dans le cadre de la recherche*

Sujet de thèse sous la direction du Professeur Mohammed El Aklaa :

Haut-Atlas Central : acteurs publiques et privés en matière de politique territoriale

Résumé du projet de recherche :

Le Haut Atlas Central est souvent présenté sous l'angle de richesses socio-culturelles, d'aménités naturelles et d'opportunités de tourisme alternatif, rural ou solidaire. Il recouvre des réalités, des intérêts et des répertoires d'action complexes et parfois contradictoires.

Face à la multitude d'actions et de stratégies, à la diversité des acteurs, nous nous sommes demandés si les relations complexes et parfois enchevêtrées ou au contraire complètement indépendantes ne sont pas à l'origine des difficultés de concertation et de mise à niveau en terme d'information, conditions nécessaires pour la réussite de l'élaboration d'une vision commune, des orientations stratégiques et un plan d'action qui définit les moyens et les responsabilités de toutes les parties prenantes.

Il s'est avéré important de croiser les analyses du maximum d'acteurs et de comprendre leur perception des autres intervenants. On note que les interventions sont souvent sectorielles et n'embrassent pas la diversité du territoire telle que le laissent entendre les projets affichés

Méthodes et outils de recherche :

Analyse documentaire, cartographie, entretiens individuels ou des ateliers, questionnaires au cas où des données chiffrées ne sont pas disponibles.

Besoins : Rencontres avec les services publiques et privés de la Province d'Azilal

Objectifs : recueil de données quantitatives, des programmes d'actions en cours ou programmés, rencontres pour des entretiens sur base de guides élaborés (attribution de l'institution, les actions de développement, articulation avec les programmes des autres acteurs à Azilal)

Date de l'entretien :

Enquêteur :

Lieu :

QUESTIONNAIRE DES ORGANISATION PROFESSIONNELLE

IDENTIFICATION DE L'Organisationnelle Professionnelle

1. Nom de l'OP
2. Commune rurale
3. Président
4. Vice(s)-président(s).....
5. Secrétaire général.....
6. Trésorier
7. Conseillers
8. Composition des membres

CHAPITRE 1 : Historique de l'OP

1) Nous souhaitons connaître l'historique de l'OP

- Nom :
- Date de création :
- Capital de l'OP :
- Qui en sont les fondateurs ?.....
- Quels étaient leurs motivations ? (ex. AUEA inspirant la création d'une OP)

-
- Quelles bases initiales ? (unité sociale, capacité de production/commercialisation, incitation extérieure)

-
- Quelles étaient les premières activités ?
-

➤ Si oui, qui en a été le rédacteur ?

.....
.....

• L'OP a-t-elle un règlement intérieur ? Oui Non

➤ Si oui qui en a été le rédacteur ?

.....
.....

• Combien d'adhérents comptait l'OP à sa création ?

• Combien de membres compte-t-elle aujourd'hui ?

• Quelles sont les conditions d'adhésion ?

.....
.....

.....

• Quel est le montant de cotisation ?

• Tous les membres s'acquittent des droits de cotisation ? Oui Non

3) Quels sont les moyens de communication avec les membres de l'OP ?

.....

• Animez-vous des rencontres régulières ? Oui Non

• Combien et à quelle date ?

• Y a-t-il un comité exécutif ? Oui Non

4) l'OP emploie-t-elle des salariés ?

Oui Non

➤ Si oui combien de personnes ?

➤ Quelles sont leur missions ?

.....
.....

5) Votre OP connaît-elle des difficultés en matière d'organisation ?

Oui Non

➤ Si oui lesquelles ?

.....
.....

6) Avez-vous des suggestions pour améliorer la vie de votre OP ?

Oui Non

➤ Si oui lesquelles ?

CHAPITRE 3 : Economie ET finance

7) Quelles sont les sources des fonds à la création de votre OP ?

• Etes-vous appuyés par une autre institution ? Oui Non

➤ Si oui, laquelle ?

8) Comment assurez-vous la gestion financière de votre OP ?

• Avez-vous un compte bancaire ? Oui Non

• Avez-vous un cahier de banque ? Oui Non

• Avez-vous un cahier de caisse ? Oui Non

9) Avez-vous connu des difficultés en matière de gestion financière ?

Oui Non

➤ Si oui lesquelles ?

10) Avez-vous des suggestions pour l'améliorer ?

Oui Non

➤ Si oui, lesquelles ?

CHAPITRE 4 : Approvisionnement

11) Nous souhaitons être informé sur l'approvisionnement

• Quels sont les produits que vous collectez ?

Olive

Amande

Plante aromatique

Noix

Miel

Lait

Légumineuses

Fruits

Légumes

Article artisanal

Autres

.....

• Avez-vous des points de collecte du produit dans votre commune ? Oui Non

• Avez-vous d'autres points de collecte en dehors de votre commune ? Oui Non

➤ Si oui, combine et où ?

.....

12) Comment vous approvisionnez-vous ?

- Uniquement auprès des adhérents ? Oui Non
 - Si non, auprès de qui ?

13) Dans le cas d'infrastructures de stockage (conserverie) ?

- À qui appartient-elle ?
- L'avez-vous acquise ou la louez-vous ?
 - Acquise Oui Non Louée Oui Non

14) Dans le cas d'une unité de transformation (ex. unité de trituration)

- À qui appartient-elle ?
- L'avez-vous acquise ou la louez-vous ?

Acquise Oui Non

Louée Oui Non

- Ces unités disposent-elles d'un business plan ? Oui Non
- Et qui en est responsable ?

CHAPITRE 5 : COMMERCIALISATION et Marketing

15) Commercialisation des produits

- Quels sont les marchés que vous fréquentez ?

.....

- Quels sont vos différents clients ?

.....

- Avez-vous des contrats avec eux ? Oui Non
- Utilisez-vous d'un système de quota lors de l'approvisionnement ? Oui Non
- Utilisez-vous d'un quota lors de la vente des produits ? Oui Non

16) Quel est le mode de paiement des acheteurs ?

- Chèque ? Oui Non
- ou espèce ? Oui Non

17) Commercialisez-vous toute la quantité collectée ?

Oui Non

- Si non, que faites-vous des stocks non vendus ?

18) Faites-vous des ventes directes aux consommateurs ?

Oui Non

- Si non, quelles sont les intermédiaires auxquels vous vous adressez,
- Si oui, où ?

19) De la préparation du produit et la vente sur le marché

- Quels sont les circuits empruntés pour la commercialisation ?
- Marché local,
- Marché régional
- Marché national
- Autres

20) Quels sont les moyens utilisés en termes de marketing ?

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> appellation d'origine protégée | <input type="checkbox"/> Qualité (expliquez) |
| <input type="checkbox"/> Ciblage de clients | <input type="checkbox"/> Autres signes distinctifs |

21) Avez-vous des difficultés en termes de marketing ?

Oui Non

- Si oui, lesquelles ?

22) Avez-vous des suggestions pour la promotion de vos produits ?

Oui Non

- Si oui, lesquelles (ex. certification, publicité) ?
- Comment pensez-vous vous le faire en termes de ressources humaines et financières ?